

LA CONFÉRENCE INTERLIBANAISE  
DE LAUSANNE

La Syrie est intervenue  
énergiquement pour imposer  
un cessez-le-feu.

LIRE PAGE 3 L'ARTICLE  
D'ERIC ROULEAU

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Lauragot

« Le Monde des arts  
et des spectacles »

Pages 15 à 23

Carmen, de Francesco Rosi :  
l'opéra de la réalité

# Le Monde

## Mme Thatcher au pied du mur

Rarement une négociation européenne, au départ complexe, s'est présentée en des termes aussi clairs. Désormais, le succès du conseil européen qui se tiendra les lundi 19 et mardi 20 mars à Bruxelles dépend presque exclusivement de Londres et de la volonté de Mme Thatcher de faire preuve d'un minimum d'esprit de compromis. Le mérite de la France, c'est d'être parvenu à suffisamment débrouiller les cartes pour ne pas offrir aux Britanniques, si tant est qu'ils en aient l'envie, la possibilité de mélanger les problèmes et de jouer sur des rivalités subalternes pour se soustraire à leurs responsabilités.

Ainsi Paris n'a pas cherché à se dérober à une réforme en profondeur de la politique agricole commune. Cette dernière apparaît, malgré ses défauts, comme une grande réussite. Victime de son succès, elle en est arrivée au temps des contraintes. Celles qui viennent d'être acceptées pour le lait sont dures. Mais, outre le fait que le sacrifice est demandé à tous, il est vrai que M. Rocard, plaçant la cause d'un pays où la production laitière a plus qu'ailleurs un rôle social, est parvenu à limiter les dégâts.

Paris a demandé aux Allemands, en contrepartie, de supprimer les montants compensatoires monétaires (MCM), qui sont devenus la bête noire des paysans français. L'arrangement qui est intervenu prévoit leur élimination en trois ans. Sans être tout à fait satisfaisant, il apparaît un effort réel pour l'Allemagne, qui s'engageait à ce que les prix en Deutschmarks soient gelés jusqu'en 1987.

Les Dix sont également d'accord pour mieux maîtriser l'évolution des dépenses agricoles et non agricoles. Ces dispositions constituent l'élément le plus novateur des décisions qui devraient être prises par le conseil européen. C'est une garantie contre les dérapages budgétaires de toutes sortes, et en particulier contre ceux qui pourraient résulter du futur élargissement à l'Espagne et au Portugal. C'est, même si on le sait, une réforme institutionnelle de fait : les gouvernements, sans toucher aux pouvoirs que le Parlement détient des traités, prennent l'engagement politique de ne plus tolérer, comme dans le passé, ses débordements.

Sur les dossiers jusqu'ici traités, le Royaume-Uni n'a fait aucune concession. Les décisions prises vont au contraire dans le sens de ses revendications. Il reste à fixer la compensation à lui accorder pour alléger sa contribution au budget européen. M. Roland Dumas, ministre français des affaires européennes, a noté mardi « une convergence des points de vue des Neuf ». Nul doute que, sous l'effet de régler le contentieux, ceux-ci feront une offre généreuse. L'idée serait de proposer un montant pour 1984 - on cite le chiffre de 750 millions d'ECU - puis, à partir de là, de bâtir un mécanisme garantissant à Londres qu'une fraction substantielle de sa contribution serait prise en charge par les partenaires.

Mme Thatcher peut être tentée d'exploiter le souci d'aboutir de ses interlocuteurs, et en particulier de la présidence française, pour faire monter les enchères. Mais le jeu a ses limites : le coût politique, notamment envers les paysans, que M. Mitterrand a accepté de payer pour relancer une coopération européenne qu'il considère comme nécessaire à la France n'est déjà pas négligeable. L'effort en faveur du Royaume-Uni, pour être compris par l'opinion publique, peut être réel mais doit demeurer raisonnable. C'est toute la différence entre la solidarité et la défaite.

(Lire page 32.)

## Nouveaux succès pour M. Hart

Le sénateur démocrate réussit une percée dans le sud des Etats-Unis mais ne parvient pas à prendre un avantage décisif sur M. Mondale

Washington. - M. Gary Hart a marqué de nouveaux points le mardi 13 mars dans la course à l'investiture démocrate, sans arriver pour autant à prendre un avantage décisif sur M. Walter Mondale. Une dure compétition va donc se développer entre le jeune sénateur du Colorado et l'ancien vice-président de M. Carter. Les deux autres candidats restant en lice ne devraient y faire que de la figuration.

La médiocrité de ses résultats, mardi, et l'endettement de sa campagne (2 millions de dollars) pourraient en effet obliger bientôt le sénateur Glen à jeter le gant, bien qu'il ait affirmé sa volonté de se maintenir.

Le pasteur Jackson a, lui, obtenu de bons scores en Alabama et en Géorgie (environ 20 % des voix), mais sans arriver à se rallier les Blancs ni même d'autres électeurs noirs que les plus jeunes. En conséquence, sa campagne ne peut plus compter que du témoignage.

Quant à M. McGovern, il a annoncé son retrait si, après avoir appris qu'il était arrivé troisième (avec 20 % des voix) dans le Massachusetts, le seul des neuf Etats en jeu ce « super-mardi » où il était bien placé, le seul Etat où il l'avait emporté face à M. Nixon en 1972.

Sur les cinq Etats dont les résultats étaient connus ce mercredi en fin de matinée (heure de Paris), M. Hart en a remporté trois, la Floride (41 % des voix contre 33 % à M. Mondale), le Massachusetts (39 % contre 27 %) et le Rhode-Island (49 % contre 37 %). Sa victoire s'ajoutait également assurée dans l'Oklahoma. M. Mondale n'a obtenu que le soutien du sénateur du Colorado qui dans l'Alabama (34 % contre 23 %). Il n'a fait que sauver les meubles en Géorgie (31 % contre 28 %) (1).

Compte tenu de l'écrasant rapport de forces en faveur de M. Mondale, il y a deux semaines encore, ces pourcentages constituent un succès pour M. Hart qui, en janvier, ne réussissait, par exemple, que 3 % des intentions de vote dans le Massachusetts. Sa réussite est encore plus impressionnante dans le Sud, où il n'avait eu qu'une dizaine de jours pour se faire connaître face à un adversaire puissamment organisé et

De notre correspondant

soutenu par la plupart des personnalités démocrates locales, y compris la veuve du pasteur King qui avait refusé de se rallier à M. Jesse Jackson.

Les huit points d'avance obtenus en Floride (dont la population est âgée et conservatrice), le coude-à-coude en Géorgie (Etat de M. Carter qui appuyait son ancien vice-président), et même la deuxième place en Alabama, où la force de la centrale syndicale AFL-CIO acquise à M. Mondale a pesé lourd, sont autant de raisons pour M. Hart de triompher.

Inconnu hier, il a démontré que son « message » sur la nécessité d'un « nouveau départ » pour l'Amérique séduisait non seulement la Nouvelle-Angleterre, mais aussi le Sud et sans doute également l'Ouest, où il avait remporté samedi le Wyoming et où on attend le résultat de l'Oklahoma, du Nevada et de l'Etat de Washington.

Balloté par ce raz de marée, M. Mondale n'a repris pied qu'en Alabama. C'est peu, mais cela a suffi à lui redonner le sourire. Le danger d'une percée aussi rapide que celle de M. Hart est, en effet

que les télévisions, l'opinion et la presse, en attendant toujours plus à chaque nouveau scrutin. Lorsqu'on a remporté haut la main quatre élections consécutives, il suffit de deux très relatives défaites, même balancées par trois nettes victoires, pour paraître commencer à marquer le pas.

Cela s'est senti mardi soir dans les premiers commentaires à chaud de la télévision, et cela est préoccupant pour M. Hart, car si sa percée n'était due qu'à lui-même, l'élan qui le porte depuis repose largement sur son image de gagnant.

Défait dans deux des trois Etats du Sud votant mardi, M. Mondale n'aurait eu que peu d'espoir de se rétablir. Défait dans un seul d'entre eux, il peut affirmer avoir commencé d'endiguer la vague, et c'est ce qu'il a aussitôt fait en répétant dans la soirée que la compétition serait serrée, mais qu'il n'était nullement balayé et comptait bien gagner l'investiture, puis l'élection présidentielle.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 5.)

(1) M. Mondale a, par ailleurs, remporté la primaire (par correspondance) des démocrates de l'étranger, avec sept points d'avance sur M. Hart.

## Compromis sur l'école privée

Les concessions faites de part et d'autre vont permettre le dépôt d'un projet de loi portant sur tous les points en discussion



M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 14 mars le bilan des négociations sur l'enseignement privé et les conclusions qu'il en tire. Le communiqué officiel devait préciser que les négociations sont terminées, après avoir porté sur les quatre points qui étaient, initialement, à l'ordre du jour : les règles d'inscription au budget des crédits destinés aux créa-

tions de classes, le financement des établissements privés par les collectivités territoriales, la création de l'établissement d'intérêt public (EIP) et le statut des personnels enseignants.

La position arrêtée par le gouvernement ne sera connue que le vendredi 16 mars lorsque le ministre de l'éducation nationale présentera un « texte cadre ». Un comité interministériel, qui a réuni mardi, autour de M. Pierre Mauroy, des ministres représentant toutes les sensibilités politiques de la majorité, s'est assuré de la solidarité du gouvernement à propos des décisions qu'annoncera le ministre de l'éducation nationale. C'est à partir de ces orientations que seraient rédigés projet de loi, décrets et arrêtés.

Ni le gouvernement ni l'enseignement catholique ne conçoivent de maintenir le statu quo. D'autant que, contre toute attente, les négociations ont permis à chacun des deux principaux partenaires de faire un pas vers l'autre.

« La négociation, relève, par exemple, le secrétaire général du Syndicat professionnel de l'enseignement libre catholique (SPELC), a permis de constater qu'il y avait un certain nombre de solutions techniques aux problèmes de principe qui étaient posés sur les quatre points. »

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 11.)

## « Langue de bois » et « parole vraie »

par THOMAS FERENCZI

Depuis que quelques-uns des acteurs de notre vie publique se sont donné pour rôle de « parler-vrai », il est convenu de condamner la « langue de bois » de la plupart des hommes politiques et de vanter le langage neuf dont usent ceux qui - de Michel Rocard à Yves Montand, en passant par Simone Veil et Jacques Delors - savent apparemment se faire entendre de l'opinion.

A y bien regarder, ce qui distingue la « langue de bois » de la « parole vraie », c'est principalement la pauvreté de son contenu, ou, si l'on préfère, le caractère très général des notions qu'elle véhicule. Les vastes mobilisations se font à ce prix. L'inconvénient est qu'elles ne vont pas sans malentendus.

A l'inverse, lorsque l'analyse devient plus précise et entre dans le détail des situations concrètes jusqu'à devenir, avec Yves Montand, le récit d'une expérience singulière, le message s'enrichit, mais sa portée s'en trouve réduite.

Entre la « langue de bois », qui laisse dans le flot l'action qu'elle accompagne, et le discours prétendu « véridique », qui a d'autant plus de

force qu'il ne s'accompagne d'aucune action, le langage que le peuple attend de ses dirigeants est celui qui limite au strict minimum la part de dissimulation qu'impose toujours la conduite des hommes.

Cette part est aujourd'hui excessive, dans le discours du pouvoir comme dans celui de l'opposition. Si le langage politique n'est plus adéquat, ce n'est pas qu'il soit délibérément mensonger, c'est plutôt qu'il correspond à une vision dépassée des choses ou, au mieux, à une vision confuse.

L'affrontement s'est ainsi organisé autour de quelques notions qui, à l'usage, se révèlent impropres à rendre compte de la complexité du réel, et brouillent, plutôt qu'elles ne clarifient, le discours de la gauche aussi bien que celui de la droite.

Une première dichotomie est devenue pour le moins incertaine : c'est celle qui oppose, en de nombreux domaines, le privé au public.

A considérer les programmes des partis, les choix sont simples : la gauche est pour les nationalisations, pour l'école laïque, pour la prédominance de l'Etat dans l'audiovisuel ; la droite défend l'entreprise capitaliste, l'enseignement dit « libre », et veut soumettre la radio et la télévision aux classiques lois du marché. D'un côté sont les partisans du service public, de l'autre les tenants de l'initiative privée.

La politique menée par le gouvernement socialiste a pris appui sur

ces principes consacrés, et il faut bien dire que l'opposition n'a pas fait preuve dans ses critiques de beaucoup plus d'originalité. On a vu récemment comment la controverse sur l'école privée inspirait aux divers protagonistes des déclarations outrancières, les uns accusant l'enseignement public de corrompre l'esprit de la jeunesse et les autres retournant ce reproche à l'Eglise catholique.

Le débat sur l'audiovisuel suscite les mêmes excès, puisque la gauche entend protéger les ondes de l'influence perverse des puissances d'argent et que la droite prétend les arracher à l'empire dangereuse du pouvoir politique.

Enfin, les dernières grèves, celle des camionneurs, puis celle des fonctionnaires, ont ravivé les vieilles polémiques sur les défauts respectifs du secteur public et du secteur privé.

Or tout indique qu'aujourd'hui, dans quelque champ d'activités que ce soit, les problèmes ne peuvent plus être posés en ces termes.

(Lire la suite page 8.)

PAGE 5  
Des candidats  
choisis  
par les électeurs  
par MAURICE DUVERGER

Aujourd'hui, mon Jean est femme.

Nicole Avril

Jeanne

Roman 70 F.

Flammarion

AU JOUR LE JOUR  
Rupture

A seize ans, l'âge des absolus et des grandiloquences, il a tué son professeur avec le pistolet de son père, avant de se donner la mort devant le reste de la classe. Il était fasciné par l'effort, « héros » moderne de la rupture.

Ailleurs, le même jour, on a retrouvé morts - asphyxiés pendant leur sommeil - cinq adolescents, des fugueurs qui avaient trouvé refuge dans une cave, sous un stade.

Ils n'avaient en commun que l'ardent besoin de tout plaquer ; délit de fuite devant notre monde. C'est fait.

BRUNO FRAPPAT.

« LA PUISSANCE ET LES RÊVES », DE RÉGIS DEBRAY

## Un iconoclaste à l'Elysée

« Le règne du droit suppose que la croix, non l'épée, soit l'axe du monde. Car l'épée peut s'aligner sur la croix, plus grande qu'elle parce qu'universelle, non sur le code, plus petit parce que particulier. Le socialisme démocratique, tardive défection chrétienne, apparaîtra-t-il comme un simple accroc dans la tunique sans couture de la chrétienté ? »

Quel est l'auteur de ce jugement définitif, on n'ose pas dire « dernier » ? Maritain, Jean Guittou, Etienne Borne, Domenech ? Non point : Régis Debray, passé en vingt ans des maquis et des prisons de Bolivie au cabinet d'un président de la République, dont il fait remarquer au passage dans son nouveau livre, *La Puissance et les Rêves*, que, s'il a célébré en 1981 le centenaire de la naissance de Teilhard de Chardin, il n'a pas consacré ne serait-ce qu'un mot, l'an dernier, à celui de la mort de Marx.

Sans doute l'auteur de *Révolution dans la révolution* ? N'a-t-il pas eu à forcer beaucoup son talent pour montrer tout l'artificialité des slogans dont s'est trop longtemps nourrie, en matière de politique étrangère, la pensée social-démocrate.

« Arbitrage international, sécurité collective, désarmement », ces mots ont en commun de présupposer que la raison, celle de Kant, finira par avoir le dernier mot. Ils ont nourri ce que Debray appelle joliment la « diplomatie des lacs » : les grandes conférences internationales à Genève, Strass, Locarno. Et aussi la pensée d'un Jaurès (le socialisme, cette foi acharnée dans la raison humaine) ou d'un Léon Blum, que l'auteur accuse du péché de « réalisme inexact », en ce qu'il « prête une force contraignante à un traité » et tient « pour réel ce qui ne l'est pas ».

Si l'on ajoute que Debray, à l'occasion, s'en prend à la « diplomatie lamartineuse (...) vériditaire, idéologique et normative (...) qui est à la diplomatie de puissance ce que la poésie est à la prose, puisque la forme y est sa propre fin », on peut se demander, si on connaît le goût du président de la République pour le père de Jocelyn, si une seule des grandes figures du panthéon socialiste lui paraît mériter d'être totalement épargnée.

ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 2.)



Le Monde

## idées

## Une longue tradition libérale

**F**RÉDÉRIC GAUSSEN (1) vient de mettre opportunément le doigt sur les difficultés qu'éprouve paradoxalement la gauche face aux manifestations modernes de l'individualisme.

Paradoxalement car, dès son origine, la gauche se définit comme la contestation par les individus de ces puissances collectives qu'étaient le trône, l'autel, la famille au sens romain du terme. Jean-Jacques Rousseau fut le chantre d'un individualisme tous azimuts, qui n'assouplit ses exigences qu'au profit d'un *Contrat social* librement assumé : en découle le suffrage universel et secret, qui délie l'individu des hiérarchies figées et fait de l'intérêt général non pas la somme, mais le produit majoritaire des volontés individuelles.

D'une certaine façon, la Révolution de 1789 marque cette assumption de l'individualisme : liquidation des « ordres » et des privilèges qui s'y attachent ; dissolution par la « loi Le Chapelier » des corporations et autres associations professionnelles. La critique de la Révolution faite par De Maistre, Bonald ou Balzac a d'ailleurs constamment porté sur la place excessive faite à l'individu au détriment de l'ordre social. La gauche, ce fut bientôt Hugo, Lamartine ou Stendhal, autant que Barbès et Blanqui.

Le combat de la gauche individualiste culmina avec deux événements : l'établissement de la laïcité dans l'Etat et l'école, libérés dans les dernières années du dix-neuvième siècle, non de la religion, qu'elle respecta, mais de l'intolérance cléricale, dont Veillon avait été l'incarnation ; l'affaire Dreyfus fit passer le respect de l'individu avant la raison d'Etat ; formidables affrontements idéologiques où le « parti de l'ordre », comme il s'appelaient lui-même, dut céder progressivement face à la gauche « libérale » : la Ligue des droits de l'homme en naquit, qui n'a cessé d'être animée par des hommes de gauche, socialistes le plus souvent.

L'émancipation féminine, si elle doit son élan aux deux guerres successives de 1914 et 1940 comme à la contraception, n'a juridiquement progressé qu'en s'appuyant sur l'attachement de la gauche aux droits de l'individu : divorce autorisé par l'Assemblée constituante, supprimé en 1816 par la Restauration, rétabli en 1884 quand fut laïcisé l'Etat, droit de vote en 1945, interruption volontaire de grossesse : dans ces deux derniers cas, de Gaulle et Simone Veil ont été combattus par la droite traditionnelle et soutenus par la gauche.

Mais il est vrai que, parallèlement, la pratique et la pensée collectivistes envahissaient la vie sociale et politique : Rousseau et la Révolution française avaient gardé pour modèles le paysan et l'artisan indépendants ; la pensée proprement socialiste se développait dans un monde bouleversé par l'industrialisation, une industrialisation qui déshumanisait la vie sociale comme l'existence individuelle. Alors, Marx imagina de remplacer « l'individu mortel », porte-douleur d'une force productive de détail, par l'indi-

par ROGER QUILLIOT (\*)

vidu intégral qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises (2) : à l'extrême droite du machinisme, l'individu s'épanouit dans le travail comme dans le loisir. L'individualisme est au bout de l'industrialisation.

Cette vision dialectique de l'évolution des choses débouche sur deux voies : celle que choisit Léna, la conquête de l'Etat, avec l'illusion de s'en débarrasser un jour, la mise entre parenthèses de l'individu avec l'arrière-pensée d'en assurer l'épanouissement ; celle que préférait Jaurès, qui, « au risque de surprendre un moment les lecteurs », se plaçait « sous la triple inspiration de Marx, de Michelet et de Plutarque » pour décrire tout à la fois « l'évolution économique fondamentale qui gouverne les sociétés, l'ardente aspiration de l'esprit vers la vérité totale et la noble exaltation de conscience individuelle défiant la souffrance, la tyrannie et la mort. Et de chanter toutes les libertés : le socialisme devenait l'élargissement de la démocratie (3).

Il y a quelque chose de commun, lyrisme mis à part, entre l'inspiration d'un Jaurès, qui doit autant à ses origines paysannes qu'au voisinage de Carmaux, et celle d'un Mitterrand, amoureux des grandes promenades solitaires, enraciné dans les villages individualistes de son Morvan et pourtant embarqué, avec chacun de nous, dans un monde industriel qui nivelle les modes de vie, masquait les comportements et fait éclater les relations urbaines.

## La massification est le fruit du marché

Car la massification des comportements est le fruit du marché et non celui du socialisme : il suffit de vivre aux Etats-Unis pour le constater ; la bureaucratie naît de la concentration et du gigantisme, même si le collectivisme la porte à son zénith ; et le nivellement s'est accentué avec la mécanisation des tâches et le travail à la chaîne. Ce n'est donc pas à dire que la pensée et la pratique collectiviste n'aient pas lourdement ajouté : ils n'ont pas créé le mouvement.

Quant à l'Etat-providence, si vertement mis en cause aujourd'hui, et qu'il faut distinguer de l'Etat-producteur, il n'est d'autre ambition initiale que d'assurer l'épanouissement de l'individu, jeune, adulte ou vieilli, en le garantissant, autant que faire se peut, contre la maladie, les infirmités de l'âge, en lui permettant de préserver son autonomie, de satisfaire ses aspirations ou ses différences. Pourquoi l'Etat devrait-il être policier pour protéger les biens matériels et s'abstenir de protéger les personnes ? Tout le problème est de savoir à quel niveau de crise l'Etat doit intervenir : est-ce pour prévenir la tempête, pour en arracher les naufrages ou pour les ensevelir ?

\* Ancien ministre.

Toute prévention a sa logique. Mais aussi ses perversions et ses excès qu'il faut combattre. Et c'est de quoi l'on se préoccupe, légitimement.

Décentralisation, nous dit-on : depuis 1884, jamais on est allé aussi loin qu'avec les « lois Defferre ». Soutien aux initiatives locales : les plans Etat-région et les contrats de culture ou d'environnement en fournissent des exemples. Modification des conditions de travail ou d'exercice de l'autorité : pour les premières, l'évolution technique y pourvoira de façon imprévisible ; pour les secondes, les « lois Auroux », si critiquées, les adaptent aux temps présents. Médias : les radios libres fonctionnent, tout comme la Haute Autorité de l'audiovisuel ; et la loi sur la presse devrait en préserver le pluralisme, en interdisant d'excessives concentrations. Logement : le choix est équitablement ouvert entre la location et l'accession à la propriété. Santé publique : on accroît continuellement la prévention, et le maintien à domicile, parallèlement aux nécessaires hospitalisations : encore faudra-t-il en mesurer le coût. Et, s'il est vrai qu'en matière d'éducation le préceptoire reste la formule idéale, nul ne la tient pour praticable, alors, va pour le tuteurat, préconisé par Alain Savary, et contesté ou ne sait trop pourquoi.

## Chacun se veut libre, mais aidé

Bref, dans bien des domaines, l'intervention étatique se fait « plus sélective et plus incitative ». Mais Frédéric Gausson a raison de le dire ; en dépit de tout, la gauche passe pour ne penser qu'en termes de masse et d'Etat. Sans doute, le recours aux nationalisations y est-il pour quelque chose : mais il s'agit précisément, en matière économique, comme ailleurs, d'établir des contre-pouvoirs aux énormes conditions d'intérêts supranationales.

Et puis, il y a les impôts, les prélèvements sociaux que seule la crie alourdissent, et qui semblent alimenter un appareil collectif insatiable. Mais chacun oublie qu'il y a, puis, qu'il en réclame et en redemande. Chacun se veut libre, mais aidé, soutenu, garanti dans ce qu'il entreprend. L'Etat-providence, c'est nous tous qui l'avons secrété au long des ans, qui le nourrissons et nous en nourrissons en retour. Peut-être avons-nous oublié à tort la tradition mutualiste et coopérative, plus respectueuse des choix individuels.

Quant à l'égalitarisme qu'on dénonce à l'envi, je n'en vois nulle trace dans la tradition de la gauche : lutte contre les privilèges, oui ; pour des chances égales, oui encore. Et que l'on m'accuse de citer un texte peu connu de Léon Blum : « J'ai toujours considéré que l'égalité était le respect égal de la variété et les formules de l'égalité sont non pas - tous à la fois - ou - tous dans le même sac - mais - chacun à sa place - et - à chacun son dû ». Ainsi les élites (4) dégagées par la sélection, pour la direction, l'organisation, le commandement, ne risquent pas de devenir des aristocrates... De ce point de vue, il ne s'agit plus d'assurer à toutes les unités sociales des droits identiques, mais d'employer au mieux, pour la diversité des tâches sociales, la diversité inégale des tempéraments individuels (5).

N'est-ce pas là le fondement d'un individualisme de gauche qui, comme le montre brillamment Max Gallo, a ses antécédents, ses lettres de noblesse et son actualité - et sans doute son avenir ?

- (1) Le Monde du 23 février 1984.
- (2) Le Capital II.
- (3) Histoire socialiste. Introduction générale.
- (4) C'est Blum qui souligne.
- (5) Notes d'Allemagne. Buchenwald, 23 février 1945.

**RECTIFICATIF.** - MM. Jean-Claude Hourcade et Jean-Marie Poutrel, coauteurs de l'article « En phase avec le nouvel impératif industriel » (Le Monde du 3 mars), sont respectivement chargés de recherche au CNRS et directeur d'étude au BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions économiques) et non - chercheurs du GERMES, qui avait organisé le colloque auquel ils participaient.

## Jaurès, réveille-toi !

par PIERRE BERCIS (\*)

**L**A gauche au pouvoir depuis mai 1981 mène une lutte sans merci sur le plan économique avec, souvent, des résultats positifs. Après avoir œuvré au réajustement des grands équilibres, elle s'attaque maintenant à la réforme des structures industrielles héritées d'un brillant passé mais inadaptables à la situation de demain. Le courage de nos dirigeants est, de ce point de vue, peu commun.

Gagner la bataille économique peut cependant n'être qu'une victoire à la Pyrrhus si nous perdons la guerre idéologique. Or, tout laisse à penser, *volens nolens*, que c'est ce qui se produit. La gauche n'a pas réussi à faire passer son message. Les Français, désorientés, ne comprennent pas le sens profond de son action.

En mai 1981, ils ont rejeté la droite arrogante pour appeler aux responsabilités François Mitterrand sans mesurer exactement ce que cela signifiait. De sorte que les socialistes sont en train de réaliser leur programme devant un électoral étonné, voire irrité par tant de bouleversements auxquels il ne s'attendait pas. Il y a eu quiproquo, incompréhension réciproque, bien que personne n'ait trompé personne.

Ce quiproquo pourrait s'évanouir tout à fait si la gauche définissait et faisait participer les Français à la définition du projet de société pour la France de demain. Ceux-ci comprendraient alors plus facilement le sens de la politique actuelle et, au lieu de s'en déclarer déçus, la soutiendraient. Ce n'est pas la mise sous le boisseau des questions idéologiques, l'alignement derrière des valeurs de droite, qui assurera la pérennité de la gauche au pouvoir ; c'est le contraire : une bonne, profonde explication sur ce qu'est le socialisme aux couleurs de la France.

Pour l'heure, qui sait dans quelle perspective s'inscrivent nos réformes ? Qui sait en quoi la France fait œuvre originale depuis 1981 ? Il manque aux Français la part du rêve, la part de l'espérance.

Fortunat, ce n'est pas ce qui est le plus difficile à faire : broser le tableau de la société à laquelle nous aspirons afin que chacun se sente concerné. Nos ancêtres libéraux, en 1789, n'ont-ils pas déjà procédé ainsi ? Qu'est-ce que notre socialisme, sinon l'extension de nos libertés, la conquête de droits sur le pouvoir de l'argent, comme l'ont fait les républicains sur le pouvoir de la force militaire héréditaire (la mo-

Si l'on ajoute à tout ce qui vient d'être rapporté des préceptes comme ceux-ci : la mission de la France est d'être l'« ambassadeur du monde » (Giscard d'Estaing), la gauche n'est pas faite pour être simple mais pour être « un grand peuple n'a pas d'ambassadeur », soutenez le général. On se dit que, décidément, il y a du gaullisme chez cet homme-là. Voire du monarchisme, puisqu'il lui arrive de regretter le passage qu'il a marqué à la République une famille royale.

Il sera bien intéressant en tout cas de voir à quelles conclusions, puisqu'il s'agit plutôt pour le moment des attitudes, conduira le second tome de cet ouvrage, annoncé sous le titre : *L'Alliance et les Menaces*. Arrivera-t-il à définir les contours de la République que Debray appelle de ses vœux ? La question reste posée, quand ce ne serait que parce qu'il y expédie un peu rapidement, à notre sens, la seule véritable expérience de Raskolnikov qu'il connait : le monde occidental dans la seconde moitié de ce siècle : celle du tandem Nixon-Kissinger ; et parce que, excellent, après tant d'autres, la nation, il ne fournit pas de réponses à la solution des problèmes de tous ces peuples qu'on a constitués en Etats, sans que pour autant ils aient jamais existé en tant que nations.

Enfin Régis Debray ne nous en voudra pas d'attirer son attention sur un problème d'écriture ou, si l'on préfère, de communication. Ce n'est pas pour rien qu'il est passé par Normal sup. ; son érudition n'a d'égale que la richesse de son vocabulaire et la fermeté de sa syntaxe. N'empêche qu'un langage plus simple atteindrait sans doute plus facilement le public de militants auquel la *Puissance* et les *Rêves* devraient, en bonne logique, être destinés en priorité.

ANDRÉ FONTAINE.

\* Régis Debray, *La Puissance et les Rêves*, Gallimard, 307 p., 75 F.

- (1) Editions du Seuil, deux volumes.
- (2) Interview au *Quotidien* de Paris, 25 janvier 1984.

## La gauche et l'individu

« Peut-il y avoir un individualisme de gauche ? » demandait Frédéric Gausson dans le Monde du 23 février. Sur ce thème, Roger Quilliot note que la massification des comportements est le fruit du marché et non du socialisme. De son côté, Pierre Bercis signale que Jaurès a déjà répondu à la question, en expliquant le socialisme comme « un individualisme logique et complet ». Au reste, poursuit l'auteur, qu'y a-t-il de plus individuel que les droits de l'homme ?

BOUCHARD PÈRE &amp; FILS

Depuis 1731



250 ans de grands vins

« Domaines du Château de Beaune »  
« 92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus »

Côte de Beaune Villages  
« Clos Rayer »  
Savigny-lès-Beaune  
« Les Lavignes »  
Beaune Clos de la Moussie  
(cuvée Propriétaire)  
Beaune Teurons  
Beaune Maronnets  
Beaune Grèves  
« Vigne de l'Enfant Jésus »  
(cuvée Propriétaire)  
Volnay Chaulin  
Volnay Tallegiers  
Volnay Fremiers  
« Clos de la Hauguerie »  
(cuvée Propriétaire)  
Volnay Caillerets  
« Ancienne Cuvée Carnot »  
Pommard 1<sup>er</sup> cru  
Le Corton  
Chambolle-Musigny  
Chambertin  
Beaune Clos Saint-Landry  
Meursault-Genevrières  
Corton Charlemagne  
Chevalier Montrachet  
Montrachet

Distribution 100 sur demande à Paris  
Bouchard Père & Fils, Négociants au Château  
21200 Beaune, Tél (03) 22.14.41 - Telex 50320

Distributeur exclusif de la Région de la Vienne-Rhône  
du Vieux-Rhône, Les Rhodans  
de la Société Civile  
du Château de Beaune

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75221 PARIS CEDEX 09  
CCP. 4287-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F  
Tél. : 246-72-23

## PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 360 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; Yougoslavie, 162 nt.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bourquie-Méry (1944-1969) ; Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé par la S.A. des Imprimeries de Paris-OD

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ETRANGER (par messageries)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG 381 F 685 F 970 F 1240 F

IL - SUISSE TUNISIE 454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### LA CONFÉRENCE INTERLIBANAISE DE LAUSANNE

#### La Syrie est intervenue énergiquement pour imposer un cessez-le-feu

Lausanne. — Il ne faut sans doute s'étonner de rien quand on observe la scène politique libanaise. Ce qui paraît inimaginable, un jour se concrétise le lendemain, sans que l'on doive au premier abord une quelconque logique.

Mardi 13 mars au soir, le président Amine Gemayel s'est entretenu longuement avec son ennemi irréductible, M. Walid Joumblatt, le chef du Front libanais qui exigeait il y a peu la mise en jugement du chef de l'Etat comme « criminel de guerre ». Mercredi matin, le vice-président syrien, M. Abdelhalim Khaddam, devait recevoir M. Camille Chamoun, qui se vante d'avoir été l'initiateur de la collaboration du Front libanais (coalition des partis chrétiens) avec Israël. De quoi vont-ils parler ? — Du rétablissement de l'intégrité territoriale du Liban », nous a indiqué le président du Front libanais. « Il faudrait envisager le retrait des troupes syriennes », Dumas, il est vrai, préfère le mot de redéploiement — ainsi que l'évacuation des forces israéliennes », ajoutait notre interlocuteur. Sur ce dernier point, le président Assad, rapporte-t-on de bonne source, a fait savoir au chef de l'Etat libanais qu'il n'avait aucune objection à ce que Beyrouth négocie avec Jérusalem de nouveaux « arrangements » assurant la sécurité des frontières de l'Etat hébreu sans concéder pour autant à ce dernier des « avantages politiques ou économiques ».

De notre envoyé spécial

Damas entend jouer un rôle d'arbitre, dont on connaît désormais la portée et les conditions. Dans un message adressé mardi 13 mars aux congressistes de Lausanne, le président Assad a énuméré quatre postulats de sa politique :

— Le Liban devra rétablir « son unité, sa souveraineté et l'intégrité de son territoire » sur la base d'institutions « garantissant l'égalité des droits et des devoirs de tous ses citoyens dans le respect d'un équilibre national » (sous-entendu l'équilibre intercommunautaire).

— Il n'y a pas de solution militaire au problème libanais, et seul un dialogue entre les parties en conflit est susceptible de rétablir l'unité nationale. Se référant à l'évidence aux forces de l'opposition, ses alliés, le président Assad ajoute que les succès militaires ont un caractère absurde, car « il ne peut y avoir de vainqueurs dans un pays qui se détruit ».

— La Syrie soutient « un Liban arabe et souverain », mais entend « rester à distance équilibrée entre les deux camps antagonistes ». Elle déploiera dès lors tous ses efforts pour favoriser un compromis « équitable » à la conférence de Lausanne. « Faites en sorte qu'elle n'échoue pas, comme la précédente », (qui s'est tenue à Genève), insiste le président de la République syrienne en s'adressant aux partici-

pants. Le Liban et la Syrie s'« appartiennent réciproquement et devront entretenir à l'avenir comme dans le passé des relations particulières » (M. Assad évite le terme de « privilèges »)...

#### Des échanges polémiques

Après avoir lu le message présidentiel au cours d'une séance à huis clos de la conférence, M. Abdelhalim Khaddam, le nouveau vice-président syrien, a exposé la politique de son gouvernement plus en détail, précisant toutefois qu'il n'entendait pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'un « pays frère ». Son intervention pourrait se résumer elle aussi en quatre points principaux :

Il faudrait que « certains libanais » se méfient de l'amitié que leur témoigne Israël pour s'atteler à la tâche commune d'obtenir de l'Etat hébreu, de gré ou de force, le retrait de ses troupes ; la réforme du système politique libanais — une « nécessité vitale » — devrait faire l'objet d'un accord de principe avant la fin de la conférence, afin qu'un gouvernement d'union nationale puisse se constituer rapidement ; il est urgent que des mesures soient prises pour ramener dans leurs foyers les centaines de milliers de Libanais, musulmans ou chrétiens, qui ont dû fuir au fil des années les combats et les massacres ; enfin, priorité des priorités, un cessez-le-feu définitif devrait être mis en vigueur sans tarder.

Chose dite, chose faite. Des divergences ayant fait l'objet d'échanges polémiques entre le président Gemayel et M. Joumblatt mardi matin, M. Khaddam est intervenu énergiquement pour imposer en début d'après-midi un « compromis » en six points qui prévoit, outre un cessez-le-feu, décrété dès mardi soir, le repli des milices, l'aménagement entre elles d'un « no-man's-land », la réouverture du port et de l'aéroport de Beyrouth et l'arrêt des campagnes de presse entrecroisées par les parties en conflit.

« Personne parmi nous ne croit à un arrêt durable des combats aussi longtemps que nous ne serons pas parvenus à un accord politique global », nous déclarait peu après M. Chamoun. Le président du Front libanais, qui est à cet égard « modérément optimiste », fait preuve d'un réalisme peu commun. Né avec le siècle, armé d'une expérience politique acquise pendant une soixantaine d'années, celui qui passe pour être le plus intrinsèque des dirigeants maronites s'adapte avec bonne grâce à une conjoncture particulièrement défavorable à son camp.

« D'ici jeudi, ou au plus tard vendredi, un accord sera probablement conclu », nous dit-il, avant d'ajouter sans sourcilier : « Le document de travail que j'ai présenté ce matin, conjointement avec M. Pierre Gemayel [le chef du Parti phalangiste] et dans lequel nous exigeons la transformation du Liban en une République fédérale, dotée de départements à base confessionnelle, n'est qu'une déclaration de principe. Nous nous accommoderons de toutes réformes nécessitant un ou deux amendements de la Constitution ». Il s'agit de la création d'un Sénat qui serait contrepois à une Chambre où les musulmans seraient proportionnellement plus nombreux que les chrétiens et de dispositions renforçant les prérogatives du chef du gouvernement musulman sunnite au détriment du président de la République maronite.

Toujours selon M. Chamoun, les postes-clés de l'administration et les forces armées seraient l'objet d'une nouvelle répartition entre chrétiens et musulmans, tandis que les diverses milices seraient soit désarmées soit transformées en police régionale, chacune étant chargée du maintien de l'ordre au sein de la communauté à laquelle elle appartient. Les Forces libanaises (milices chrétiennes) ne risquent-elles pas de s'opposer, comme elles ont menacé de le faire, à un compromis qui correspond si peu à leurs objectifs ? M. Chamoun hausse les épaules et répond : « Elles feront ce que M. Pierre Gemayel et moi-même leur diront de faire, tout comme les formations de l'opposition se soumettront aux directives de la Syrie... »

De tout cela, on peut déduire que les trois partenaires de la conférence de Lausanne — le Front libanais, celui de l'opposition et la Syrie — cherchent, au-delà des apparences, à gagner du temps pour des raisons différentes mais convergentes. Si tel est le cas, la conférence ne déboucherait pas sur une véritable réconciliation nationale et se solderait par un marché dont aucune des parties contractantes ne serait dupe, notamment quant à sa pérennité.

ERIC ROULEAU.

### Jordanie

#### Nette percée du courant islamiste aux élections législatives partielles

Correspondance

Amman. — Les résultats des élections législatives partielles qui se sont déroulées, lundi 12 mars, en Jordanie ont révélé une nette percée du courant islamiste fondamentaliste. Sur les six sièges « musulmans » qui étaient à pourvoir, trois ont en effet été remportés par des candidats de cette tendance : MM. Leith Chbeilat à Amman, Ahmed Koufahi à Irbid (Nord) et Abdallah Akailah à Taflekh (Centre-Ouest), ces deux derniers ayant la réputation d'être proches des Frères musulmans.

Ce « tir groupé » n'est pas vraiment une surprise, dans la mesure où les trois hommes étaient parmi les personnalités considérées avant le scrutin comme réellement susceptibles d'être élus. Il n'en est pas moins significatif, d'autant qu'un autre fondamentaliste est arrivé quatrième en voix parmi les candidats musulmans dans le gouvernement de Salt (nord-ouest d'Amman).

Il convient cependant de nuancer ces résultats, les députés ayant été élus avec un nombre relativement faible de voix (18 458 pour M. Chbeilat et 23 288 pour M. Koufahi), en raison de la pléthore de candidats de tous horizons qui étaient en lice (101) et du mode de scrutin (majorité simple et un seul tour). A cela s'ajoute le fait qu'un peu moins de la moitié des électeurs inscrits (43 % à Amman) ont effectivement voté.

Cette dispersion des voix a probablement coûté cher aux représentants de la « gauche », ou, plus exactement, des tendances nationalistes arabes (baasistes, ex-nassériens, etc.). L'un d'eux a cependant été élu à Kérak (Centre-Ouest) et plusieurs autres, comme M. Fares Nabouli (fil d'un ancien premier ministre) à Amman, sont arrivés en bonne position derrière les vainqueurs de ces élections.

Autre fait significatif : sur les huit députés élus, trois sont d'anciens professeurs d'université, deux sont médecins et un autre ingénieur. « On a voté pour des intellectuels et non pour des chefs de tribu », relève

un universitaire, qui voit là le signe de l'évolution de la société jordanienne et de l'émergence d'une nouvelle génération d'hommes politiques et d'électeurs. Les relations tribales et familiales sont cependant loin d'avoir perdu leur influence, notamment à Salt, où les trois députés élus (deux musulmans et un chrétien) appartiennent à de grandes familles traditionnelles.

C'était la première fois depuis 1967, date des dernières élections législatives dans le Royaume hachémite, que les Jordaniens étaient invités à élire des députés dans cinq des six gouvernorats du pays. Il s'agissait de pourvoir à huit sièges rendus vacants par le décès de leur titulaire transjordanien, six pour les musulmans et deux pour les chrétiens.

Le Parlement commun aux deux rives du Jourdain, suspendu en 1974, a été rétabli en janvier. La Chambre basse comprend soixante membres, trente Transjordanien et trente Palestiniens de Cisjordanie. Faute de pouvoir organiser des élections dans ce territoire occupé par Israël, huit députés cisjordanien, dont les sièges étaient également vacants, ont d'ores et déjà été désignés par scrutin interne au sein du Parlement en vertu d'un amendement à la Constitution adopté le 9 janvier (Le Monde du 6 janvier).

Près de 560 000 électeurs inscrits étaient concernés par le scrutin du lundi 12 mars. Fait important, les femmes votaient pour la première fois au niveau national dans l'histoire du pays.

Tous les candidats sans exception appelaient dans leur programme à la « libération de la Palestine » ; certains prenaient même le contrepied de la politique officielle jordanienne. Ainsi a-t-on pu lire, dans des professions de foi publiées par la presse, des slogans tels que « Non au plan Reagan, non aux solutions capitulaires », ce qui est pour le moins inhabituel à Amman.

EMMANUEL JARRY.

#### Les combats semblent avoir cessé à Beyrouth et dans la montagne

Le cessez-le-feu annoncé, mardi 13 mars à Lausanne, par la conférence interlibanaise paraît à peu près respecté, mercredi matin, dans le Grand Beyrouth. Seules quelques rafales d'armes automatiques ont été entendues sur la ligne de démarcation dans la capitale. Le front de la montagne était calme.

Mardi, les bombardements sur les deux secteurs de Beyrouth avaient fait vingt-sept morts civils et cent vingt-cinq blessés, soit le bilan le plus meurtrier dans la capitale depuis un mois. Les habitants de Beyrouth, en début de soirée, quelques minutes après l'annonce du cessez-le-feu, ont couru dans les rues, certains brandissant des drapeaux, d'autres s'agitant d'un tremblement de terre qui a été ressenti dans toute l'agglomération.

Selon un haut responsable libanais, la France, qui est le seul des pays ayant composé la Force multinationale à maintenir des soldats à Beyrouth, pourrait être invitée à participer, au moins provisoirement, au comité d'observation du cessez-le-feu. M. Nabih Berri, principal dirigeant chiite, pourrait évoquer cet éventuel nouveau rôle de la France à

Beyrouth lors du prochain voyage qu'il doit effectuer à Paris, à l'invitation de l'Elysée. M. Berri a également confirmé qu'il avait été invité par le pape et qu'il envisageait donc de se rendre également au Vatican.

On note, d'autre part, à Beyrouth, que des dirigeants chrétiens ont décidé, mardi 13 mars, sous l'égide des Forces libanaises, dont le chef est M. Fadi Frem, de constituer un conseil chrétien de résistance nationale « afin de s'opposer à l'influence syrienne ». Une quarantaine de personnalités, notamment religieuses et universitaires, ont participé à la réunion constitutive. Selon M. Frem, ce conseil luttera en faveur de la « cantonisation » du Liban, sur le modèle suisse, pour l'évacuation de « toutes » les forces étrangères du Liban, et contre « l'alignement politique sur la pensée arabe ».

Enfin, le colonel Fouad Lahoud, président de la commission parlementaire libanaise de la défense, est arrivé, le 13 mars, à Tripoli. Des troupes libanaises se trouvent, en effet, au Liban avec l'accord des Syriens. (AFP, Reuter, AP.)

### SELON UN RESPONSABLE SOVIÉTIQUE

#### Le veto de Moscou à l'envoi de « casques bleus » au Liban est dû à la « précipitation » de la diplomatie française

Moscou semble quelque peu embarrassé d'avoir infligé un camouflet à la France en s'opposant au projet de résolution sur l'envoi de « casques bleus » au Liban et voudrait bien que ce fâcheux épisode n'entrave pas le développement d'un dialogue politique en net progrès. Telle est l'impression que se dégage d'une conversation avec un haut fonctionnaire soviétique rencontré à Paris. Selon ce responsable, la diplomatie française aurait pu éviter cet échec si ses négociateurs à New-York avaient bien voulu s'attarder « un ou deux jours de plus » au règlement des ultimes divergences avant de passer au vote.

Sur le fond, estime ce responsable soviétique, les désaccords n'étaient pas profonds. Moscou était et reste favorable à l'envoi d'un contingent de « casques bleus » à Beyrouth. Sa seule demande était que la force américaine se retire et cesse ses bombardements : il suffisait de « mettre en forme » cette exigence par des formulations ménageant les susceptibilités des uns et des autres, et cela était tout à fait possible selon notre interlocuteur.

Du côté français, on conteste cette interprétation. Paris refusait en effet de séparer les actions militaires américaines de celles des autres belligérants dans le conflit libanais et ne voyait pas, par exemple, pourquoi l'artillerie syrienne basée à terre aurait été autorisée à faire ce qui aurait été in-

terdit au seul New-Jersey. Une formule satisfaisante pouvait-elle être trouvée ? La question reste ouverte, mais l'on peut se demander si, parallèlement à la « précipitation » dont auraient fait preuve les diplomates français, la diplomatie soviétique n'aurait pas eu, elle aussi, ses lapsus dus au changement de pouvoir à Moscou.

#### L'attente de « gestes concrets »

Un point, en revanche, sur lequel il n'y a pas de changement est l'hostilité professée à l'encontre de M. Reagan. Selon ce responsable soviétique, il n'y aura pas de reprise des négociations FNI sur les armements nucléaires intermédiaires en Europe, ni même des conversations START sur les armements intercontinentaux, tant que Washington n'aura pas démontré par des « gestes concrets » sa volonté de négocier sur de nouvelles bases. Autrement dit, il ne suffit pas pour Washington de montrer sa « disposition » à revenir à la situation antérieure au déploiement des Pershing en Allemagne fédérale, comme on le disait à la fin du règne d'Andropov. Cette « disposition » ne sera pas crue sur parole et devra s'accompagner d'actions.

En revanche, contrairement à certaines déclarations confuses

relevées récemment dans la presse de Moscou, ces actions ne sont pas forcément le démantèlement des Pershing. D'autres gestes feraient l'affaire, du genre de ceux dont le Tchécoslovaque a donné une liste dans son discours du 2 mars : ratification de l'accord signé il y a dix ans et limitant la puissance des explosions nucléaires souterraines, signature d'un accord interdisant la militarisation de l'espace, gel des armements nucléaires, etc. Du coup, on peut considérer comme peu probable un égal soviéto-américain, voire une simple reprise des conversations START avant les élections américaines de novembre.

Peu de surprises sont à attendre également, selon notre interlocuteur, de la session du nouveau Soviet suprême prévue pour avril. M. Tchernenko sera, selon toute vraisemblance, nommé à la présidence du présidium du Soviet suprême, devenant donc aussitôt chef de l'Etat comme Brejnev et Andropov l'ont été avant lui. Il y aura quelques changements au gouvernement, mais M. Tikhonov restera président du conseil des ministres malgré ses soixante-dix-neuf ans... La relève des générations ? On y pense, mais plutôt dans deux ans, quand se réunira le congrès du parti. Il ne reste plus qu'à espérer que la nature sera elle aussi à ce rendez-vous de la longévité.

MICHEL TATU.

## CONNAISSEZ-VOUS PIERRE MOUSTIERS ?

Grand prix du roman de l'Académie Française (1969)

Prix des Maisons de la Presse (1971)

Prix des libraires (1976).



# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE DU GOLFE

### Téhéran accuse Bagdad d'avoir de nouveau tiré six roquettes de gaz toxiques près des îles Majnoun

L'Iran a accusé l'Irak d'avoir en de nouveau recours, mardi 13 mars, aux armes chimiques sur le front sud de la guerre du Golfe, faisant des dizaines de victimes parmi les soldats iraniens et contaminant la région marécageuse de Hoveyseh et celle des îles Majnoun, au nord de Bassorah.

Le gouvernement iranien a demandé aux experts de l'ONU arrivés à Téhéran de se rendre « dès que possible » sur le terrain pour vérifier le fait. Selon Téhéran, les forces irakiennes ont tiré six roquettes de gaz toxiques sur deux zones proches des Majnoun.

L'Iran a envoyé un certain nombre de ses soldats blessés dans des hôpitaux, en Europe occidentale et au Japon. Six des blessés iraniens ont été déclarés que les victimes avaient souffert des effets de substances toxiques.

Mardi, à Lausanne, le professeur Serge Krupp, qui traite deux soldats iraniens, a souligné qu'il était, pour lui, encore prématuré d'affirmer que leurs lésions provenaient de gaz toxiques. Il a estimé cependant qu'elles paraissent bien provenir de substances chimiques. A Londres, les médecins poursuivaient, mardi, l'examen de trois soldats iraniens hospitalisés, afin d'établir les causes et la gravité de leurs blessures.

A Genève, le chef de la délégation iranienne à la conférence du désarmement des Nations unies, M. Louis Fields, a condamné, mardi, l'utilisation apparente d'armes chimiques par l'Irak, déclarant que cette utilisation soulignait le besoin urgent de conclure une interdiction générale de ces armes. Il a réaffirmé que son pays présenterait son propre projet de traité sur une telle interdiction.

De son côté, l'ambassadeur d'Irak à Paris, M. Sadiq El Maschani, a réaffirmé, mardi, que l'Irak ne possédait pas d'armes chimiques et n'en avait jamais employé dans le conflit qui l'oppose à l'Iran, invitant une commission d'enquête internationale à se rendre sur place pour le vérifier.

Il a déclaré qu'il n'y avait « aucune preuve » que les blessés envoyés par l'Iran dans différents pays européens, et notamment en France, « étaient effectivement soldats sur le front ». Ces blessés, a-t-il estimé,

peuvent être « des civils victimes d'accidents dans l'une des nombreuses usines de produits chimiques iraniennes », qui seraient présentes comme soldats « à des fins de propagande ».

« Nous n'avons pas d'armes chimiques, mais si nous en avions nous les utiliserions pour défendre notre pays », a-t-il cependant ajouté.

« A Téhéran, l'homme d'Etat Hekim, porte-parole du Conseil supérieur de la révolution islamique iranienne, a déclaré dans un interview à l'AFP que plusieurs milliers d'opposants irakiens combattent aux côtés des forces iraniennes contre les troupes de Bagdad. L'Iran a mis à la

disposition de ces opposants quatre bases militaires où ils sont entraînés et équipés avant d'être envoyés en unités combattantes combattre sur le front, selon les dirigeants irakiens.

« A Bagdad, la conférence extraordinaire du conseil ministériel de la Ligue arabe, convoquée à la demande de l'Irak, débute ses travaux ce mercredi. Tous les membres de la Ligue arabe sont présents à cette conférence, à l'exception de trois pays, la Syrie, la Libye et l'Égypte. La Syrie et la Libye ont pris position en faveur de Téhéran et l'Égypte est exclue de la Ligue arabe depuis 1979, en raison de la signature des accords de paix égypto-israéliens.

### Quelques éléments cliniques peuvent laisser penser à l'utilisation d'un produit chimique affirme un médecin français qui soigne trois blessés iraniens

L'état clinique actuel des trois soldats iraniens hospitalisés à Paris depuis le 12 mars ne permet pas d'affirmer d'une manière certaine qu'ils ont été les victimes de l'utilisation de produits chimiques par l'armée irakienne. Pris en charge par le SAMU à leur arrivée de Téhéran, les trois blessés ont été hospitalisés à l'hôpital Saint-Antoine (service du professeur Serge Baux). L'un d'eux a ensuite été admis à l'hôpital Foch.

Les malades souffrent de brûlures cutanées, disséminées, accompagnées de lésions oculaires. D'après les éléments recueillis au cours de l'interrogatoire (les échanges se font par l'intermédiaire d'un interprète de l'ambassade d'Iran), ces blessures remonteraient aux environs du 1<sup>er</sup> mars. De fait, certaines des brûlures sont aujourd'hui en voie de cicatrisation. Les malades évoquent aussi des problèmes respiratoires qui, aujourd'hui, n'existent plus.

Quelle peut être l'origine de telles lésions ? Un diagnostic « posteriori » est toujours difficile et aléatoire. « Quelques éléments cliniques peuvent néanmoins laisser penser à l'utilisation d'un produit du type « yperite » (1), nous a déclaré le docteur Baux. Il s'agit du caractère très disséminé des brûlures et de leur localisation oculaire et génitale. Ce sont en effet des éléments qui cadrent mal avec des brûlures de vêtements ou avec les conséquences des brûlures après utilisation de lance-flammes. Il ne s'agit néanmoins que d'une hypothèse. »

Aucune anomalie biologique n'a pour l'heure été décelée. De même, bien que les malades apparaissent, aux yeux des médecins, « fatigués » et « déboussolés », aucun trouble du comportement n'a été mis en évidence. L'état général des blessés est jugé relativement bon et la thérapie mise en œuvre n'a rien de spécifique.

L'équipe médicale, qui attend plusieurs jours avant de se prononcer, cherche actuellement à prendre contact avec les autres services hospitaliers européens qui, ces derniers jours, ont aussi reçu des blessés iraniens.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les yperites (on distingue yperites à l'azote et yperites au soufre) sont des composés chimiques liquides de faible volatilité, classés parmi les agents vésicants (ils détruisent la surface de la peau en provoquant l'apparition de brûlures et de vésicules). Les yperites ont été utilisés pour la première fois par les Allemands le 12 juillet 1917 contre des troupes françaises.

## Israël

### LA VISITE DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE M. Fabius a formulé l'espoir que la relance de la coopération ait des « retombées industrielles et commerciales »

Jérusalem. — Le ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius, a achevé mardi 13 mars une visite de trois jours en Israël qui confirme l'amélioration des relations entre Paris et Jérusalem. Hormis le voyage éclair de M. Cheysson en juillet dernier, il s'agissait du premier séjour officiel en Israël d'un membre du gouvernement français depuis l'intervention de l'Etat hébreu au Liban en juin 1982.

M. Fabius était l'invité de M. Gideon Patti, ministre israélien du Commerce et de l'Industrie. « Votre visite, a lancé M. Patti à son hôte lors d'une conférence de presse commune, marque le retour à l'époque historique de la compréhension et de l'amitié entre nos deux pays. » Le ministre français, quant à lui, a estimé que « l'amitié profonde entre nos deux peuples serait renforcée » au terme de son séjour en Israël.

Ces bonnes paroles témoignent d'une indéniable volonté politique d'intensifier la coopération bilatérale. Ainsi, M. Fabius et Patti ont procédé à un échange de lettres, créant une Association franco-israélienne pour le développement de la recherche scientifique et technique. Cette association, du type loi de 1901, favorisera la mise en œuvre de projets communs. Elle permettra d'« accompagner » la coopération gouvernementale sans s'y substituer. Les deux parties ont donc l'association d'une mise de départ de 100 000 dollars. Il restait à préciser les projets, ce qui sera fait lors du voyage d'une délégation israélienne à Paris dans trois semaines, et surtout, à intéresser à l'affaire le monde scientifique. Car, à terme, l'association doit être auto-suffisante grâce aux contributions privées.

Pour l'instant, la coopération scientifique concerne avant tout l'informatique (robotique, banques de données), l'agronomie (amélioration des espèces, biotechnologies) et la médecine (immunologie). L'Institut Pasteur et l'Institut Weizman de Rehovot, qui sont liés par un accord, ont par exemple, mis au point ensemble un appareil de traitement du rhume. La France et Israël échangent des chercheurs et organisent des séminaires en commun.

M. Fabius a formulé l'espoir que la relance de la coopération ait des « retombées industrielles et commerciales ». Les Israéliens partagent sans doute cette attente car ils se plaignent régulièrement du dés-

#### De notre correspondant

équilibre en leur défaveur de la balance commerciale. Cinquième fournisseur et quatrième client d'Israël, la France lui a vendu pour 2,5 milliards de dollars de marchandises depuis 1973, date de l'accord préférentiel entre Jérusalem et la Communauté européenne, contre seulement 1,7 milliard dans l'autre sens.

Le rééquilibrage de la balance n'étant pas pour demain, les deux pays veulent surtout augmenter rapidement le volume des échanges. M. Patti a mentionné un possible « doublement » du commerce bilatéral, objectif que son collègue français juge « mobilisateur ».

A propos des craintes israéliennes envers les perspectives d'éclaircissement du Maroc commun, M. Fabius a assuré que la France se préoccupait d'instaurer des « procédures de sauvegarde » des intérêts exis-

tants et qu'en tant que présidente en exercice de la CEE, elle ferait tout pour « faire avancer ce dossier ».

Pendant son séjour en Israël, M. Fabius a été reçu par M. Shamir, à qui il a remis un « message d'amitié » du président Mitterrand. Il a eu avec le premier ministre un échange de vues sur la situation au Proche-Orient, et rappelé notamment l'attachement de la France « au retour d'une paix et d'une stabilité durables au Liban ». Il a aussi rencontré les ministres israéliens de la science et de l'énergie, MM. Neuman et Medal, le président de la Knesset, M. Savidor, et le chef de l'opposition travailliste, M. Peres. « Il y a des hauts et des bas dans les rapports entre nos deux pays », a déclaré M. Fabius à la radio israélienne. Mais en ce moment, ça marche bien.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### La commission des pèlerinages chrétiens accuse les autorités de « chercher à disposer du domaine religieux » pour la promotion du tourisme

Jérusalem (AFP). — La commission des pèlerinages chrétiens a estimé, mardi 13 mars, à Jérusalem, que « la liberté du pèlerinage n'est plus garantie en terre sainte » les autorités israéliennes.

Dans un document rendu public à l'ouverture d'une campagne israélienne de promotion du pèlerinage chrétien en terre sainte, cette commission ecclésiastique, créée en 1981 et regroupant toutes les Eglises chrétiennes, accuse les autorités israéliennes de « chercher à disposer du domaine religieux comme d'un ingrédient folklorique pour la promotion touristique d'Israël ».

La commission dénonce particulièrement le fait que les autorités israéliennes tendent à adjoindre à chaque groupe de pèlerins un guide israélien dont les explications et les directives entraîneraient directement en conflit avec celles du pape, du pasteur ou du pope organisant le pèlerinage.

La colère des représentants des Eglises chrétiennes a été cristallisée par le lancement sans leur accord, mardi, par le ministre du tourisme d'une campagne de promotion du pèlerinage chrétien en Israël. Cent quatre-vingt personnalités reli-

gieuses, agents de voyage ou journalistes ont été invités en Israël pour une opération de prestige qui n'a pas l'accord des différents patriarches chrétiens. Ceux-ci estiment en effet que le gouvernement entend développer non pas les pèlerinages chrétiens mais un cocktail tourisme-religion très rémunérateur en devises fortes pour Israël.

Le nombre des pèlerins chrétiens en terre sainte est généralement estimé par les autorités religieuses à trois cent mille par an, soit une part non négligeable du flux de voyageurs se rendant en Israël. La commission des pèlerinages estime pour sa part que le nombre des « vrais pèlerins » n'excède pas cent cinquante mille personnes, chiffre encore très important pour l'économie israélienne.

La situation est encore compliquée par le fait que la majorité des lieux saints se trouvent dans les territoires occupés et que les pèlerins utilisent très souvent les services et l'hôtellerie arabes. Les milieux professionnels israéliens, et notamment les guides religieux, périodiquement des autorités israéliennes qu'une part plus large de ce marché leur revient.

## AFRIQUE

### Tunisie

### MINISTRE DE L'INTERIEUR LORS DES EMEUTES DU MOIS DE JANVIER M. Driss Guiga est accusé de haute trahison

Tunis. — Accusé de haute trahison, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, devra comparaître devant la Haute Cour de justice, si toutefois il rentre en Tunisie, qu'il a quittée le 8 janvier, au lendemain de son éviction du gouvernement.

Cette décision a été annoncée mardi 13 mars après que le président Bourguiba en pris connaissance du rapport de la commission d'enquête chargée de « délimiter les responsabilités » dans les émeutes du début de l'année consécutives à l'augmentation des prix du pain et des produits céréaliers.

Rédigé à partir de témoignages de gouverneurs (préfets), de délégués (sous-préfets) et de policiers interrogés par les hauts fonctionnaires composant la commission, ce rapport n'a pas été rendu public. Mais tel qu'il a été rédigé, écrit-on savoir, il établirait de façon incontestable que les avertissements de l'administration régionale sur les risques de soulèvement populaire sont demeurés dans les tiroirs du ministère de l'Intérieur sans être communiqués au gouvernement, et que les carences notables des services de sécurité durant les événements auraient été dans plus d'un cas intentionnelles.

Parmi les faits les plus troublants dont la presse tunisienne s'est déjà fait l'écho, on relève l'utilisation de grenades lacrymogènes perimées et dont sans effet pour disperser les manifestants, des centaines de policiers désarmés pour « répression du matériel » à la veille des émeutes, d'autres en congé se présentant à leurs unités au plus fort de la tension et renvoyés aussitôt dans leurs foyers.

A ces charges déjà lourdes vient s'ajouter l'attitude plus que troublante des forces de l'ordre laissant

#### De notre correspondant

se développer, quand elles ne les encadraient pas, les manifestations devant la Haute Cour de justice, si toutefois il rentre en Tunisie, qu'il a quittée le 8 janvier, au lendemain de son éviction du gouvernement.

Dans l'entourage de M. Mzali, on a souvent laissé entendre clairement depuis qu'en laissant se dégrader ainsi la situation et en poussant le premier ministre à se retirer, M. Guiga visait purement et simplement à le remplacer. La Constitution tunisienne faisant du premier ministre le successeur automatique du chef de l'Etat en cas de vacance, le poste est évidemment l'enjeu de cette course à la succession qui se dispute au fil des années avec un peu plus d'âpreté.

Enfin, la commission d'enquête aurait établi que M. Driss Guiga se serait livré à diverses malversations depuis sa prise de fonction en mars 1980. Selon l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, il aurait perçu des commissions, notamment pour un marché passé avec le Brésil par l'acquisition de matériel destiné à l'équipement des forces de sécurité.

C'est la seconde fois depuis l'indépendance qu'un membre du gouvernement tunisien est appelé à comparaître pour « haute trahison » devant la Haute Cour de justice. M. Ahmed ben Salah, ancien ministre de l'Economie et des finances, avait été condamné en 1970 à dix ans de travaux forcés par cette même juridiction présidée par un haut magistrat et comprenant quatre juges et trois suppléants, tous députés, qui devaient être désignés par leurs pairs. S'il serait peu probable

que M. Guiga accepte de rentrer en Tunisie pour se présenter devant la Haute Cour, plusieurs de ses collaborateurs directs risquent de prendre place au banc des accusés. Parmi eux, selon des rumeurs qui circulent avec persistance, figurent notamment l'ancien préfet de Tunis, M. Ezzeline Driss et l'ancien directeur général de la police, M. Abdelmalik Shihri.

Même si l'affaire est nettement antérieure à « la révolte du pain », ce n'est probablement pas une simple coïncidence si le ministre de la défense nationale a annoncé mardi l'expulsion de deux Tunisiens, dont un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, accusés d'avoir livré « à une ambassade étrangère des renseignements de la plus haute importance et ultra-secrets ayant trait à la sûreté de l'Etat ». Les deux hommes, dont le président de la République avait rejeté voici quarante-huit heures le recours en grâce, « travaillaient », écrit-on savoir, pour le compte de l'ambassade de Libye à Tunis, et leur condamnation à mort, le 14 janvier, par le tribunal militaire n'avait fait l'objet d'aucune publicité.

Dernière répercussion des événements du début de l'année durant lesquels le parti socialiste destorien (PSD) a été spectaculairement dépassé : le président Bourguiba a nommé M. Hédi Baccouche, actuel ambassadeur à Alger, directeur du parti. M. Baccouche aura à réorganiser et à dynamiser les structures du PSD, dont la sécheresse s'est confirmée tout au long de ces dernières années. Il remplace M. Mongi Kooli, qui devient ministre représentant personnel du président de la République.

MICHEL DEURÉ.

## DIPLOMATIE

### LA CONTROVERSE ENTRE WASHINGTON ET L'UNESCO

### M. M'Bow annonce qu'il accepterait la constitution d'une commission d'enquête sur sa conduite personnelle

Le Congrès des Etats-Unis enquête actuellement sur d'éventuelles malversations financières du directeur général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar M'Bow, a-t-on récemment appris à Washington de source parlementaire. Selon des

accusations portées devant deux commissions de la Chambre des représentants, M'Bow aurait cherché à se faire rembourser par l'UNESCO des frais de voyage se montant à plusieurs milliers de dollars, et qui lui auraient déjà été payés par d'autres organisations relevant des Nations unies, indique notamment le *Washington Post*.

Le Congrès américain avait déjà décidé de procéder à un « examen de la coopération UNESCO-Etats-Unis », comportant une « vérification » des comptes de l'Organisation, avec l'accord de M'Bow.

Ce mardi 13 mars en fin de matinée, un communiqué émanant de la direction générale devait être publié à l'occasion d'une conférence de presse. Après avoir rappelé que M'Bow a récemment accepté la demande d'enquête américaine, ce communiqué conclut : « Pour couper court aux allégations mensongères dont il est l'objet, le directeur général, dont l'éthique et la gestion administrative ont toujours été régies par l'intégrité personnelle et une volonté de transparence totale, accueillera volontiers la constitution par les instances compétentes de l'UNESCO d'une commission internationale à laquelle seraient fournies toutes les informations et toute la documentation nécessaires. »

● VISITE DU PRÉSIDENT CHINOIS EN TURQUIE. — Le président de la République populaire de Chine, M. Li Xiaomian, est arrivé mardi après-midi 13 mars à Ankara, venant de Jordanie, pour une visite officielle de six jours. Il doit ensuite se rendre au Népal. — (AFP.)

**SYDNEY DE SWANN**

Canapé-lit 2 ou 3 places cuir pleine fleur (tous coloris), se fait également en canapé fixe.

**CAPELOU**

DISTRIBUTEUR

37 AVENUE DE LA REPUBLIQUE

75011 PARIS • M<sup>o</sup> Parmentier

TEL. 357.46.35

**Qui n'a jamais rêvé d'un chalet au bord de l'eau avec une barque et une plage de sable fin ?**

Planche à voile, pêche, promenade... au chaud soleil d'été LA FINLANDE change de visage. La région des lacs vous invite aux plaisirs aquatiques : découvrez les joies de vivre au bord de l'eau en louant un chalet par exemple. Vous pouvez aussi soit habiter à la ferme, ou dans un manoir finlandais, ou loger dans un hôtel typique, vous trouverez toujours un accueil chaleureux.

Si vous préférez les étendues sauvages, vous pousserez jusqu'en Laponie, là où durant 73 jours le soleil ne se couche plus. Découvrez dans nos brochures la mille et une manière de vivre des VACANCES PLUS VRAIES QUE NATURE en retournant le coupon réponse ci-joint ou en téléphonant gratuitement de province en composant le : 16 (05) 366.177.

**LA FINLANDE**

**UN PAYS PLUS VRAI QUE NATURE**

**FINNAIR** 11, rue Anber - 75009 PARIS

Tél. : 742.33.33.

Nom : .....

Adresse : .....

مكتبة



# AMÉRIQUES

## LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS « PRIMAIRES » AUX ÉTATS-UNIS

### Nouveaux succès pour M. Hart

(Suite de la première page.)

Cette nouvelle image de l'homme lui est profitable, car il avait souffert jusqu'à maintenant de passer pour imbattable et de s'être laissé aller à le croire, en se comportant comme si son seul adversaire était M. Reagan.

Désormais, c'est à lui que revient le rôle de « challenger » qu'il interprète avec brio depuis plusieurs jours déjà. Beaucoup moins campé et pontifiant, faisant campagne comme s'il était soudain doté d'ubiquité, il ne manque plus une occasion de s'en prendre, avec bonne ou mauvaise foi, à M. Hart, qu'il a mis au défi d'accepter un débat contradictoire avant chacune des « primaires » à venir.

Sentant le danger, le sénateur du Colorado a immédiatement rétorqué qu'il n'avait pas, lui, cette « arrogance » et qu'il ne peut y avoir de débat qu'avec l'ensemble des candidats et non pas à deux. C'était habile, mais le vote est écroulé pour M. Hart, qui doit à la fois souligner ses victoires et rester celui qui ne fait que monter en puissance.

#### Le vote noir

Le moindre déséquilibre serait coûteux, car le candidat des « idées nouvelles » n'a pas que des points forts. Si, contrairement à M. Mondale, dont les partisans sont surtout des personnes âgées, aux yeux carres et cois blancs, il ne perçoit, en revanche, pas du tout dans la commu-

nauté noire. Or le vote noir, pour l'heure, partagé entre MM. Mondale et Jackson, contribuera de manière non négligeable au résultat de la convention.

Tirant profit du grand réalisme de la campagne de M. Hart sur les questions socio-économiques, M. Mondale enfonce le clou en dénonçant le manque de « compassion » de son adversaire pour les plus défavorisés. Les positions nuancées de M. Hart en matière de défense l'exposent de plus en plus à l'accusation de n'être pas véritablement partisan d'un gel des armements nucléaires ; à l'inverse, il s'entend reprocher d'être « naïf » et « faible » à propos de Cuba (qu'il s'était, il y a deux ans, refusé à qualifier de « totalitaire ») et du golfe Persique, pour la défense duquel il ne considère pas que les États-Unis devraient s'engager militairement.

Les contre-attaques que M. Hart se préparait à mener vigoureusement ne sont pas aisées, car sa force est précisément d'apparaître comme le plus libéral et réaliste. On peut être sûr, en revanche, que le bénéfice de l'ambiguïté ne lui sera plus laissé, ni par M. Mondale ni par la presse.

Dernière donnée : aussi longtemps que se maintiendra M. Glenn, qui a tout de même obtenu 21 % des voix en Alabama et 19 % en Géorgie, — il bloquera une marge de démocrates modérés qui, sans lui, se reporterait plus aisément sur M. Hart que sur M. Mondale.

BERNARD GUETTA.

### Le résultat des cinq « primaires »

	Mondale	Hart	Glenn	Jackson	McGovern
Alabama .....	34 %	21 %	21 %	19 %	
Floride .....	33 %	40 %	11 %	12 %	2 %
Géorgie .....	30 %	28 %	28 %	21 %	2 %
Massachusetts .....	26 %	48 %	7 %	5 %	21 %
Rhode-Island .....	35 %	46 %		7 %	5 %

Voici les résultats des cinq États de l'Est qui organisent des élections « primaires », mardi 13 mars. Ces résultats sont pratiquement définitifs puisque les votes représentent de 88 % à 97 % des circonscriptions. Centre États de l'Ouest — Elvett, Nevada, Oklahoma et l'État de Washington — organisent aussi des « caucuses » pour désigner leurs délégués à la convention de San Francisco, qui se tiendra le 16 et 17 juillet, mais les résultats ne sont pas connus. On savait seulement mercredi, en fin de soirée, que Gary Hart et Walter Mondale étaient pratiquement à égalité dans l'Oklahoma et que le sénateur du Colorado avait un léger avantage dans la Nevada et l'État de Washington. Si l'on se tient pas compte de ces quatre derniers « caucuses » (699 délégués sur les 3 933 qui seront présents à San Francisco ont déjà été désignés, ils se répartissent ainsi : pour Mondale, 278 ; pour Hart, 197 ; pour Glenn, 20 ; pour Jackson, 26 ; pour McGovern, 21 ; non répartis, 148).

Des « caucuses » doivent avoir lieu ce mercredi dans le Delaware, jeudi en Alaska et samedi en Arkansas, dans le Kentucky, le Michigan, dans le Minnesota et en Caroline du Sud. Les « primaires » des grands États industriels auront lieu le 20 mars à Illinois, le 3 avril dans l'État de New-York, le 24 avril en Pennsylvanie et le 5 juin en Californie. Ces quatre derniers États désignent à eux seuls plus de mille délégués.

### Des candidats choisis par les électeurs

par MAURICE DUVERGER

« primaires », sortes de précautions au suffrage universel, où chaque électeur se déclarant en faveur d'un parti contribue à désigner désormais ses délégués à la Convention nationale, en fonction du postulat à la candidature pour lequel ils s'engagent à voter au premier tour. Jusqu'au début des années 1970, les délégués élus dans des « primaires » restaient très minoritaires à la Convention.

Le succès de J. F. Kennedy aux « primaires » de 1960 n'aurait peut-être pas suffi à lui faire obtenir l'investiture s'il n'avait pas mené depuis des années une politique de couloirs dans les comités démocrates. Les victoires d'Eisenhower aux primaires de 1962 servirent seulement à montrer la popularité d'un homme providentiel choisi par les républicains pour propulser leur parti au pouvoir. La même année, les performances de Kefauver aux primaires n'empêchèrent pas son échec à la Convention démocrate. Mais celle de 1968 fit

tout basculer en allant trop loin dans le mépris des électeurs.

L'assassinat de Robert Kennedy, deux mois auparavant, avait provoqué une émotion profonde. Lui et McGovern avaient gagné la plupart des « primaires ». Le scandale éclata quand on s'aperçut qu'ils réunissaient seulement 25 % des délégués, alors que la domination de l'appareil permettait à Humphrey d'en contrôler 67 %, qui le firent élire au premier tour. Dans la tempête, la Convention dut accepter qu'une commission présidée par McGovern réforme la désignation des délégués. Ses propositions furent appliquées dès les élections de 1972. Depuis lors, deux nouvelles commissions (Mikulskiy et Winograd) ont prolongé le mouvement, le dernier annonçant cependant un certain retour en arrière. Soucieux de redorer leur blason après le Watergate, les républicains ont adopté des règles pratiquement analogues.

Désormais, les « primaires » sont plus nombreuses et plus importantes. Dans le Parti démocrate, elles passent de 17, en 1968, à 23 en 1972, 28 en 1976 et 31 en 1980. Elles ont un peu régressé en 1984 ; on n'en compte que 28, leur nombre restant fixé à 31 dans le Parti républicain. Cela laisse de côté un bon nombre d'autres États, beaucoup moins peuplés en général, de sorte que les délégués des primaires « dominent » maintenant les Conventions nationales. Chez les démocrates, ils sont passés de 37,8 %, en 1968, à 80,5 % en 1972, 72 % en 1976 et 74,7 % en 1980. En 1984, ils atteindront à peu près 74 %. Toutes ces proportions sont calculées sur les seuls délégués des États, auxquelles s'ajoutent des représentants nationaux des élus et des appareils du parti. Malgré tout, les délégués des primaires représenteront, cette année, plus de 63 % de l'ensemble de la Convention démocrate. Les proportions ne seront guère différentes chez les républicains.

De leur côté, les caucuses d'État ne sont plus à la merci des caquies locaux. Ils s'ouvrent maintenant à toute personne se déclarant pour le parti. En somme, la « primaire » a seulement l'avantage d'être un bureau de vote proche du domicile de chaque électeur potentiel et fonctionnant dans une atmosphère paisible, tandis que le caucus oblige le plus souvent à se déplacer plus loin et à participer à une réunion plus bruyante. La première attire plus de monde que le second, cependant à la disposition de tous les sympathisants actifs.

Les réformes réalisées depuis douze ans donnent à la désignation des candidats à la présidence américaine un caractère démocratique dont n'approche aucune autre des nations qui élisent leur chef d'État au suffrage universel. Si François Mitterrand ne se représentait pas en 1988, imagine-t-on ce que signifierait chez nous la sélection du candidat socialiste pour l'Élysée par une convention nationale réunissant les délégués élus dans chaque département par des primaires où pourraient voter les 9 400 000 électeurs du parti ? Quelle révolution par rapport à une procédure qui réserve sa choix à un congrès représentant 250 000 adhérents !

Reste à savoir quelle méthode donne les meilleurs résultats. Celle pratiquée par les États-Unis a mis en selle McGovern en 1972, qui était un mauvais candidat, et Jimmy Carter en 1976, qui fut un mauvais président. Elle tend à désagréger les partis politiques, ce qui n'est pas sans danger dans une démocratie. Ne s'en rend-elle compte, en 1984, par le succès d'un homme télévisé et sympathique, dont nul ne peut dire ce qu'il ferait à la tête de la plus grande nation de l'univers ? Pour l'heure, constatons que ses aptitudes ne paraissent pas inférieures à celles du favori de l'appareil démocrate ni à celles du président républicain qu'il aspire à remplacer.

### Le pasteur Jackson n'a pas pu s'imposer auprès des Noirs du Sud

Washington (APF). — Le pasteur noir Jesse Jackson n'a pas réussi mardi la percée qu'il espérait dans les États du Sud, où l'importante communauté noire s'est divisée entre lui et l'ancien vice-président Walter Mondale.

Les élections primaires qui se déroulaient en Floride, en Géorgie et en Alabama représentaient le premier test de l'impact de la candidature de Jesse Jackson parmi les Noirs américains. Tous ces États ont une importante communauté noire, allant de 11,3 % des personnes en âge de voter en Floride à 22,9 % en Alabama et à 24,3 % en Géorgie. En Alabama, les Noirs représentent 35 % de l'électorat démocrate.

En Alabama, Jesse Jackson, militant des droits civiques, ancien compagnon de Martin Luther King, n'est arrivé qu'en quatrième position, avec 19 % des suffrages et, en Géorgie, il finit troisième avec 21 % des voix.

L'hostilité à sa candidature de la plupart des dirigeants noirs, soucieux de soutenir un démocrate susceptible de battre Ronald Reagan en novembre prochain, et le soutien apporté à M. Walter Mondale, notamment par la famille du pasteur Martin Luther King, semblent avoir lourdement pesé.

Selon des estimations de la chaîne de télévision CBS, 50 %

des Noirs auraient voté pour Jesse Jackson en Alabama et 81 % en Géorgie. Walter Mondale aurait obtenu le reste, la position de Gary Hart auprès des Noirs apparaissant très faible. Dans ces deux États, Jesse Jackson n'aurait obtenu que 1 % des voix de l'électorat blanc.

S'il n'est pas le premier Noir à se porter candidat à la Maison Blanche, Jesse Jackson était en tout cas le premier qui semblait susceptible de bouleverser les règles du jeu. En cherchant à rallier derrière lui la communauté noire, qui vote démocrate à 80 %, il souhaitait démontrer que celle-ci n'était pas systématiquement acquiescente aux candidats de l'appareil du parti.

Ses résultats n'ont sans doute pas été à la mesure de ses ambitions, mais Jesse Jackson a suscité, affirmé sa volonté d'« aller jusqu'au bout » et de demeurer la « conscience du Parti démocrate ». Les 21 % de voix obtenus en Géorgie vont dans l'immédiat lui permettre de bénéficier à nouveau pour sa campagne d'un financement fédéral. Celui-ci lui avait été retiré après qu'il eut obtenu moins de 10 % des suffrages dans la New-Hampshire et dans le Vermont. Il lui fallait obtenir au moins 20 % dans une autre election primaire pour y avoir à nouveau droit.

## A TRAVERS LE MONDE

### Anguilla

• UN NOUVEAU PREMIER MINISTRE. — M. Emile Gumbs, nouveau « ministre principal » de la petite île d'Anguilla, au nord des Petites Antilles, a prêté serment le lundi 12 mars. L'Alliance nationale (ANA) de M. Gumbs avait remporté, la semaine précédente, des élections anticipées convoquées par son

prédécesseur, M. Ronald Webster, du Parti du peuple (APP). Les deux formations avaient obtenu, respectivement, 53,8 % et 41,7 % des voix. L'île, qui compte sept mille habitants, a été, en 1976, dotée d'un statut d'autonomie interne par la Grande-Bretagne. Dix ans plus tôt, Anguilla avait refusé de choisir l'indépendance en association avec Saint-Kitts et Nevis. Cette sécession avait été matée par l'envoi de parachutistes britanniques. M. Webster avait dirigé le gouvernement durant onze ans. — (Reuters.)

### Etats-Unis

• UN CONDAMNÉ EXÉCUTÉ PAR INJECTION DE POISON. — James David Aury, condamné à mort en 1980 pour le meurtre d'une jeune femme, a été exécuté mercredi 14 mars dans une prison du Texas par une injection de poison. La Cour suprême des États-Unis avait rejeté mardi une ultime demande de sursis. Agé de vingt-neuf ans, Aury, qui a toujours proclamé son innocence, avait demandé que son exécution soit retransmise en direct à la télévision, mais la commission de l'application des peines du Texas avait rejeté sa requête. — (AFP.)

### Turquie

• DÉMENTI A PROPOS DES RAIDS DE L'AVIATION TURQUE EN IRAN. — Ankara a démenti, mardi 13 mars, les informations selon lesquelles des raids auraient été effectués au cours des dernières semaines par l'aviation turque contre des positions kurdes en territoire iranien (le Monde du 13 mars). Dans un communiqué, le ministre turc des affaires étrangères a affirmé que « de telles informations sont destinées à porter atteinte aux bonnes relations que la Turquie entretient avec les deux pays de la région (Iran, Irak) dans le cadre de sa politique de neutralité ». — (AFP.)

### (Publicité)

#### ERRATUM

Dans l'annonce « Points Économie » du 13 mars, le nom de Michel Beaud, auteur du livre « Histoire du capitalisme », a été omis. Éditions du Seuil.

# AUJOURD'HUI... ICI... AILLEURS

**COLLECTION DE POCHES**

## POINTS ACTUELS SEUIL

Offert par votre libraire pour l'achat de 3 Points « Moi et ma cheminée » de Melville (hors commerce)

La vie, tu parles

Pierre-Marie Dourtelant Les bons vins et les autres

Alexandre Minkowski Pour un nouveau-né sans risque



## ASIE

### Afghanistan

#### L'extension du service militaire provoquerait une vague de défections

La décision du gouvernement de porter de trois à quatre ans le service militaire pour les soldats stationnés à Kaboul a eu pour conséquence une nouvelle vague de défections, rapportent les diplomates occidentaux en poste au Pakistan. Ils affirment qu'un grand nombre de soldats en service à l'aéroport de Kaboul et dans la principale base située au sud-ouest de la ville se sont enfuis après avoir entendu l'annonce de cette décision par la radio (le Monde du 8 mars). Des affrontements sanglants auraient eu lieu dans la nuit du 8 au 9 mars, au cours d'une mutinerie au quartier général de la 8<sup>e</sup> division de l'armée de terre à Kargha.

Le gouvernement a mis en place, ces derniers mois, un plan draconien pour endiguer l'hémorragie de défections dans l'armée afghane, dont les effectifs auraient diminué de moitié depuis la prise du pouvoir par les communistes en avril 1978. Les diplomates occidentaux estiment que l'allongement du service militaire touchera finalement l'ensemble de l'armée.

Les diplomates font, d'autre part, état de l'arrivée à Kaboul de personnes âgées, de femmes et d'enfants venant de la vallée du Panjshir, place forte de la résistance, au nord de la capitale, où les maoïstes s'attendent à une nouvelle offensive des forces soviéto-afghanes. Un accord de cessez-le-feu local avait été conclu l'année dernière dans la vallée du Panjshir, mais les contacts indirects en vue de le renégocier ont jusqu'à maintenant échoué.

D'autre part, la presse afghane a dénoncé « les activités d'espionnage » de l'ambassade des États-Unis à Kaboul. Le quotidien *Kaboul Times*, cité par l'agence officielle Bakhtar, relate à Paris, a rapporté récemment que « les activités d'espionnage » du personnel diplomatique américain avaient été révélées « par des laquais de la CIA » le jour-

nal cite les noms d'« espions de la CIA qui ont avoué ».

Au Pakistan, le président Zia-Ul-Haq, qui s'adressait aux populations de régions proches de l'Afghanistan, a déclaré, mardi 13 mars, que son pays était capable de répondre aux violations de l'espace aérien pakistanais par des appareils afghans. Mais, a-t-il dit, « le Pakistan ne veut pas porter préjudice à la paix dans la région en répondant par la force aux provocations ».

Enfin, à New-York, on indique que M. D. Cordovez, chargé par le secrétaire général des Nations unies du dossier afghan, va effectuer une nouvelle mission au début du mois d'avril à Islamabad, Téhéran et Kaboul.

### Thaïlande

#### INCIDENT A LA FRONTIÈRE BURMESE Au moins douze morts

Bangkok (Reuters). — A l'issue d'une nuit de violents combats, des unités de l'armée thaïlandaise appuyées par des transports de troupe blindés ont repoussé, le mardi 13 mars, une incursion de quelque deux cents soldats birman, faisant plus d'une dizaine de morts parmi ces derniers, a-t-on appris de source militaire à Bangkok.

Les Birmans avaient franchi la frontière dans l'intention d'attaquer un camp de rebelles sécessionnistes karens situé dans un saillant du côté thaïlandais de la frontière. Ils se sont heurtés à la police des frontières thaïlandaise dont deux membres ont été tués et dix-sept autres blessés au cours des affrontements.

C'est la première fois que les soldats birmans franchissent la frontière en aussi grand nombre.

### Inde

#### TRAFFIC DE FEMMES DEVANT NOTAIRE

New-Delhi. — Environ 3 000 F. Tel est le prix d'un bœuf de poids moyen sur les marchés du Punjab, et telle fut la somme payée par deux sinistres personnages indiens pour l'achat de la belle Lilawati. Le très sérieux *Times of India* vient de le révéler. Lilawati, alias Usha, une petite intouchable de Calcutta, fut élevée par un marchand de chair féminine avant d'aboutir dans les griffes de Ramji et Ram Awatar.

Ils s'amusèrent trois ans avec elle, la prêtant aux amis pour quelques roupies, puis décidèrent de la revendre. Entre-temps, Lilawati eut un enfant. Il était encombrant, les deux compères l'assassinèrent. La cote de Lilawati grimpa aussitôt en flèche : un nommé Ram Prakash paya 6 000 F pour l'utiliser à son tour.

Mais le cadavre du bébé fut découvert, les deux infamistes arrêtés et les « marchandises » retrouvées. L'affaire est devant les tribunaux. Ram Prakash, le dernier acquéreur, se défend, on ne semblant pas avoir bien compris ce qu'on lui reproche. Au juge qui l'interrogeait, il a fourni un acte notarié tout ce qu'il y a de plus légal, avec timbre fiscal et coup de tampon officiel faisant de lui l'honnête propriétaire d'une petite jeune femme nommée Lilawati.

Dernière précision : l'histoire se passe à Morona, dans l'État du Medhya-Pradesh, l'un des plus pauvres de l'Inde, et aussi le plus infesté par les brigands de grande chemin. Plusieurs milliers de jeunes filles connaissent chaque année le même sort.

P. C.

## EUROPE

### RFA

#### LE SYNDICAT DE LA METALLURGIE LANCE UN ULTIMATUM POUR LES TRENTÉ-CINQ HEURES

Frankfurt (AFP). — L'IG-Metall, syndicat comptant 2,5 millions d'adhérents, a lancé, mardi 13 mars, un ultimatum au patronat allemand, lui donnant jusqu'au 29 mars pour accepter ses propositions concernant la réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de salaire. Le comité directeur de l'organisation ouvrière a estimé que si aucun compromis n'était atteint d'ici à la fin du mois « de nouvelles négociations étaient inutiles ».

Les responsables de l'IG-Metall ont, par ailleurs, appelé leurs adhérents à prendre part massivement aux grèves d'avertissement et aux actions locales qui ont commencé la semaine dernière afin de « protester contre le comportement des patrons ».

Les négociations salariales, qui doivent cette année fixer à la fois les rémunérations et la durée du travail, se sont poursuivies mardi à Sindelfingen (près de Stuttgart) pour six cent quarante mille salariés du Bade-Wurtemberg sans que les positions des deux parties se rapprochent. Ces négociations ont été accompagnées d'arrêts de travail d'une à deux heures suivis par deux mille salariés, a indiqué l'IG-Metall.

Le responsable de l'IG-Metall de Stuttgart, M. Ernst Eisenmann, a appelé à la poursuite des grèves pour mercredi. De son côté, le président de l'association patronale de la métallurgie dans le Bade-Wurtemberg a menacé de répondre aux grèves d'avertissement par des fermetures d'usines.

### Espagne

#### Les attaques de camions français font tort aux pêcheurs détenus à Lorient estime le gouvernement de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — La vague d'agitation antifrancophone au Pays basque espagnol ne semble pas devoir céder de sitôt, après l'incendie de neuf camions immatriculés en France. Ces actions sont menées par de petits groupes de pêcheurs venus d'Ondarroa, port d'attache des deux chalutiers espagnols mitraillés le 7 mars par un garde-côte français. Afin d'échapper à la surveillance des forces de police, d'ailleurs fort lâche, les assaillants ont renoncé aux barrages fixes et se déplacent en voiture le long des routes, interceptant les camions aux carrefours, ou aux péages d'autoroute. Ils obligent le chauffeur à quitter la cabine avant de lancer des cocktails Molotov contre le véhicule. La plupart des camions brûlés ne transportaient pas de poisson.

De nombreux poids lourds ont été changés d'itinéraire et passent la frontière espagnole plus à l'est, dans la région catalane. Quelques groupes de pêcheurs ont toutefois commencé à se déplacer vers cette zone et, dans l'après-midi de mardi 13 mars, ils ont brûlé deux camions allemands chargés de poisson, à Martorell, au nord de Barcelone. Une quinzaine d'autres personnes qui tentaient d'intercepter un autre poids lourd, d'après celui-ci, près de Gérone, ont été arrêtées par la garde civile, puis rapidement relâchées. Plusieurs camions français étaient toujours stationnés mardi soir au poste-frontière de la Jonquera, dans l'attente d'une escorte policière qui leur permette de descendre vers le sud.

Il est vraisemblable que ces actions se poursuivront jusqu'au procès des pêcheurs et des armateurs des deux bateaux mitraillés par la marine française qui doit s'ouvrir le 15 mars à Lorient. L'embarras est visible dans les milieux gouvernementaux de Madrid, où l'on a conscience qu'une répression trop énergique de ces actes de violence serait mal vue par une opinion publique plus que jamais montée contre le voisin du nord. Le ministre des transports a publié dans la soirée du 13 mars un communiqué indiquant que ces agressions « portent préjudice aux efforts faits par le gouvernement espagnol pour aider les pêcheurs détenus en France » et rappelle que les dégâts ainsi causés devront être remboursés par l'Etat espagnol.

THIERRY MALINIAK.

### Grande-Bretagne

#### QUATRE ARRESTATIONS APRÈS LA SÉRIE D'ATTENTATS A LONDRES ET A MANCHESTER

Londres (AFP). — Quatre personnes ont été inculpées, mardi 13 mars, à Manchester et à Londres à la suite des attentats à la bombe commis pendant le week-end dernier. Deux bombes avaient explosé dans la nuit de samedi à dimanche dans un quartier de Manchester habité notamment par des exilés libyens. L'une avait fait trois blessés. La police avait fait exploser l'autre après l'avoir découvert à temps. Trois personnes, dont l'identité n'a pas été révélée, devaient être présentées au tribunal de cette ville mercredi.

A Londres, un homme d'affaires libyen, M. Ali El Giabour, quarante-quatre ans, a été inculpé de « complot » dans l'organisation de la série des cinq attentats perpétrés dans la capitale britannique dans la nuit de vendredi à samedi. L'un des attentats avait fait trois blessés graves et vingt blessés légers dans un restaurant arabe. Une sixième bombe avait été désamorcée lundi soir par la police dans un autre restaurant arabe.

L'homme d'affaires n'a « aucun lien » avec la Jamahiriya, a affirmé, mardi, un représentant du bureau du peuple libyen (ambassade) à Londres. Le gouvernement britannique soupçonne la Libye d'être à l'origine des attentats malgré les démentis de Tripoli. Le gouvernement libyen a officiellement protesté contre l'« arrestation de vingt-quatre libyens », dont le chargé d'affaires à Londres et réclamé des « excuses officielles ».

### Pologne

#### AUGMENTATION DU NOMBRE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Trois cent dix personnes sont actuellement détenues pour des motifs politiques en Pologne, a indiqué mardi 13 mars le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban. Le 10 janvier dernier, M. Urban avait fait état de la détention de deux cent quinze prisonniers politiques. Les données officielles en ce domaine se sont souvent révélées contradictoires, mais cette dernière information correspond à peu près aux estimations rapportées par la presse clandestine.

La forte augmentation du nombre des détenus semble due essentiellement à de nouvelles arrestations, tandis que les démissions provisoires se prolongent — en particulier pour les prisonniers les plus connus, comme les anciens dirigeants de Solidarité ou les animateurs du KOR, le pouvoir hésitant toujours à ouvrir leur procès. Selon M. Urban, il n'y a parmi les prisonniers politiques que cinquante-huit condamnés contre deux cent cinquante-deux détenus « provisoires ».

L'un de ces condamnés, M. Janusz Palubicki, ancien membre de la commission provisoire de coordination (clandestine) de Solidarité, a été transféré d'urgence, dimanche 11 mars, dans un institut de cardiologie. Selon une source médicale, M. Palubicki, qui a entrepris une grève de la faim en décembre dernier et est alimenté de force, se trouve dans un état très grave. Il est âgé de trente-six ans. Le porte-parole du gouvernement s'est borné à indiquer qu'il devait subir des « examens médicaux ». — (AFP, AP.)

### Népal

#### ARRESTATION DE DIRIGEANTS POLITIQUES

Katmandou (AFP, UPI). — Trois dirigeants du Parti du Congrès népalais et plus de trois cents personnes ont été arrêtés, mardi 13 mars, alors que, en dépit d'une interdiction, ils participaient à une procession silencieuse pour disperser dans la rivière Bagmati les cendres d'un militant de ce parti tué le 5 mars. Les trois dirigeants arrêtés sont MM. K.-P. Bhattarai, président, G.-P. Koirala, secrétaire général, et G.-M. Singh.

Le militant congressiste Y.-N. Alok avait été tué au cours de l'attaque, par des inconnus, d'un rassemblement réunissant trois mille partisans du Parti du Congrès, à Surajpur, dans le sud-ouest du pays. Le gouvernement a décrit l'incident comme « un affrontement entre factions rivales », sans désigner plus précisément les parties en cause.

Le Parti du Congrès népalais réclame la restauration d'un système autorisant les activités des mouvements politiques. Les partis sont interdits au Népal depuis 1972.

### Chine

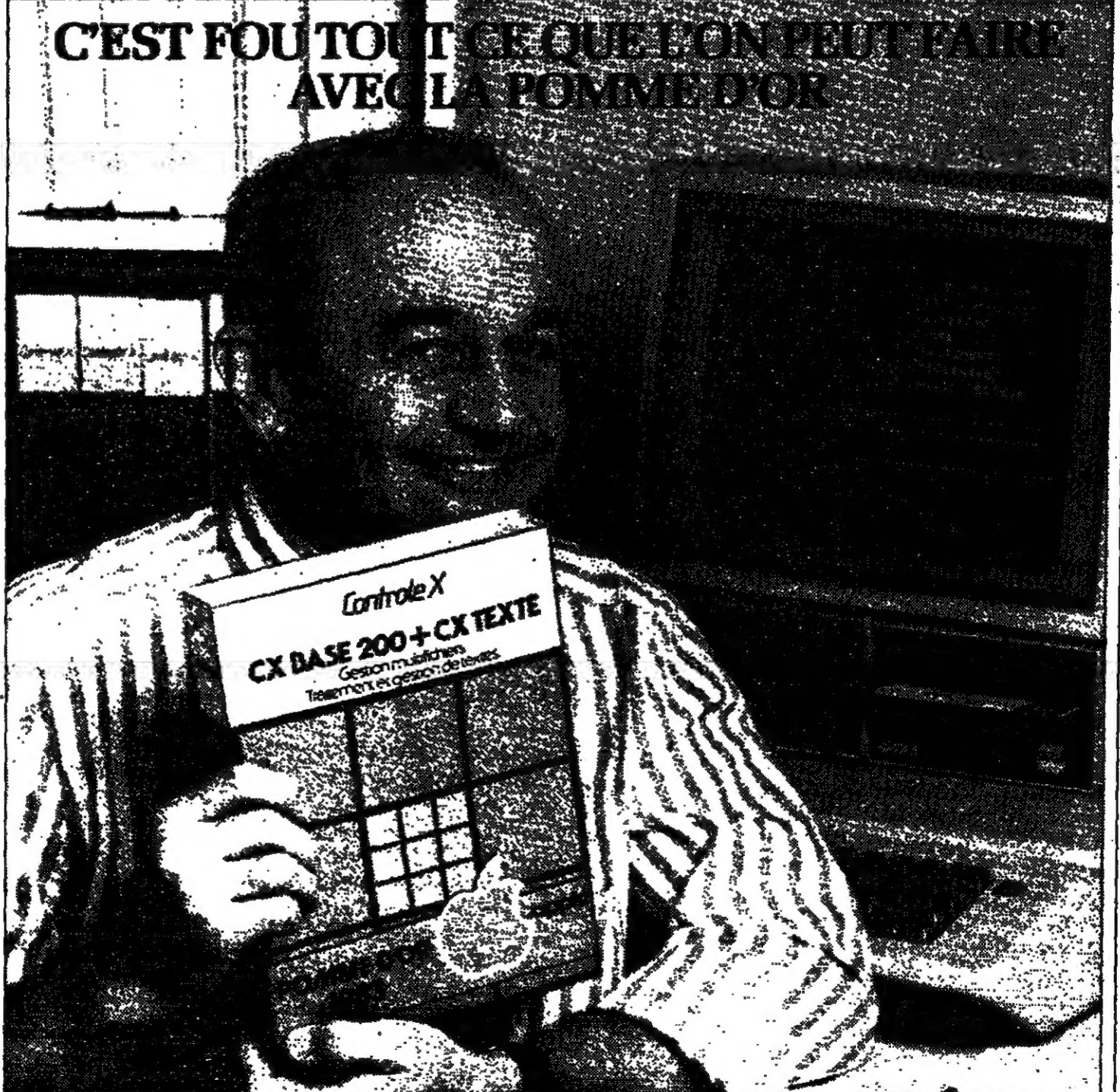
#### LE FILS HANDICAPÉ DE M. DENG XIAOPING

Pékin (AFP). — Le fils handicapé de M. Deng Xiaoping a fait sa première apparition publique, le mardi 13 mars, à Pékin, pour une conférence de presse sur les handicapés.

M. Deng Pufang, âgé d'une quarantaine d'années, a tenu cette conférence de presse assis dans un fauteuil roulant. Selon des indications circulant avec insistance à Pékin, M. Deng aurait été déféstré par les gardes rouges au début de la révolution culturelle, ce qui lui a brisé la colonne vertébrale, le laissant paralysé des deux jambes. Il a confirmé que son handicap était dû aux mauvais traitements subis à cette époque, mais a refusé d'entrer dans les détails et s'est borné à déclarer : « Ce n'est pas une expérience heureuse à raconter maintenant. »

M. Deng Pufang a été nommé vice-directeur d'un « fonds pour le bien-être des handicapés », dont la création a été annoncée mardi. Il a évalué à vingt millions le nombre de personnes victimes en Chine de différents handicaps accidentels ou de naissance.

## C'EST FOU TOUT CE QUE L'ON PEUT FAIRE AVEC LA POMME D'OR



**Contrôle X**  
**CX BASE 200 + CX TEXTE**  
Gestion multibases  
Traitement et gestion de textes

**CX Base 200 + Texte: Pomme d'Or du meilleur logiciel Apple 83.**

C'est fou ce que l'on peut faire avec CX Base 200 + Texte sur un simple Apple II. Premier d'une nouvelle génération de programme, il intègre totalement gestion de fichiers, calculs et traitement de texte. Il permet ainsi d'automatiser la plupart des opérations (clients, ventes, stocks, commandes, documentation, etc.) liées à l'exercice d'une profession libérale, à la gestion d'une PME, d'une association, etc. Par exemple, en produisant des états récapitulatifs, des lettres personnalisées, des compte-rendus, des devis, des fiches de salaire, des étiquettes, etc. Et il est tellement simple d'emploi qu'il ne nécessite aucune connaissance informatique particulière.

Bref, il donne un sacré goût à la Pomme: il transforme un Apple II en un véritable outil professionnel de gestion. Ses qualités ont déjà été reconnues: CX Base 200 + Texte a reçu la Pomme d'Or du meilleur logiciel Apple 1983, catégorie personnel-professionnel.

**Contrôle X**

Disponible chez tous les concessionnaires Apple. Pour toute demande de documentation, s'adresser à: Contrôle X - Tour Maine Montparnasse - 75755 Paris Cedex 15 - Tél.: (1) 538.98.87.

M. J. JARREAU



Le Monde

# politique

LE PCF ET LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## « Assurer en France les chances de réussite d'une politique nouvelle »

### Loin de l'Europe

La campagne du Parti communiste pour les élections européennes ne sera pas une campagne européenne. Ni la présence de ministres communistes au gouvernement ni le fait que le premier d'entre eux, M. Charles Fiterman, préside à la réunion du conseil des ministres européens des transports et qu'il enregistre un succès avec la décision de construire l'Airbus A-320, n'ont eu d'effet sur les orientations de la campagne du PCF pour le scrutin du 17 juin, telles qu'elles ressortent du rapport présenté par M. René Piquet au conseil national du parti.

Ce rapport ne manque pas d'un volet constructif avec des propositions telles que l'utilisation de l'ECU dans les échanges commerciaux, mais cette esquisse d'un programme européen pèse de peu de poids au regard de la dénonciation des « méfaits » de la CEE et de l'affirmation selon laquelle « depuis plus d'un quart de siècle, la droite et le grand patron ont joué (...) l'Europe contre la France ». Les institutions européennes, aux yeux des communistes, se sont trop bien prêtées à ce jeu pour être innocentes.

On est loin des propositions des communistes italiens qui, sans ménager leurs critiques contre ceux qui veulent asservir l'Europe aux lois des sociétés multinationales, estiment que la CEE est l'œuvre et le terrain d'une lutte entre forces progressistes et conservatrices et que la partie est loin d'être perdue pour les premiers. Loin de préconiser un repli dans le cadre national, le PCI soutient le projet Spinali, qui tend à renforcer le rôle de l'Assemblée européenne et le pouvoir exécutif de la Commission de Bruxelles.

A l'appui du rapport de M. Piquet, la déclaration faite par M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, sur le compromis relatif de Bruxelles, montre que le PCF n'entend pas s'inscrire dans la politique européenne du gouvernement, mais au contraire tirer parti des mécontentements que cette politique peut provoquer. « Les communistes sont aux côtés des peuples français qui défendent leur production (...), comme des travailleurs qui luttent contre la casse de leur industrie », a dit M. Lajoinie. Sous-entendu : le gouvernement, lui, est-il de ce côté-là ?

L'axe de la campagne du PCF doit être, selon le rapport de M. Piquet, la défense des engagements pris par la gauche en 1981. Depuis la réunion du comité central et les déclarations de M. Georges Marchais en janvier dernier, on sait que, pour les communistes, la politique gouvernementale est plus que suspecte d'indifférence à ces engagements. Il s'agit de montrer aux électeurs qui avaient voté pour M. Marchais en 1981 qu'ils avaient bien raison de se méfier des socialistes. M. Piquet a souligné qu'aujourd'hui enfin, comme le PCF l'avait souhaité prématurément il y a trois ans, dans la phase de préparation de l'élection présidentielle de 1981, la question posée n'est pas de battre la droite, mais de savoir quelle politique fera la gauche.

La discussion au conseil national, telle que l'humanité en rend compte mardi, a montré quelles sont les conséquences logiques de cette démarche. Ainsi M<sup>me</sup> Catherine Margat, membre du comité central, a-t-elle fait état de discussions à la base, au cours desquelles on s'est interrogé sur le sens de la participation du PCF au gouvernement, dès lors que la politique de celui-ci est critiquée dans ses principes. M<sup>me</sup> Margat a, certes, souligné que ce serait pire si l'opposition revenait au pouvoir, mais la question reste posée.

La dynamique dans laquelle le directeur du PCF s'est engagé depuis janvier risque de se révéler difficile à maîtriser.

PATRICK JARREAU.

Le conseil national du parti communiste, réuni pour deux jours à Vitry (Val-de-Marne), a entendu, mardi 13 mars, un rapport de M. René Piquet, membre du bureau politique, président du groupe des communistes français à l'Assemblée européenne. M. Piquet a insisté sur la gravité des problèmes de l'emploi et du pouvoir d'achat.

« La gauche », a dit M. Piquet, est confrontée à une tâche historique. Elle peut réussir en 1984, en 1986 et après, à condition de prendre, dès aujourd'hui, les décisions novatrices indispensables pour surmonter les multiples obstacles rencontrés. Cette tâche, quel que soit le problème abordé — mutations technologiques, emploi, croissance — est traversée par un choix majeur, dans les termes se résumant ainsi : organiser la production pour la rentabilité financière du capital ou pour répondre aux besoins des hommes. »

M. Piquet a expliqué que le scrutin proportionnel, appliqué aux élections européennes du 17 juin prochain, joue en faveur du PCF, d'autant plus que « dans [les] enjeux du printemps 1984, ce n'est pas seulement la volonté de changement, telle qu'elle s'est exprimée en mai 1981, qui se manifeste, ce sont les questions sur le contenu du changement qui sont à l'ordre du jour ». « Un plus grand nombre d'hommes et de femmes (qu'en 1981) peuvent être conduits à comprendre que, pour faire échec aux pressions de patronat, aux préférences de la droite, la meilleure

riposte, c'est le vote communiste », a dit M. Piquet.

M. Piquet a réaffirmé l'opposition du PCF à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE, car ce projet d'élargissement a pour but de « transformer l'Europe en zone de libre-échange, offrant de nouveaux terrains de manœuvre aux multinationales contre les peuples ». Il a souligné, aussi, que le PCF refuse « toute relance des vieux projets de défense européenne, auxquels se rallie le RPR de Jacques Chirac ».

M. Piquet a continué : « En exprimant les soucis et aspirations populaires, en plaçant l'emploi, la croissance, le pouvoir d'achat, la justice sociale, la formation, les droits des travailleurs, la sécurité et la paix au centre de sa campagne, le Parti communiste se situe au cœur de ce qui est en jeu : assurer en France les chances de réussite d'une politique nouvelle par des solutions originales, indépendantes, sans lesquelles notre pays ne saurait agir efficacement pour des avancées positives en Europe. Sur cette base nous disons à tous ceux et à toutes celles qui s'inquiètent, qui éprouvent des difficultés : en votant communiste, vous pèseriez dans le sens d'une pleine utilisation des acquis de la politique nouvelle pour tenir les engagements pris (...). Voter communiste, ce sera voter pour une politique audacieuse de créations d'emplois, ce sera voter pour la réussite en France, pour une conception nouvelle de l'Europe, de la coopération industrielle, du progrès

économique, technologique, du progrès social. »

M. Piquet a appelé les communistes à se mobiliser pour les élections européennes, « avec la certitude que le résultat obtenu infléchira, dans les mois qui suivront, l'évolution de la situation politique française, ainsi que la place et le rôle du Parti communiste dans la vie nationale ».

Dans la discussion qui a suivi le rapport de M. Piquet, et dont il est rendu compte dans l'humanité du mercredi 14 mars (1), M. René Ancho, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, a déclaré que si, en 1981, des engagements avaient été pris par le candidat François Mitterrand, si « des mesures concrètes, en rupture avec ce qui se faisait avant » ont été réalisées, aujourd'hui, à l'issue de « campagnes et pressions formidables », se dessinent « des choix inacceptables ». Il a ajouté : « Depuis belle lurette, nous considérons, dans le Nord-Pas-de-Calais, que la campagne pour les « européennes » a commencé. »

M. Roland Favaro, responsable régional du PCF pour la Lorraine, a affirmé : « Nous pouvons nous attendre à ce que le gouvernement ne se contente pas de combattre le chômage, mais de créer les conditions pour qu'il tienne ses engagements. » Sans nier les contraintes imposées, notamment par la politique de la CEE, a-t-il dit, « nous récusons l'idée que nous produisons trop d'acier, avec une sidérurgie dépeuplée, coûteuse ». Prendre des disposi-

tions pour accroître les débouchés, par la reconquête du marché intérieur, le développement de coopérations internationales, la création d'emplois, « ce serait rentable pour le pays, la gauche », a ajouté M. Favaro. Selon lui, il est possible de convaincre les sidérurgistes, les mineurs, les populations des bassins touchés par la crise, que « le vote PCF, c'est le vote utile pour l'industrie forte, compétitive qu'ils souhaitent, pour le maintien et la modernisation de leur entreprise, pour des emplois durables ».

M<sup>me</sup> Catherine Margat (Hauts-de-Seine), membre du comité central, a fait état des questions débattues au sein de la section de la défense et de plusieurs cellules d'employés, de techniciens, d'ingénieurs : « 1984 sera l'année de choix cruciaux, mais, s'ils sont faits de mauvaise façon, que fera-t-on ? Ou bien : la présence des ministres au gouvernement n'est pas remise en cause, mais ne servent-ils pas de caution ? Ou encore, certains camarades estiment que « le plan Delors, c'est pire que le plan Barre », tout en mettant de côté ce que ferait la droite si elle revenait au pouvoir. D'autres pensent que les lites ne doivent pas être tournées contre le gouvernement, mais soulignent que ce même gouvernement doit cependant se sentir concerné. »

(1) La discussion s'est déroulée à huis clos mardi 13 mars. Et en était ouverte à la presse mercredi.

### M. PINTON N'EST PLUS CANDIDAT A LA CANDIDATURE POUR LA LISTE D'OPPOSITION

Le bureau politique de l'UDF se réunira le jeudi 15 mars pour se prononcer sur les noms de ses candidats qui figureront sur la liste commune UDF-RPR pour les élections européennes. M. Michel Pinton, président des « adhérents directs », a annoncé, le mercredi 13 mars, qu'il avait « décidé de ne pas figurer sur la liste de M<sup>me</sup> Vell » ; il est vrai que les « adhérents directs » n'ont droit qu'à une place parmi les éligibles, et que M. Michel Debattiste, ancien président de la FNSEA et ancien secrétaire d'Etat, semblait devoir lui être préféré.

Pour sa part, le comité directeur du CNIP a décidé, le mardi 13 mars, de participer à la liste d'union de l'opposition. Il a désigné quatre candidats : M<sup>me</sup> Philippe Malaud, président du Parti, Michel Junot, adjoint au maire de Paris, M<sup>me</sup> Magdeleine Anglade et M. Pascal Vanhelder.

● La liste centre-gauche : M. Berthoin renonce. — M. Georges Berthoin, membre du comité central, a fait état des questions débattues au sein de la section de la défense et de plusieurs cellules d'employés, de techniciens, d'ingénieurs : « 1984 sera l'année de choix cruciaux, mais, s'ils sont faits de mauvaise façon, que fera-t-on ? Ou bien : la présence des ministres au gouvernement n'est pas remise en cause, mais ne servent-ils pas de caution ? Ou encore, certains camarades estiment que « le plan Delors, c'est pire que le plan Barre », tout en mettant de côté ce que ferait la droite si elle revenait au pouvoir. D'autres pensent que les lites ne doivent pas être tournées contre le gouvernement, mais soulignent que ce même gouvernement doit cependant se sentir concerné. »

### EN BREF

● La majorité conserve la municipalité de Bouillante à la Guadeloupe. — Une élection municipale partielle a eu lieu les 4 et 11 mars à Bouillante (Guadeloupe). Les résultats de ce scrutin, consécutif à la démission de plusieurs conseillers municipaux qui s'opposaient au maire socialiste élu en mars 1983, ont été les suivants :

1<sup>er</sup> tour : Insc., 3 878 ; vot., 2 473 ; suff. ex., 2 398. — PS (M. Isidore Canope, m.a.), 887 ; opp. (M. Chaleil, RPR), 851 ; div. g. (M. Vairac, ext. g.), 660.

2<sup>e</sup> tour : Insc., 3 878 ; vot., 2 769 ; suff. ex., 2 713. — PS (M. Canope), 1 053 (38,81 %), 21 ELUS ; opp. (M. Chaleil, RPR), 1 034 (38,11 %), 5 ELUS ; div. g. (M. Vairac, ext. g.), 626 (23,07 %), 3 ELUS.

Pour M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, « cette élection confirme la conquête d'une commune de vote département par la majorité présidentielle, en mars 1983. Il s'agit bien que les Guadeloupéens et les Guadeloupéennes réagissent favorablement à la politique de décentralisation menée outremer par le gouvernement ».

● Trêve au conseil général de Corrèze. — En modifiant son règlement intérieur pour permettre à M. Armand Boucheter (PCF) de conserver son poste de président, tout en donnant à la majorité de droite la possibilité d'exercer ses pouvoirs, le conseil général de Corrèze a mis un terme à ses dissensions (le Monde du 29 février). Elle a bénéficié de l'appui de M. Boucheter, président d'une assemblée départementale dans laquelle, à la suite de deux élections partielles, l'opposition est majoritaire avec vingt sièges contre seize à la gauche. Après l'accord intervenu entre gauche et droite, cette dernière dispose des présidences des six commissions permanentes avec des pouvoirs accrus.

● RECTIFICATIF. — Rendons compte dans le Monde du 6 mars de l'élection partielle de Bouillères-aux-Dames (Meurthe-et-Moselle), qui a eu lieu le 4 mars, nous avons rapporté les résultats du scrutin de mars dernier. Ils étaient inexacts. Le 6 mars 1983, la liste d'opposition conduite par M. Roussel a recueilli 975 voix, celle de la majorité conduite par M. Parison (PS), 865 voix et la liste divers gauche de M. Séverin, 406, pour 2 336 suffrages exprimés, 2 410 votants et 3 481 électeurs inscrits. Le 13 mars 1983, la liste d'opposition a obtenu 1 184 voix (50,29 %) et 21 sièges et celle de la majorité 1 170 voix (49,70 %) et 6 sièges. La liste conduite par M. Séverin n'a pas participé au second tour.

## Les éditions Jean Bonnefoi présentent ANTHOLOGIE DES LECTURES ÉROTIQUES

de Jean-Jacques Pauvert

### LA FABULEUSE HISTOIRE DU DÉSIR ET DE SES FANTASMES

Une anthologie exhaustive.

Feuilleter cette anthologie c'est partir à la découverte de l'univers peu connu et délicieusement troublant de la littérature érotique. Aucun aspect n'est laissé dans l'ombre, tous les domaines sont explorés, tous les écrits qui furent qualifiés suivant l'humeur, l'époque, la nation, de légers, grivois, libertins, polissons, licencieux, scabreux, voire, résolument pornographiques, ont leur place dans cette gigantesque « Somme ». J.-J. Pauvert situe chaque extrait dans l'ambiance de l'époque et dans la chronologie de l'œuvre de chaque auteur.

Maurice Barrès écrivain érotique !

Vous vous attendez certes, à retrouver parmi les 249 extraits réunis, les grands noms de la littérature licencieuse : Sade, Rétif de la Bretonne, Pierre Loti, Barbet d'Aureville, Cassanova, et autre Bandelaire ; vous ne serez pas déçus. Mais pensez-vous, y découvrir les noms et les écrits de Saint-Just (oui, le révolutionnaire), de Michelet ou de Remy, sauveur un très léger poème de Francis Jammes ou une historienne vraiment « gauchiste » du tradito-maître Maurice Barrès. Mentionnons encore un extrait de Gaudinon la collaboration littéraire cette fois — entre Mmes et Georges Sand nous permet d'apprécier un aspect peu connu et plutôt scabreux de la littérature romantique et venons en aux 80 anonymes recensés, l'anonymat couvrant souvent des grands noms ayant choisis le secret pour éviter les foudres de la censure.

Vous tuez de surprise en surprise dans un jaillissement de textes inédits que vous ne trouverez nulle part ailleurs, passant de poèmes délicieusement libertins à une lettre franchement érotique, voire à un conte plus que scabreux qui vous coupera littéralement le souffle.

Jean-Jacques Pauvert historien de l'érotisme

Le grand public connaît surtout J.-J. Pauvert comme l'éditeur qui contribua puissamment à faire connaître des auteurs maudits tels que Georges Bataille, Jean Genet ou Sade et qui fut durant les années 50 et 60, à l'époque heureusement révolue de l'ordre moral, souvent maille à partir avec la censure et la justice. Voici un nouvel aspect de ce passionnant personnage : J.-J. Pauvert historien de l'érotisme. Après des années de travail, de recherches à la Bibliothèque Nationale et dans les collections privées, il nous offre pour notre joie cette fabuleuse histoire du désir et de ses fantasmes.

Une presse unanime

« Mérite de figurer au premier rayon des bibliothèques d'adultes, c'est-à-dire toutes les bibliothèques. » B. Polrot Delpech (Le Monde) « Fabuleuse anthologie. » Françoise Xenakis (Le Matin) « Une formidable chasse au trésor. » A. Lehen (Les Nouvelles Littéraires) « La première du genre, elle va déborder beaucoup de monde. » G. Pons (Le Figaro Magazine) « Véritable histoire inconnue de la sensibilité libertine. » Mathieu Galey (L'Express) « Un monument. » Cavanna (Charlie Hebdo) « Rougissez, réfléchissez, n'écoutez plus le diable, écoutez J.-J. Pauvert. » Pierrette Rosset (Elle)

BON A ADRESSER A JEAN BONNEFOI

36 rue Vanvesnargues 75018 Paris

Je désire profiter de votre offre exceptionnelle de souscription et recevoir le premier volume de l'Anthologie des lectures érotiques en quatre volumes ainsi que la pochette de dix reproductions correspondantes. Je vous prie de trouver ci-joint le règlement soit : 148 F + 18,60 F de frais de port = 166,60 F. Si je suis le moins du monde déçu, je vous retournerai l'ensemble en recommandant dans son emballage d'origine et serai immédiatement remboursé y compris de mes frais de recommandation. Dans le cas contraire, je recevrai au rythme d'un volume tous les mois, les trois autres volumes et leur pochette au prix inchangé de 148 F le volume que je réglerai comptant à réception. Je reste toutefois libre d'interrompre ma souscription à tout moment si je le désire.

Quatre volumes (18 x 24) totalisant 780 pages et 249 extraits d'écrits érotiques, 40 planches d'illustrations libertines. En souscription, chaque volume 148 F

Gratuitement les chefs-d'œuvre de l'art érotique Avec chacun des quatre volumes de cette anthologie, vous est offert gracieusement une pochette de dix planches (18 x 24) libertines de grands maîtres (peinture, dessin ou estampe).

Des conditions exceptionnelles de souscription Bien que le premier des quatre tomes soit déjà paru vous pouvez encore souscrire à l'ensemble de la collection au prix de lancement de 148 F chaque volume. En outre, le même prix vous sera garanti pour les trois autres volumes à paraître.

### CADEAU

Tout souscripteur, nous adressant le bon ci-dessous dans un délai de 10 jours, recevra gracieusement une reproduction grand format d'une œuvre d'art libertine datant de 1835 et attribuée à Deveria.

Nom ..... Prénom ..... Adresse complète ..... Code postal ..... Ville ..... Date ..... Signature ..... ☐ Vous adressant ma commande dans les 10 jours, je recevrai en cadeau la reproduction de Deveria que je garderai quelle que soit ma décision.

**University Studies in America Inc.**  
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US quel que soient vos anglais (cours particuliers et vos diplômes de la 1<sup>re</sup> à la 12<sup>ème</sup> vous seront acceptés ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » au « Master » ou au « Ph. D. » CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST.  
USA-French Office, 67, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.



## POLITIQUE

### « Langue de bois » et « parole vraie »

(Suite de la première page.)

Au lieu de se réclamer de dogmes qui ont sans doute correspondu à des réalités mais qui désormais obscurcissent l'analyse des faits, les partis politiques seraient certainement mieux avisés de se fonder sur l'expérience qu'enseignent l'école, la radio-télévision ou l'entreprise telles qu'elles sont. Quelle formation pour les jeunes dans la société post-industrielle ? Quelle communication pour les citoyens au terme de

l'actuelle révolution technologique ? Quel travail pour les hommes et les femmes de ce pays au sortir de la crise ? Les Français souhaitent obtenir de leurs dirigeants des réponses à ces questions.

Il est vrai qu'en ces matières les positions ont évolué depuis trois ans. M. Mitterrand ne craint plus d'exalter l'esprit d'entreprise et d'inviter les cadres dynamiques à créer leur propre affaire. M. Savary reconnaît qu'il convient d'améliorer conjointe-

ment les deux systèmes d'enseignement, et des voies nouvelles (radios locales, réseaux câblés) s'ouvrent à l'information.

Cependant, ces inflexions ont plutôt pour effet de souligner l'insuffisance et les contradictions du discours de la gauche que d'en rendre le contenu plus acceptable. Les tendances au changement, rapidement contrariées par les courants inverses (comme on l'a vu dans le dispositif d'aide aux restructurations indus-

trielles, la querelle scolaire, les hésitations sur le développement du câble, le refus de la publicité sur les radios locales), se traduisent non par un nouveau langage, qui échapperait aux modes de pensée ordinaires, mais par l'impossible juxtaposition de deux langages anciens. Le résultat ne peut qu'accroître encore la méfiance du citoyen.

L'opposition ne s'exprime pas d'une façon plus satisfaisante : le contraste entre son action passée et son discours présent donne une égale impression d'incohérence, et son parti pris de dénigrement systématique à l'égard du secteur public l'expose au même reproche de manipulation.

#### La rigueur et la générosité

Il est un autre couple de notions qui paraît quelque peu suranné par la gauche : c'est celui qui met en conflit l'économique et le social. L'économique serait l'apanage de la droite, tenue pour plus compétente, et le social serait le domaine de la gauche, considérée comme plus généreuse. D'un côté, les rudes contraintes de la gestion, peu compatibles avec les préoccupations humanitaires. De l'autre, la souci du bien-être des gens, difficilement conciliable avec les exigences de la rigueur.

Le gouvernement, on le sait, est passé par l'une et l'autre phase, la libéralité d'abord, l'austérité ensuite. M. Mauroy a invoqué, dans un premier temps, une « autre logique », qui donnait la priorité aux aspirations sociales. Converti au réalisme économique, il a mis cette-ci en veilleuse. L'opposition, pour sa part, est restée fidèle à la conception traditionnelle qui dénie aux socialistes toute aptitude à l'exercice des responsabilités, mais leur reconnaît une certaine sensibilité aux besoins des plus défavorisés.

Un langage nouveau serait celui qui cesserait de juger antinomiques l'efficacité économique et la justice sociale - non pas en sacrifiant partiellement l'une à l'autre, mais en recherchant des solutions originales qui échappent à ces classifications. Ce n'est pas pour rien qu'Edmond Maire est de ceux dont la parole est écoutée : sa démarche, quoi que l'on pense du contenu de ses propositions, témoigne d'une volonté d'explorer des voies inédites. D'autres, à droite comme à gauche, manifestent la même détermination.

Ceux qui présentent à l'opinion, à travers les médias, les apparences d'un certain renouvellement ne sont pas nécessairement ceux qui maîtrisent le mieux les techniques de communication (encore que cela ne soit pas inutile...), ni ceux qui présenteraient, bien présomptueusement, l'échappatoire à toute idéologie (quand ils développent parfois l'idéologie moderniste la plus banale), mais ceux qui s'emploient à remettre en question les vérités établies et à agiter des idées novatrices. A cette condition, précisément, le modernisme qu'invoque volontiers une partie de la classe politique pourra être autre chose qu'un vain mot.

THOMAS FERENCZI.

● **RECTIFICATIF.** - Une erreur de transmission dans les informations consacrées aux réactions de la gauche et de l'extrême gauche contre l'organisation d'un meeting du Front national à Paris (le Monde du 14 mars, page 9) a transformé en « Parti communiste révolutionnaire » le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML, maoïste).

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LE COMMERCE EXTERIEUR**

Envoyer 30 F (dimanche à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 110 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie) et donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

### Propos et débats

#### M. Labbé : que le gouvernement expédie les affaires courantes

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi 13 mars, que le pouvoir devrait se contenter d'« expédier les affaires courantes » jusqu'à « véritables échéances » législatives et présidentielles et ne plus « prendre de décisions qui seraient des choix de société ». M. Labbé fait référence à l'école, à la presse, à toutes ces grandes réunions que l'on a voulu introduire au début de la législature et sur lesquelles on devrait maintenant lever le pied. On admet que les dirigeants jouent la montre en attendant les échéances véritables, mais alors on peut aussi considérer qu'ils ne doivent plus expédier que les affaires courantes.

#### M. Le Pen : un système social pour les étrangers

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a estimé, mardi 13 mars à Chartres, qu'il est « inspiré de séparer les systèmes sociaux et familiaux des Français et des étrangers ». M. Le Pen a proposé que l'on exerce immédiatement les immigrés clandestins aux frais des gouvernements qui les accueillent. « Il suffit pour cela, a-t-il dit, d'imputer ces frais sur les crédits de la coopération ».

#### PS : la lèpre

Un « front national de la liberté » : M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du PS chargé des droits de l'homme et des libertés, et M<sup>me</sup> Gisèle Stievenart, première secrétaire de la fédération de Paris du PS, souhaitent qu'il se constitue contre la « lèpre » Front national de M. Jean-Marie Le Pen. « Toute la France républicaine doit s'unir dans un même rejet de la xénophobie et du racisme », déclarent-ils dans un communiqué, signé M. Le Pen doit tenir, mercredi 14 mars, un meeting à Paris.

### Les députés socialistes veulent être associés aux choix du gouvernement sur les reconversions et les impôts de 1985

Dans tous les domaines, les députés socialistes veulent être de plus en plus associés à la préparation des projets gouvernementaux. Ils l'ont encore clairement manifesté au cours de leur réunion du mardi 13 mars à l'Assemblée nationale. Ils ont ainsi approuvé le « relevé de réflexion » que le groupe de travail sur la politique de reconversion industrielle qu'ils avaient constitué sous la présidence de M. André Billardon, député PS de Seine-et-Marne, a transmis au premier ministre. De nombreuses réunions ont eu lieu, soit avec les élus des « pôles de reconversion », soit avec ceux concernés par les secteurs industriels en mutation. Ministres, experts gouvernementaux et députés ont chacun pu faire entendre leurs arguments.

M. Billardon estime aujourd'hui que le gouvernement devrait prendre en compte les propositions que lui a faites le groupe de travail, les députés socialistes étant prêts à être le « relais » du gouvernement sur le terrain. Le relevé de réflexion demande notamment que dans les entreprises concernées soit établie de façon contractuelle « une charte de la mutation » qui décrirait « le calendrier de réorientation des activités, les objectifs de modernisation, le plan d'investissement, l'évolution des relations avec la sous-traitance, les secteurs nouveaux d'activité, les gains de productivité ». Les députés socialistes souhaitent aussi que les mesures contenues dans le volet social du plan gouvernemental aient « une nature conventionnelle plutôt que législative » pour leur donner la souplesse nécessaire. Sur le calendrier de reconversion, ils recommandent que l'état actuel de l'économie ne permette pas de les généraliser, « même si cela permettrait une avancée sociale importante ». Ils ont aussi demandé qu'ils soient « en priorité proposés aux salariés jeunes », c'est-à-dire à ceux qui sont « motivés et aptes à recevoir une formation ».

Pour le volet économique du plan gouvernemental, les députés ont, une fois encore, souligné « l'importance d'un comportement nouveau des banques » et émis des réserves sur l'« efficacité » des mesures d'incitations fiscales pour encourager des entreprises à créer des emplois. Ils ont proposé, en revanche, « l'élaboration d'un véritable statut de la société en création ». Ils ont aussi souhaité que « les pôles de reconversion fassent l'objet d'une approche plus économique et sociale que géographique ». Pour eux, la définition d'un « périmètre » n'est donc pas « souhaitable ». Enfin, qu'ils soient élus de la région parisienne ou de province, les députés ont critiqué les conditions actuelles d'intervention de la DATAR.

Se félicitant des conditions dans lesquelles ils ont pu intervenir dans la mise au point de ce projet gouvernemental, les élus socialistes souhaitent qu'il en aille de même dans la préparation du budget de 1985. C'est pourquoi ils ont reçu, le 13 mars, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget. D'autant qu'ils sont persuadés que la décision du président de la République de diminuer d'un point le montant des prélèvements obligatoires se pose en termes de « choix de société ». Les députés du PS ne veulent donc pas que celui-ci soit camouflé par des considérations techniques. « Il faut que les ménages, les entreprises, perçoivent dans leur réalité fiscale les choix qui seront faits », a expliqué M<sup>me</sup> Veronique Neiertz, porte-parole du groupe, en reconnaissant qu'il ne sera pas facile de faire mesurer par l'opinion la réalité de la diminution des prélèvements obligatoires et de choisir les dépenses publiques qui devront décroître.

C'est pourquoi le groupe socialiste a souhaité un « grand débat » dans l'opinion sur ce sujet et que la « concertation indispensable » s'engage « à temps » entre le gouvernement et lui.

THIERRY BRIÈRE.

## ELECTIONS EUROPEENNES

### 2<sup>e</sup> message personnel.

Merci de vos 7 664 cartes de visite et de vos lettres adressées à notre agence conseil PUBLIC AFFAIRS COMMUNICATION.

Le 28 Mars prochain, je vous dirai les noms des initiateurs de cette liste.

Afin que les choses soient claires pour tous, je répète que nous ne sommes ni une troisième voie politique, ni une liste « sous-marine » de quelque bord que ce soit.

Notre volonté, confortée par votre soutien massif, est que l'Europe réussisse et qu'elle apporte aux Français de réels atouts pour gagner la bataille économique.

Bientôt, nous proposerons les solutions nouvelles que préparent depuis des semaines nos groupes de travail.

Comme nous, vous pensez que l'Europe a besoin de sang neuf, et que seuls des femmes et des hommes libres et déterminés peuvent lui apporter.

Vous devez soutenir notre initiative. Je compte sur votre aide et votre participation active à cette campagne.

Christian LAUE Président du Comité de Soutien pour Réussir l'Europe.

**RÉUSSIR L'EUROPE**

3 bis, rue Brunel 75017 PARIS



## POLITIQUE

UN COLLOQUE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCES POLITIQUES

Les institutions de la V<sup>e</sup> République à l'épreuve de la durée

Les membres de l'Association française de sciences politiques qui ont consacré deux jours de colloque à célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la V<sup>e</sup> République ont tenu leurs travaux vendredi 9 mars sur des considérations délibérément optimistes pour le destin des institutions fondées par le général de Gaulle en 1958. Un des principaux intérêts de cette réunion a résidé dans la confrontation des constructions juridiques, avec les récits des acteurs qui ont participé à la fondation de la V<sup>e</sup> République. Tous cependant ont démontré l'attachement dans la nation des institutions qu'ils jugent assez profond pour pouvoir imaginer leur avenir.

Ainsi M. Olivier Duhamel, rapporteur général de ce colloque, a reconnu que « la bipolarisation » de la vie politique entrée dans les mœurs « a contribué à améliorer le respect des uns envers les autres ». « Il y a, a-t-il dit, acceptation réciproque, et chacun est reconnu dans son aptitude à gouverner. L'adhésion est aujourd'hui admise dans son principe alors que ce n'était pas encore le cas en 1966. Si le jeu bipolaire est admis pour l'attribution du pouvoir, des compensations doivent toutefois lui être trouvées ». Il pense notamment à l'élection des sénateurs à la proportionnelle et se félicite avec M. Jean-Luc Parodi que certaines institutions échappent à la bipolarisation comme le Conseil constitutionnel ou la Haute Autorité de l'audiovisuel. M. Michel Debré, lui-même, se dit « surpris de l'angoisse devant la bipolarisation ». Il précise : « Nous sommes un vieux peuple qui a le sens de la majorité, et qui respecte les mécanismes fondamentaux de la démocratie sous réserve de pouvoir changer régulièrement. Mais la majorité

élue a le droit tout à fait légitime de gérer. La bipolarisation ne doit pas être celle de la société tout entière mais doit se manifester au plan politique dans des structures démocratiquement acceptées ». M. Maurice Duverger affirme, lui, que « la bipolarisation rapproche et que la gauche et la droite n'ont en réalité jamais été aussi proches », et de citer le consensus sur les institutions, sur la politique étrangère, sur la politique économique.

S'essayant à la prospective, M. Frédéric Roua a établi que l'application de la représentation proportionnelle pour les élections législatives passées, quelles que soient les combinaisons, n'aurait jamais attribué la majorité à la gauche. Tous les orateurs qui se sont exprimés ont, sans exception, manifesté leur préférence pour le scrutin majoritaire ; ils ont estimé que l'introduction de la représentation proportionnelle changerait la nature des institutions en modifiant l'équilibre actuel des pouvoirs.

## Un président inexpugnable

M. Debré précise que, tous les vingt ans, il faudrait réviser les dispositions en raison de l'évolution démographique. M. Duverger indique que « plus de la moitié des électeurs allemands ne comprennent rien à leur mode de scrutin qui combine la majorité et la proportionnelle ». M. Roua estime que si l'alternance se produit en 1986, une phase de « coexistence conflictuelle » se déroulera jusqu'en 1988 ou plus tôt — en cas de démission de M. Mitterrand — jusqu'à ce que la majorité présidentielle et la majorité parlementaire coïncident de nouveau « conformément à la logique du système ».

M. Olivier Duhamel note que la logique majoritaire dualiste inscrite

dans les institutions pourra se réaliser avec une victoire de la droite en 1986, expliquant : « Le président sera alors enfermé dans sa forteresse constitutionnelle. Il ne pourra pas en sortir mais il sera aussi inexpugnable ». Pour lui, la logique parlementaire de la Constitution de 1958 a été modifiée par la logique présidentielle de 1962 (élection du président au suffrage universel). Et M. Duverger se demande ce qui se passerait « si le peuple trouvait que ça ne marche pas si mal avec un président arbitre, un peu éloigné des choses et faisant des critiques de temps à autre ».

M. Debré a révélé qu'en 1958, voulant instituer le scrutin majoritaire à un tour et l'inscrire dans la Constitution (« on demande aux électeurs simplement s'ils sont contents du gouvernement ou s'ils veulent en changer comme en Angleterre », explique-t-il), il s'était heurté aux refus des ministres d'Etat, anciens de la IV<sup>e</sup> République, et aussi du général de Gaulle. Après intervention d'a-tout cas exprimé d'inquiétude pour l'avenir des institutions et personne n'a demandé une réforme de la Constitution. Celle-ci est en effet jugée, aussi bien par les théoriciens du droit que par les « acteurs », tout à fait satisfaisante, aussi bien au regard de son bilan que de son enracinement dans le pays, ce que M. Duverger a exprimé dans cette formule : « La V<sup>e</sup> République ne peut pas être autre chose que ce qu'elle est devenue et elle ne peut pas devenir autre chose que ce qu'elle est ».

Pour M. Jean-Louis Quermonne, le bilan juridique fait apparaître l'institutionnalisme du pouvoir présidentiel et l'abandon relatif de la souveraineté parlementaire absolue telle qu'on la connaissait auparavant. En effet, la loi doit désormais respecter le « bloc de constitutionnalité » tel qu'il est apprécié par un troisième pouvoir : le Conseil consti-

tutionnel. M. Quermonne s'interroge toutefois de l'apparition d'un « pouvoir partisan transmutant de l'appareil d'un parti à travers la majorité parlementaire et le gouvernement jusqu'au chef de l'Etat demeuré en fait le leader du parti ». Il ajoute : « Le pouvoir majoritaire se confond alors avec le pouvoir partisan et le pouvoir d'Etat ». Sur ce point, M. Olivier Duhamel souligne l'importance de rôle du Conseil constitutionnel par son « son pouvoir d'empêchement » et estime que « l'état de droit de la V<sup>e</sup> République est la seule vraie limite au pouvoir majoritaire ».

Quant à l'enracinement politique de la V<sup>e</sup> République, M. François Goguel le mesure à chaque consultation électorale depuis vingt-cinq ans avec l'adhésion successive de toutes les formations politiques aux institutions. Il souligne que M. Mitterrand a « accentué encore la primauté présidentielle en défrayant la marge d'action du Parlement selon le principe : vous devez faire ce que j'ai décidé que vous ferez ». Toutefois, pour M. Hughes Portelli, « l'interprétation entre l'Etat et le Parti socialiste est un élément nouveau et important. Quant au Parti communiste, dit-il, il s'est résigné au fait présidentiel de fait et tardivement ».

De Gaulle prévoyait-il un tel enracinement ? Selon M. Michel Debré, « en juin 1958, il n'était pas persuadé au fond de lui-même de rester longtemps. Il fallait lui permettre d'exercer les responsabilités que l'histoire lui mettait sur les épaules et de bâtir une République pour les circonstances difficiles, qui est autoritaire, stabilisée et légitimée ». Tout imprégné de ses souvenirs de la IV<sup>e</sup> République et de même de la III<sup>e</sup> République, de Gaulle citait souvent en exemple « ce pauvre Lebrun » qui n'avait pas pu, en 1940, emporter avec lui la légitimité. C'est ce souvenir qui a inspiré notamment l'article 16 (pleins pou-

voirs en cas de crise). L'ancien premier ministre ajoute : « Dans l'esprit de de Gaulle, la V<sup>e</sup> République était destinée à s'enraciner. Je ne regrette pas l'alternance de 1981 qui est la récompense de l'enracinement ». M. Pflimlin, ancien président du Conseil, avait demandé à de Gaulle, en juin 1958, s'il ne préférerait pas être premier ministre plutôt que président. Celui-ci lui avait répondu, non sans humour : « Non, à mon âge, ce serait une tâche trop lourde. Mais rassurez-vous, je serai le guide! ».

## L'Etat et la nation

A travers les témoignages recueillis, au cours de ce colloque, il se confirme bien que de Gaulle faisait une distinction entre deux notions : l'Etat, qu'il représentait, et la nation, que le premier ministre avait en charge. On peut regretter que les chercheurs universitaires ne se soient pas assez penchés sur ces deux concepts qui apparaissent d'ailleurs dans la rédaction même de certains articles de la Constitution. Ainsi, lorsque de Gaulle s'est saisi personnellement de la conduite des affaires algériennes après la « semaine des barricades », c'est moins pour se substituer au gouvernement que pour montrer que l'Etat entendait remplacer l'ancienne grandeur coloniale par une grandeur nouvelle fondée sur la puissance économique et nucléaire. De Gaulle a voulu établir un lien direct entre le président de la République et la souveraineté populaire. C'est ce qui justifie, selon M. Alain Peyrefitte, l'existence du référendum, le droit de dissolution et l'article 16.

Mais qu'avaient voulu faire exactement les constituants de 1958, dont on rappelle qu'ils ont élaboré leur texte en moins de deux mois, sans l'aide de professeurs de droit mais avec le concours de jeunes

membres du Conseil d'Etat et la participation de quatre anciens ministres de la IV<sup>e</sup> République — Guy Mollet, Louis Jacquinot, Félix Houphouët-Boigny et Pierre Pflimlin — et sous la direction d'un garde des sceaux de quarante-six ans, M. Debré ?

Selon M. Olivier Duhamel, « la Constitution de 1958 contenait des son origine des logiques cachées qui devaient aboutir à un système moniste présidentiel majoritaire, puisque, dès le début, la suprématie présidentielle est en place ». Pour M. René Rémond, en revanche, avant la réforme de 1962 « rien n'était acquis, rien n'était joué », alors que, pour M. François Goguel, il s'agissait d'éviter que le Parlement prétende seul à la souveraineté nationale, puisque selon de Gaulle « cette souveraineté n'appartient qu'au peuple ».

M. Pierre Pflimlin, ancien ministre d'Etat MRP, s'estime qu'aucun des professeurs de droit n'ait prononcé le mot d'Algérie pour expliquer l'origine de la V<sup>e</sup> République et il affirme qu'« il n'y aurait pas eu de Constitution de 1958 sans l'Algérie ». Ainsi, alors que M. Jean-Luc Parodi affirme que « les hommes qui font l'histoire ne savent pas l'histoire qu'ils font », M. Pflimlin lui répond : « Il est déjà assez difficile de savoir ce qui s'est passé pour ne pas prétendre savoir ce qui va se passer ».

La prospective politique est, en effet, un exercice imprécis et périlleux, comme l'a montré ce colloque. Les controverses sur l'interprétation d'un passé pourtant bien connu rendent encore plus vaines et hasardeuses les spéculations sur l'avenir. En 1958, la rencontre d'une circonstance et d'un homme a bouleversé les règles juridiques soigneusement élaborées douze ans plus tôt et en a rapidement fixé d'autres qui ont déjà traversé un quart de siècle.

ANDRÉ PASSERON.

(Publicité)

vivre ensemble  
avec nos différences

L'appel lancé en vue des Assises contre le racisme sur le thème « Vivre ensemble avec nos différences » (voir le Monde du 7 mars 1983) a recueilli des milliers de signatures. Entre autres, celles qui composent cette seconde liste :

Michel ABRAHAMIAN, Association de Solidarité Franco-Armenienne; Mungopi AKA, écrivain, Centre de Recherches et d'Informations Générales sur le Tourisme en Afrique (CRIGTA); Jean-Claude ALLANIC, journaliste; Marcel AMONT, artiste; Jean ANDRIEU, conseiller général; Jean-Jacques ANGLADE, maire de Vitrolles; Pierre AREZZI, auteur; Joëlle AUDIN, professeur; Henri AUGER, maire de Lons-le-Saunier; François AUTAIN, sénateur; Maurice BAMBIE, maire de Montataire; Alain BANCHAREL, syndicaliste; Gérard BAPT, député; Augustin BARBARA, sociologue; Claude BARTOLOME, député; Henri BARTOLI, professeur d'Université; Umberto BATTIST, député; Raoul BAYOU, député; Roger BELLET, professeur; Jean BENOIT, journaliste; M. BENTEBRIA, Convention des Français Musulmans; Jean BERANGER, sénateur-maire de Marly-le-Roi; Marcelle BERTHELOT, maire de Saint-Denis; Michel BERTHELOT, conseiller général; Jacques BERTIN, chanteur; Gérard de BERNIS, professeur; Lucien BITTERLIN, Association de Solidarité Franco-Arabe; Augustin BOAL, Théâtre de l'Opéra; Jean BOISSON, historien; Yves BOND, conseiller général; Robert BOREL, maire d'Annemasse; Jean-François BOTTEL, professeur; Alain BRUNE, député; Christian BRUSCH, professeur; Etienne CAMY-PEYRET, professeur; Jean CAPIEVIC, maire de Vaux-en-Vosges; Jean CARDONNEL, dominicain; Michel CARTELET, député; Jean-Claude CASSAING, député; Colette CHAIGNEAU, députée; Christian de CHALONGE, cinéaste; Robert CHAMBERON, député européen; Guy CHANFRAULT, député; Jean-Pierre CHANGÉUX, professeur; Michèle CHARPENTIER, conseillère générale; Pierre CHARRÉTON, professeur; François CHALMETTE, secrétaire de la Confédération Française; Paul CHOMAT, député; Jacqueline CHONAVET, maire de Bagnolet; Didier CHOUAT, député; Georges-Emanuel CLANCIER, écrivain; Jean-Hugues COLONNA, député; Lucien COQUEBERG, député; Marianne CORNEVIN, historienne; Jacqueline COSTA-LASCoux, chercheur; Antoine COURT, professeur; André COUSIN, député; Jean CUGUEN, maire de Saint-Cyr-l'École; Jean CUISANCE, Fédération Internationale pour les Echanges Educatifs d'Enfants et d'Adolescents (FIEEA); Jean DASTÉ, comédien; Jean-Pierre DECOMBAS, maire des Martres-de-Veyre; Jean-Pierre DEFONTAINE, député; Michel DENIS, professeur; Jacques DERRIDA, professeur; Yves DOLLO, député; Louis DON MARINO, maire d'Eragny-sur-Oise; Michel DRACH, cinéaste; René DROUIN, député; Guy DUCOLONE, député; Lydie DUPUY, députée; Paul DURAFOUR, député; José ESCANEZ, maire de Châteauneuf; Claude ESTIER, député; Roger FAJARDIE, député européen; Alain FANTAPPE, Médias et Langage; Jean-Paul FARRE, comédien; Jean-Marie FAUCILLON, syndicaliste; Henri FAURE, professeur; François FAVREAU, évêque de Nanterre; Joël FAVREAU, artiste; Jacques FERRAN, journaliste; Jean FERRAT, artiste; Daniel FERRERBACH, maire de Saint-Cyr; Paul-Albert FEVRIER, professeur; Jean-Marie FRIMESSE, maire de Saint-Riquier; Jacques FLOCH, député-maire de Rosé; Jean-Pierre FONTAINE, conseiller technique; Brigitte FOSSY, artiste; Charles FOULON, député; Jacqueline FRAYSSÉ-CAZALIS, députée; Jean-Paul FREDON, Fédération Nationale des Français et Franches Camarades (FFC); Dominique FRELAUT, député-maire de Colombes; Jean-Pierre GABARROU, député-maire de Castres; Edmond GARCIN, député-maire d'Aubagne; Gilbert GASTON, conseiller général; Bernard GENETET, médecin; François GBOFFROY, Fédération Française des MJC; François GILLIER, Action Catholique des Enfants (ACE); Pierre GIRARDOT, conseiller général; Georges GRANIER, Aide Française aux Immigrés de l'Hérault; François GUERIN, professeur de médecine; Eugène GUILLEVIC, poète; Jean GUILLOUX, prêtre, supérieur des Etudiants Africains; Mohamed HAIT, Association des Marocains en France (AMF); Gisèle HALIMI, députée; Intergruppe Parlementaire d'Etudes contre le Racisme; Michel HARENG, syndicaliste; Pierre-Jack HELLAS, écrivain; Michel HIDALGO, directeur technique national de football; Etienne HIRT, artiste; Adrienne HORVATH, députée-maire de Saint-Martin-de-Valgalgues; Christiane HURAUX-RENDU, médecin; Comité Médico-Social pour la santé des migrants; Manfred IMERGLIK, avocat; Jacques ISABET, maire de Pantin; Edmond JABES, écrivain; Claude JAGUELIN, C.E. Renault; Frédéric JALTON, député; Parfait JANS, député; Raymond JEAN, écrivain; Michel JONASZ, chanteur; Denise JOURDAN-HEMMERDINGER, musicienne; Alain JOURNET, député; Jacques JURQUET, écrivain; Jean-Pierre KAHANE, professeur; Roger KAHANE, réalisateur; Khadija KHALI-ATTAF, Union des Femmes Musulmanes de France; Serge KRIWOKOSKI, Union Progressiste; Louis KUEHN, évêque de Metz; Jean-Joseph KUPERNOGG, Association Juive des Amis des Juifs (AJAJ); Pierre LACROIX, chanteur; Amélie LAGANE, enseignante; Dominique LAHALLÉ, chercheur; Serge LAJANA, Amicale Franco-Algérienne; Claude LAZZI, avocat; François LAUNAY, syndicaliste; Annie LAURAN, écrivain; Jean-Pierre LE COADIC, député; Maurice LEGENDRE, conseiller général; Michel LEIRIS, écrivain; M<sup>lle</sup> LÉON-JOUBAUX, Louis LE PENNEC, député; Clément LÉPIDIS, romancier; Henri LIBRACH, Mouvement Juif Progressiste (MJP); Jean-Pierre LIEGEOIS, professeur d'Université; François LIOT, professeur de médecine; Michel LONSDALE, comédien; René LORIER, Comité National d'Etudes des Gens de Voyage; Jean MAISONAT, député; Robert MALGRAS, député; Etienne MANACH, ambassadeur de France; Stanislas MANGIN, Conseiller d'Etat honoraire; Denis MANUEL, comédien; Guy et Renée MARCHAND, Choyens du monde; Philippe MARCHAND, député; Michel MARMION, Fédération Française d'Athlétisme; Pierre MARSAU, chercheur; Jacques MARSON, maire de La Courneuve; Pierre MARTAQUET, magistrat; Nadine MARTINELLI, comédienne; Jo MARTYNCIOW, professeur; François MASSOT, député; Nicole MASSU-DUGARD, La Vie Nouvelle; Matéo MAXIMOFF, pasteur; Paul MERCECCA, député; André MICALEFF, pasteur; Mission Populaire Evangélique de France; Gratin MIDONET, artiste; Louis MINETTI, sénateur, Comité de Défense des Libertés et Droits de l'Homme en France et dans le monde; Michel MITRANI, cinéaste; Robert MONDARGENT, député; Alain MONOD, avocat; Georges MONTARON, journaliste; Françoise MORTELETTE, députée; Françoise MURAILLE, syndicaliste; Jean NATIEZ, député; Carlo NELLI, peintre; Paulette NEVOUX, députée; Louis ODRU, député; Philippe OZOUF, professeur; Jean-Félix PACE, auteur-compositeur; Charles PALANT, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP); Euzhan PALCY, réalisateur; François PATRIAT, député; Georges PAULANGEVIN, MRP; Jean-Pierre PENICAUT, député-maire de Saint-Paul-Hé-Dax; Claude PÉPLU, comédien; Jean PÉHAN, prêtre; Urban POLITENSKI, maire de Louvry; Jean-Claude PORCHEAULT, député-maire de Saint-Jean-de-la-Rue; Guy POISSY, conseiller général; Vladimir POZNER, écrivain; Daniel RIVA, artiste; Michel ROBERT, assistant; André ROGNARD, maire de Mâcon; Roger ROUCAUTE, maire d'Als; André ROUVIERE, sénateur; Pierre SANTINI, comédien; Serge SARDELLA, maire de Malijai; Maxime SELIGMANN, professeur; Gilbert SENES, député; Gilles SERVAT, chanteur; Yazid SEFSOUF, sociologue-démographe; Yves SIMON, écrivain-chanteur; Jean SIRVIN, maire de Saint-Christophe-Alès; J.-F. SITRUK, Association Vitruve; Francesca SOLLEVILLE, chanteuse; Madeleine SOLOGNE, artiste; Gérard SOULIER, France Terre d'Asie; Daniel SPAGNOU, maire de Sieron; Marie-Joséphine SUBLET, députée; Jean SURET-CANALE, maître-assistant; Pierre-André TAGUIEFF, professeur de philosophie; Jean TARDITO, conseiller général; Alain TERRENOIRE, député honoraire; Jacques THOBIE, professeur; Jean-Claude TIREL, chercheur; Gérard TITUS-CARMEL, artiste-peintre; Stanislas TOMKIEWICZ, chercheur; Annie TRESSOT, cinéaste; Jean VALROFF, député; Charles VALTORTA, syndicaliste; Jean-Yves VELLARD, conservateur au Musée de Bretagne; Bruno VENNIN, député; Bernard VERA, Flamme de France; Henri VERNIER, avocat; Théo VIAL-MASSAT, député-maire de Firminy; Joël VIARTEUX, Union Régionale des Associations de Voyageurs de Td-de-France (URAVIF); Jean-Luc VIALUX, psychologue; Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Robert VIDAL, producteur de radio; Bernard VILLETTE, député; Daniel WIDLOCHER, professeur; Jean-Pierre WORKES, député; Jean-XENAKIS, compositeur; Pierre ZARKA, député.

Assises Nationales  
contre le racisme

17-18 MARS 1984 — MAISON DE L'UNESCO, PARIS

Signatures, renseignements, invitations, soutiens financiers : VIVRE ENSEMBLE AVEC NOS DIFFERENCES, 89, rue Oberkampf, 75011 PARIS. Téléphone : (1) 806-88-00 ou 806-88-33.



**Attention  
à vos vacances.**

# Les

# "formule-club"

# ce n'est pas

# le Club.

Ne vous laissez pas tromper, ne vous laissez pas abuser. De plus en plus d'organismes proposent des "formule-club". Quelles "formule-club"? Quels clubs? Pourquoi club? Les catalogues sont pleins d'ambiguïtés, l'équivoque est partout. Posez des questions, exigez des réponses, claires et précises.

Ils proposent du tennis? Combien de courts? Y'a-t-il des moniteurs? Faut-il les payer? Les raquettes sont-elles prêtées? Pour les enfants, y'a-t-il des vrais mini-clubs avec un encadrement et des activités multiples? Les planches à voile? Sont-elles gratuites? Sont-elles en bon état et en nombre suffisant? Serez-vous au moins en bord de mer?

Le Club, par le choix qu'il propose, du ski nautique au concert de musique classique, du tournoi de tennis au tournoi de bridge, de la peinture sur soie à la poterie et à l'informatique reste unique au monde. Votre choix est total. Sans supplément. Le savoir-faire et la gentillesse en prime.

Choisissez vos vacances, mais en toute connaissance de cause. Quand vous choisissez un club, choisissez le vrai. Vous y gagnerez doublement en qualité et en budget vacances.

**Club Méditerranée.**

*Je l'ai vu*

Qui a

LOCATION  
Hauts-Mans  
1350  
Club 365



## POLITIQUE

### LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

## Qui a peur du Conseil constitutionnel ?

Au fil des épisodes successifs du débat scolaire, relancé depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, une partie des défenseurs de l'école privée a placé sa confiance ultime dans le Conseil constitutionnel. En cas de « malheur », c'est-à-dire d'application stricte de la proposition n° 90 du candidat François Mitterrand (« un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale sera constitué... »), ce serait un jeu d'enfant de faire appel à la rescousse le Conseil constitutionnel, qui ne manquerait pas de sauvegarder le plus important.

L'origine de cette assurance des défenseurs de l'école privée, une décision du Conseil en 1977, largement interprétée et commentée depuis, à laquelle fut très vite prêtée l'utilité d'un rempart inexpugnable. Mais qui protégerait quoi au juste ?

A la fin du mois d'octobre 1977, soixante-cinq sénateurs socialistes ou membres du groupe de la gauche démocratique avaient saisi le Conseil constitutionnel d'un recours contre la loi dite Guemour, du nom de l'auteur principal de la proposition législative destinée à rajuster et à compléter la loi Debré de 1959 sur les « rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé ».

Les sénateurs de gauche s'en prévalent au financement de mesures nouvelles en faveur du privé, mais surtout à une phrase du projet de loi : « Les motifs assurant cet enseignement [dans les classes sous contrat d'association] sont tenus en respect du caractère propre de l'établissement prévu à l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi ».

Le Conseil constitutionnel ne donna pas raison à ces sénateurs. Le 23 novembre 1977, il déclara conforme à la Constitution la loi Guemour. Dans ses considérants, le Conseil déclarait :

« Que la « sauvegarde du caractère propre (...) n'est que la mise en œuvre du principe de la liberté de l'enseignement ».

« Que ce principe est l'un des « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, réaffirmés par le préambule de la Constitution de 1946 et auxquels la Constitution de 1958 a conféré valeur constitutionnelle » ;

« Que le devoir de l'Etat d'organiser un enseignement public, gratuit et laïc « ne saurait exclure l'existence de l'enseignement privé, non plus que l'octroi d'une aide de l'Etat à cet enseignement, dans des conditions définies par la loi ».

La plupart des commentateurs de cette décision du Conseil constitutionnel ont fait valoir qu'elle avait en, à l'époque, un caractère préventif. Politiquement préventif, s'entend. « S'agissant (...) de la liberté de l'enseignement, écrivaient par exemple, à l'époque, MM. Pierre Avril et Jean Gicquel, la haute instance a manifesté semblait-il, son souci d'événement, à titre préventif comme toute, le cours nouveau de la politique dans l'hypothèse d'une alternance des majorités ».

C'était le temps où M. Louis Méxandeau brandissait, dans une version restée inédite du plan socialiste pour l'éducation nationale, le projet de « nationaliser l'enseignement sous contrat... » et encourageait aussitôt les foudres de M. Mitterrand, avant de revoir sa copie pour lui donner une tournure moins brutale.

Autres temps, justement, serait-on tenté de dire au moment où la perspective d'un compromis entre les deux parties paraît vraisemblable. Pourtant, l'épouvantail demeure. Les négociateurs de l'enseignement catholique n'avaient-ils pas joint à leur contre-proposition de négociations, présentées aux pouvoirs publics, une photocopie de la décision du Conseil constitutionnel. A toutes fins utiles... De fait, cette décision du 23 novembre 1977 a toujours été le phare des défenseurs de l'enseignement privé.

depuis que la haute instance a élevé la liberté d'enseignement et la liberté de conscience à la « dignité constitutionnelle », comme disent les juristes.

Pour autant, le pouvoir politique doit-il avoir peur du Conseil constitutionnel comme d'un ogre plus gros que lui s'il tentait de croquer ou simplement d'égratigner l'enseignement catholique, qui fournit les gros bataillons du privé ? Cette vision serait à plusieurs titres contestable. Bien sûr, parce qu'elle préjuge et la lettre et l'esprit du compromis auquel tendent gouvernement et responsables de l'enseignement privé, après les péripéties que l'on a vues.

Mais surtout, parce que le Conseil constitutionnel lui-même n'est pas enfermé dans l'interprétation extensive qui a souvent été donnée de sa décision de 1977. Cette interprétation « maximaliste » tire, c'est de bonne guerre, du côté de l'existence nécessaire, du financement obligé, du caractère propre déterminant des établissements d'enseignement privé. Or d'une lecture plus froide de la même décision, on peut tirer les constatations suivantes :

« L'existence d'un enseignement privé, son financement par l'Etat, ne sont pas exclus par la Constitution. Sans plus ».

« La sauvegarde du caractère propre est justifiée sans que cette notion soit définie ».

#### Qu'est-ce que le caractère propre

Dès lors, qu'y mettre ? Tout ce que l'on veut, tout ce que l'on croit avoir intérêt à y inclure. Au point que les responsables de l'enseignement catholique après s'en être bardés pendant des années, en font désormais un usage plus circospect.

Mais il n'est pas sans signification de voir les politiques s'en saisir, eux, avec fermeté. M. Jacques Barrot, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux et président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, avertit, par exemple : « Les militants du CDS mettent en garde François Mitterrand contre toute fonctionnarisation des milieux du privé qui serait inacceptable. Elle serait contraire au caractère propre de l'école catholique ».

L'idée d'une liberté réelle, associée aux indispensables moyens financiers de l'exercer, a fait du chemin depuis la contestation de la loi Guemour, y compris chez les plus réticents à l'égard de l'enseignement catholique. Mais le caractère propre est trop vague (2) pour pouvoir être invoqué à tout instant avec la bénédiction supposée du Conseil constitutionnel.

On peut même se demander si le débat peut gagner en clarté sans que soit élaborée une définition aussi précise que possible de cette notion. Le Conseil constitutionnel, font remarquer certains juristes, ne peut être caricaturé en père Fomazard.

#### M. GUERMEUR : LA NÉGOCIATION AVEC LE GOUVERNEMENT EST ILLÉGITIME ET DANGEREUSE

(De notre correspondant.)

Tours. — Invité par les jeunes du RPR, M. Guy Guemour, ancien député, a vivement critiqué, le 13 mars, l'attitude des responsables de l'enseignement catholique qui ont accepté la discussion avec le gouvernement. Il les a accusés d'avoir « donné du crédit » à un gouvernement qui, dans sa volonté de supprimer la liberté de l'enseignement, considère l'actuel compromis comme une simple étape.

M. Guemour considère l'attitude des négociateurs catholiques « illégitime, inutile et dangereuse » : « La liberté n'appartient à personne, elle appartient au mandat. Le seul mandat qui puisse exister, c'est celui qui a été donné par les Français pour donner aux seuls députés et sénateurs ».

Il a assuré que, lorsque l'actuelle opposition reprendrait le pouvoir, elle rétablirait la liberté et la paix scolaire qui existaient avant 1981.

prêt à fustiger tout ce qui bouge, au nom de la violation de ce principe flou. Eventuellement sollicité, il pourrait très bien faire œuvre, non de sévérité automatique mais d'esprit constructif en faisant progresser la définition du caractère propre, qui n'est sans doute pas sans lien avec la liberté d'association et la faculté pour les associations de s'assigner leurs buts sans ingérences extérieures.

Nul n'aurait alors à redouter le Conseil constitutionnel, hormis les jusqu'aboutistes, s'il en existe. Mais s'il advenait, au contraire, que la haute instance reconnaisse pour vrai tout ce que les gloses les plus rigoristes lui ont fait dire depuis le 23 novembre 1977, il y aurait alors tout à craindre dans les deux camps d'une froide apparence indifférente à la mutation des esprits et à l'évolution des circonstances.

MICHEL KAJMAN.

(1) Chroniques constitutionnelles françaises, 1976-1982, d'un septennat à l'autre, Presses universitaires de France, 1983.

(2) Dans son Guide juridique de l'enseignement privé associé à l'Etat par contrat, M. Nicole Fomazard, délégué au secrétariat général de l'enseignement catholique, écrit (page 157) : « Il est clair que les dirigeants de l'enseignement privé confessionnel demeurent attachés à ce qui fait l'essence de l'enseignement dont ils ont la charge et considèrent que son caractère propre consiste en un climat général de formation. L'ambiguïté des termes employés par la loi et par ses textes d'application laisse un champ d'action assez large à l'interprétation ». Et encore (p. 357) : « La loi Guemour n'ajoute rien de plus à cette disposition qu'il est par ailleurs extrêmement difficile d'expliquer davantage ».

#### DES DÉFENSEURS DE L'ÉCOLE PUBLIQUE RÉCLAMENT UNE GRANDE MANIFESTATION A PARIS

Vingt-sept personnalités du monde du spectacle, de l'université et du syndicalisme rendent publique la déclaration suivante :

Sous le prétexte de la « liberté de l'enseignement », la droite a pris la tête de la plus grande mobilisation depuis le 10 mai.

L'opposition usée de tous les moyens pour infliger une défaite ayant valeur d'exemple aux forces de progrès.

Nous en appelons à toutes celles et à tous ceux que révolte cette offensive réactionnaire, et qui refusent de laisser le drapeau de la liberté aux mains d'un Chirac et d'un Le Pen.

Nous en appelons à toutes celles et à tous ceux qui n'ont pas renoncé à changer l'école pour qu'elle soit plus démocratique et libre de toute tutelle.

Nous en appelons au gouvernement pour que les engagements de la gauche soient tenus.

Nous en appelons à toutes les organisations démocratiques et de gauche, en particulier au CNAL, pour qu'elles répondent aux adversaires de l'école publique, par une grande manifestation à Paris.

Ont signé cet appel : Simone de Beauvoir, Claude Debussy (syndicaliste, chimiste, Paris), Jean-Michel Drevon (syndicaliste, enseignant, Lyon), André Fichaut (syndicaliste, EDF, Brest), Marie-Hélène Fichaut (syndicaliste, finances, Paris), Jules Fourrier (ancien député et résisteur, Toulouse), Pierre Godard (syndicaliste, communiste, Marseille), Jean-François Godchau (universitaire), Pierre Halbwachs (universitaire), Jean-Luc Heller (syndicaliste, INSEE), Jacques Kergat (sociologue), Alain Krivine, Nadia et Georges Labica (universitaires), Pierre Legendre (syndicaliste, Nemours), Jeanine Le Roux (syndicaliste, finances, Paris), Colette Maguy (artiste), Gérard Moine (universitaire), Christian Nicolas (syndicaliste, éducation nationale, Paris), Anita Perez (syndicaliste), Gilles Perrault (écrivain), Jean Roes, Serge Roux (syndicaliste, santé, Paris), Pierre Salama (universitaire), Bertrand Tavorier (révolutionnaire), Adeline Richet (syndicaliste, enseignante, Sarcelles), Fred Zeller, Michel Chauvet (syndicaliste, enseignant, Rodez), Richard Milholf (syndicaliste, enseignant, Antony).

### Compromis

(Suite de la première page.)

Y compris donc sur les plus controversées, que la commission permanente de l'enseignement catholique refuse, à l'origine, de discuter.

A la veille de la manifestation de Versailles, un accord s'élevait possible pour la première fois sur l'EIP. Le 12 mars, le dernier jour des négociations, des propositions complémentaires étaient faites par les représentants du ministère de l'éducation nationale à ses partenaires sur le statut des enseignants. Tenus à la discrétion sur le contenu de ces propositions, ceux-ci les estimèrent davantage acceptables. Finalement, ils réservèrent néanmoins leur appréciation dans l'attente de la décision finale, qui appartient plus que jamais au président de la République.

Le compromis pourrait comporter deux volets, déjà évoqués par le premier ministre sur France-Inter, le 5 mars. Accroissement, avait-il rapplé, des possibilités de titularisation existant pour les enseignants qui ont réussi un concours de recrutement de l'enseignement public (ils sont 2.500). Les autres pourraient bénéficier d'un statut de contractuel de droit public. Ce serait une amélioration notable pour 40.000 enseignants qui sont encore sous un régime de droit privé. Peut-être, avait envisagé M. Mauroy, s'inspirant des dispositions de la loi Le Pen du 11 janvier 1984, « y a-t-il la possibilité de faire de cet ensemble de personnels des contractuels de droit public pour une durée de six ans et ensuite se poserait le problème de la titularisation ». Une expérimentation en ce sens est envisagée. Mais tout dépend en définitive des modalités techniques que l'on met derrière le mot-clé de « titularisation ». Si le gouvernement maintient cette perspective, tant redoutée par les catholiques, puisqu'elle signifie « fon-

ctionnarisation », attendue par les laïques, il lui faudra faire preuve de beaucoup d'imagination pour trouver le fameux « point d'équilibre » entre les uns et les autres.

Le gouvernement sait désormais jusqu'où il peut aller vis-à-vis de ses partenaires de l'enseignement catholique. Il n'ignore pas non plus les dernières limites à ne pas franchir du côté des laïques. Bien qu'il ait décidé, dès le premier jour, de ne pas participer aux négociations pour ne pas cautionner un compromis, le Comité national d'action laïque est tenu informé de l'évolution des discussions entre les négociateurs. Il se refuse pour l'instant à toute appréciation sur le fond. Mais il ne pourra, dans la suite de la procédure, éviter de prendre position.

La concertation, sinon la négociation, va en effet continuer, lorsque le gouvernement aura rédigé son projet de loi, dans les instances consultatives du ministère de l'éducation nationale, où siègent les uns et les autres. Même scénario pour les textes d'application. D'autant que l'on s'oriente vers un projet de loi aussi court que possible se bornant à définir les grands principes. Ce serait un moyen parmi d'autres de prévenir de la part des députés de l'opposition une obstruction comparable à celle qui a tant gêné le débat sur la presse. Il n'est pas exclu, non plus, que le gouvernement engage sa responsabilité sur ce dossier (1).

CATHERINE ARDIT.

(1) L'article 49, alinéa 3 de la Constitution dispose que « le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent est votée ».

## EST-CE AINSI QUE LES COMMUNISTES VIVENT ?

Eric Dupin, Libération.

“le ROBRIEUX” est appelé à devenir, pour de longues années, l'ouvrage de référence.

Stéphane Courtois, l'Express.



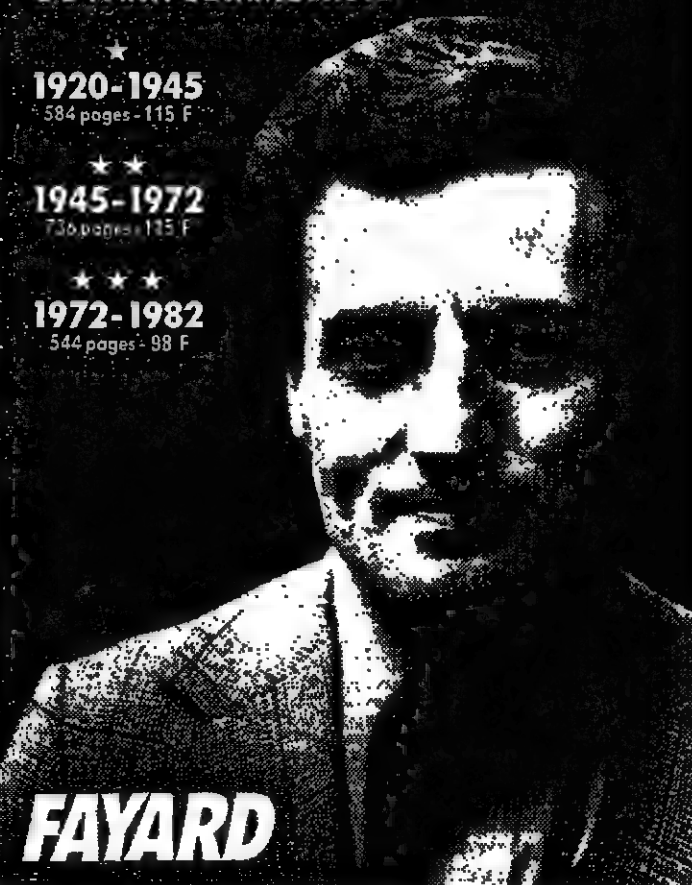
976 pages, 180 F

Déjà parus : HISTOIRE INTERIEURE DU PARTI COMMUNISTE

1920-1945 584 pages - 115 F

1945-1972 736 pages - 115 F

1972-1982 544 pages - 98 F



FAYARD

**LOCATION Haute-Maurienne**

**SKIEZ EN STATION VILLAGE VALFREJUS (Modane) 1500 - 2800 m**

Fortuit, location, pension complète en studio 4 personnes

**1350F** par personne

Club 365 (1) 503.21.50

Bon pour une documentation gratuite sur nos locations mer et montagne à retourner à CLUB 365 - 46, rue de la Tour 75116 PARIS.

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_



Le Monde

## société

TROIS DE SES DIRIGEANTS ÉCHAPPENT À LA POLICE BELGE

## La baraka d'Action directe

Navrés. Les policiers des principaux pays d'Europe sont navrés. Trois membres du groupe terroriste français Action directe ont encore échappé, mardi 13 mars, à l'une de leurs sources. Les informations sont fragmentaires mais confirmées dans les grandes lignes. Alors que Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon et Régis Schleicher s'apprêtaient à rendre une voiture de location dans une agence de Bruxelles, le piège s'est mal refermé. L'arrestation possible a calé, et l'inspecteur Arnould a été pris en otage quelques minutes (nos dernières éditions). Aucune nouvelle depuis. Le trio, nous signale notre correspondant Jean Weiz, se serait enfui vers la frontière française.

Fondateurs du groupe Action directe en 1979, se définissent comme des « communistes révolutionnaires », ces trois personnes vivent en « liberté avec sursis » depuis l'été 1982. Rien ne leur est précisément reproché, mais la police

aimerait bien les coincer, les entendre, car les soupçons abondent. La traque, tantôt offensive, tantôt molle, a commencé après la revendication par Jean-Marc Rouillan, en août 1982, de trois attentats contre des objectifs israéliens ou juifs. Ce dernier fit alors fait porter au patron de la brigade criminelle de Paris un pli dans lequel il faisait valoir qu'il se présenterait au quel des Orfèvres après avoir consulté ses avocats. Le porteur du message n'était autre que Régis Schleicher.

## « Monsieur Rouillan »

Les mois passèrent. Rouillan oublia de se présenter. La police, pendant ce temps, grignolait Action directe en arrêtant quelques membres importants du groupe. On apprit un an plus tard, en octobre 1983, que le capitaine Paul Baril, lié à la cellule anti-terroriste dépendant de l'Élysée, s'efforçait en fait de contacter Rouillan. « Mon-

sieur Rouillan, lui écrivait-il, je désirerais vous rencontrer personnellement où vous voulez et quand vous voulez afin de mettre au point un dialogue permettant la régularisation de votre situation. Je suis habilité par la présidence (de la République) pour traiter directement avec vous. A bientôt, j'espère. » Épisode surréaliste. La lettre n'eut pas d'effet.

De son côté, la police inclinait et inclinait toujours à moins de civiliser. Elle devine des liens entre Rouillan, Ménigon, Schleicher, qui ont la trentaine, et des groupes d'anciens terroristes, notamment italiens. Treque obstinée et muette.

Fin 1983, les enquêteurs français ont étudié dans le détail des hold-up qui ne pouvaient pas être attribués au « milieu » classique. Le 14 octo-

## EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

## Une prime de 15 000 F aux femmes qui renonceraient à avorter

Bonn (AFP). — Afin d'enrayer le nombre des avortements pratiqués tous les ans en Allemagne fédérale, le pays du monde à la plus faible natalité, le ministre de la famille, Heiner Genscher, a décidé d'accorder une prime de 5 000 marks (15 000 FF) aux femmes qui renonceraient à avorter. « Cette mesure est le premier pas important vers une nouvelle politique de la famille et de la femme », a assuré le ministre en annonçant la création d'une fondation baptisée « Mère et enfant, ou la protection de l'enfant à naître ».

Cet organisme, doté d'un budget annuel de cinquante millions de marks, aura pour mission de venir en aide aux femmes dont la situation matérielle précaire ne

leur permet pas de faire face à une maternité.

Grâce à ce programme, le ministre espère dissuader quelque vingt mille femmes, chaque année, de recourir à l'avortement. Plus de cent mille interruptions de grossesses sont pratiquées tous les ans en Allemagne fédérale.

Ce projet a déjà suscité l'hostilité de l'organisme allemand de planification familiale pro Famila, qui l'estime en contradiction avec les récentes restrictions du budget social pratiquées par le gouvernement. « Avant de protéger la vie de l'enfant à naître, diriger la vie de l'enfant à naître, c'est la responsabilité de cette association, il faudrait d'abord se préoccuper de l'enfant déjà né. »

## M. Carraz a refusé de participer à un congrès de professionnels de l'hôtellerie

M. Roland Carraz, secrétaire d'État chargé du tourisme, a décliné l'invitation qui lui avait été faite de présider, le 13 mars, la séance de clôture du quatorzième congrès national de la Confédération française des hôteliers, restaurateurs, cafetiers et discothèques (CFHRCD), qui vient de se réunir à Angers.

Le président de la Confédération, M. René Gallot, a adressé un télégramme de protestation à M. François Mitterrand pour attirer son attention sur « la carence inexcusable de son secrétaire d'État ». Il a affirmé, en ouvrant la séance : « Je trouve scandaleux qu'un ministre n'ait pas le courage de venir nous dire quel est le sens de sa politique. Cela peut nous amener à avoir une attitude plus dure à l'avenir. »

C'est probablement l'annonce de la présence, au cours de la séance, dans la matinée, de députés de l'opposition, MM. Jacques Godfrain

## DÉCÈS DE GEORGES LAURÉ ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FEN

Georges Lauré, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) à l'époque de la guerre d'Algérie et du vote de la loi Debré, vient de mourir à l'âge de soixante-dix-huit ans.

[Né à Gênes (Hautes-Pyrénées), le 17 février 1906, il avait d'abord été formé à l'école normale d'instituteurs d'Auch (Gers), puis à l'école normale supérieure de l'enseignement technique de Paris (1927-1929). Il fut ensuite professeur de lettres à l'école professionnelle de Vaison (Vaucluse). En 1948, Georges Lauré accéda au poste de secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement technique (SNET) d'abord, avant d'être élu secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) en 1956.

Au début de son mandat, la FEN engagea deux batailles, contre le retour au pouvoir du général de Gaulle et contre la loi Debré. Le 30 mai 1958, la Fédération de l'éducation nationale fut la seule organisation syndicale à lancer une grève nationale « contre les atteintes portées au régime républicain et au libre fonctionnement de ses institutions ». Au lendemain du vote de la loi Debré, la FEN figura, au sein du Comité national d'action laïque (CNAL), parmi les organisations du rassemblement laïque qui, le 19 juin 1960, réunirent trois cent mille personnes à Vincennes pour demander l'abrogation et « obtenir l'effacement scolaire de la République soit uniquement réservé à l'école de la nation, espoir de notre jeunesse ».

Spécialiste de la fonction publique, Georges Lauré milita pour l'unité syndicale et, par-delà, pour l'union de la gauche. Il fut sympathisant de Parti socialiste autonome (PSA), qui, de 1958 à 1960, réunissait des opposants à la guerre d'Algérie avant de donner naissance au PSU. Au sein de la FEN, la querelle entre les instituteurs du SNI et les professeurs du second degré du SNE, exacerbée par la création de collèges indépendants, empêcha Georges Lauré de renforcer les structures fédérales. Quelques mois avant la date de sa retraite, en septembre 1966, il démissionna de son poste de secrétaire général, mettant en cause « les conditions de travail imposées à l'échelon fédéral par une structure et plus encore par des habitudes aujourd'hui dépassées auxquelles se sont accrochées jusqu'ici (...) des syndicats nationaux puissants ».

Après 1968, Georges Lauré milita à la Fédération générale des retraités civils et militaires (FGR). Proposé pour la Légion d'honneur, il l'avait refusée, parce qu'« un syndicaliste ne doit pas l'accepter ».

## Faits divers

## La mort au tableau noir

Castres. — Le lycée privé Barral n'a rien de ces invivables établissements de banlieue à classes préfabriquées et professeurs déprimés. De génération en génération, le Tout-Castres s'est installé dans ces murs vénérables, sous le crucifix de pierre qui surmonte la façade, aux roses roses et au théorème de Pythagore. « N'en dites pas du mal, c'est une bonne boîte, on s'y sent tous bien », répète hébété sur le trottoir où souffle un vent d'autan un élève qui tente de combler de paroles le vertige après la peur. En vain. Sa journée a basculé dans l'indicible.

Ce matin, 13 mars, Vincent D., seize ans, élève de troisième, est arrivé en retard au cours d'espagnol. « La voiture de ma mère a crevé », lance-t-il au professeur, M. Vincente Andrieu, trente-quatre ans.

« C'est faux, réplique l'enseignant, les camarades l'ont vu dans la cour à 8 heures. Va chercher un mot d'admission auprès du surveillant général. »

Sartre, Rimbaud et Mesrine

Vincent sort sans rien dire. Il revient un quart d'heure plus tard. Il porte la main à sa poche et en sort un revolver automati-

## De notre envoyé spécial

que 7,65. Il tire un premier coup en direction du professeur, le manque. Un second coup atteint directement le cœur. Vincent se précipite alors au fond de la classe, retourne l'arme sur sa tempe, tire et s'écroule, la main droite crispée sur le canon, la gauche sur un chargeur de rechange, apporté au cas où... Le professeur est mort « c'était le plus doux des enseignants » dit l'abbé Mathieu, supérieur du lycée Barral. Vincent Andrieu, marié à un médecin de l'hôpital de Castres, était père depuis trois mois.

Vincent décède quelques heures plus tard à l'hôpital de Castres, où sa mère est infirmière.

Jusqu'à mardi matin, Vincent n'avait rien qui pût susciter le courroux de ses maîtres ou les soupçons de la gendarmerie. Une adolescence entre poules et lapins, dans une maison des environs de Castres, où ses parents sont installés depuis une dizaine d'années. Une vieille maison isolée au milieu des collines. Le père, voyageur de commerce, a d'ailleurs obtenu sans difficulté un permis de détention d'arme.

L'adolescent a vécu là dans la solitude. Accompagné au lycée par sa mère en voiture, Vincent ne fréquente personne. Aucun camarade dans son village de Puyfauzens, où l'on a presque oublié qu'il suivait, enfant, des leçons de solfège à la Maison des jeunes. Peu d'amis à Barral où l'on moque sa « bizarrerie », où l'on redoute son agressivité.

Pour seuls compagnons, amenés par monts et par vaux, toujours fidèles, ses livres. « Il était drôlement cultivé », dit un copain. Des lectures de seize ans : Sartre, Camus, Rimbaud, Soljenitsyne — les gendarmes ont trouvé leurs photos dans la chambre de l'adolescent — mais aussi Jacques Mesrine. Vincent aurait lu l'instinct de mort. Peut-être, échant de deux heures de cours, l'adolescent taiturne est-il allé voir en cachette le film Mesrine, d'André Genovès, saisi à Paris mais encore à l'affiche à Castres ? Qui saura quel film se jouait dans sa tête ? Dans son cahier, à côté du manuel d'espagnol, on a retrouvé une coupure de journal retraçant la mort du gangster, Porta de Clignancourt.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence va se prononcer sur le sort des inculpés de la tuerie d'Auriol

## De notre envoyé spécial

Marseille. — La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence examinera, le 16 mars, le dossier d'instruction de la tuerie d'Auriol. Elle aura à dire si les sept inculpés doivent être renvoyés devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour y répondre d'un massacre qui fit sept morts, dans la nuit du 18 au 19 juillet 1981, et dont les mobiles sont étroitement liés aux activités du Service d'action civique (SAC) de Marseille et aux différends qui opposaient son ancien responsable départemental, l'inspecteur de police Jacques Massie, à d'autres compagnons, qui devaient décider son élimination.

Les inculpés étaient tous membres du SAC, depuis les exécutants, dont quatre : Jean-Bruno Finocchietti, Ange Poletti, Didier Campana et Jean-Marie Massoni, ont reconnu leur participation au crime, mais dont les autres : Lionel Collard, présenté comme le chef du commando par ses subordonnés, Jean-Joseph Maria, responsable local, successeur de Jacques Massie, et enfin, Pierre Debizet, secrétaire général du SAC, le seul à être aujourd'hui en liberté, nient avoir été mêlés à cette affaire. Pour les deux derniers, le débat devant la chambre d'accusation sera celui de la dernière chance. S'ils étaient renvoyés aux assises, ils formeraient l'un et l'autre un pourvoi en cassation.

En réalité, MM. Maria et Debizet ont des positions légèrement différentes. Le second, qui défendait M. François Sarda et Denise Milieu, attend de la chambre d'accusation une décision de non-lieu, en soutenant que le dossier n'a pas établi, contre le secrétaire général du Service d'action civique, la preuve d'une complicité.

M. Jean-Joseph Maria, dont il est établi qu'il ne fut pas sur les lieux du crime lui non plus, dans la nuit du 18 au 19 juillet, fait valoir que si certains propos exécutants, qui ne l'ont jamais clairement désigné comme l'ordonnateur de l'opération, ont pu être interprétés malgré tout comme des allusions voilées le concernant, le magistrat-instructeur, M. Françoise Laurens-Guérin, aurait dû procéder à une confrontation générale entre eux et lui. Et ses avocats, M. Henri Ruggeri et Johannes Ambre, ont fait savoir, lors d'une conférence de presse le 14 mars à Marseille, que c'est ce qu'ils réclameront de la chambre d'accusation.

Sans doute reconnaître-t-ils que leur client a été confronté à certains exécutants, mais ils considèrent que ces confrontations isolées et « sélectives » n'ont pas permis « un débat loyal et complet, auquel un inculpé a droit ».

Car, s'il paraît établi que les exécutants avaient pour mission d'élimi-

ner Jacques Massie, ils devaient auparavant supprimer, en les étranglant ou en les poignardant, cinq membres de sa famille, qu'ils ne s'attendaient pas à trouver dans la bastide de l'ancien responsable du SAC et pour le sort desquels rien ne pouvait assurerement avoir été prévu. C'est une des cartes de la défense de Maria, mais ses avocats n'ignorent pas que c'est chez lui que Finocchietti et Campana se trouvaient avant de se rendre sur les lieux du drame et que c'est chez lui qu'ils revinrent ensuite.

Si la chambre d'accusation n'ordonne pas la confrontation générale sollicitée, il y aura pourvoi en cassation et, plus encore, après examen de ce pourvoi, recours devant la Cour européenne des droits de l'homme. M. Ruggeri et Ambre l'ont fait savoir en invoquant l'article 6 de la Convention, selon lequel « tout inculpé a le droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge ». Dans ces conditions, le procès ne saurait être envisagé avant l'automne.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## LE TRIBUNAL DE PONTOISE

## INTERDIT LE PRÉNOM « VANILLE »

Ses proches continueraient peut-être à l'appeler « Vanille », mais la fille de M. et M<sup>me</sup> M..., enseignants à Francoville (Val-d'Oise), ne pourra pas voir ce prénom figurer sur son état civil. Ainsi en a décidé, mardi 13 mars, le tribunal de grande instance de Pontoise. Il a donné raison à l'officier d'état civil qui, se réfugiant derrière la loi du 11 germinal an II, lui faisait obligation de n'admettre comme prénom que « ceux en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus dans l'histoire », a refusé d'inscrire celui de Vanille sur ses registres.

En août 1982, le ministre de la justice avait recommandé « de tenir compte dans toute la mesure du possible des désirs des parents (...), d'apprécier avec bon sens (les dispositions) afin d'apporter à l'application de la loi un certain réalisme et un certain libéralisme ».

Les parents de la fillette estimaient que le prénom de Vanille « n'évoquait aucune connotation péjorative et qu'au contraire il faisait penser à quelque chose de doux et de sucré, agréable au goût ».

Mais le tribunal de Pontoise a estimé, lui, que ce prénom pouvait « porter préjudice à l'enfant, provoquer des plaisanteries et des moqueries ».

Le père et la mère de Vanille ont décidé de faire appel.

● Condamnation de deux tireurs. — Pierre Lecanu et Francis Gautier, qui avaient comparu le 18 février, à la dixième chambre correctionnelle de Paris, pour avoir tiré des rafales de mitraillette, le 29 janvier 1983, sur un café de la rue de Charonne (Le Monde du 2 mars), ont été respectivement condamnés, le 13 mars, à neuf mois d'emprisonnement dont sept avec sursis et à dix-huit mois dont huit avec sursis.

## Le Monde

## LE POIDS DES ARMES

DANS CE NUMÉRO, UN SECOND DOSSIER ALLEMAGNE FÉDÉRALE : LA FIN DES CERTITUDES

NUMÉRO DE MARS 1984 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Le Monde

8, rue des Harpers, 75427 PARIS CEDEX 05

DU 9 AU 18 MARS 1984

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ILE DE CHATOU pres de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.

organisé par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion

Tel. 770.86.78

## Lisez LE MONDE diplomatique

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français

Documentation gratuite

ÉDITIONS DISQUES BECM

8, rue de Bern - 75008 Paris

(Publicité)

U.S.A. NEW-YORK et BERKELEY

Séjours linguistiques toute l'année, et particulièrement à Pâques et en été.

Hébergement famille, ou campus (en été).

2, 3 ou 4 semaines, à partir de 4 675 francs.

Veuillez nous consulter : LANGUAGE STUDIES, 2605370, ou nous demander une documentation : 350, r. St-Honoré, 75001 Paris.

مكتبة الأحرار



## L'ENQUÊTE SUR LA MORT DE GÉRARD LÉBOVICI

### Scénarios pour un assassinat

Huit jours après l'assassinat de Gérard Lébovici dans le parking de l'avenue Foch, à Paris (16<sup>e</sup>), plusieurs hypothèses retenues à l'origine par les enquêteurs semblent aujourd'hui écartées. Les nombreuses auditions de personnes de l'entourage du producteur-éditeur ont orienté la brigade criminelle de la préfecture de police de

Paris vers d'autres pistes que celles du cinéma ou de l'entourage de Mesrine. Sabine, la fille de l'ennemi public, a été longuement entendue, ainsi que Guy Debord, le « pape des situationnistes ».

Les policiers, qui ont trouvé dans la poche de la victime un papier froissé sur lequel figurait

l'heure d'un rendez-vous - 18 h 45 - et un prénom : « François », ont interrogé les deux Français mentionnés dans le carnet d'adresses de Gérard Lébovici. Sans résultat.

Le prénom d'autre part que François Besse, l'ami de Mesrine, actuellement en cavale, n'est pas impliqué dans l'affaire. Il s'intéresserait au

milieu du trafic clandestin des vidéo-cassettes, mais le personnel complexe du producteur-éditeur, fréquentant des milieux aussi divers que ceux du cinéma, de l'édition, des militants violents et révolutionnaires et du gangstérisme, est encore mal connue par les policiers, qui continuent leurs auditions.

Ce prénom, « François », noté sur un morceau de papier, est terriblement évocateur pour le « Tout-Paris-ciné », pour les derniers lecteurs des situationnistes, rêvant d'une fin d'histoire politico-littéraire... par le meurtre. Cet indice réduit la mort brutale de Gérard Lébovici à un drame intime, trop précis pour que, demain ou dans un mois, les policiers ne mettent pas un nom sur le visage des assassins.

#### Transparence

« François... », l'indication, même-encore vague, prive un peu tous ceux que « Léo » connaissait des hypothèses audacieuses, avancées çà et là depuis une semaine. Après quelques inventions dérivées sur l'argent de la mafia dans le cinéma ou sur l'influence « démoniaque » sur la victime de Guy Debord, le « pape des situationnistes », les rumeurs brûlantes ont brusquement cessé, le week-end dernier, avec l'apparition de l'indice en possession des policiers de la brigade criminelle.

« C'est dommage, j'aurais volontiers imaginé un mobile plus échevelé », confie-t-il, un producteur, vaguement en relations d'affaires avec Gérard Lébovici. Nul ne sait encore si ce mystérieux « François » est vraiment l'auteur

du meurtre. Mais, déjà, le milieu très dérisoire des proches du fondateur d'Armédia ramble des soupçons imprudemment avancés, des illusions trivialisées.

Autant le dire : le chant funèbre accompagnant « Léo » ressemblait fort, ces jours-ci, à de la vengeance, en tout cas à l'expression des multiples irritations que ce personnage, compliqué mais inévitable, du cinéma s'était attirées de son vivant. Les policiers ont été, paraît-il, stupéfaits des mille et une pistes gracieusement dessinées à leur intention par des acteurs, des partenaires financiers, par tous ceux qui avaient ou se doutaient depuis longtemps que « Léo », comme le dit une attachée de presse, jouait avec le feu.

Gérard Lébovici investissait dans le cinéma, affirmait-on, des sommes de provenances douteuses, notamment par l'intermédiaire de ses sociétés de distribution (AAA) et de production (Soprofilms). Faux, répliquent ses amis, ou simplement les experts de l'économie cinématographique. Faux ou alors improuvables. « Léo » était surtout réputé pour avoir rendu aux « auteurs », comédiens et metteurs en scène, le pouvoir de l'argent en créant un système de participation. Ce fut le cas pour les Compères, le dernier film de Francis Veber, où ont été associés Lébovici, le réalisateur et les acteurs. Transparent.

« Gérard Lébovici avait pour principale qualité son énergie à réunir des « packages », des assemblages qui avaient une chance de devenir des films », explique l'un de ses plus fameux rivaux professionnels, M. Daniel Toscani du Plantier, directeur général de Gaumont. Mais il passait pour avoir moins d'argent que d'esprit de décision. Ainsi, il avait été longtemps, à la tête d'Armédia, l'agent de Jean-Paul Belmondo avant que la superstar nationale ne mette au point, avec René Château, la recette la plus efficace du système français. Lébovici n'en était plus, dit-on, ou alors très indirectement.

#### Complot

Non, à les écouter tous, mieux vaut abandonner l'idée, avancée le lendemain du meurtre, que la production cinématographique se charge, en France, de l'argent et à blanchir d'un certain milieu. Les réussites, comme celle de Gérard Lébovici, surtout la sienne, y exacerbent les jalousies, mais c'est la gestion abusivement prudente. Si Lébovici troublait, s'il irritait, c'est qu'il « fonçait », dur à la production et à l'enrichissement de ses poches, acteurs, comme Catherine Deneuve, ou réalisateurs, comme Alain Resnais, épre au

succès des « coups » qu'il avait déclinés de mort.

Alors le trafic des vidéo-cassettes ? A prouver : le mort du parking de l'avenue Foch s'était récemment inquiété des progrès du piratage industriel de la vidéo, mais rien ne montre qu'il ait payé, le 5 mars, sa curiosité, ou son hostilité à une combine jugée encore marginale dans le marché du film.

Le jeu, alors ? Un certain goût des parties de poker louches, des rencontres furtives, des amitiés secrètes ? Un style qui se voulait mystérieux, tactique, dans un univers où dominait l'exhibitionnisme et le faire-valoir ? A en croire certains, Gérard Lébovici aurait, en quelque sorte, appelé le meurtre. « Si quelqu'un devait mourir dans le cinéma, confie un proche qui, comme la plupart de nos interlocuteurs, tient à garder l'anonymat, c'était lui. » Pourquoi ? Parce qu'il se donnait, paraît-il, des airs de complotier permanent, qu'il cachait, dans le monde du cinéma, se part de méconnaissance littéraire, et à Champ libre, sa société d'édition, l'étendue de son pouvoir cinématographique. Parce qu'il parlait de son radicalisme anticapitaliste aux hommes d'affaires et de sa puissance aux quelques marginaux, rattachés du gauchisme libertaire des années 1960-1970, dont il isolait les échos confidentiels. Cette dualité, que certains quali-

fièrent de « schizophrénique », étonnait. Elle pèse aujourd'hui du poids du soupçon.

Ainsi, le fait que cet homme énergique, si actif dans le milieu ouvert, hâbleur, du cinéma, se soit laissé gagner par l'influence de Guy Debord le solitaire, discret jusqu'à l'obsession, passait, hier encore, pour le signe d'une faiblesse forcément fatale. Gérard Lébovici « descendait une pente », il en est sûr, vingt témoignages, l'éloignant progressivement de la norme socialement acceptée par son milieu professionnel pour une errance psychologique, intellectuelle, conduite, on en est sûr, par Debord le « gourou ». « Trop de provocations, trop d'insultes publiques, tout cela devait finir mal », explique encore un écrivain, anonyme volocitaire.

#### Discretion

Comme devait « finir mal » cette fascination à peine voilée pour la marginalité criminelle, fascination qui allait, selon certains de ses proches, trouver son exécution avec la réédition récente par Champ libre, du livre de Jacques Mesrine, l'instinct de mort. Les amis de Gérard Lébovici s'appuient, bien sûr, pour cette hypothèse, sur le coup de téléphone - « de la part de Sabine », fille de Jacques Mesrine -

rapporté par Lébovici l'après-midi de sa mort. Celui-ci connaissait la jeune fille, quelques-uns des proches du truand disparu, et il avait entrepris des démarches pour la rédemption.

Voilà qui pourrait plus facilement expliquer le meurtre : une mésaventure avec les légataires autodésignés de l'héritage de Mesrine, peut-être, « des commissions, des dessous-de-table, que Lébovici ne voulait pas payer ». Mais, répondent d'autres amis de « Léo », si le producteur-éditeur était soumis à un racket, pourquoi aurait-on tué la poule aux œufs d'or ?

Enfin, dernière hypothèse avancée, Gérard Lébovici aurait peut-être refusé d'éditer les Mémoires de François Besse, roi de l'évasion et ancien complice de Mesrine, qu'un éditeur belge avait déjà proposé, en vain, aux éditions Alain Moreau. Ce refus aurait pu provoquer sa mort... Hasardeux. Les policiers, devant ce soupçon si direct, renforcé depuis lundi par l'indice du prénom griffonné, ont dû rappeler que François Besse n'était pas connu pour être un tueur.

« L'idée était pourtant séduisante », explique l'un de ceux qui rêvent déjà d'écrire le roman de la mort de Lébovici, d'un éditeur connu pour son goût de la provocation, tué pour s'être peut-être résisté, pour avoir refusé, une fois, ce qu'on était sûr qu'il accepterait. »

PHILIPPE BOGGIO.

**TUBORG VERTE  
COMPAREZ-LA  
AVEC VOTRE BIÈRE  
PRÉFÉRÉE.**



La Tuborg verte. Son prix aussi va vous étonner.



# SCIENCES

## La France veut développer la conversion d'énergie solaire en électricité

Les énergies renouvelables ont décidément le vent en poupe : après avoir annoncé des mesures en faveur du développement de l'énergie éolienne (*le Monde* du 19 janvier 1984), l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) pousse un secteur beaucoup plus ambitieux, celui de la conversion directe de l'énergie solaire en électricité. Le plan photovoltaïque, lancé en 1982 mais qui n'a réellement démarré qu'en 1983, a pour objectif de hisser la part française de la production photovoltaïque mondiale - qui était en volume de 10 % en 1983 - à au moins 15 % en 1986. Les prévisions initiales prévoyaient un chiffre d'affaire de 600 millions à 700 millions de francs ; actuellement, face au lent démarrage du marché mondial, les experts estiment que ces chiffres devront être revus à la baisse.

L'AFME consacrera, en 1984, 78 millions de francs à ce programme, qui s'articule autour de trois pôles industriels : Rhône-Poulenc, pour l'élaboration de silicium de qualité solaire, Photowatt (CGE-Elf), France Photon (Leroy Sommer) et Solema (Saint-Gobain, CFP Total) pour la fabrication des photopiles. Solar Force (Leroy Sommer) pour l'intégration des systèmes.

Utilisées dès les années 50 pour alimenter en énergie les satellites, les photopiles fabriquées à partir du silicium ont vu se développer en 1970 leurs applications « terrestres ». Actuellement, les télécommunications, le pompage hydraulique et l'alimentation des maisons isolées constituent leur trois principaux marchés. Mais le véritable développement de cette technologie d'usage simple, qui pourrait bénéficier aux pays en voie de développement, bute encore sur la fiabilité imparfaite des systèmes et surtout sur leur coût élevé. De grands progrès ont été faits, puisque le coût d'un générateur, qui était de 300 à 350 F le watt-crête (1) en 1972-1975, est actuellement de 80 à 110 F, on vise 65 F (valeur 1982) en 1986. Quant à la compétitivité de l'industrie française, elle est freinée par le fait que les entreprises doivent importer les tranches de silicium.

Aussi, le plan photovoltaïque prévoit-il de développer la fabrication nationale de silicium « solaire », de moins haute pureté que la qualité « électronique », mais

qui permettrait de réduire de cinq à dix fois le prix du matériau (lequel représente près de 20 % du prix de revient de la photopile). La tâche est confiée à Rhône-Poulenc. Parallèlement, Photowatt développe un procédé de moulage de la poudre en lingots, plus rapide et plus économique en silicium que les méthodes usuelles. Cette même firme met, par ailleurs, au point une technique d'élaboration de produits plats par tirage d'un ruban qui pourrait permettre, d'ici à 1985-86, de réaliser des couches actives de silicium de moins de 100 microns d'épaisseur (contre 400 actuellement). Les industriels, encouragés par l'AFME, et notamment Solema, élaborent également des cellules à l'aide de silicium amorphe qui, comparé au matériau cristallin, donne des photopiles moins chères mais au rendement environ deux fois plus faible.

### Dans les zones rurales

Mais pour être présent sur le marché photovoltaïque, il ne suffit pas de fabriquer des cellules, il faut aussi maîtriser le système complet. « On ne vend pas des modules photovoltaïques à l'usage final, on lui vend un service, à une qualité et à un coût acceptables », remarque-t-on à l'AFME. D'où la nécessité de mettre au point des procédures de test, de caractérisation et de qualification des produits élaborés. La mise en place d'un réseau d'essais des composants et des systèmes, prévue dans le courant 1984, devrait amplifier la coordination et l'efficacité des différentes actions en cours dans ce domaine. Reste enfin à entamer des actions de démonstration et à vulgariser l'utilisation de cette technologie. L'électrification de l'habitat isolé est déjà en bonne voie dans les DOM-TOM, en particulier en Polynésie, où quelques milliers de maisons ont été ainsi équipées. Elle devrait démarrer dans les zones rurales de métropole, où il peut être plus avantageux de faire appel au photovoltaïque que d'installer une ligne électrique de plus de deux ou trois kilomètres pour se raccorder au réseau d'EDF.

ELISABETH GORDON.

## PREMIERS IONS LOURDS A SACLAY

L'accélérateur Saturne-2, en service depuis 1979 au centre d'études nucléaires de Saclay (Esson), a fourni ses premiers faisceaux d'ions lourds relativistes, complétant ainsi la mission qui lui avait été assignée en 1974. Il avait alors été décidé de mettre hors service l'accélérateur Saturne, qui était utilisé depuis 1958 pour les besoins de la physique des particules, et de le transformer en une machine adaptée aux recherches en physique nucléaire. Dans un premier temps, Saturne-2 devait accélérer des noyaux d'atomes très légers, ce qui fut fait à partir de 1979.

Il était aussi prévu d'amener à des vitesses proches de celle de la lumière des noyaux plus lourds (carbone, azote, néon...), ce qui impliquait d'ioniser entièrement ces atomes, c'est-à-dire de leur arracher tous leurs électrons. L'appareil nécessaire a été construit, puis fut réalisé un petit accélérateur intermédiaire qui est alimenté par ces ions lourds et en forme un faisceau propre à pénétrer dans Saturne-2. C'est l'ensemble du système qui vient de fonctionner de manière satisfaisante. Les physiciens disposent ainsi d'un outil complémentaire du grand accélérateur national d'ions lourds de Caen (GANIL). Dans sa gamme d'énergie, Saturne-2 n'est concurrencé que par les accélérateurs de Berkeley (Etats-Unis) et de Dubna (URSS).

## LA COURSE CYCLISTE PARIS-NICE La leçon de courage de Bernard Hinault

De notre envoyé spécial

Mandelieu. - Deuxième de l'étape La Seyne-Mandelieu, remportée mardi 13 mars par l'Irlandais Stephen Roche, troisième du classement général de Paris-Nice à 43 secondes seulement de Sean Kelly, Bernard Hinault a d'autant plus de mérite que sa performance est celle d'un athlète blessé.

Peu après l'arrivée, il a consulté le médecin, qui a diagnostiqué « une contracture de l'extrémité distale du dixième arc costal droit ». Autrement dit, de la dixième côte. Hinault n'avait donc pas tort quand il affirmait qu'il était la principale victime de la manifestation organisée dans le col de l'Aage (*le Monde* du 13 mars).

« S'il exerçait un métier différent, il aurait droit à un arrêt de travail de huit jours minimum », fait remarquer son manager, Philippe Crepel, mais il est coureur cycliste. Alors, il continue... Bien qu'il ait battu au sprint Kelly et Anderson pour la deuxième place dans un de ces sursauts dont il est coutumier, le routier breton a passé une journée pénible au cours de cette sixième étape, longue de 182 kilomètres, sur les contreforts du haut Var : « J'éprouve des difficultés pour respirer. Je me suis littéralement défoncé », pour envoyer l'attaque de Kelly dans la montée du Tanneron, et j'ai payé cet effort. C'est la raison pour laquelle je n'ai pu résister à l'offensive de Roche, qui a bien manœuvré et qui marche très fort ».

# RÉGION

## Ile-de-France

### CENT VINGT PROPOSITIONS ÉCOLOGIQUES

## Un Paris de rêve pour les Amis de la Terre

Une « école de bricolage » par arrondissement, la multiplication des kiosques à musique et des centres de réparation de deux roues, telles sont certaines des « cent vingt propositions pour Paris » rendues publiques le 15 mars par les Amis de la Terre. Ce mouvement, qui compte environ cent cinquante membres dans la capitale, souhaite relancer son action et prouver que « les écologistes aiment aussi la ville ». Ils ont donc adressé à leurs élus - maire de Paris et des arrondissements, présidents de groupes du conseil régional d'Ile-de-France, préfet de police, etc. - un catalogue de propositions qui se veulent « concrètes » mais dont beaucoup, en réalité, sont des « pistes », des idées « qui doivent encore faire leur chemin ».

Parmi les cent vingt mesures, on peut retenir les potagers scolaires et les jardins « Robinson » proposés pour réintroduire la nature à l'école, l'ouverture des espaces verts publics encore fermés (jardins de ministères, parcs de musées, etc.), la fermeture des voies sur berge ou de certaines rues étroites le dimanche pour faciliter la promenade, le goudronnage de certaines rues pavées trop bruyantes ou encore la récupération sélective des déchets (verre, papier, métaux).

D'autres, en revanche, requièrent de sa hauteur à la dure réalité. Proposer, par exemple, que les chômeurs paient leurs impôts locaux en donnant de leur temps

aux services publics d'arrondissement ne tient pas compte des lois en vigueur - outre qu'il réintroduit la notion de « corvée », supprimée il y a deux siècles. Préconiser l'entrée libre dans le métro (« comme à Lyon ») n'est peut-être pas le plus sûr moyen de rendre son usage à Paris plus « écologique ». Au contraire : l'appropriation des couloirs par des non-usagers, inévitable sans le filtrage des portillons, rendrait certainement difficile « la réappropriation du métro par ses usagers », comme le souhaitent les Amis de la Terre.

Quant aux suggestions faites pour le logement social (priorité aux habitants traditionnels du quartier et ventilation des étrangers par petites unités), elles exigeraient, pour être mises en œuvre, des discriminations très délicates à mettre en œuvre entre candidats au logement. Il semble de toute façon illusoire, dans une métropole comme Paris où la rotation des habitants est importante, de vouloir ainsi reconstruire la « mémoire des quartiers ».

« Nous savons que nous reconstruisons des souvenirs narquois et des haussmanniens d'époque, reconnaissent les Amis de la Terre - parlons-en, mais nos idées font leur chemin et finiront toujours par resurgir. » On peut être que cent cinquante et avoir beaucoup d'idées, même si elles ne sont pas toutes réalisables. - R. C.

## Le conseil régional d'Ile-de-France adopte des mesures pour la formation professionnelle

Le conseil régional d'Ile-de-France a adopté, mardi 13 mars, le rapport sur les orientations de la politique régionale de formation professionnelle (*le Monde* du 14 mars 1984).

Ce rapport prévoit la préparation d'un séminaire régional de la formation professionnelle pour « définir

les objectifs communs à la région, à l'Etat et aux entreprises et assurer la cohérence des actions », « la reconnaissance des qualifications nouvelles pour accéder aux nouvelles technologies », « le renforcement du contrôle de l'efficacité des formations » (les centres qui ne placeraient pas au moins 75 % des apprentis ne seront plus subventionnés à partir de 1987), « la constitution d'une base de données régionales sur l'ensemble des formations dispersées en Ile-de-France », et « la présentation annuelle par M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil, d'un compte rendu des actions financées par la région et d'un rapport d'orientation ».

La création de nouvelles filières qu'avait préconisées dans ces colonnes M<sup>me</sup> Hélène Miasoff, vice-présidente (RPR) du conseil régional, chargée du dossier de la formation professionnelle, a été repoussée à l'automne. La proposition du Conseil économique et social de créer un observatoire régional de la formation professionnelle n'a pas été retenue.

Le groupe socialiste, constatant « l'absence constante de réflexion de la part de la majorité régionale », s'est abstenu au terme du débat. Le groupe communiste n'a pas voulu prendre part au vote, indiquant que « le rapport présenté par le président du conseil régional frise le scandale. S'agissant d'un sujet aussi déterminant pour le devenir industriel et de l'emploi en Ile-de-France, on ne nous propose rien d'autre qu'un texte sans consistance et totalement muet sur l'utilisation des 60 milliards de centimes votés pour 1984. Quel mépris pour les conseillers régionaux, à qui on demande un blanc-seing, un vote dans l'obscurité totale. »

M. Giraud a proposé à ses collègues un nouveau débat du conseil sur ce sujet à l'automne prochain. O. S.

# EN BREF

### Dans l'Aisne

## Cinq jeunes gens meurent asphyxiés

(De notre correspondant.)

Laon. - Cinq jeunes gens de Laon (Aisne) ont trouvé la mort par asphyxie dans la cache qu'ils avaient aménagée sous les tribunes du stade municipal de la préfecture de l'Aisne, un local servant à remiser du matériel sportif et qu'ils utilisaient pour entreposer le butin de leurs cambriolages.

Il semble qu'une cigarette mal éteinte, jetée sur des tapis de sol en mousse recouverts de housses en plastique, soit à l'origine du drame. La calcination de ce matériau dangereux a dégagé de la fumée et un gaz nocif pendant le sommeil des cinq occupants qui, réveillés par l'odeur, ont tenté de s'enfuir, mais n'ont jamais pu atteindre la porte, unique issue de la pièce.

Les policiers estiment que, parmi les cinq victimes, se trouvaient les auteurs de récents cambriolages commis dans la ville et recherchés depuis plusieurs jours. C'est sans doute pour échapper aux recherches dont ils étaient l'objet que les adolescents, dont le plus jeune n'a que quatorze ans, avaient pensé trouver un refuge sûr dans cet endroit.

Le maire de la ville, M. René Dosières, ancien président du conseil régional de Picardie, a publié un communiqué indiquant que, « qu'elles qu'aient été les raisons pour lesquelles les cinq victimes se trouvaient dans cet endroit insalubre, il comptait à la douleur des familles ».

R. M.

## Une troisième opération de police contre l'Ilot Chalon

Une troisième « descente de police » dans l'Ilot Chalon près de la gare de Lyon à Paris (12<sup>e</sup>) a permis, mardi 13 mars, de saisir 400 grammes d'héroïne et de cocaïne. Trois cents CRS, gendarmes mobiles et agents de la sécurité, ainsi que qu'une centaine de policiers en civil ont fouillé une quinzaine d'immeubles et interpellé vingt-neuf personnes, dont vingt-deux pour détention de stupéfiants.

Deux premières opérations de police, le 15 février et le 5 mars, avaient abouti à la saisie de 1,5 kilogramme d'héroïne, à l'interpellation d'un millier de personnes et à une cinquantaine d'expulsions.

L'opération de mardi s'est déroulée sans incident, hormis dans un hôtel du passage Brunoy où des squatters ont accueilli les policiers à coups de grenades lacrymogènes.

## Création d'une Fondation sur les maladies cardio-vasculaires

Une Fondation sur les maladies cardio-vasculaires vient d'être créée au sein de la Fondation de France (1), pour développer les recherches coordonnées entre les laboratoires publics et ceux de l'industrie pharmaceutique concernant ces affections, qui constituent en France la première cause de consultation médicale et de mortalité (36 % des décès).

Les axes de recherche définis par les membres du conseil, que préside le professeur Jacques Ruffié, concernent en priorité l'hypertension artérielle, la thrombose, l'athérosclérose et le cœur.

Les avocats Jacques Cassa, Pierre Corvol, Philippe Meyer, Bernard Swinghedauw (tous de Paris), Edouard Corabœuf (Orsay) et Henri Bricaud (Bordeaux), assurant la direction scientifique de la nouvelle fondation, qui entend développer les recherches multidisciplinaires sur l'axe cardio-vasculaire, les cellules qui le composent et les substances pharmacologiques qui pourraient en assurer la protection.

(1) 40, avenue Hoche, Paris 75008.

## Le MRAP devra verser 5 000 F à M. Le Pen

Montpellier. - Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), qui avait porté plainte, pour incitation à la haine raciale, contre M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a été débouté par le tribunal de grande instance de Montpellier. Le MRAP se fondeait sur une déclaration faite par M. Le Pen, en juin 1983, au cours d'une réunion tenue dans l'Hérault, sur les problèmes de la sécurité et notamment des achats d'armes qui seraient, selon lui, le fait des immigrés en priorité.

Le tribunal a estimé que la plainte était irrecevable, la phrase incriminée ne précisant pas suffisamment qu'il s'agissait du groupe racial visé. Le MRAP a été condamné à verser 5 000 F de dommages et intérêts à M. Jean-Marie Le Pen.

## Une commerçante des Minguettes condamnée pour proxénétisme

La propriétaire d'un restaurant des Minguettes à Vénissieux (Rhône), dont l'établissement avait été le théâtre d'incidents entre CRS et jeunes d'origine maghrébine au mois de novembre 1983, a été condamnée, le 13 mars, à dix-huit mois de prison dont huit avec sursis par la sixième chambre correctionnelle de Lyon pour proxénétisme. M<sup>me</sup> Mireille Clément, trentaine d'années, était poursuivie ainsi que trois autres personnes pour avoir tiré un bénéfice de la prostitution d'une jeune femme du quartier.

## Près d'un Français sur deux pense que l'alcool est aussi nocif que le hachich

89 % des Français sont contre la législation de la vente du hachich, et 63 % contre la dépénalisation de son usage, selon un sondage de la SOFRES, réalisé du 7 au 11 février auprès d'un échantillon de mille personnes âgées de plus de dix-huit ans et publié par la revue *Drogues* (7<sup>e</sup>, rue des Mineurs, 67000 Strasbourg).

45 % des personnes interrogées estiment que l'alcool est aussi ou plus nocif pour la santé que le hachich. Le tabac inquiète moins. Un Français sur deux pense cependant qu'il est aussi nocif que cette drogue.

Le sondage montre que 13 % des jeunes de moins de vingt-quatre ans souhaitent l'abandon des poursuites contre les usagers de hachich. Les personnes âgées et les sympathisants des partis de droite comptent les plus forts pourcentages en faveur de la répression.

Enfin, parmi les 7 % qui sont pour la législation de la vente du hachich, les deux tiers pensent que la vente doit être comme le tabac, contrôlée par l'Etat.

## Le premier appareil à RMN sera installé aux Quinze-Vingts

Le premier appareil à résonance magnétique nucléaire (RMN) sera installé à l'hôpital des Quinze-Vingts à Paris, avant la fin de 1984, a annoncé M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé. Cet hôpital, spécialisé dans le traitement des maladies ophtalmologiques sera en outre doté de postes budgétaires pour le fonctionnement de cet appareil.

## La Tunisie à Montsouris

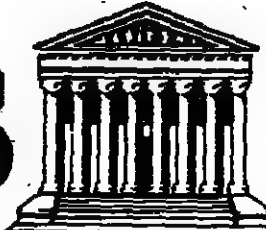
Vide depuis dix ans et à demeuré, le palais du Bardo, dans le parc Montsouris, à Paris (14<sup>e</sup>), va retrouver une fonction conforme à son style et à son origine : la ville de Paris le met - par bail emphytéotique - à la disposition de l'Etat tunisien qui envisage d'y installer un centre culturel. La convention devait être signée à l'Hôtel de Ville de Paris, mercredi 14 mars.

PRIX EXCEPTIONNELS  
DU 7 AU 20 MARS

Aux Trois Quartiers

17, boulevard de la Madeleine, Paris, Tél: 260.39.30.

DANS TOUS  
LES RAYONS





# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

FRANCESCO ROSI

ET L'OPÉRA DE LA RÉALITÉ

### Carmen

MALGRE le talent de Francesco Rosi, on pouvait tout craindre de cette *Carmen* filmée « dans un contexte réel ». Ce « mélange d'opéra et de tragédie », selon l'expression du réalisateur, n'allait pas voler en éclats au contact de paysages et d'un peuple authentiques ? On gardait le souvenir des mises en scène les plus dépourvues, les plus abstraites, les plus spécifiquement théâtrales, celle de Jorge Lavelli ou la Tragédie de Carmen, de Peter Brook, comme des pierres de touche du véritable jadis, pur et dur, d'une force géniale, avec, chez Brook, l'assommoir de tout le pittoresque extérieur du livre, voire de la musique.

Mais le film confirme la plénitude illustrée des chefs-d'œuvre, dont le radio-activité ne cesse jamais, quelle que soient les avatars de leur représentation, lorsqu'un grand homme de théâtre ou de cinéma s'y identifie. Avec Rosi, rien n'est perdu du génie de Bizet et, tout au contraire, est agrandi, élargi par une vision proprement cinématographique qui, à l'inverse du *Don Giovanni*, de Losey, ne vient jamais contrebalancer la spécificité purement lyrique.

Elargissement, car Rosi a épousé la musique en lui ajoutant un fondement d'images splendides, qui l'éclaire sans la déformer, au point de faire

désormais apparaître dérisoire toute autre mise en scène figurative. A de très rares moments seulement (nous les signalerons), la convention théâtrale et le réalisme cinématographique s'opposent presque irréductiblement.

La corrida qui précède l'ouverture n'est pas simple illustration : le face-à-face du toréador et du taureau, si l'expression inquiète et butée, si émouvante, recrée la pathétique intérieure de la musique bruyante qui va éclater. On se passerait cependant des péripéties de la Semaine sainte, seul hors-d'œuvre injustifiable du film.

Elargissement des lieux : le musée qui se déploie à l'aise dans les rues de Séville, s'enrichit de toutes ces beautés, des reliefs contrastés, des visions, plongées dans le corps de garde, de la foule veillant à ses occupations, tandis que sur la place se déroule un « fait divers » auquel elle doit être habituée. Les soldats à cheval, les gamines défilant autour d'un sur, effacent le souvenir de tant de ridicules défilés au pas (comme plus tard la fuite de Carmen jetant José à bas de sa monture). En pénétrant à l'intérieur de la manufacture des tabacs, la caméra donne une réalité sociale très forte à cette maigre de cigarières excitée.

Mais le pittoresque est tenu en laisse ; rien qui ne soit signifiant, ni



Gravure sur bois de Maset

### ou jamais

qui estompe l'essentiel. A peine peut-on regretter que le duo de José et Micaëla ne soit pas d'ambigüité, conformément à la musique, en gros plan. En revanche, quelle force dans la première apparition de Carmen émergeant d'un jardin comme Vénus sortant de l'onde ! Et surtout dans l'image de Don José tournant le dos à la foule et à Carmen dansant, qui monte un escalier et soudain s'arrête : le moment où son destin se scelle, irrémédiablement. Il y a tant d'instants analogues que l'on aimerait signaler, tel le corps-à-corps où Don José libère sa prisonnière, qui communique presque physiquement l'ensablement de tout est l'objet.

Au deuxième acte, le temps musical est encore plus distendu (parfois réellement par un accord entre Rosi et Maset), mais ne lésant en rien Bizet par la richesse de l'invention cinématographique. Escamillo en calèche avec les nobles de la ville (dimension sociologique réelle ajoutée par le metteur en scène) qui, au milieu des gitans, « redécouvre ce qu'il était à l'origine » : un homme du peuple, qui « n'explique pas en chantant la corrélation, car il serait ridicule, mais la transpose sur le mode épique » (Rosi) ; la scène de danse et d'amour dans un galetas, où l'air de la fleur redonne un vrai moment d'opéra où le temps et l'image sont suspendus, où l'intensité des sentiments est à

son comble, la musique comme incarnée dans les visages : le quartet chez Lillas Pastia ; la vision de l'officier garrotté au milieu de la cour et des chambres d'amour qui se referment ; tout cela est absorbé, exalté par l'œuvre de Bizet qui se dilate jusqu'à une dimension d'une universalité presque cosmique.

#### Le décor et Doré

Et que dire du début du troisième acte, de l'admirable parallélisme entre la montée de Micaëla à travers les roches et celle d'Escamillo à cheval au milieu des taureaux vers la feria de Séville ? Images saisissantes dans ce décor retrouvé de Gustave Doré, traité par Rosi et son directeur de la photographie (Pasquale de Santa) à mi-chemin du réalisme et du fantastique romantique.

A peine trois dissonances difficilement contournables : les clameurs de Micaëla (« Je dis que rien ne m'épouvante ») dans ces lieux menaçants, le début du trio des cartes au ton d'opéra (mais immédiatement effacé par la vision de Carmen lissant les cartes pour enlever, lasser et débarrasser, dans la plénitude) et le duel d'une violence qui devrait exclure tout affrontement vocal.

Toutefois les pages jusqu'au dernier acte, aux images éblouissantes, où l'intérieur de la corrida, le défilé, l'ouverture de la corrida, rendent plus saisissant encore la confrontation avec le champ clos du dernier affrontement dans une arène nue (bien qu'il soit assez invraisemblable que Carmen sorte de la fête pour affronter Don José).

Là se consomme le drame dans sa plus grande dimension humaine. Et ce, non seulement par le génie de Bizet, à son sommet, mais par celui de Plácido Domingo, qui opère un extraordinaire retournement du personnage à travers l'œuvre : étonnant Don José, grand paysan d'adieu que l'on regarde un peu incrédule au début du film, tant Domingo semble le débordier de toutes parts. Mais peu à peu, il est ressassé, dépouillé, par

l'amour puis la jalousie (avec un premier sommet dans l'air de la fleur) jusqu'à n'être plus qu'une essence humaine, ce grand diable qui se consume devant cette Carmen indomptée, qui rapetisse à mesure que lui-même s'élève vers le tragique le plus mystérieux. Étonnant paradoxe de cette conclusion, dont Rosi n'est peut-être qu'à demi responsable.

Ce n'est pas pour ôter quelque mérite à Julia Migenes-Johnson, véritable Carmen, « gitane d'un peuple marginal et persécuté, populaire, géminé, provocatrice, qui défend sa dignité et sa liberté », plutôt que grande prophétesse de la libération de la femme. Si elle règne sur les trois quarts de l'œuvre, nous fascinant autant que José et Escamillo par la vérité sensuelle de son corps, de son visage et de son chant (« Avec elle, on ne distingue plus le jeu de la réalité », disait Ruggero Raimondi) (1), lorsqu'elle s'offre à son destin pour ne pas trahir son personnage, voici qu'elle reste comme cloquée au sol avec ses voix très belles, mais alors trop rauques, par manque de graves, tandis que celle de Domingo plane sur des hauteurs sublimes.

Toute la distribution est d'une superbe qualité, avec au premier plan l'impressionnante stature de Raimondi, dans la plus grande présence, physique et mystique, du toréador ; Faith Esham, robuste paysanne, à la voir un peu rude, mais qui combat pour son amour au lieu de pleurnicher ; et puis Jean-Philippe Lafort (magnifique Dancalia) et tous les autres, avec l'Orchestre national, les chœurs et la maîtrise de Radio-France, sous la direction très intense de Lorin Maazel, bien plus à l'aise que dans *Don Giovanni* (2).

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Cf. le reportage sur le tournage du film par Mathilde La Bardonnie (*Le Monde* des 30 et 31 août 1983).

(2) On les retrouvera dans l'enregistrement publié par Erato (trois disques NUM 751.133), réalisé pour le film, puis monté de manière assez différente.

## L'Affaire Don José

LES conceptions de Daniel Toscani du Plantier sur l'opéra filmé obéissent à une logique qu'on peut maintenant clairement percevoir : le choix d'un metteur en scène de cinéma, le mieux approprié à une œuvre lyrique. Pour *Don Giovanni* (1979), Joseph Losey avait des affinités profondes avec Mozart et les valeurs plastiques et archaïques de Palladio. Pour *Parafal* (1982), Hans-Jürgen Syberberg était tout indiqué à cause de ses explorations des mythes et des fantasmes de la culture allemande (depuis Louis II de Bavière jusqu'au nazisme) dans lesquels Wagner jouait un rôle prédominant.

La *Traviata* (1982), par Franco Zeffirelli, n'aurait pas dans les projets du directeur général de Gaumont (la société a seulement distribué le film) mais la production relevait, en somme, du même principe : Zeffirelli était metteur en scène d'opéra autant que de cinéma et cette œuvre de Verdi lui tenait particulièrement à cœur.

Pour *Carmen*, le choix s'était d'abord porté sur Sergio Leone, peut-être à cause de ses westerns hiératiques en décors naturels, peut-être aussi parce qu'il avait été l'assistant de Carmine Gallone pour des opéras filmés, dans le cinéma italien des années 50. Mais Toscani du Plantier et Leone ne s'entendaient pas et il n'y a pas lieu de le regretter. Francesco Rosi était, de toute évidence, celui qui pouvait le mieux faire de *Carmen* un film.

Cela semble paradoxal : Rosi n'avait jamais eu de rapports directs, lui, avec l'opéra. Mais celui de Bizet, tellement populaire qu'il en a été banalisé, est la représentation fulgurante d'une réalité qui n'était, avant lui, jamais apparue sur une scène lyrique. On comprend d'ailleurs qu'en 1875 les habitués de l'Opéra-Comique, fréquentant cette salle pour y trouver des spectacles à fin heureuse, tout en arrangeant aux entractes des mariages bourgeois, aient été scandalisés par cette gitane surgie d'une Espagne qui, malgré les précautions du livret de Meilhac et Halévy, prenait une vérité rude et tragique.

L'opéra de Bizet a précédé de quinze ans *Cavalleria rusticana*, de Mascagni (trop négligé aujourd'hui), où la réalité d'un village sicilien, tiré d'une courte his-

toire de Giovanni Verga, a, dans un jeu de passion et de mort, quelque rapport avec l'incandescent Espagne du compositeur français. Sans s'attarder à d'autres considérations sur Mascagni et l'école veriste dans l'opéra italien, on peut tout de même rappeler que le Napolitain Francesco Rosi est profondément imprégné de culture méditerranéenne et qu'après la Sicile de Salvatore Giuliano (1961), il a décrit admirablement l'Espagne avec sa foule et ses rites dans *Le Moment de la vérité* (1965), histoire d'un jeune paysan décidé à se faire tuer. La procession religieuse et la statue de la Vierge de ce film d'une réalité contemporaine se retrouvent, d'ailleurs, au début de sa *Carmen*, dans un autre contexte historique, mais pas du tout appliqué comme élément folklorique sur la mise en scène de l'opéra de Bizet.

Que Rosi connaisse ou non les « beautés » que l'on donne, depuis une bonne dizaine d'années, du personnage de l'ardente gitane (femme libre avant la lettre et non femme facile) n'a pas grande importance. C'est le rapport à son cinéma qui

nous intéresse. Or ce film-opéra est un « dossier » comme *Salvatore Giuliano*, *L'affaire Mattei* ou *Lucky Luciano*, même s'il ne s'agit pas, ici, de politique. On est tenté de dire que *Carmen* pourrait s'intituler, « L'affaire Don José », car tout l'opéra de Bizet repose sur cette idée (peut-être involontaire lorsque le livret fut écrit) que ce brigadier navarrais, déserteur pour l'amour d'une « bohémienne » choisissant puis rejetant les hommes à son caprice, est son destin.

Carmen le sait, mais elle va jusqu'au bout, même l'idée de la mort ne l'arrête pas. Elle organise sa mort comme elle a organisé sa vie. La nouvelle de Prosper Mérimée, écrite d'une pointe d'épave sèche et cruelle, sans aucune émotion ni intérêt humain pour les personnages, faisait de Carmen une vulgaire prostituée et une voleuse, une gitane noyée obéissant aux lois de son clan lorsqu'elle se laisse tuer par Don José devenu bandit, macho jusqu'à la lame de son poignard. Cette nouvelle, on ne la relirait même plus sans l'opéra de Bizet qui a tout transformé.

#### Le triomphe d'Escamillo

Pour Giuliano, Mattei ou Luciano, Rosi disposait d'éléments d'information partiels, d'où la construction en puzzle de ces films-là, essayant de repérer une vérité à travers de grands pans de mystère. Pour *Carmen* ou « l'affaire Don José », il savait tout, forcément, du début à la fin. Alors, le « dossier » est construit dans l'ordre chronologique. Et la réalité s'impose d'elle-même dans un plan rigoureux, une montée progressive (qui est dans la musique) vers la tragédie. Le film de Rosi commence par une corrida où Escamillo suscite l'enthousiasme de la foule, il s'achève sur une double corrida : celle où Escamillo va, une fois de plus, triompher du taureau dans l'arène, celle, sur le sable noir, dans le grand espace derrière le mur des gradins, où Carmen affronte Don José, homme brisé par sa propre faiblesse, meurtrier pitoyable, dans un dernier défi, cri farouche, bague jetée comme un objet aussi dérisoire que l'amour dont elle ne veut plus.

Il ne suffit pas de tourner en décors naturels pour faire un film de réalité même si le sujet s'y prête. Or la façon dont Rosi utilise ces décors dans un halo de lumière solaire ou des lueurs de crépuscule, des ombres de nuit, retrouve la réalité par le lyrisme de cet opéra faisant revivre un monde. Même si l'on y relève certaines références picturales à Gustave Doré, qui illustra un livre sur l'Espagne du dix-neuvième siècle, les détails du réel dépassent la simple beauté. Ainsi, les scènes ajoutées sur l'ouverture de l'opéra et les enchevêtrements musicaux montrant comment et pourquoi les personnages se retrouvent dans certains lieux, ainsi, surtout, tout ce qui commande le désir de Don José pour la gitane.

Déjà atteint par la fleur qu'elle lui a lancée, le brigadier pénétrant dans la manufacture de tabac tombe sur Carmen, assise, nue sous un simple jupon et une camisole, roulant un cigare, sur l'une de ses cuisses. La sensualité qui émane de Julia

Migenes-Johnson est une provocation naturelle. Comédienne et tragédienne autant que cantatrice, cette Carmen fibre de son corps aura constamment (même dans la scène des cartes, à l'épisode des contrebandiers) un violent et irrésistible attrait sexuel qu'elle commande à volonté. Escamillo l'a compris (car, ici, il apparaît que, d'une certaine manière, le torero et la gitane appartiennent à la même race des « forts »), et il attend son heure.

Don José, brisé par son éducation, son métier militaire, ses états comme un fou dans l'aventure comme s'il n'avait jamais touché une femme de sa vie. A peine sorti de prison, il se précipite chez Lillas Pastia et, dans la chambre au-dessus de la taverne, il commence à se dévêtir, tandis que Carmen, étalée sur le matelas posé à terre, semble s'offrir. Entre « les clairons qui sonnent la retraite » et l'intensité érotique de la femme, ondulant comme une lente vague aux odeurs d'algues, son jupon roulé à la hauteur de son sexe, s'établit un duel fascinant, l'une des grandes idées de la mise en scène de Rosi.

Il a trouvé, certes, en Julia Migenes-Johnson l'interprète inspirée de ce rôle formidable. Mais il a aussi dirigé comme jamais, sans doute, les ne pourraient l'être sur une scène, Plácido Domingo et Ruggero Raimondi. Il a donné à Faith Esham le véritable comportement, le véritable caractère de Micaëla, paysanne navarraise. Adieu l'ingénue de répertoire aux mélodies touchantes. Curieusement, la Micaëla de Rosi ressemble, ici, à la Navarraise de Massenet (1894), drame lyrique touchant lui aussi à une vérité espagnole des mœurs et des passions.

Bref, cette *Carmen* avec sa réalité, disons sociale et historique, n'est pas un intermède dans le cinéma de Rosi mais le nouvel et splendide exemple d'une continuité créatrice. Lorsque Carmen, en robe rouge feu, rouge sang et mantille noire meurt, assassinée, et que surgissent des femmes criant et pleurant comme les Siciliennes de *Salvatore Giuliano*, on sait que, dans le secteur « opéra » de la production Gaumont, un film de bout en bout magnifique vient d'être réalisé.

JACQUES SICLER.

\* Voir les films nouveaux.

**DU STRESS ET DU STRASS**  
DE TRENET A HIGELIN,  
RETRO OU FUTURISTE,  
MOI J'AIME LE MUSIC-HALL.



autrement 65F. EN LIBRAIRIE



## HISTOIRE/CINÉMA

## LA REPRISE DES « DIABOLIQUES », D'HENRI-GEORGES CLOUZOT

## Le rythme du cœur, c'est celui du film

N'E soyons pas gâtés (seulement diabolique, comme Henri-Georges Clouzot met en garde ses spectateurs à l'égard des suivants dans un carton de fin), tâchons de ne rien raconter de l'intrigue des *Diaboliques*. Feignons de faire comme si personne n'en connaissait le dénouement (traître mot puisqu'il doit suivre un égarement ou une tricherie) : on peut voir ces *Diaboliques*, pour une première fois, en 1984, trente ans après son tournage, en se souvenant de toutes ses ficelles détaillées depuis l'enfance par des parents agréablement effrayés, et n'en être pas moins captivé. Oui, les *Diaboliques* est un film palpitant et drôle, si ces termes ne semblent pas trop démodés.

Il nous arrive avec ses légendes, son aura de délation et d'ignominie démentie : non, nous révèle Paul Meurisse dans ses Mémoires, la hagiographie du film n'était pas remplie d'eau glacée et Clouzot lui avait fixé à la cheville une ficelle dont la secousse réglait l'apnée : non, Clouzot ne tabassait pas sa pauvre épouse (Véra) pour rivaliser avec le maquilleur, au contraire, nous dit le script, il lui délivrait des dérogations aux horaires matinaux. Dans sa *Nostalgie* Simone Signoret nous apprend que Clouzot était fort pour tout apprentissage, le jeu des cartes, le cinéma, la nage - il l'apprenait tardivement, - ou Dieu - après son goût pour l'enfer (ce devait être le titre d'un dernier film non réalisé), il se mit aussi très tard à la prière. Mais tous s'accordent à témoigner de la nullité rébarbative



\* Véra Clouzot et Simone Signoret.

de la favorite Véra. Injustement : aujourd'hui, sa prestation - sa minceur ossuée, ses espagnolades de diction - passe très bien à l'écran.

Quittons les cancanes, tournons autour du pot : les *Diaboliques* est l'histoire de la résistance d'un cœur, en même temps que d'un suspense. Organe et machine sont menacés d'implosion. Le scénario s'engorge d'un afflux d'anomalies dont l'héroïne devient la victime. Tout cela ne fait-il pas penser à Hitchcock, à sa science de la contraction-dilatation, systoles et

diastoles ? Tachycardie : accélération et irrégularité des battements du cœur. Le rythme du cinéma n'est-il pas ainsi décalqué des mouvements de ce qu'il est censé émouvoir, dégriser ?

Les *Diaboliques*, le film, n'a pris à Barbey d'Aureville que son titre, ainsi qu'une épigraphe sur la justification du mal. Ce fut d'abord un livre, de Boileau et Narcejac, dont Hitchcock voulut acheter les droits, qui venaient de lui être chipés par l'auteur du *Corbeau*. Hitchcock résolut plus tard de rattraper en

rachetant les droits d'un autre livre des mêmes auteurs, *D'entre les morts*, qui allait devenir *Vertige*.

Les *Diaboliques* date, donc, de 1954, année de *Fenêtre sur cour*, dont le succès n'est peut-être pas étranger à cette nouvelle reprise. Mais *Fenêtre sur cour* est en technicolor et Clouzot se tient à l'antagonisme ombre-lumière d'un noir et blanc chic : les *Diaboliques* est aussi l'histoire de radins qui ne veulent pas se payer les moyens d'un vrai crime. Le crime de *Fenêtre sur cour* a lieu hors champ, de

l'autre côté de l'autre fenêtre ; celui des *Diaboliques* est une mise en scène à l'intérieur d'un champ fallacieux.

Là où Hitchcock épure son intrigue, la rend fabuleuse, presque symbolique, Clouzot gonfle la sienne, la contrepèsoir d'une peinture de « milieu » (le collage rappelle la pension de *L'assassin habite au 21*, remplit les arrières-fonds de son tableau (justesse des papiers peints comme des scènes de groupe jouées par les figurants), « campe » ses personnages par une cocasserie de dialogue (Michel Serrault et Pierre Larquey, en professeurs du secondaire, sont d'épatants porte-parole d'auteurs) ou par un déguisement. Le personnage de Jean Lefebvre, qui risque de faire dérailler par une bordée de faux liens à la Foire du Trône. Cocteau aurait pu « écrire » les aventures de ce film.

Car les *Diaboliques* (et le temps accuse peut-être son formidable humour, la qualité tranchante de ses dialogues - comme du Prévert méchant) est un film d'enfant terrible, de mensonge, de joie, d'épouvante. Ce n'est pas pour rien que Clouzot l'a déplacé du huis clos d'adultère tracé par Boileau et Narcejac dans un pensionnat de garçons. Ni que le commissaire joué par Charles Vanel est un faux commissaire à la retraite, un vagabond qui continue de traquer les faux coupables d'un faux crime. Mais n'allons pas plus en avant dans cette voie du faux : on est en plein dans le cinéma.

HERVÉ GUIBERT.

## Les enfants menteurs

Clouzot a déjà fait sienne cette loi d'Hitchcock qui veut orchestrer l'extrasytôle - l'acmé du suspense - dans une plaine rasée en plein jour (*La Mort aux trousses*). Dans les *Diaboliques*, c'est dans la lumière crue d'une salle de bains qu'aura lieu le crime propre et gratuit commis par la peur : tous les parcours de couloirs sont ces jeux du cinéma qui mènent à la syncope, aux chutes de l'héroïne et de l'histoire. L'ombre-silhouette se profile

## SUR LES TRACES DE ROBERT FLAHERTY

## Le tournage de

par RICHARD LEACOCK

La veille de Noël 1945, je rentrais joyeusement après quelque trois ans et demi comme photographe de combat dans le corps des transmissions de l'armée américaine. Je venais de passer des années à filmer la guerre ici et là, envoyant bobine sur bobine à des destinations inconnues, à « quelques chose » appelé le département de la guerre, et dont je ne voyais presque jamais le résultat, ignorant même si, en fait, il y avait quelque chose sur la pellicule. Je me sentais perdu en ce sens que je n'avais aucune confiance en mes capacités et que je me trouvais confronté à un monde rempli d'anciens GI's de retour au foyer et sans travail. J'apprenais que Robert Flaherty vivait, avec sa femme Frances, à l'hôtel Chelsea à New-York. Je connaissais la famille parce que, enfant, j'avais fréquenté la même école que deux de leurs filles, Franny et Monica.

Je n'avais que treize ans alors, c'était en 1934, je venais de tourner un film de seize minutes sur la plantation de bananes de mon père aux îles Canaries. Un de nos professeurs, Bill Hunter, géographe, anthropologue, passionné de cinéma, avait indiqué quelques-uns d'entre nous dans le tournage de films. Bill montra mon travail à Flaherty, et il fut généreux dans son éloge, disant qu'un jour nous travaillerions ensemble. Maintenant, onze ans plus tard, il m'apprend qu'il s'apprête à tourner un nouveau film dans la région des bayous en Louisiane et m'invite à l'accompagner. A mon grand étonnement, il ne me demande pas de lui montrer des spécimens de mon travail, il m'embrasse tout simplement. A l'époque, je jugeais cette attitude « irresponsable ». J'étais excité.

Rétrospectivement, je comprends son attitude, ou je crois la comprendre. Nombre de choses qu'il fit les mois suivants me paraissent « irresponsables ». Il n'était pas du tout comme les metteurs en scène que j'avais connus. Pourquoi n'avait-il pas demandé à voir mon plus récent travail ? Il me trouvait, je suppose, sympathique, en bonne santé, vigoureux, appliqué et loyal. Pourquoi devrait-il se préoccuper de mes talents de cameraman ? Si je n'étais pas à la hauteur, il me remplacerait lui-même. Il était à mon avis le plus grand opérateur du monde. Il n'avait rien tant que filmer. Oui, regarder à travers l'objectif de la caméra et filmer. Je me rappelle le jour où il nous rendit visite à l'école. Il avait apporté une caméra 16 mm et un trépied. Il passa tout l'après-midi à photographier une jeune indienne aux longs cheveux en train

de se peigner. Juste ça, rien que ça. Je l'ai cru fou. On ne filme pas une chose parce qu'elle est visuellement belle. Un film doit décrire, expliquer, instruire. J'ignorais que j'avais encore tout à apprendre de cet homme extraordinaire, puissant, et néanmoins si doux.

En janvier et février 1946, nous rassemblâmes l'équipement que nous devions emporter. Une fois de plus, Flaherty ne tint pas compte de l'avis des professionnels. Une nouvelle caméra 35 mm, conçue pour filmer les conquêtes nazies, circu-

lait. Petite, légère, avec la visée reflex. Nous savions que ces caméras, récupérées à la Wehrmacht, posaient des problèmes. Le film tendait à perdre de sa stabilité en défilant dans le couloir de projection. Il se rayait ; mais Flaherty adorait le côté reflex et la portabilité de la caméra. Chacun opinait du chef : « Il ne va pas tourner un film avec ce truc-là ? Impossible ! »

Il le fit. Comme il avait raison ! A la fin du printemps, nous avions réuni et payé notre équipement : une fourgonnette au toit plat, deux caméras Arriflex, une caméra Debie

## Le beau mensonge du documentaire

Le 16 février de cette année, on a célébré le centième anniversaire de la naissance de celui que l'on peut considérer comme le père fondateur du mouvement documentaire, Robert Flaherty. Richard Leacock, simple écolier, fit sa connaissance à Londres dans l'établissement où il poursuivait ses études avec deux des filles du cinéaste. Rendez-vous était pris entre le réalisateur de *Nanook* et celui qui allait devenir le porte-drapeau du cinéma léger, du cinéma direct, ou encore cinéma vérité, comme on l'appelle parfois aux États-Unis où les écoliers à la française font rictus.

Si Richard Leacock a pu à la fois être le meilleur disciple de Robert Flaherty (et son collaborateur pour son dernier film, *Louisiana Story*) et le créateur d'un art nouveau libéré des contraintes de la technique, c'est parce que, par quelque côté, il prolongeait le message du maître de Brattleboro. Le cinéma n'est plus exactement une question de technique, davantage un état d'âme, une façon de se comporter face au monde : regarder et sentir plus intensément pour mieux comprendre. On ne parle de documentaire, terme trop péjorativement connoté après la dégénérescence qu'il connut en Grande-Bretagne même, de direct, ou tout simplement de cinéma, la magie résidant d'abord dans le contact, l'illusion d'être

immédiatement présent au monde, comme si ce contact authentifiait en quelque sorte la réalité.

Le débat se poursuivit, initié par Flaherty et ceux qui l'ont suivi : quelle vérité, quel mensonge, quel engagement ? A l'évidence, Robert Flaherty et, derrière lui, Richard Leacock n'ont jamais conçu le film comme un instrument politique. Peut-être encore exister un art du documentaire, art noble s'il en fut à la fin du muet, comme aime le rappeler Joris Ivens, où s'effectue le passage subtil entre une réalité captée plus ou moins brute et sa transformation par un regard ? La question est plus que jamais à l'ordre du jour quand on observe quelques-uns des films actuellement projetés à Beaubourg dans le cadre du Cinéma du réel.

Richard Leacock, titulaire depuis quinze ans de la chaire film/vidéo au Massachusetts Institute of Technology, nous replonge au cœur du débat dans ce témoignage inédit qui nous aide à mieux saisir pourquoi le vérité de l'art, quel qu'il soit, ne peut se conquérir qu'au prix de beaucoup d'efforts et d'une exigence de tous les instants. C'est de l'art du cinéma tout court, et pas simplement d'un ghetto comme on a trop tendance à le croire parfois, que nous parlent Robert Flaherty et, à travers lui, Richard Leacock.

LOUIS MARCORELLES.

de secours, des appareils photo, des outils, une chambre noire, un enregistreur sur disques Fairchild, un magnétophone primitif avec ruban en papier imprégné d'oxyde magnétique, une moquette et d'autres objets pour le montage, un projecteur muet 35 mm.

M. Flaherty partit par le train, chercher une maison où nous pourrions vivre et travailler. Frances et moi concluâmes lentement, la voiture gémissait sous le chargement. Nous savions qu'une bonne partie du film serait tournée à Avery Island où à Weeks Island, deux îles salées entourées de marécages (et de contrôles). Nous nous installâmes dans une charmante petite ville toute proche, Abbeville.

L'équipe de production était constituée de M. et de M<sup>me</sup> Flaherty, de la montreuse Helen van Dongen, de moi-même et, occasionnellement, de la secrétaire de M. Flaherty, les premiers mois seulement, quand il passait la majeure partie du temps à écrire.

Je n'avais jamais entendu dire qu'un film peut se tourner de cette façon. Nous louâmes une maison spacieuse à l'année. Nous installâmes une chambre noire et une salle de montage sur le porche, une douche supplémentaire à l'arrière, des cages pour garder ratons laveurs, lapins, chevreuils, mouffettes. Nous construisîmes dans la salle de séjour un banc de travail où je pourrais démonter les caméras et les réviser chaque soir.

Les premiers mois, Flaherty passa des semaines à écrire et à réécrire un « traitement », un document d'une exactitude surprenante, quand j'y pense. Nous tournâmes les premiers plans d'oiseaux, de marécages, etc. Mais notre souci principal restait la distribution. Nous avions besoin d'un trappeur cajun, pour le rôle du père, plus sa femme et leur fils de onze ans. Tandis que Bob écrivait, Frances et moi partîmes en quête du garçon. Peut-être pensions-nous à Huck Finn, le héros de Mark Twain.

Comment trouver un jeune garçon ? Nous visitâmes les écoles, parlâmes aux professeurs. Nous explorâmes la région des bayous, nous fîmes des tests avec une douzaine de garçons. Ils avaient l'air plaisant, mais à la projection des rushes, nous restions surpris. J. C. Boudreaux avait le moins de chance. Pauvre comme une souris de sacrilège, pieds nus, il prenait vie à l'écran. Il était parfait, les autres, rien ! Rien du tout ! Cette révélation me stupéfia.

**O'NEILL** JEAN MARC BORY  
NELLY BORGEAUD  
**Long Voyage Vers La Nuit**  
Théâtre de la Ville, Paris 13  
Théâtre de la Ville, Paris 13  
THEATRE 13.24 rue Daviel-Paris XIII 588 1630

LE MONDE : « Une œuvre exceptionnelle. » (M. Clouzot.)  
LE FIGARO : « Une œuvre exceptionnelle. » (M. Clouzot.)  
LE MATIN : « La scène la plus forte de ce film d'œuvre. » (M. Clouzot.)  
MAGASIN LITTÉRAIRE : « Une œuvre exceptionnelle. » (M. Clouzot.)

20 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
**Meckle de Paris**  
15 RUE BLANCHE 75009 PARIS  
METRO TRINITE TEL. 280.09.30  
**ROI LEAR DE SHAKESPEARE**  
Du 15 Mars au 7 Avril  
Version française pour la scène de Jean Vauthier. Mise en scène Marcel Maréchal.

## COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

## THEATRE DU ROND-POINT

50<sup>ème</sup>  
**LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES**  
DE OCTAVE MIRBEAU MISE EN SCÈNE PIERRE DUX DÉCOR GEORGES WAKHEVITCH  
COSTUMES YVONNE SASSINOT DE NELLE AVEC LUC DELAMARE ET PIERRE DUX  
EN ALTERNANCE

**ANGELO, TYRAN DE PADOUE**  
DE VICTOR HUGO MISE EN SCÈNE JEAN-LOUIS BARRAULT DÉCORS ET COSTUMES GUYSLAIN UHRY AVEC DANS LES RÔLES PRINCIPAUX GENEVIEVE PAGE JACQUES DACQUINNE  
CYRIELLE CLAIRE FRANÇOIS DUVAL PIERRE TABARD

**PETIT ROND-POINT**  
DU 16 MARS AU 19 AVRIL  
**PENSE A L'AFRIQUE**

DE GORDON DRYLAND ADAPTATION FRANÇAISE PIERRE LAVILLE MISE EN SCÈNE JEAN-PIERRE GRANVAL DÉCORS ET COSTUMES GUYSLAIN UHRY ÉCLAIRAGES ANDRÉ COLLET  
Avec MADELINE RENAUD JEAN-PIERRE AUMONT MARTINE PASCAL GÉRARD LORIN DENISE NOËL

AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS LOCATION 256.70.80

Je t'aime



## PERSONNAGES / THÉÂTRE

« IONESCO », DE VILLEURBANNE A PARIS

## Roger Planchon prend date

Le TNP succède au Théâtre de l'Europe à l'Odéon. En juin, avec le *Prince de Hombourg*, mise en scène de Karge et Langhoff. Du 13 mars au 15 avril avec *Ionesco*, un spectacle de Roger Planchon, créé l'an dernier à Villeurbanne (*le Monde* du 3 mars 1983), dans lequel Jean Carmet est un Eugène Ionesco vulnérable, touchant. Un personnage chaplinesque, inquiet, vivace, torturé d'angoisses enfantines, obsédé par l'idée d'éternité, profondément, ironiquement désespéré. Roger Planchon — il travaille actuellement sur son film *Molière* dont le tournage doit commencer en juin — a mis en scène depuis, à Villeurbanne, deux pièces, *Où boivent les vaches*, de Roland Dubillard — gloire et décadence d'un artiste officiel, — et *Alice, par d'obscurs chemins*, qu'il a écrit : ballade autour de Scott et Zelda Fitzgerald. Ainsi, Roger Planchon a monté successivement trois spectacles (et bientôt un film) qui parlent du malaise de l'artiste, de ses rêves. Le sous-titre de *Ionesco* est : *le Réveur impénitent*.



« IONESCO » a tenu à la NRF une chronique de souvenirs, mêlés à des rêves, et il les a dialogués, dit Roger Planchon. J'en ai été frappé. Il a publié *Voyage au pays des morts*, une énorme saga, avec ses rêves encore, ses rêves de nuit, qui durerait bien six ou sept heures et qui comporte une suite, inédite. Habituellement, quand on parle de son passé, on l'enrobe de romantisme même quand il s'agit de haine. Lui non. Il est concret, direct. Il raconte une discussion avec son père mort depuis des années comme s'il la reproduit de la veille. Il est tout à fait sincère, c'est chez lui authentique. Moi, j'en serais incapable, je ne pourrais pas régler mes comptes avec mon père de cette façon, alors, ça m'impressionne. Ce sont des rapports vrais avec les morts. Je suis touché.

D'autre part, Ionesco a publié quelques passages autobiographiques dans *l'Homme aux valises*. Je les ai ajoutés à des extraits inédits et inédits du *Voyage*, plus quelques phrases tirées du *Journal*. Je n'ai pas changé un mot, j'ai travaillé comme pour un documentaire, à partir d'éléments disparates.

C'est le portrait d'un intellectuel dont les positions sont celles d'intellectuels qui, pendant des années, lui ont été opposées. A mon avis, dans cette masse de textes, Ionesco dit, en gros, ce que passent aujourd'hui des gens qui, il y a encore dix ans, étaient loin de lui et de son individualisme. Lui, il a toujours été ainsi, au moment même où les autres, d'autres que je connais, se sont engagés au sens sartrien du terme. Et si se sont désengagés. On a souvent parlé de la mort des idéologies. A présent, fondamentalement, ces

intellectuels engagés sont frères en désespoir de Ionesco. Il parle de lui, il ne parle que de lui, de ses positions, et rejoint un courant sensible général. Il est devenu un cas exemplaire.

A mes débuts, j'ai monté trois pièces de Ionesco, et rien d'autre de lui jusqu'à l'année dernière. Ce n'est pas un hasard. Le spectacle trace le portrait idéologique de l'individu d'exception exacerbé. C'est un document.

Comment vous situez-vous par rapport à ces positions ?

Je me sens très à l'aise. Je n'ai jamais appartenu à aucune formation politique. Je n'ai jamais été attiré par le stalinisme.

Vous deviez écrire une pièce sur Staline.

Elle s'écrit peu à peu dans l'ensemble de mon travail. Je ne me suis jamais engagé dans la politique, mais elle me fascine : je suis un marginal fasciné. On voit beaucoup de documents sociologiques sur tel ou tel groupe humain. Mais le milieu intellectuel n'est pas regardé en tant que groupe, en tant qu'objet d'étude. Le milieu politique non plus. Le théâtre que je fais s'occupe de ça.

J'ai écrit *Alice, par d'obscurs chemins* avant de travailler sur *Ionesco*. Les hasards de la programmation m'ont amené à monter la pièce après, en parallèle avec celle de Dubillard : *Où boivent les vaches*. En tout cas, ce sont trois spectacles qui parlent de la création, de comment les créateurs se voient dans la société, de leurs angoisses, à propos du déséquilibre entre ce qu'ils font et les morts de Beyrouth, comme dirait Ionesco. Entre un enfant mort et

le manuscrit de la *Nausée*, comme disait Sartre. Mettre ce type de choses en comparaison est aberrant. Pourtant, c'est là-dessus que beaucoup centrent leurs tourments, se remettent en cause. La société à venir, c'est vrai, n'a rien à faire de l'artiste et de son œuvre. Elle l'utilise, c'est du marxisme de base. Et c'est mal vécu. Dans le passé, l'artiste a travaillé pour Dieu. Puis il a revendiqué son autonomie. La société n'en tient pas compte. Il en souffre. C'est la souffrance de Scott Fitzgerald, et le thème d'*Alice*.

On peut dire aussi que Fitzgerald ne tient pas compte de la société.

C'est l'histoire de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine... Fitzgerald lui aussi est un cas exemplaire : ce sont les médias qui ont fait sa célébrité. De son vivant, les journaux parlaient davantage de ses folies que de ses écrits. Il était une star de la littérature. Mais il y a une autre chose : le destin de Zelda. C'est bouleversant de penser qu'un type puisse écrire des nouvelles où il décrit la femme idéale, et qu'il la rencontre. Elle matérialise ses rêves. Elle est formidable, extravagante, poétique. Elle l'aime, ils s'épousent, et c'est le désastre. Elle devient folle et meurt d'une manière horrible.

Fitzgerald a trouvé l'équation entre rêve et réalité. A partir de là intervient le tragique. Comment un adolescent tout neuf parvient-il à projeter son double, et pourquoi alors la destruction s'acharne. Cette pièce, *Alice*, réunit des choses qui me tourmentent depuis toujours : la folie d'abord. Pour moi, rien n'est plus.

Dans *l'Imposteur, l'histoire du curé d'Ara*, c'était déjà la folie.

Là, il y a également cette affaire de projection du double, ce don que possèdent les adolescents. Gilles de Rais n'est pas si loin. Je veux dire : il se voyait dans les jeunes garçons, ils étaient comme des fantômes de lui-même, et qu'il devait tuer. Une histoire de fantômes, comme dans *Alice* et *Ionesco*, qui sont les seuls personnages vivants. Les autres sont des morts. C'est le seul lien entre les deux pièces.

Quand j'écris, je mène une aventure personnelle. Quand je suis metteur en scène, je suis ailleurs. Je vérifie si ce que je pense peut résister à trois mois de travail sur un texte. J'ai monté des pièces, y compris de Brecht, pour lesquelles j'étais en désaccord avec l'auteur. Je voulais savoir...

Je monte des classiques parce qu'il s'agit de grandes œuvres et que je suis responsable d'un théâtre. Quand je rends hommage à Adamov, à Ionesco, je me confronte à des documents. Il y a un côté « directeur qui prend date », qui dit : « Voilà, c'est ça, ça existe comme ça, maintenant. » Mon écriture se nourrit de ces expériences, elle ne m'engage pas plus mais autrement que les mises en scène. Comme metteur en scène, je pense aux acteurs. Le travail sur Ionesco est lié à la rencontre avec Jean Carmet. Je devais trouver quelqu'un de crédible pour être Eugène. Carmet apparaît, et il existe. Il ne joue pas la séduction, il séduit. Quel qu'il fasse, on a envie de l'aimer. C'est sa force : l'évidence simple, avec tout ce qu'elle exige de finesse.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

## « Louisiana Story »

Je ne voyais pas l'utilité de les filmer tous, pour moi ne pas se contenter de les regarder ? Faux encore ! Quand nous avons filmé J. C., il avait les cheveux longs, mais quand je suis allé le chercher pour l'installer chez nous, horreur ! Son père lui avait fait couper les cheveux ras comme un G.I. Flaherty était furieux. « Pourquoi ne lui avez-vous pas dit de laisser ses cheveux en paix ? » s'écriait-il.

Un accord financier fut signé, légalement, J. C. et ses deux cousins vinrent s'installer chez nous. Je devins moi-même un succédané de père, plus un coiffeur, un costumier.

On se mit à tourner pour de bon, tout devait aller surprenant et confus pour moi.

Mon expérience antérieure de cinéaste m'avait donc à croire que je savais ce que devait faire un metteur en scène. En fait, ce que je savais, c'est qu'un metteur en scène travaille à partir d'un scénario avec chaque scène décrite. On choisit les extérieurs, le metteur en scène vous dit où placer la caméra, comment elle doit bouger, il indique ensuite aux acteurs ce qu'ils ont à faire, comment se déplacer, quelle attitude adopter. Pas Flaherty. Nous étions sur un radeau à même le lac près de Avery Island, à côté de J. C. dans sa pirogue avec son raton le veur Joy, des alligators à foison, pendant des heures, des jours, des mois. Nous tournions entre 6 et 10 heures le matin, puis de 2 ou 3 heures jusqu'à 6 heures l'après-midi. On préparait les caméras, une pour moi, une pour Bob. Chaque fois qu'un alligator bougeait, nous le filmions. Dès qu'il s'arrêtait, nous arrêtons. Nous avons filmé J.C. : des alligators, des poissons, des oiseaux, des serpents, des parterres de lotus, des fleurs, des arbres... des kilomètres de film, les caméras toujours en mouvement, filmant le plus souvent au téléobjectif.

Je me souviens d'un jour en particulier, nous devions tourner une scène précise où J.C. découvre Joy, son raton le veur, dans un arbre. Nous avions l'arbre, Joy, J.C., les réflecteurs étaient à leur place. Je me préparais à tourner quand M. Flaherty découvrit une toile d'araignée éblouissante, avec des gouttes merveilleusement éclairées. Nous passâmes toute la matinée à filmer la toile d'araignée. Certains protestèrent ; moi, je trouvais ça « irresponsable ». Un metteur en scène

digne de ce nom aurait dit à la script-girl : « Rappelez-moi de faire un plan de toile d'araignée quand nous aurons un moment de libre. »

Il m'a fallu des mois pour réaliser que l'attitude de Flaherty relevait d'une discipline riche de sens. Je n'ai jamais vu à ce jour une toile d'araignée aussi parfaite, alors qu'on peut toujours arranger ce qui peut être arrangé.

Je commençais lentement à comprendre sa démarche. D'autres surprises m'attendaient. Même en Louisiane, vous avez des jours de pluie. Nous les passions à visionner les rushes, pas une fois, deux fois, mais cent fois. Encore et encore. Je faisais marcher l'appareil de projection, je devais donc suivre ces scènes. Bob ne se fatiguait jamais de regarder les images, bonnes ou mauvaises. C'est ainsi qu'il apprenait : chaque séquence constituait une nouvelle expérience. Il n'y avait pas une manière déterminée de filmer un endroit, un événement, un détail. Ce qui ne souffrait pas d'être vu, revu et revu, ne méritait pas considération.

## La petite armée

Je ne crois pas qu'il y ait un seul plan dans *Louisiana Story* qui montre un derrick dans sa totalité. La méthode : traditionnelle, stupide, consiste à filmer d'abord un plan général pour aider le spectateur à s'orienter, puis à passer à un plan moyen, et ainsi de suite : « Il ne faut jamais déranger le public ! » Flaherty était un raconteur d'histoires né, une bonne histoire ne révèle pas d'embûches son moment clé.

Il m'est encore plus difficile d'expliquer comment Flaherty regardait les choses. La caméra n'arrêtait pas de « panoramiser », de basculer, de se déplacer, de scruter. Le cinéma a son rythme propre, par la façon de filmer, par les mouvements et compositions filmés qui n'ont rien à voir avec ceux de la photographie fixe. Une fois, j'ai revu *Louisiana Story*, en quête d'images pour illustrer mes propos, j'ai trouvé très peu de bonnes images. Ce que nous voyons là est de la pure magie « filmique » — constamment en mouvement.

Une des séquences les plus difficiles devait montrer comment les compagnies pétrolières prospectent et découvrent du pétrole. Une séquence en somme presque didacti-

que de séismologie. Nous avons commencé à filmer une équipe de séismologues en train de faire exploser dans les marais des charges de dynamite et enregistrant l'écho de ces explosions sur des rouleaux de papier quadrillé. Malgré tous nos efforts, le résultat était terriblement ennuyeux. Nous avons changé de tactique. Au lieu d'exploser, pour quoi ne pas se mettre à la place du garçon et voir ça comme un mystère : il part chasser et aperçoit une énorme structure en mouvement à travers les marais (si vous le voyez en entier, ça devient prosaïque). Il voit et entend des explosions uniques à travers l'herbe qui l'entoure. Les explosions sont accompagnées de faibles plans de nuages d'oiseaux se déplaçant dans le ciel, que nous avons filmés pour la seule raison qu'elles étaient magnifiques, qu'elles évaluaient cette séquence au sublime.

Parallèlement, un simple plan que je réussis à prendre d'un alligator en train de tuer un oiseau transforma tous les autres plans d'alligators — le « moment clé ».

Un passage essentiel de *Louisiana Story* est le forage du puits pétrolier. Nous passâmes des semaines et des semaines à filmer l'équipe de forage au travail et, pour ma part, je trouvais ça excellent. Je ne voyais rien à reprendre, aussi je fus stupéfié quand, après des journées de visionnement de ce métrage, et sachant parfaitement que le temps filait à toute vitesse, que nous serions bientôt à court d'argent, M. Flaherty me dit que nous allions tourner à nouveau la scène du forage la nuit.

Folie !

« Non, me dit-il, quand je les vois travailler la nuit, il se dégage une sorte de magie, et dans ce que nous voyons, il n'y a pas de magie, nous voyons trop de choses, la saleté, les outils à droite et à gauche... Il me dit à peu près ça. Je passais deux jours à installer des fils sur la tour de forage, à planter des réflecteurs, bon marché ici, là, un peu partout, et nous recommençons. Flaherty avait vu si juste que ça en devenait gênant. La scène était fabuleuse.

Travailler de la sorte exige une dépense d'énergie considérable. Oui,



il s'appuyait sur un « traitement » très proche du film achevé, mais pour y parvenir il fallait accomplir des miracles. Le scénario parlait d'un puits qui explose. Je mentionnais de temps à autre ce sujet épique, et finalement on tomba d'accord pour faire venir de Houston des pompes à haute pression. Le résultat fut lamentable, aussi je décidai de n'en plus parler.

Notre première enfant, Elspeth, venait de naître à New-York et je suis allé la saluer. Quand je fus parti, un puits semblable au nôtre explosa tout près, Flaherty et Sydney Smith, notre assistant, s'y rendirent ; on leur dit qu'il était strictement interdit de s'approcher des installations avec un moteur électrique. Ils eurent recours à la vieille Débris française et filmèrent à la main. Le résultat fut spectaculaire.

Mais cette manière de compter sur des miracles, grands et petits, en face d'enjeux si élevés eut de graves conséquences. Flaherty était en proie à l'insomnie, à la dépression, il était hanté par la perspective de l'échec. C'est lui qui assumait toute la responsabilité, qui avait l'intégrité de ne jamais se contenter d'un résultat médiocre. Frances lui apportait une aide énorme, une aide créatrice. Elle ne quittait pas le tournage, prenait des photos et travaillait au moins aussi dur que lui. Et derrière elle, il y avait la petite armée, Helen van Dongen la monteuse, moi-même, Sydney Smith, Benji Donaghy et Lennie Starck qui vinrent à la fin nous aider sur les séquences sonores. Nous avons travaillé d'arrache-pied pendant quatorze mois en Louisiane, guidés et aidés par un des hommes les plus remarquables de l'histoire du cinéma, Robert J. Flaherty.

## Un don d'Hélène Vincent

VOILA au moins cinquante soirs que la comédienne Hélène Vincent est Geesche, cette impolitesse radicale, l'héroïne (?) de *Liberté à Brême*. La pièce de Rainer Werner Fassbinder, montée par Jean-Louis Houdin, actuellement présentée à Antony, qui va ensuite tourner à travers la France, n'en est encore qu'à la moitié du chemin.

Cherchez de quoi, ce rôle ? En tout cas, un marabout. En scène, près de deux heures durant, Hélène Vincent passe de la soumission à la révolte, du rire juvénile aux larmes amères, du deuil feint au flirt outrancier, de la tendresse absolue au cynisme excessif... Tuant les uns après les autres, consciencieusement, ses maris successifs, ses père et mère, ses enfants, ses amants et son frère, puis, par gentillesse, sa meilleure amie, avant d'en finir avec elle-même selon le même procédé : une petite tasse de café à l'arsenic. Dans la réalité — puisque la pièce est inspirée d'un fait divers ancien — Geesche fut décapitée à Brême en 1831.

J'ai déjà joué des rôles principaux, dit Hélène Vincent, mais là, je suis sur le plateau. Je me suis emparée du personnage de Geesche

sans être gênée aux entournures. La pièce ressemble plutôt à un synopsis sommaire, à un matériau taillé à la serpe où tout n'est pas dit. Cela laisse au comédien une grande liberté. Fassbinder raconte, avec sa douleur coutumière, comment on essaie de vivre amoureux avec les autres sans y parvenir, comment sont marginalisés ceux qui n'obéissent pas aux codes. Les êtres sont fermés comme des portes blindées. Fassbinder écrit sur la marque. Ce manque-là, je le ressens, je l'approuve. La quête vitaliste de Geesche, son besoin de dire ce qu'elle désire, est à chaque fois un ratage. Alors, les maris, elle mange, plutôt que d'être mangée, jusqu'à la fin, jusqu'à l'impasse.

J'utilise tout ce que j'ai pu observer, ressentir moi-même, pour faire passer non seulement la frustration, mais le besoin de vivre, ne serait-ce que de grands sentiments archaïques, simples. Et viennent comme des grâces des moments d'humour : ces pauses dans le spectacle ressemblent aux petits sourires de dévotion que l'on peut avoir soi-même aux pires périodes.

## La dérision fait des progrès

Son visage de vraie blonde s'éclaircit. Persiste, dans le regard transparent, l'ombre d'une mélancolie. Elle ajoute sur un autre ton : « Parfois, l'humour met six mois à venir... Le temps qui passe est une belle chose à espérer. Avec l'âge, la dérision fait des progrès, le tout est de ne rien perdre du désir. Sinon c'est l'amertume. » Là, elle pense tout haut à Madeleine Renaud, admirative.

Se vie au théâtre (*l'Enfant, je n'étais qu'une rêveuse, une révolte*) a commencé en 1962 avec la *Cruche cassée*, de Kleist. Cela se passait au lycée Louis-le-Grand. Patrice Chéreau avait fait l'adaptation, Jean-Pierre Vincent mettait en scène. L'histoire... « On s'est séduit », dit cette Hélène qui a pris le nom de Vincent. Avec celui qui dirige aujourd'hui la Comédie-Française, elle a eu un fils il y a vingt ans. « Il y a des gens que ça écrase un peu d'avoir un enfant très tôt. Pour moi, ça a été l'inverse. » Ce fut donc le temps de la bande à Chéreau, de la bande à Vincent, puis les années TNS à Strasbourg.

Hélène Vincent a commencé à mettre en scène elle-même avec

Françoise, de Wedekind, l'histoire d'une femme qui accepte de se travestir en homme. Par la suite, elle a joué avec d'autres : « Il me fallait sortir de la famille, affronter les choses avec mes propres forces, n'était-ce que pour en faire le compte ». Elle glisse sur ce qu'elle appelle sa séparation avec le TNS : « Je serai libre jusqu'à la fin de mes jours d'avoir travaillé avec ces complices-là. On garde ça au chaud dans sa biographie. Strasbourg continue. Je suis curieuse de savoir ce que va devenir l'école... »

Elle donne l'impression de ne pas tout à fait parler au passé. Revient au rôle de Geesche, comme superstitieusement, comme s'il lui permettait de rassembler ses forces ou de les dépenser au point de devoir, dans quelques mois, en trouver de nouvelles. Ne sait pas encore ce qu'elle fera ensuite. Donne tout là, pour le moment, jusqu'à l'épuisement. Hélène-Geesche, dans sa générosité extrême, paradoxale, dit : « Je suis plus une volontaire, une nerveuse, qu'une vraie forte. » Hélène Vincent, infiniment aimable.

MATHILDE LA BARDONNIE.



## LIVRES

## L'espace de l'enfance

D'ABORD, un livre utile et joliment illustré de Max Koskas et Yvona Stella. Et si je te raconte le théâtre ? (1). Alice et Thomas se promènent entre le théâtre de Colombine et Pierrot, le théâtre chinois, celui de Venise, avec des incursions chez Shakespeare et Molière, apprenant la magie des coulisses et les métamorphoses de la salle. C'est une heureuse initiative, qui tend à combler l'une des plus graves lacunes de l'enseignement.

Et puis, un livre poétique de Françoise Pillet pour le texte et de Pierre-Olivier Deschamps pour les photos, *Le Souvenir du milieu* (édité par le Centre dramatique national de la Pomme verte, dont Françoise Pillet est directrice depuis 1980). Ce livre procède d'un spectacle de Françoise Pillet, *Alberta, Alberta*, destiné aux enfants des maternelles, où, dans un cube de

verre, on voyait une femme dialoguer avec son reflet et aussi avec le chanteur de sa radio, tandis que, dans le couloir, un homme errait à la recherche de l'école de son enfance. Entre un espace vrai et un espace mythique, le regard du photographe carne de près les objets de l'illusion, leur restitue pesanteur et mystère. Les enfants ne sont entravés que dans le lointain, derrière une vitre ou dans la pénombre ; secrets, comme opaques. C'est l'adulte et non l'enfant qui s'offre.

Françoise Pillet revêt son spectacle à travers les images à la fois sèches et troublantes de Deschamps : c'est une révélation aux angles durs, c'est un peu cébral, mais c'est beau.

BERNARD RAFFALLI

(1) Editions Esprit.

## Le goût de la country

Il fallait désentortiller l'écheveau, faire pour la country music ce qui avait été accompli pour le blues, et Gérard Herzhaft a écrit, de nouveau, un livre clair, qui manquait.

Née dans les Appalaches, la musique rurale des petits Blancs méridionaux, qu'on appelait aux-mêmes musique de « hillbilly », soit, en bon français, de péquenois, s'est propagée de Nashville vers le Western. Les chants des paysans montagnards sont allés à la rencontre des chants de cowboy, et ceux-ci leur ont rendu la politesse.

Cette country music, dont les racines tiennent au siècle dernier, s'est répandue, fortifiée, développée, grâce au disque et à la radio, à partir des années 20. Après la seconde guerre mondiale, le genre s'est diversifié

avec la musique texane honky-tonk, très proche du jazz « hot », avec le mouvement de résistance à l'électrification qu'est le bluegrass (autre nom du Kentucky), avec le rockabilly, façon de rock and roll qui ne néglige pas les tournures campagnardes.

Gérard Herzhaft souligne, à bon droit, les rapports fréquents qu'entretenaient la country music et les styles jazziques populaires. Les artistes, dans les deux camps, brassaient des traditions multiples, avec, ici comme là, un sens aigu de la mesure, un comportement rythmique s'écartant de naturel, et un goût pour la danse absolument passionné.

LUCIEN MALSON.

\* G. Herzhaft, *La Country Music*, collection « Que sais-je ? », numéro 2134, PUF.

## Michael Jackson le dernier innocent

VOICI la première star vidéo. Il a vendu vingt-sept millions d'exemplaires de *Thriller*, l'album sorti à l'automne dernier. Il est à la tête de cinq compagnies et une armée d'avocats, d'agents et de gardes du corps travaillent pour lui. Il est déjà un vieux routier du show-business puisqu'il n'avait que cinq ans lorsqu'il se lança avec quatre de ses frères dans la musique. Et pourtant Michael Jackson semble être dans la vie comme un sosie de Peter Pan, timide et solitaire qui a quelque difficulté à différencier fiction et réalité et préférerait croire à l'imagination.

Tel apparaît Michael Jackson dans le livre que vient de lui consacrer l'Américain Mark Bego. « *Michael Jackson est l'un des derniers innocents de ce monde*, dit Steven Spielberg, le réalisateur d'*E.T.* C'est un enfant-vedette ému qui se présente aux autres gens comme s'il se tenait hésitant sur les franges d'une sorte de brume crépusculaire ». Et Mark Bego

de nous informer que la star des années 80, aujourd'hui âgée de vingt-cinq ans, vient de refaire sa maison en faisant appel à Disneyland : « Les studios Disney montent un Pirate des Caraïbes au complet dans l'entrée de la maison. Il y aura des robots qui parlent, qui chantent, qui dansent avec des armes et qui dansent... »

L'engouement pour les Jacksons commença en octobre 1969 le jour où Diana Ross et les Supremes les présentèrent à l'émission télévisée d'ABC « The Hollywood Palace ». L'année suivante, leurs disques *I want you back*, *ABC*, *The love you save* et *I'll be there* étaient tous numéros un à la fois des hit-parades « pop » et « soul » et se vendaient à deux millions d'exemplaires. Michael Jackson, malgré sa carrière en solo, fait toujours partie intégrante des Jacksons. Avec ses frères, il va entreprendre dans quelques semaines une tournée américaine.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Editions 13. Carrère.

## COACH



NE 9170—Coach Classic Bag

Souples et décontractés, les sacs « Coach bag » sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir « pleine fleur » qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.

Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

## Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>  
326.29.17

## CINÉMA

## « Les Copains d'abord »

de Lawrence Kasdan

Un week-end de vérité pour des adultes qui furent, dans les années 60, des étudiants contestataires. Une nouvelle forme de comédie américaine où la nostalgie ouvre un autre espoir, et une nouvelle génération d'acteurs fermement dirigés. Film optimiste et chaleureux (c'est rare !).

## « Le Temps suspendu »

de Peter Gotthard

Des adolescents marqués par les remémorations des événements de 1956. Un cinéaste hongrois très doué, film d'une façon très juste, très critique, la réalité sociale et politique de son pays à travers des cas individuels.

ET AUSSI : *Laisse béton*, de Serge Le Péron (les rêves de deux gosses de HLM, un petit Français, un petit Arabe, pour l'apprentissage de la vie) ; *La Femme flambe*, de Robert Van Ackeren (lutte des sexes) ; *Mourir dans un jardin anglais*, de Peter Greenaway (un peintre paysagiste fait les frais d'une enquête criminelle) ; *La Veuve joyeuse* et *Anges*, d'Ernst Lubitsch (deux aspects d'un maître européen de la comédie américaine) ; *L'Enfant invisible*, d'André Lindon (la poésie mouvementée du cinéma dessiné).

## THÉÂTRE

## « Le Roi Lear »

au Théâtre de Paris

Dans la superbe adaptation de Jean Vauthier, Marcel Maréchal glisse sur les pentes douces de la folie, du retour à l'innocence, d'après et grandiose.

## Mechtild Grossmann

à Saint-Denis

Dans la troupe de Pina Bausch, elle n'est pas danseuse, elle est comédienne et elle chante. Elle est au TGP de Saint-Denis à partir du 20 mars. Elle y raconte en français la vie d'une femme qui a de la défense. Ce n'est pas triste !

ET AUSSI : *La Dédicace*, à Saint-Denis, salle Serreau (douce et amère douleur des séparations) ; Michel Hermon chante Piaf à la Lucarne, les fins de semaine à 22 heures ; *Le Héron* et *La Monnaie* en alternance à Chaillot. *Terre étrangère* à Nanterre jusqu'au 5 avril.

## MUSIQUE

## Médecins sans frontières

Pour échanger qu'elle semble de prime abord, l'idée d'associer l'art et la santé possède un fond de vérité mais, dans le cas présent, il s'agit d'apporter une aide financière à l'association Médecins sans frontières par le biais d'un festival auquel les artistes participent bénévolement et dont les manifestations méritent d'être signalées ; en particulier le concert de l'Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale, qui interprétera Gesualdo et Monteverdi (le 16 mars en l'église Saint-Merri), le récital de Michel Beroff le 17 mars à la faculté de droit d'Assas (Schumann, Beethoven, Ravel et Debussy) et celui du claviériste Konrad Gilbert, consacré aux *Inventiones* et *Symphonies* de Bach (le 29 mars en l'église Saint-Médard).

ET AUSSI : l'œuvre de Philippe Meunier (le 15 mars à 18 h 30 à l'IRCAM) ; musicien d'Iran (les 16 et 17 mars à 18 h 30 au Théâtre de la Ville) ; création du *Trio pour violon, cor et piano* de Ligeti (le 19 mars à l'IRCAM) ; musique contemporaine à deux pianos par Martine Joste et Jacqueline Mefano (le 20 mars à Radio-France, studio 105) ; concert de l'ensemble de l'Orchestre (le 21 mars au Centre

## SÉLECTION

Pompidou ; œuvres de Tosi, Bousch, Cowell et Bea).

## Jazz-musiques à Grenoble

Vingt-cinq concerts sont annoncés à la Maison de la culture et dans cinq autres salles de Grenoble. Entre l'ouverture (Max Roach et Dollar Brand en duo) et la clôture confiée au trio Lockwood-Scoudré-Catherine, les musiques les plus diverses et les plus modernes défilent sur la région Rhône-Alpes. Neuf jours pour faire le point sur le jazz aujourd'hui, les danseurs de break lancés par un percussionniste brésilien, la percussion ou la guitare façon Fado de Lucia en famille. (Du 13 au 21 mars, Maison de la culture de Grenoble, (76) 25-05-45.)

## VARIÉTÉS, ROCK

## Gilles Vigneault

L'âge d'or de la chanson québécoise est passé, mais Gilles Vigneault demeure un symbole vivace de l'identité de la Belle Province.

ET AUSSI : Jim Van der Woude au Palais des glaces ; Odeurs au Gymnase ; Tobouk Tobouk Nough au Dejazet ; Gil Scott Heron au Phil' One, les 16, 17 et 18 mars ; Sexton au Zénith le 14 ; Man Wilson au Palais des congrès de Lyon le 14 ; Toulouse le 15 ; Little Bob Story à Montclair le 15 ; Nina Hagen à Rouen (Parc expo) le 17 ; à Bordeaux (Patinatoire) le 19 ; à Clermont-Ferrand le 20 ; à Montpellier (Palais des sports) le 22 ; King Kurt à Paris (Forum des Halles) le 18 ; à Lyon (West Side) le 19 ; INXS à Paris (Eldorado) le 19.

## DANSE

## Classique

## et néo-classique

Soirée de ballets à l'Opéra : de Petipa (*La Bayadère*) à Lifar (*Les Mirages*), à Nourouf (*La Tem-*

pête) : le Ballet du XX<sup>e</sup> siècle, au Palais des congrès ; Béjart tel qu'en lui-même... ; le Ballet de Cuba, au Théâtre des Champs-Élysées, une troupe dynamique menée par sa passionaria, Alicia Alonso.

## Nouveau

Festival au Théâtre Présent : *Corne d'Est*, de Kilina Cremona (quand le pur mouvement débouche sur l'émotion). Écritures scéniques contemporaines, au Centre Pompidou : *Des Sûtes*, de Susan Buhrig (l'émotion de la première lecture de Duras prolongée par la danse et la vidéo). La compagnie Dominique Bagonet, à l'Agora d'Evry : *Grande Maison* (la confusion des souvenirs), le 17 mars à 20 h 30.

## EXPOSITIONS

## La peinture américaine (1760-1910)

au Grand Palais

On ne connaît pas grand-chose en Europe de cette période et ce n'est le côté folklorique western de la création ; les grands espaces, les chevauchées, l'histoire et la vie américaine. L'exposition voudrait corriger cette image, ne garder que le meilleur, en cent dix tableaux, qui permettront de mesurer la part des relations avec la France, où les peintres venaient se former.

## Miro

## à la Fondation Maeght

L'hommage que la Fondation Maeght rend à Miro, récemment disparu, nous dit la richesse en œuvres de cet artiste qui a touché à toutes les techniques avec un égal bonheur. Au total, deux cent cinquante œuvres qui toutes témoignent de la joie de peindre, car même les sculptures de Miro sont des peintures.

ET AUSSI : Nouvelles acquisitions des sculptures et des dessins du Louvre. Dix siècles d'illumination italienne du sixième au seizième siècle, à la Bibliothèque nationale.

MUSÉE RODIN  
77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne  
**Camille CLAUDEL**  
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 15  
DU 16 FÉVRIER AU 11 JUIN

GALARTÉ  
13, rue Mazarine - 75006 PARIS - Tél. 325.90.84  
**ZORKO**  
sculptures de Marbre, Bois, Métal  
du 1<sup>er</sup> MARS au 7 AVRIL

GALERIE COLETTE DUBOIS  
420, rue Saint-Hippolyte  
75008 PARIS - Tél. 260.13.44  
**VOLOVICK**  
Peintures  
Jusqu'au 8 avril

Galerie KARL FLUNKER  
25, rue de Tournon 75008 - 325.18.73  
**KARL HUBBUCH**  
œuvres des années 20  
15 mars - 30 avril

**JACQUES LALANDE**  
Lithographies - Aquarelles - Peintures - Dessins  
  
du 15 mars au 7 mai 1984

La Maison de la Lithographie  
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS  
Tél. 227.29.14 - Métro : Terres, Courcelles  
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h sans interruption.

SERVICES CULTURELS DU QUÉBEC  
117, rue du Sac (7<sup>e</sup>) 222-60-80  
**MALTAIS**  
« Tableaux récents »  
DU 14 FÉVRIER AU 6 AVRIL

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE  
47 bis, avenue Bessac (7<sup>e</sup>) - 666-79-16  
**Henri CARTIER-BRESSON**  
« CARTELS DE NOTES SUR LE MEXIQUE »  
T.J. de 11 h 30 à 18 h, sam. 14 h à 18 h  
15 MARS - 28 AVRIL

GALERIE HARGELINE  
24, rue Pierre-Demours, 17<sup>e</sup> - 267-04-04  
**DALI**  
Exposition venue - Collection particulière  
LITHOGRAPHIES ET DIVERS  
15 mars - 19 avril

UNE PROMENADE HISTORIQUE  
DANS LE XV<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT  
15 mars - 15 avril  
MAIRIE ANNEXE DU XV<sup>e</sup>  
31, rue Péclet - M<sup>e</sup> Vaugrand  
T.J. de 11 h 30 à 18 h - sauf lundi  
Vente-conférence T.J. jeudi 16 h  
ENTRÉE LIBRE

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS  
11 rue Payenne-3<sup>e</sup>  
exposition  
**CLASSIQUE MODERNE 1910-1930**  
dessins et aquarelles originales, copies,  
lith., vers. 12 h à 18 h ; sam. 14 h à 18 h  
jeudi 15 mars de 17 h à 20 h  
**RENAUDIE DÉBAT**  
AUTOUR DU CLASSIQUE MODERNE  
des pays nordiques et ses prolongements  
dans l'architecture contemporaine  
entrée libre

GALERIE REGARDS  
11, rue des Blancs-Manteaux (2<sup>e</sup>)  
de 14 h 30 à 19 h (sauf lundi), 277-19-61  
Christian BONNEFOI  
Jean Yves LANGLOIS  
Christian SORG  
du 13 au 31 mars

DEUX SIÈCLES D'ARCHITECTURE  
SPORTIVE À PARIS  
25 février - 25 mars 1984  
MAIRIE ANNEXE DU XVII<sup>e</sup>  
16, rue des Capucines - M<sup>e</sup> Rons  
T.J. de 11 h 30 à 18 h, sauf lundi  
Vente-conférence tous les mardis à 15 h  
Entrée Libre

GALERIE JEANNE CASTEL  
Marie-José LEFORT  
**TOUBEAU**  
Dessins et Peintures  
8 Mars - 11 Mai  
3, rue du Cirque 75008 Paris  
358-71-24

PROSCENIUM  
35, rue de Seine, 75006 Paris  
354-82-01

**CLAYETTE**  
« PHANTASMES VÉNITIENS »

HASSAN MASSOUDY  
calligraphie arabe  
du 1<sup>er</sup> au 31 mars 1984  
**ORIENT GALLERY**  
15 rue de Valenciennes, 105 003 05 25  
du 12 h à 18 h sauf dimanche  
Ouvert - Samedi ouvert 11 h - 19 h à partir de 14 h

**Alain KIRILI**  
sculptures  
1<sup>er</sup> mars - 15 avril 1984  
Galerie Adrien Maeght  
36, rue du bac, Paris 7<sup>e</sup> tel. 222 12 59

مكتبة الادب العربي  
Bibliothèque de la littérature arabe



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (271-11-12). Informations téléphoniques : 271-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Amélioration gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h.

Entrée du musée (volontaire) : 11 h et 17 h, galeries contemporaines.

LES FLOTTANTES. Un parcours à travers les œuvres de Boris Thost. Atelier des arts. De 14 à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

## NMAM

PIERRE BONNARD. Jusqu'au 21 mai.

CHRISTIAN BOLTANSKI. Jusqu'au 26 mars. (Visites-émissions, les lundis et jeudis, à 17 h.)

ARNULF RAINER. Mort et sacrifice. Jusqu'au 26 mars à 19 h. Entrée : 8 F.

UN SIECLE DE PHOTOGRAPHES D'ARCHITECTURE, 1839-1939. Jusqu'au 21 mai.

PIERRE MENCIER. Jusqu'au 18 mars.

## CCI

IMAGES ET IMAGINAIRES. D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 28 mai.

TEXTILE DU NORD : Culture et industrie - CULTURE TECHNIQUE EN NORD/PAS-DE-CALAIS. Jusqu'au 28 mai.

TEXTILE : Créés avec l'industrie. Jusqu'au 7 mai.

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION. Jusqu'au 23 avril.

## BFI

CARNAVALS ET FETES D'HIVER. Jusqu'au 23 avril.

THEATRES D'AFRIQUE NOIRE. Jusqu'au 21 mai.

THEME ILLUSTRE. Philippe Barthe. Bibliothèque des enfants. Plaza. Jusqu'au 16 avril.

## Musées

UN NOUVEAU MONDE : Châteaufort de la période américaine 1760-1840. Grand Palais, avenue des Champs-Élysées (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 26 avril). Jusqu'au 11 juin.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-31-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

WILLIAM BOUGUEREAU, 1825-1905. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 6 mai.

HALLS ET MARQUES D'ÉTAT-DE-FRANCE. Grand Palais, espace 404 (255-05-30). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des peintures 1900-1962. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée des Carroux (260-39-47). Sauf dimanche, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 2 avril.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des sculptures 1900-1962. Musée du Louvre (voir ci-dessus). De 16 mars à 4 juin.

ACQUISITIONS DU CABINET DES DESSINS 1970-1980. Musée du Louvre (voir ci-dessus). De 16 mars à 4 juin.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, du VI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-55-45). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

CHARLES-ALBERT CINGRIA, 1883-1954. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 28 mars.

LE JARDIN MUSICAL. Musée du Louvre, 12, avenue de New-York (723-61-77). Sauf lundi, jusqu'au 29 avril.

LES PRINCES EN TERRE D'ISLAM. CHATEAUX ROMAINS. Jusqu'à fin octobre.

NOUVELLES ACQUISITIONS. CONTINUÏTÉS REGARDS SUR L'ART. Jusqu'au 29 avril. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-43). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 9 F.

LES FOYERIS. Répliques et pastiches à Paris, 1600-1900. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 heures à 18 heures ; sam., de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 mars.

L'EMPIRE DU BUREAU, 1900-2000. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mai.

IMAGE DE LA MER. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 mai.

AFFICHES DE PRESSE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALET. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 25 avril.

SAINT-SEBASTIEN. Rituels et figures. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Maine (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 7 F. Jusqu'au 16 avril.

CAMILLE CLAUDE, 1864-1945. Musée du Louvre, 77, rue de Valenciennes (501-34-36). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 11 juin.

TENDANCES A NEW-YORK. Musée du Louvre, 18, rue de Valenciennes (234-95-00). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le samedi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 avril.

TREMOIS A LA MONNAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

CORPS, PARURES ET COSTUMES. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F ; 4,50 F le dimanche. Jusqu'au 16 avril.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.

POUPÉE JOUET. POUPEE REEFLET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (533-70-00). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

ACQUISITIONS 1963. Fonds régional d'art contemporain Rhône-Alpes. Poin-

tion nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Bergey (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.

JEAN COCTEAU et les arts plastiques. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-52-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 6 mai.

DONATION BOUTERLIN. Travaux d'atelier 1910-1914. Ecole des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais. Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 mars.

ORSAY 84, de la gare au musée. Frontières de l'architecture. Ecole supérieure d'architecture, 254, boulevard Raspail (322-83-70). Jusqu'au 20 mars.

LA DAIKANE DU VERRE. Ecole nationale supérieure de création industrielle, 46, rue Saint-Sabin (355-48-00).

CLASSICISME NORDIQUE 1910-1930. Dessins et esquisses originales, objets. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

LES FAÏENCES DE DELFT. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (703-83-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 avril.

ONZE SCULPTURES DE BERLIN. Goethe-Institut, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). De 10 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

ESPACE SONORE-ESPACE SILENCIEUX. Thomas Kapteina, Goethe-Institut, 31, rue de Condé (326-05-21). Sauf sam. et dim., de 13 h à 19 h. Jusqu'au 5 avril.

CASPAR DAVID FRIEDRICH. Le track et la transparence. Centre culturel du Musée, 30, rue de Valenciennes (272-72-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mai.

DES OUTILS ET DES HOMMES. Colette Guy Thibault-Claude Pouty. Bibliothèque Forney, 1, rue du Figuier (278-14-60). Sauf dim. et lun., de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 mars.

FORME DE LA VILLE ET PROTECTION DU PAYSAGE EN TOSCANE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

JUDITH WOLFE. Peintures. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 19 avril.

WISSELY. Œuvres récentes. Centre André Malraux, 78, boulevard Raspail (544-49-08). Sauf dim. et lundi. Entrée libre. Jusqu'au 29 mars.

ANDRÉ VLAHDIN. Œuvres récentes. Centre André Malraux, 78, boulevard Raspail (544-49-08). Sauf dim. et lundi. Entrée libre. Jusqu'au 29 mars.

DEUX SIÈCLES D'ARCHITECTURE SPORTIVE A PARIS. Mairie de XVII<sup>e</sup> arrondissement, 16, rue des Beugnots (322-39-47). Jusqu'au 31 mars.

ART DU PEUPLE DU NICARAGUA. Espace latino-américain, 44, rue de Rodière (278-25-40). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars.

ANNE PENTEL. Tapisseries. Bimbo galerie, 32, rue de l'Hotel-de-Ville (278-57-06). Sauf dim. et lundi, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 27 mars.

CHARLOTTE CALMES. Peintures. Ministère des droits de la femme, 33, avenue d'Iéna (501-86-56). Sauf sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars.

EXPRESSIONNISME. MUC les Hauts de Belleville, 43, rue du Borté (364-68-13). De 15 h à 21 h ; Dim., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 28 mars.

INONSCO. Des routes et des carrières. Théâtre national de l'Odéon, place Claude (325-80-92). Jusqu'au 15 avril.

MUSÉE ET ATELIER DU VERRE DE SAINT-POTIER. Maison de Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-59-62). Jusqu'au 23 mars.

CONSTANTIN CAVAY. Maison de la culture, 101, rue Rambuteau (236-27-53). Jusqu'au 6 avril.

GARACHE-TAKES. Galerie Maugué, 13, rue de Toléon (563-13-19). Jusqu'au 13 avril.

ALAIN KIRILL AKI KURODA. Galerie Adrien Maugué, 46, rue de Bercy (222-12-39). Jusqu'au 15 avril.

WAKANO. Peintures sur papier. Galerie J. Bocher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mars.

JEAN-PAUL PHILIPPE. Sculptures en marbre. Galerie J. Bocher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mars.

AQUARIUS. Pat Andrea, S. Bart, R. Dandrea, P. Dandrea, etc. Galerie J. Bocher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mars.

S. LACASSE - P.Y. BOHM - J. STANOVIL. Galerie P. Lacroix, 153, rue Saint-Martin (357-81-71). Jusqu'au 30 mars.

D'ACHER ET CANTON. Les grandes étapes. Galerie G. Salant, 19, rue Godefroy (325-71-08). Jusqu'au 31 mars.

HEIDELBERGER. Sculptures. MARIUS. Peintures. La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts (633-34-14). Jusqu'au 24 mars.

OSMAN JEAN-NOEL. Sculptures. Au fond de la cour, 40, rue du Dragon (320-50-20). Jusqu'au 31 mars.

TAISSERIES CONTEMPORAINES. Sélection Arelia. Galerie R. Four, 28, rue Beaupère (326-30-40). Jusqu'au 25 mars.

LES TROIS MOUL. Galerie Muzio, 21, rue du Petit-Musc (272-15-80). Jusqu'au 5 mai.

JEAN-MICHEL ALBEROLA. Surréalisme et les vitraux. Galerie D. Tompkins, 30, rue Beaupère (272-14-10). Jusqu'au 4 avril.

NICOLAS ALQUIN. « Mosaïque en verre ». Galerie Bruni, 16, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mars.

SUZANNE ALBER. Les miniatures. Galerie Lora Vinty, 47, rue de Seine (326-72-51). Jusqu'au 31 mars.

GERBODAL. Vingt ans de sculptures. Galerie Lora Vinty, 47, rue de Seine (326-72-51). Jusqu'au 31 mars.

PIERRE BOTTICOURT. Galerie Beaupère, 23, rue du Dragon (271-22-22). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 25 mars.

FRANÇOIS BRAUN. Quatre-vingt ans de l'œuvre. Galerie Bruni, 16, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 31 mars.

PIERRE CALZOLARI. Peintures. Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (274-38-00). Jusqu'au 15 avril.

EUGENE CARRIERE, 1849-1906. Galerie P. Tignol, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-50-11). Jusqu'au 31 mars.

LUCIANO CASTELLI. New Painting. Galerie Faridat Cadiot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 17 avril.

PHILIPPE CAZAL. Galerie Dargy, 57, rue de la Roquette (700-04-54). Jusqu'au 31 mars.

CHAMBAIS. Portraits. Galerie Krieff-Reynaud, 20, rue de Valenciennes (326-30-40). Jusqu'au 21 avril.

CLAYETTE. Peintures récentes. Galerie Provençal, 33, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 14 avril.

HERNAN FRIEDENSON. Galerie Bana, 40, rue Quincampoix (277-38-47). Jusqu'au 11 avril.

KOMI FUKUDA. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Perron (548-84-52). Jusqu'au 25 mars.

GHERMAN. Galerie Chivago, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 31 mars.

ANNE GRAMAIN. Dessins. Galerie Baudouin-Léon, 34, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 24 mars.

DE FRIEDRICH. RACEN. Le Roi des Antilles, 159 bis, boulevard de Montparnasse (326-86-62). Jusqu'au 31 mars.

FRANÇOIS CARRER. Paris. Sérénade. Sacmex, 28, rue de Valenciennes (236-44-56). Jusqu'au 7 avril.

KARL HUBBUCH. Peintures, sculptures. Musée des arts 20 et 30. Galerie Karl Flinter, 25, rue de Valenciennes (325-18-73). Jusqu'au 5 mai.

GEORGES HUGNET. Collages 1900-1961. Galerie Zolotarev, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 14 avril.

KADISHMAN. Galerie F. Boukadia, 20, rue Beaupère (326-30-40). Jusqu'au 31 mars.

KARAVOÛS. Peintures et sculptures. Galerie Cour, 12, rue Jacques-Caillet (326-99-73). Jusqu'au 28 mars.

MICHAEL KENNY. Sculptures et dessins. Sacmex présent, 10, rue Cognillière (508-58-96). Jusqu'au 14 avril.

ALAIN KLEINMANN. Le Parvis. Saïde-Mari, 94, rue Saint-Martin (271-93-03). Jusqu'au 20 mars.

PATRICK LANNEAU. Galerie L. Durand, 19, rue Mazurine (326-25-35). Jusqu'au 7 avril.

YVES LEMARCHAND. Sculptures végétales. Galerie A. Oudin, 28 bis, boulevard de Sébastopol (271-83-45). Jusqu'au 24 mars.

RICHARD LONG. New Works. Galerie Crouzet-Hussman, 81, rue Quincampoix (387-60-41). Jusqu'au 15 avril.

BERNARD LOUËDIN. Illustrations. K. White, Galerie M. Brouta, 31, rue des Bouchers (377-93-79). Jusqu'au 13 avril.

MAGRITTE. Galerie Icy Brachot, 33, rue Quincampoix (324-22-40). Jusqu'au 20 avril.

MARHAY. Peintures et dessins. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 14 avril.

MAILLA. Peintures récentes. Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montfaucon (324-59-79). Jusqu'au 5 avril.

LIES MARSAIS. Peintures et dessins. Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 14 avril.

HABAN MASSOUDY. Calligraphie abstraite moderne. Orizim Galerie, 9, rue du Grand-Anglais (633-09-20). Jusqu'au 31 mars.

MATIAS. Dessins. Galerie Anne Pignon, 8, rue de Sévigné (272-97-97). Jusqu'au 24 mars.

LOUISE NEVELSON. Collages et peintures. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (325-50-75). Jusqu'au 24 mars.

ACHILLE PERILLI. Illustrations géométriques. Partie Art Center, 36, rue Falgaire (225-90-97). Jusqu'au 5 mai.

RAQUEL PERNAS. Galerie Brouta, 7, rue Beaupère (326-30-40). Jusqu'au 7 avril.

GERHARD RICHTER. Liliase et Michel. Galerie Dargy, 57, rue de la Roquette (700-04-54). Jusqu'au 31 mars.

CHARLES SEMER. Sculptures. Galerie Corra, 14, rue Quincampoix (324-57-67).

SOCQUET. Galerie J. Massol, 12, rue La Boétie (263-93-65). Jusqu'au 20 mars.

PIERRE SZERELY. Le cirque de pierre. Galerie G. Lande, 2, rue Brémontelle (887-45-81). Jusqu'au 5 mai.

TYSEBLAT. Galerie C. Cheneau, 30, rue de Valenciennes (363-36-06). Jusqu'au 31 mars.

VAN HOUVE. Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-de-Vertrie (274-66-67). Jusqu'au 14 avril.

ISABELLE WALBERG. Sculptures. 1543-1963. Artcurial, avenue Montaigne (299-16-16). Jusqu'au 20 avril.

En région parisienne

BOULOGNE-BELLANCOURT. Le musée merveilleux des magiciens. Centre culturel, 22, rue de la Bellefontaine (604-32-92). Jusqu'au 25 mars. Hommage aux dessinateurs du 20<sup>e</sup> siècle. Musée de la Ville. Jusqu'au 31 mars.

BREITENY. Erre. Centre Gérard-Philippe, rue Henri-Dessard (084-38-48). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

CORRELL-ESSONNES. Sculptures. Henri Lartigue : Caissons, barrières et rivières. CAC Pablo-Hernández, 22, rue Marcel Cachin (084-60-72). Jusqu'au 31 mars.

COURBEVOIE. Serris et valises des Cénomans. Photographies de D. Fauré. Maison pour tous, 14 bis, square de l'Hotel-de-Ville (66-21-57). Jusqu'au 15 avril.

CRÉTEIL A VILL. François Laron et ses amis. Maison des arts, place Salvador-Allende (899-94-50). Jusqu'à fin mars.

LA DÉFENSE. Peter Vangi ses affiches. Espace de la culture. Tour Fiat (725-06-07). Jusqu'au 10 avril.

L'HAY-LES-ROSES. Mythologies. Collages de Mircea. Centre culturel contemporain, 34, rue Jean-Jaures. Sauf dim. et lun., de 15 h à 18 h. Jusqu'au 23 mars.

PONTOISE. Le portrait dans les collections de musée. Musée Yves Delannoy, 4, rue Lamoricière (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée libre. Du 17 mars au 20 mai. Lundi-Rode Pissarro, 1878-1932. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf

lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

VILLEPARIS. Gérard Pissarro. CAC Jacques-Prévert, place de Pierre-Saint (427-94-99). Mer., sam. et dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 avril.

VITRY-SUR-SEINE. La part des femmes dans l'art contemporain. Galerie municipale, 59, avenue Guy-Moquet (680-85-20). De 14 h à 19 h. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril.

En province

AMIENS. Jean Delaunay, peintures 1902-1962. Maison de la culture, 2, place Léon-Goulet (91-83-36). Jusqu'au 12 mai.

ARRAS. Hans Hartung, œuvres 1971-1983. Cercle Nord, 6, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 9 avril.

AUXERRE. Marc-Pol Fouchet. Les appels. Centre culturel de l'Yonne, abbaye Saint-Germain (46-68-89). Jusqu'au 22 avril.

BOULOGNE-SUR-MER. Trémaux des années du nord de la France. Musée des Beaux-Arts, 34, Grande-Rue (80-51-55). Jusqu'au 8 avril.

CAEN. Robert Mardel-Louis Pons. Correspondances. Théâtre municipal (86-12-79). Jusqu'au 29 avril.

CAULAI. Jean Bonnard, peintures et sculptures. Galerie de l'ancienne poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 15 avril.

CHAMBERY. Des Bergondes à Bayard, mille ans de Moyens Ages. Centre de la culture, 2, rue de l'Hotel-de-Ville (44-48). Jusqu'au 13 mai.

CHATEAUBRIANT. Peter Kissen. Eglise des Cordeliers (27-36-31). Jusqu'au 21 mars.

CHERBOURG. Johnny Friedlander. Musée Thomas-Henry, rue Vauel (44-40-22). Jusqu'au 11 mai.

COUTANCES. Charles Pissarro. Musée, 2, rue Quai-Morlaix (45-11-92). Jusqu'au 22 mars.

DION. Géo Pissarro. Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne, 41, rue Vannerie (67-22-33). Jusqu'au 30 mars.

DOLE. Peinture et sculpture, 1878-1914. Musée des beaux-arts, 65, rue des Arts (72-27-72). Jusqu'au 25 mars.

DUNKERQUE. Edgar Chabrier. Gravures. Collections du musée Carnavalet. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 15 avril.







### Les concerts

**MERCREDI 14**  
Radio-France, Grand Auditorium,  
20 h 30 : K.-W. Paik (Ravel).  
Salle Gaveau, 20 h 30 : M. Gaudin  
(Bach).  
Salle Pleyel, 14 h 30 et 16 h : Les Musi-  
ciens (Vivaldi, Mendelssohn, Schopen-  
berg) ; 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir.  
H.-W. Henze (Wagner, Henze).  
Fondation Debussy, 14 h et le Mercredi,  
18 h 30 : Musiques électroacoustiques.  
Théâtre des Variétés, 15 h : G. Bacquier  
(Poulenc).  
Centre Schaeffer, 20 h 30 : Ensemble mu-  
sical Raquin-Wickham (Graham, Pierce,  
Honegger...).

**JEUDI 15**  
Lecture, 19 h 45: Trin G. Faure (Faure, Salé, Dvornak).  
Salle Pleyel, 20 h 30: I. Bernas (Bach, Beethoven, Scriabin, Rachmaninov).  
Salle Pleyel, 20 h 30: G. Monner (Cour d'interprétation).  
Salle Gewiss, 20 h 30: Ensemble orchestral de Paris (Mozart, Schubert, Beethoven...).

**Vendredi 16**  
18 h 30: Voir le 14.

**Samedi 17**  
Radio-France, Auditorium 186, 20 h 30: Jeanne Compiègne et Interprètes du Conservatoire national supérieur de musique de Paris.  
Régis Saint-Cernant, Salle 21, 21 h: Orchestre Ad Artens de Paris (Bach et Es).  
Salle de La Madeleine, 20 h 30: Groupe Vocal de France, dir. D. Debuti (Brahms, Poulenc, Copland...).

**Centre Culturel Canadien, 20 h 30:**  
"Le Chant d'Aloué" (Bédard, Surprenant, Weill...).

**Salle Corne, 20 h 30:** O. Tchebotkova, P. Le Corre (Granados, Barber);  
Foucault de Dratz, Arsen, Grand Amphithéâtre de l'Université de Constance (Bach, Brahms, Chopin).

[illegible]

**SAMEX 17**

Jacard d'Armes, Grand Ammiraglio,  
21 h : M. Beroff (Schumann, Beethoven,  
Ravel)...  
Jocande de Poesmanter, 17 h : J.-C. Méthod,  
18 h : G. Bouché (Mozart, Schubert, Grieg,  
Debussy, Bizet...); 20 h : A. T. Koop-  
man, T. Mathis (Bech, Schö, Mozart).  
Lecce, 19 h 45 : Voli in Sol.  
Lectures, Dantes de la Mer Noire,  
18 h : C. L. F. (García Lorca, García  
Lorca, Garcia, 17 h : Quatuor chilienais  
(Mozart, Tippett, Schoenberg).  
Les Sables-Martin, 21 h : M. Bonney  
(Bottmann, Frank, Stravinsky)...  
Levi, 18 h : M. Cl. Cori,  
P. Girard, R. Hahn (Rach, Gio-  
vanni, Locatelli)...  
Lima Villos, 20 h : Cl. Loucheur, N. Rhine,  
N. Hennepin, P. Baquear (Dvorak,  
Mahler, Debussy, Liszt, Strauss)...  
Musée-Chapelle, 21 h : Ensemble d'arches  
français, dir. J.-F. Gosselin (Vivaldi).  
Musée madoles, 18 h : G. Lomax  
(Bach).  
Musée, 19 h : Y. Elmer,  
(Rach, Chopin, Hindemith)...

**DOMINICHE 18**  
Eglise Saint-Martin, 16 h : Choral de  
Conservatoire de Luxembourg, dir.  
L. Lange (Palestrina, Jaccquin, Pale-  
strina...)  
Salle Gavetti, 20 h 30 : Orchestre régional  
interconservatoire Ribbes-Alpes, dir. : J.  
S. Berca (Bailif, Mozart, Bizet).  
Lacramère, 19 h : Musique électro-  
acoustique.  
Concertgalerie, 17 h 30 : Ensemble Clu-  
si (Hindemith).  
Centre Riccardi, 15 h : G. Monaldi  
(cours d'interprétation).  
Théâtre du Rond-Point, 17 h : M. Fujii  
et J. Rouvier (Stravinski, Beethoven,  
De Falla).  
Eglise des Fillettes, 17 h : J. Anadé (Hin-  
demith, Alzén); 17 h : L. Yordano

Orchestra des Concerts Pasdarpour, dir.  
G. Devos (Vivaldi, Mozart).  
Xp. 16 h 30 : Ensemble instrumental de  
l'Alma, dir. J. S. Pizzarello (Haydn,  
Brahms, Handel, Britten).  
Yp. 19 h 45 : Orchestre de Jussieu, 19.  
Ensemble vocal et instrumental Magasin  
dir. J. Volvrette (Debussé).

Notre-Dame de Paris, 17 h 45 : J. Tardieu  
(Bach, Franck, Debussé).

LUNDI

Lacourrière, 19 h 45 : J. Kalch.  
FIAP, 20 h 30 : F. Bourlet (Bach, Beethoven,  
Schubert, Schumann).  
Salle Gaveaux, 20 h 30 : M.C. Gort (Chopin,  
Debussé, Liszt).

Ensemble, 21 h : L. Laskine, M. Nordenham  
(Bach, Pärt, Bouclet).

Théâtre La Bruyère, 20 h 30 : Ensemble  
La Bruyère (Mozart, Debussy, Ravel).  
Ensemble, 21 h : G. Vainry 17.  
Salle Cortot, 20 h 45 : S. Tanel (Boccherini,  
Bartók, Chopin).

MARDI 20

Salle Gaveaux, 20 h 30 : N. Migonoff (Chopin,  
Debussé).

Lacourrière, 19 h 45 : Voir le 19.  
Ensemble, 20 h 30 : Voir le 19.  
Salle-Franco, Antiquarium, 19 h 30 : S. Tanel.

[illegible][illegible]

**Male**; 24 h.: A. Lawrence; dim., 23 m.  
A. Lawrence; humd., 23 h.; Worley  
A. Lawrence; modri.: C. Jensen, C.  
Worley.

**NEW MORNING** (522-51-41), 1st &  
1st 14, 15: Art Blinsky; les 16, 17, 8:  
Jennemann; le 18 : A. Montano; les 19,  
20: Spohr.

**NOTES BLUKES** (589-16-73), le 17  
21 45 f.: F. Jannons, Ph. Matic.

**NOVELTIES**, Paris, Beldes (871-16-53), le  
1, 20 h.

**POLYTONS** (776-44-36), le 15 & 21 h.  
Jelen &, les 16, 17, 18 & 22 h.: G. Sosa  
Heron.

**PETIT JOURNAL** (322-28-59), 21 h.  
mar.: S. Gufranc, R. Vasseur; jcu.: W.  
Bergier Seven + One; var.: Dixie Six  
+ Three; mar.: J. L. H. + Hum.:  
Vieux Tre: Mar.: M. Sim.

**SAVOY** (737-64-82), 21 h, les 14, 15, 17, 19 h : Ph. Drouillard, F. Lockwood, L. Chénierne, P. Grégoire, les 20 h : S. Tardieu.

**SLOW CLUB** (233-84-30) (D.), 21 h 30 : W. Makore, B. Lecroart (de la 17) ; partir du 20 : Cl. Lauret.

**STUDIO** (281-66-50) (D., L.), 23 h, les 14, 15, 16, 17 : P. Sarry, le 20 : G. Agony.

**STUDIO BEZIMAND** (783-99-16) (Gazr), 20 h 30 : Transatlantique.

**WEDNESDAY** (233-01-17) (L.), 15 h 30 à 20 h : Grand Canyon.

**ZENITH**, les 14 à 20 h : Scènes.

**The music-hall**

**ATMOSPHERE** (249-74-30), les 15, 16 et 17 à 20 h 30 : M. Réverdly.

**BORNEO** (332-74-84) (C. soir, L.), 21 h 30 : J.-P. Pécourt.

**BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE** (233-34-50) (D.), 20 h 30, sur inv. : Ruffin.

**CASINO DE PARIS** (87-16-25) (D. soir), 20 h 45, Dim. 18 h : Charles Deshayes.

**CITÉ UNIVERSITAIRE** (Grande salle, 385-38-69), le 19 à 20 h 30 : Groupes théâtraux.

Kiosque de la Maison du Mouque.

**CENTRE MAINDAPA** (589-01-60), le 14  
20 h 30 : Chansons du Kerdallien; le 16  
20 h 30 : Airs du Vietnam; le 17  
20 h 30 : J.-Y. Chassat; le 18 à 20 h 30 :  
A. Ben Dahan.

**ESPACE GARDIN** (266-187-51) (D. mair.  
L.), 20 h 30, 16 h 15 : Villaret.

**ESPACE GARET** (327-50-44) (D. mair.  
L.), le 17 : Airs du Vietnam; le 18  
15 h : clowns chantants « Gador et  
Maxou ».

**ESPACE MARAIS** (584-08-31) (D. mair.  
L.), 20 h 30 : G. Carrier.

**FORUM** (597-34-07) (D. mair., L.) 21 h  
15 : « Les 1000 ans de la France ».

**FONTAINE** (743-82-94) (D. mair., L.),  
20 h 30, 16 h : P. Desperges.

**GYMNASÉ** (246-79-79) (D. mair., L.),  
21 h, 16 h 14 : Odéon.

**LUCERNARE** (544-57-34) (D.), 21 h  
15 : G. Delann.

**PARC DE LAUNY** (743-25-09) (D. mair., L.),  
20 h 30, 16 h 14 : 17 h : G. Vignancien; le 19  
à 20 h 30 : G. S. Sports.

**PALAIS DES REMISES** (828-40-00)  
(Mair., L., D. mair., L.) 20 h 30, samedi 21  
h, samedi 15 h, 14 h 14 à 15 h 30 : « Histoires  
de la ville ».

**PALAIS DES GLACES** (607-49-93) (D.  
mair., L.), 20 h 30, samedi 21 h : Van den  
Berghe.

**PITIT GUERRE** (328-31-88), le 20 à 17 h : J. Gaudin.

**FENICHER-OFFRANDE** (245-10-20) (D. Sarpouy),  
L.I., 21 h, créat. dist. 17 h : Les Garçons  
« Boris Casper ».

**RANGELAG** (248-54-44), les 14, 15, 20, 26  
à 20 h : Fromagerie « Broadway».

**L.A.E.** (278-10-79), le 17 à 15 h : E. Camus.

**LE TROU NOIR** (570-54-39), les 14, 15,  
16, 17, 18 à 21 h : R. Bouchard.

**THEATRE DE LA VILLE DE BUENOS-AIRES**  
(260-44-41) (D.), 22 h : Josefina.

**En région parisienne**

**ANTONY**, Théâtre F.-Giscard (666-  
02-74) (D. acier, L.), 21 h, Dist. 15 h :  
Liberté d'Expression (act. en 15).

**ANNEMASSE**, C.C.A. (790-43-12), le 20 à  
20 h : M. de la Roche.

**AULNAY-SOUS-BOIS**, (RM) (831-  
11-05), le 18 à 14 h 30 : Solange de  
Poitiers.

**MARNEZ**, Théâtre V.-Gilles (663-  
10-21) (D.), 22 h 30, Dist. 15 h :  
Cité d'évasion (Cruc. et 10).

**CHOUVY, Théodore P.-Eugène** (1890-49-75)  
18 à 20 h 30 : R. Actes ; le 17 :  
10 à 30 : C. Monaco.

**CHIZEL, Michel** (né à Asnières-les-Bains)  
(1891-50), le 16 à 20 h 30 : V. Thérèse  
Joli ; le 17 à 20 h 30 : A. Fontana ; le 20  
à 20 h 30 : A. Chedid (poésie) ; Comité  
de Crédit (339-21-47) ; Jean, Van, Sen,  
20 à 45 : le Salado de l'Al. Théâtre.

**GARCHES, Gustave** (1896-96-31)  
le 17 à 17 h 30 : Concert des professeurs  
du Conservatoire (Beethoven  
Brahms).

**MAISONS-ALFORT, Théodore** (né à Com-  
Debray (375-72-58), le 18 à 17 h : C.  
de Noël.

**MAKALÉ-DE-SIL, Théodore J.-Yves** (93-  
37-17), le 17 à 21 h : Scène d'Opéra.

**MAKALOFF, Théodore** 17 (655-43-45),  
14, 15A 20 h 30 : les Vieilles.

MEZUNDS, Théâtre de la Renaissance (126-11-43), le 16  
20 h 45 : M. Aumont.

NANTERRE, Théâtre des Américains (72-18-81), (D. de L.), 20 h, 18 ans (72-18-81), (D. de L.), 20 h, 18 ans.

Tourcoing, théâtre (de 15).

PAHNS, Théâtre de la Renaissance (126-11-43), le 16  
20 h 30 : *Mistral et le roi* et *L'annonciateur*.

SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philippe (24-00-49) (D. de L.), 20 h 30 : *Ami, 17*.

SAINT-DENIS, Théâtre de la Renaissance (126-11-43), le 16  
20 h 30 : *Mistral et le roi* et *L'annonciateur*.

FONTENAY, Théâtre des Lorrains (03-33-33), le 17 à 21 h : *Racine*.

SARTROUVILLE, Théâtre (04-24-32-77), le 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

SARTROUVILLE, Théâtre (04-24-32-77), le 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

SURESNES, Théâtre Jean-Vincent (77-38-80), le 16, 17, 18 : *Tristram et Yvonne*.

VERSAILLAS, Théâtre des Mousquetaires (93-74-74), le 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

VERSAILLAS, Théâtre des Mousquetaires (93-74-74), le 15 à 18 h 30 : *Orchestra de chambre* et  
Vernon, dir. B. Wahl, le 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

VERSAILLAS, Théâtre des Mousquetaires (93-74-74), le 15 à 18 h 30 : *Orchestra de chambre* et  
Vernon, dir. B. Wahl, le 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

LE VESINET, Cal. (976-32-35), le 16  
21 h : *Cabaret indien*, le 16 à 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine* à Alger.

VERMOREL, Théâtre (72-15-42), le 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

VILLERS, Salle des fêtes (70-33-42), le 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 h : *Le Ponto de la Can-  
tine*.

**E 17 à 21 h :** A. Th. et R. Doraghy.  
**VINCENNES.** Th. D. Sureau (37)  
 8 h-10 h (S. D. sans mes.). 11 h, 6 h  
 18 h : *Quand l'avenue cing sera, je m'y*  
*tue* ; *Cher IYV* (365-63) (L. mar.)  
 21 h : 21 h : *diu* ; 17 h : *Sabote* (cassé) à u  
 angle du monde.  
**YVERDES.** CEC (948-38-05), le 17 à 21 h :  
 le Socromatographie.

**PARAMOUNT MERCURY - MA**  
**GAUMONT RICHELIEU - ST-L**  
**PARAMOUNT BASTILLE**  
**PARAMOUNT MON**  
**PARAMOUNT ORLÉANS -**  
**NEULLY Village - LA VAREN**  
**ST-GERMAIN-en-LAYE C**  
**EVRY Gaumont - CHAMPIGNY**  
**AULNAY Parinor - LE BOURG**

MAR  
 PHILIPPE LEO

**CI**

**28**  
Pour tous renseignements  
l'ensemble des programmes  
tous les 11 h à 21 h sauf le dimanche  
**Réservation et prix**

Pour adhérer au Club du Monde  
ou pour Le Monde  
Je désire recevoir la Carte du Club  
100 F français par chèque ou mandat  
Nom \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

**F** **CIN**  
**DU**

**C'EST FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA ET DE PHOTOGRAPHIE**

**du 10 au 16**

**Bibliothèque  
CHNER-Audiotheque**

**ROGNAN PATHÉ - PARAMOUNT G  
ZARE PASQUIER - FORUM HALLI  
- NATION - PUBLICIS ST-GERM  
- PARNASSE - MONTPARNOS -  
CONVENTION ST-CHARLES - PA  
E Paramount - PARLY 2 - VÉLIZ  
- ENGHEN François - COLOME  
Pathé - ROSNY Arteil - CRETEIL  
Avenir - STE-GENEVIEVE-DES-B  
DÉFENSE 4 TEMPS - CACHAN P**

ALAIN TREZIAN présent

**HE KELLER - JEAN-LOUIS TRIM  
ARD - CAROLINE CELLIER - FA**

**26 20**  
nements concernant  
grammes ou des salles  
manches et jours festifs  
éventuels avec la Carte Club


Spéctacles envoyez le bulletin ci-dessous  
service publicités 5 rue des Italiens 75009 Paris.  
de la Monde des Spéctacles et je joins  
à cet-lettre à l'ordre du journal Le Monde.

Prénoms \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
N° tél \_\_\_\_\_

# EMA REEL

NATIONAL DE FILMS  
S ET SOCIOLOGIQUES

15 mars 1984




ÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX  
 N - PARAMOUNT MONTMARTRE  
 N - PARAMOUNT ODÉON  
 AMOUNT Gobelins  
 SY - PARAMOUNT MAILLOT  
 2 - BOULOGNE Gaumont Ouest  
 S Club - BELLE ÉPINE Pothé  
 Arsal - MARNE-LA-VALLÉE Arsal  
 4 Pétay - SARTROUVILLE AB  
 iade

IGNANT  
 INY COTTENÇON

ES

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110  
111  
112  
113  
114  
115  
116  
117  
118  
119  
120  
121  
122  
123  
124  
125  
126  
127  
128  
129  
130  
131  
132  
133  
134  
135  
136  
137  
138  
139  
140  
141  
142  
143  
144  
145  
146  
147  
148  
149  
150  
151  
152  
153  
154  
155  
156  
157  
158  
159  
160  
161  
162  
163  
164  
165  
166  
167  
168  
169  
170  
171  
172  
173  
174  
175  
176  
177  
178  
179  
180  
181  
182  
183  
184  
185  
186  
187  
188  
189  
190  
191  
192  
193  
194  
195  
196  
197  
198  
199  
200  
201  
202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300  
301  
302  
303  
304  
305  
306  
307  
308  
309  
310  
311  
312  
313  
314  
315  
316  
317  
318  
319  
320  
321  
322  
323  
324  
325  
326  
327  
328  
329  
330  
331  
332  
333  
334  
335  
336  
337  
338  
339  
340  
341  
342  
343  
344  
345  
346  
347  
348  
349  
350  
351  
352  
353  
354  
355  
356  
357  
358  
359  
360  
361  
362  
363  
364  
365  
366  
367  
368  
369  
370  
371  
372  
373  
374  
375  
376  
377  
378  
379  
380  
381  
382  
383  
384  
385  
386  
387  
388  
389  
390  
391  
392  
393  
394  
395  
396  
397  
398  
399  
400  
401  
402  
403  
404  
405  
406  
407  
408  
409  
410  
411  
412  
413  
414  
415  
416  
417  
418  
419  
420  
421  
422  
423  
424  
425  
426  
427  
428  
429  
430  
431  
432  
433  
434  
435  
436  
437  
438  
439  
440  
441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457  
458  
459  
460  
461  
462  
463  
464  
465  
466  
467  
468  
469  
470  
471  
472  
473  
474  
475  
476  
477  
478  
479  
480  
481  
482  
483  
484  
485  
486  
487  
488  
489  
490  
491  
492  
493  
494  
495  
496  
497  
498  
499  
500  
501  
502  
503  
504  
505  
506  
507  
508  
509  
510  
511  
512  
513  
514  
515  
516  
517  
518  
519  
520  
521  
522  
523  
524  
525  
526  
527  
528  
529  
530  
531  
532  
533  
534  
535  
536  
537  
538  
539  
540  
541  
542  
543  
544  
545  
546  
547  
548  
549  
550  
551  
552  
553  
554  
555  
556  
557  
558  
559  
560  
561  
562  
563  
564  
565  
566  
567  
568  
569  
570  
571  
572  
573  
574  
575  
576  
577  
578  
579  
580  
581  
582  
583  
584  
585  
586  
587  
588  
589  
590  
591  
592  
593  
594  
595  
596  
597  
598  
599  
600  
601  
602  
603  
604  
605  
606  
607  
608  
609  
610  
611  
612  
613  
614  
615  
616  
617  
618  
619  
620  
621  
622  
623  
624  
625  
626  
627  
628  
629  
630  
631  
632  
633  
634  
635  
636  
637  
638  
639  
640  
641  
642  
643  
644  
645  
646  
647  
648  
649  
650  
651  
652  
653  
654  
655  
656  
657  
658  
659  
660  
661  
662  
663  
664  
665  
666  
667  
668  
669  
670  
671  
672  
673  
674  
675  
676  
677  
678  
679  
680  
681  
682  
683  
684  
685  
686  
687  
688  
689  
690  
691  
692  
693  
694  
695  
696  
697  
698  
699  
700  
701  
702  
703  
704  
705  
706  
707  
708  
709  
710  
711  
712  
713  
714  
715  
716  
717  
718  
719  
720  
721  
722  
723  
724  
725  
726  
727  
728  
729  
730  
731  
732  
733  
734  
735  
736  
737  
738  
739  
740  
741  
742  
743  
744  
745  
746  
747  
748  
749  
750  
751  
752  
753  
754  
755  
756  
757  
758  
759  
760  
761  
762  
763  
764  
765  
766  
767  
768  
769  
770  
771  
772  
773  
774  
775  
776  
777  
778  
779  
780  
781  
782  
783  
784  
785  
786  
787  
788  
789  
790  
791  
792  
793  
794  
795  
796  
797  
798  
799  
800  
801  
802  
803  
804  
805  
806  
807  
808  
809  
810  
811  
812  
813  
814  
815  
816  
817  
818  
819  
820  
821  
822  
823  
824  
825  
826  
827  
828  
829  
830  
831  
832  
833  
834  
835  
836  
837  
838  
839  
840  
84

 **Centre Georges Pompidou**  
du 12 au 18 mars  
**DES SITES**  
conception et chorégraphie  
**SUSAN BUIRGE**  
réalisation vidéo  
**DON FORESTA**  
grande salle - 1<sup>er</sup> sous-sol - téléphone 274.42.19

**FILLES**, de 16 h à 17 h : 219-80-17-17 ;  
**MUSIQUE**, de 17 h à 18 h : 219-80-17-17 ;  
**REZONS**, Théâtre P. Savary (952-  
 20-88), le 17 à 21 h : L'Enlèvement à Alger  
**BOULEGNE-MILLANCOUET** (963-  
 603-60-46) (D. soir, L.) 20 h 30, Dim.  
 15 h 30 : Victor Hugo amoureux  
**CENNY**, Théâtre des Arts (030-33-33),  
 ven., sam., 21 h : Le Grand Jeu  
**CHAMPIGNY**, Théâtre des Miroirs de  
 Metz (880-96-28) (Mcr., V. D. soir,  
 L.) 20 h 30, Dim. 15 h 30 : La Camé-  
 ra  
**CHAULLIOT**, CCC (857-32-11), le 16 à  
 21 h : Zerkowka  
**CHÉLIES**, CAC (421-20-36), le 16 à  
 20 h 45 : Trubism ; le 17 à 17 h : Musi-  
 que en mouvement.

**LE DE**

ELISABETH ETEENNE

MARCEL BOZOMMEL STYVAINE JOURET

**PERSONA**  
UN FILM ECRIT ET REALISE PAR  
CHRISTOPHER FRANK  
PATRICK CHESMAIS AVEC LE PARTICIPATION DE PIERRE  
DIA MEYER MUSICO GEORGES DELERUE

**NINE VIVE**

RODIT KAROL ZUREK

LECTURE DE LA PHOTOGRAPHIE JEAN TOUJOURS

V.O. : MARNAY LEONID KID - MARNAY LEONID KID  
V.F. : FRANCAIS PATHE • IMAGE • GAUMONT SUD • FAUVETTE • MONT-PARNASSE PATHE

Après "les Dieux sont tombés sur la tête !..." en 1982,  
le Grand Prix 1984 du festival du film d'humour de Chamrousse 1984 :

# LOCAL HERO

un film de BILL FORSYTH avec BURT LANCASTER et PETER RIEGERT

Un sourire d'1 heure 50  
(sortie le 14 mars)

Silvan Schwaninger Kultur



# VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale à l'Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - L.H. : ouvert jusqu'à... heures

## DINERS

		RIVE DROITE	
<b>LE BISTRO ROMAIN</b>		Le Bistro de la Gare à l'italienne, nouvelles suggestions, menu 37,50 F. s.a.c. Les pizzas CARPACCIO et alouettes sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouvert de 12 h à 1 h. 122, Champs-Élysées, 9, av. des Ternes, 103, bd de Montparnasse, 9, bd des Italiens.	
<b>LE JARDIN DU LOUVRE</b> 261-14-00		<b>DEJEUNERS, DINERS, SOUPERS</b> jusqu'à 23 h 30. Le Spectacle, la Politique, les Célébrités s'y retrouvent. CUISINE DE PÊTE ET LÉGÈRE VOUTURIER.	
<b>INDRA</b> 339-26-72/339-44-40		<b>GASTRONOMIE INDIENNE</b> , la cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salles pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.	
<b>ORPHEE</b> 256-23-36		Nouveaux : la dernière création de Patrick Eymard, dans un décor chaleureux. Spécialités de poissons fumés (rouge, grillé, doré) en papillote, poulet à la vapeur d'algues. Soirée jusqu'à 23 h.	
<b>CHEZ DIEP</b> 256-23-36		Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.	
<b>AUB. DE RIQUEWIER</b> 770-63-39		Déjeuner, dîner, souper, de 12 h à 2 h du matin. SPÉC. ALSACIENNES, Vins d'Alsace. SA CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 personnes. Son BANC D'OUTILLES.	
<b>AUBERGE DES TEMPLES</b> 874-84-41		Tous les jours. Restaurant catholique unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.	
<b>AU PETIT RICHELIEU</b> 770-63-39		Son étonnant MENU à 100 F service compris. Vins de Loire. Décor contemporain. Salons de 6 à 50 personnes. Déjeuner, dîner, souper, de 19 h à 0 h 15. Parking Drouot.	
<b>PAIS DU TROCADÉRO</b> 727-05-02		Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plus à commander.	
<b>IN DE NOI</b> 226-43-21		Jusqu'à 1 h du matin. SPÉCIALITÉS CORSES : charcuterie, coquilles et sauternes au BROCCIU, CABBRI, FROMAGES, GUITARE ET CHANTS.	
<b>LE GUILLAUME TELL</b> 622-28-72		<b>BANC D'OUTILLES</b> . SPÉC. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABaisse et BOURRIÈRE. Carte étoilée. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.	
<b>LE SAINT-SIMON</b> 380-88-68		Ses spécialités de poissons. MENU à 110 F s.a.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking : 210, rue de Courcelles.	
<b>CHEZ GEORGES</b> 374-31-00		Maison gastronomique. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côte et ses vins de propriété. OUVRENT TOUTS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.	
<b>EL PICADOR</b> 387-28-87		Déj., dîner, 12 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : zarzuela, gambas, lacados, calamars, tarta. P.M.R. : 120 F. Formule à 75 F s.a.c. avec spécialité SALONS.	
<b>AU POULBOT GOURMET</b> 606-86-00		Un bistrot sympathique, dans un décor plein de charme. Avec une cuisine française de tradition. Prix moyen de repas : 80 F. Déjeuner, dîner. Service assuré jusqu'à 23 h.	
<b>L'ORÉE DU BOIS</b> 747-93-50		Déjeuner, dîner 150 F. Dîners d'anniversaire, vendredi, samedi, 230 F. Attraction internationale. Réceptions de 10 à 800 personnes. Parking assuré.	
<b>RIVE GAUCHE</b>			
<b>LE MAHARAJAH</b> 325-12-84		Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTPARNASSE/RASPAIL, venez déguster les spés de TANDOOR. Egal. 72, bd St-Germain, 354-26-07. F/ind. Spéc. BRIANI.	
<b>MAXOFF</b> 360-40-43		Spécialités russes et nordiques, aux déjeuners et dîners, dégustation à toutes heures. Vente à emporter de 10 h à 23 h. Parking Rue Pont-Royal.	
<b>LA BOURGOGNE</b> 705-96-78		Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fois gras chaud aux moutons et un vin. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.	
<b>TAN DINH</b> 544-04-84		Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 grands plats, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Rue Montalembert.	
<b>L'ENTRÉE</b> 223-01-60		A déjeuner et au dîner, la légèreté d'une cuisine de femme. Une cuisine sans banalité qui frise la simplicité gourmande. Il faut venir.	
<b>CHEZ FRANÇOISE</b> 705-49-03		C'est votre fête aujourd'hui, Madame, ou la vôtre, Monsieur? Valable toute l'année : FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commémorer votre repas, son fête gras trois millions. Et aussi son menu à 90 F. s.a.c. Park. privé : entrée face au 102, rue Faber.	
<b>SOUPERS APRES MINUIT</b>			
<b>LA TOUR D'ARGENT</b>		<b>LE BISTRO DE LA GARE</b>	
<b>DESSIRER</b>		<b>LA CLOSERIE DES LILAS</b>	
		<b>AU PETIT RICHELIEU</b>	

UN FILM DE FRANCESCO ROSI

# CARMEN

de GEORGES BIZET

70mm

JULIA MIGENES-JOHNSON • PLACIDO DOMINGO

RUGGERO RAIMONDI • FAITH ESHAM

LORIN MAZEL

OPERA FILM PRODUZIONE

## CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de 16 ans, (\*\*) aux moins de 18 ans.

### La Cinémathèque

**CHARLOT (704-24-34)**  
**MERCREDI 14 MARS**  
15 h, Ensembles cinématographiques, M. Achard : la Valse de Paris, 19 h, Cinéma japonais : l'ange ivre, de A. Kurosawa ; 21 h, Hommage à Jean Lods : la Vie d'un fleuve, la Seine ; Arlette Maillot, scénariste ; Trains bleus, Symphonie de la laïus.

**JEUDI 15 MARS**  
15 h, Ensembles cinématographiques, A. Astruc : l'Éducation sentimentale, 19 h, Cinéma japonais : les Femmes de la nuit, de K. Mizoguchi ; 21 h, Hommage à A. Antoine : la Terre, d'après Zola.

**VENREDI 16 MARS**  
15 h, Ensembles cinématographiques, B. Billier : Préparez vos mouchoirs, 19 h, Cinéma japonais : Une poule dans le vent, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Israël, d'après H. Bernheim.

**SAMEDI 17 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**DIMANCHE 18 MARS**  
15 h, Ensembles cinématographiques, J. Cocteau : Fausto à deux fois ; 17 h, Cinéma japonais : Flamme de mon amour, de K. Mizoguchi ; 19 h : Random, de A. Kurosawa ; 21 h, Hommage à A. Antoine : l'Artisan.

**LUNDI 19 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MARDI 20 MARS**  
15 h, Ensembles cinématographiques, L. Dufour : l'Éducation sentimentale, 19 h, Cinéma japonais : les Femmes de la nuit, de K. Mizoguchi ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Israël, d'après H. Bernheim.

**MERCREDI 21 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**JEUDI 22 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**VENREDI 23 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**SAMEDI 24 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**DIMANCHE 25 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**LUNDI 26 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MARDI 27 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MERCREDI 28 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**JEUDI 29 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**VENREDI 30 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**SAMEDI 31 MARS**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**DIMANCHE 1er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**LUNDI 2er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MARDI 3er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MERCREDI 4er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**JEUDI 5er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**VENREDI 6er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**SAMEDI 7er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**DIMANCHE 8er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**LUNDI 9er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MARDI 10er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MERCREDI 11er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**JEUDI 12er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**VENREDI 13er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**SAMEDI 14er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**DIMANCHE 15er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**LUNDI 16er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MARDI 17er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**MERCREDI 18er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**JEUDI 19er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**VENREDI 20er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**SAMEDI 21er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**DIMANCHE 22er AVRIL**  
15 h, Danse : hommage à J. Benoit-Lévy (Ballets de France) ; 17 h, Cinéma japonais : les Enfants du ciel d'Abel Gance ; H. Skolimski ; 19 h : Printemps tardif, de Y. Ozu ; 21 h, Hommage à A. Antoine : Méditerranée de la Salette.

**LE BAL (Fr.-It.)** : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-26) ; Capit., 2<sup>e</sup> (308-11-69) ; UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 2<sup>e</sup> (634-25-52) ; Ambassade, 2<sup>e</sup> (359-19-08) ; Olympia Balzac, 2<sup>e</sup> (351-10-00) ; Parnassus, 1<sup>er</sup> (329-83-11) ; Albi, 1<sup>er</sup> (343-00-65) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (375-79-79).

**LA BELLE CAPTIVE (Fr.)** : Denfert (R. sp.), 1<sup>er</sup> (321-41-01).

**LE BON FLAÏRIS (Fr.)** : UGC Maritz, 2<sup>e</sup> (723-62-33) ; Francine, 2<sup>e</sup> (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 1<sup>er</sup> (320-12-06).

**CARMEN (Esp.)** : (v.a.) : Cinoche, 2<sup>e</sup> (633-10-82).

**LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-Yugoslave)** : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93) ; Berlitz, 2<sup>e</sup> (742-60-33) ; Ciné Beaugrenelle, 2<sup>e</sup> (271-52-35) ; UGC Montparnasse, 2<sup>e</sup> (344-14-57) ; UGC Drouot, 2<sup>e</sup> (329-42-63) ; Ambassade, 2<sup>e</sup> (359-19-08) ; UGC Gobelin, 1<sup>er</sup> (336-23-44) ; Gaumont Sud, 1<sup>er</sup> (327-84-50) ; Pathé Clichy, 1<sup>er</sup> (352-46-01) ; Gaumont, 2<sup>e</sup> (636-10-96).

**LES COMPÈRES (Fr.)** : George-V, 2<sup>e</sup> (562-41-46) ; Maxville, 2<sup>e</sup> (770-72-86).

**CHRISTINE (A. v.a.)** : Gédé Beaugrenelle, 2<sup>e</sup> (723-62-33).

**DANIEL (A. v.a.)** : Ciné Beaugrenelle, 2<sup>e</sup> (271-52-35) ; UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (723-62-33) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 1<sup>er</sup> (375-79-79).

**DEAD ZONE (A. v.a.)** : Gaumont Halls, 1<sup>er</sup> (297-49-70) ; Ciné Palace, 2<sup>e</sup> (354-07-76) ; Paramount Odéon, 2<sup>e</sup> (359-83-83) ; Marignan, 2<sup>e</sup> (359-82-82) ; Publicis Champs-Élysées, 2<sup>e</sup> (720-76-52) ; Paramount, 1<sup>er</sup> (329-43-11) ; V.I. : Richelieu, 2<sup>e</sup> (233-56-70) ; Paramount Opéra, 2<sup>e</sup> (742-56-31) ; Maxville, 2<sup>e</sup> (770-72-86) ; Parnassus, Beaulieu, 1<sup>er</sup> (343-75-17) ; Faure, 1<sup>er</sup> (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 1<sup>er</sup> (380-18-03) ; Miramar, 1<sup>er</sup> (320-83-52) ; Miral, 1<sup>er</sup> (339-52-33) ; Gaumont Convention, 1<sup>er</sup> (828-42-27) ; Pathé Clichy, 1<sup>er</sup> (322-46-01) ; Gambetta, 2<sup>e</sup> (636-10-96).

**LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Esp., v.l.)** : Impérial Pathé, 2<sup>e</sup> (742-56-31).

**DEVA (Fr.)** : Rivoli Beaugrenelle, 2<sup>e</sup> (272-63-32) ; Cinoche, 2<sup>e</sup> (633-10-82).

**DON CAMILLO (It. v.l.)** : Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93) ; UGC Ermitage, 2<sup>e</sup> (359-15-71).

**L'ÉDUCATION DE RITA (Angl. v.a.)** : Ciné Beaugrenelle, 2<sup>e</sup> (271-52-35) ; UGC Maritz, 2<sup>e</sup> (723-62-33).

**EMMANUELLE IV (v.a.)** : Marignan, 2<sup>e</sup> (359-82-82) ; George-V, 2<sup>e</sup> (562-41-46) ; Francine, 2<sup>e</sup> (770-33-88) ; Maxville, 2<sup>e</sup> (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 2<sup>e</sup> (343-01-59) ; Miral, 1<sup>er</sup> (339-52-33) ; Montparnasse Pathé, 1<sup>er</sup> (320-12-06) ; Images, 1<sup>er</sup> (522-47-94).

**L'ÉPIQUE INFINIE (Fr.)** : Olympia Beaugrenelle, 2<sup>e</sup> (723-62-33).

**ERENDIRA (Franco-Mex., v.a.)** : Épis de Rex, 2<sup>e</sup> (357-57-47).

**L'ÉTÉ MEURTRE (Fr.)** : Paramount Marivaux, 2<sup>e</sup> (296-80-40) ; Élysée Lincoln, 2<sup>e</sup> (359-36-14).

**ET VOUS LE NAVIRE (It. v.a.)** : UGC Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 2<sup>e</sup> (634-25-52) ; Élysée Lincoln, 2<sup>e</sup> (359-36-14).

**L'ÉTINCILLE (Fr.)** : Normandie, 2<sup>e</sup> (359-41-82) ; UGC Boulevard, 2<sup>e</sup> (246-64-44) ; UGC Convention, 1<sup>er</sup> (828-42-27).

**LA FEMME FLAMÈRE (All.)** : (v.a.) : Gaumont Halls, 1<sup>er</sup> (343-75-17) ; Berlitz, 2<sup>e</sup> (742-60-33) ; Élysée Lincoln, 2<sup>e</sup> (359-36-14) ; Ambassade, 2<sup>e</sup> (359-19-08) ; Olympia, 1<sup>er</sup> (343-55-38) ; Parnassus, 1<sup>er</sup> (329-83-11) ; V.I. : Richelieu, 2<sup>e</sup> (233-56-70) ; Francine, 2<sup>e</sup> (770-33-88) ; Nations, 1<sup>er</sup> (343-04-67) ; Montparnasse, 1<sup>er</sup> (327-52-37) ; Gaumont Convention, 1<sup>er</sup> (828-42-27) ; Pathé Clichy, 1<sup>er</sup> (322-46-01) ; Gambetta, 2<sup>e</sup>



(579-33-00) : Muret, 16 (551-99-75) ; Montparnasse, 14 (327-52-37) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secrétan (241-77-99) ; Marnik, 6 (278-47-80) ;

**TOUR ORNOTTORE (A, v.a.)** : Studio Alpha, 5 (354-39-47) ; St-Amand-des-Bois, 6 (326-80-25) ; George V, 9 (562-41-46) ; Montparnasse-Putée, 14 (321-12-06) ; - V.I. : Richelieu, 2 (233-56-70) ;

**TOURISSE (A, v.l.)** : Opéra Night, 2 (296-62-56) ;

**LA TRACE (Fr.)** : Lucerna, 6 (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 9 (225-18-45) ;

**LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.)** : versions Delavault : Gal, Sarrons : Saint-Ambroise, 11 (700-89-18) ;

**TRANSCENDANCE (Angl.)** : Champs Elysées, 5 (354-20-12) ; Marbeuf, 9 (225-18-45) ;

**TRICHEURS (Fr.)** : Epée de Bois, 9 (337-57-47) ; Parnassienne, 14 (329-89-11) ;

**LA ULTIMA CENA (Cin. v.a.)** : (H. v.) : Denfert, 14 (321-41-01) ;

**UN AMOUR DE SWANN (Fr.)** : Garmont Hallas, 1 (297-49-70) ; Opéra, 2 (261-50-32) ; Bastille, 6 (633-79-38) ; Elysées, 7 (205-12-15) ; Colisée, 8 (323-68-40) ; St-Lazare-Piquier, 9 (387-35-42) ; UGC Boulevard, 9 (246-86-44) ; Assemblée, 12 (343-00-43) ; Garmont-Sud, 13 (327-84-50) ; P.L.M. St-Jacques, 14 (589-68-42) ; Lamar, 14 (320-89-57) ; Garmont Convention, 15 (828-42-27) ; Mayfair, 16 (525-27-06) ; Pathé Champs, 19 (322-46-61) ;

**UN BON PETIT DIABLE (Fr.)** : St-Ambroise, 11 (700-89-18) ; Grand-Pavée, 15 (354-46-85) ;

**UN FAUTRIER POUR DEUX (A, v.a.)** : George V, 9 (562-41-46) ;

**LA VILLE BRULÉE (Esp. v.a.)** : Saint-Sébastien, 5 (354-50-11) ;

**LA VILLE DES PIRATES (Franco-Portugais, v.l.)** : Olympia, 14 (545-35-55) ;

**VIVE LES FEMMES (Fr.)** : Cité Beaubourg, 3 (278-34-15) ; UGC Denfert, 6 (329-42-62) ; UGC Ronsard, 6 (633-14-77) ; UGC Strasbourg, 9 (259-15-71) ; Biscuits, 9 (323-68-40) ; Marnik, 6 (770-72-86) ; UGC Boulevard, 9 (246-86-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-51) ; UGC Gobelins, 13 (327-84-50) ; Marnik, 14 (539-52-43) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; Marnik, 16 (525-27-06) ; Images, 18 (522-47-94) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ;

**WEN KUUN (LE BON DIEU) (H. v.)** : St-Amand-des-Bois, 6 (326-80-25) ; Gaité Richelieu, 9 (278-41-77) ;

## Les grandes reprises

**ALLEN (A, v.a.)** : (Fr.) : Gaité, 9 (354-72-71) ;

**AGENT SECRET (A, v.a.)** : Calypso, 17 (380-30-11) ;

**ALICE COUCHER ALLELUIA (A, v.a.)** : Action Christiane, 6 (325-47-46) ;

**ANGE (A, v.a.)** : Action Christiane, 6 (325-47-46) ;

**AURELIA (H. v.)** : Denfert, 14 (321-41-01) ;

**LES ARISTOCRATES (A, v.l.)** : Napoléon, 17 (389-41-46) ;

**AU-DELA DU REEL (A, v.a.)** : (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61) ;

**LE BAL DES VAMPIRES (A, v.a.)** : (Fr.) : Champs, 5 (354-51-60) ;

**BARRY LINDON (Angl., v.a.)** : Grand-Pavée, 15 (354-46-85) ;

**BERLE (A, v.a.)** : Action Rive-Gauche, 9 (354-47-62) ;

**BLANCHES-NEIGE ET LES SEPT NAIGES (A, v.l.)** : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ;

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A, v.a.)** : Studio Bertrand, 7 (783-64-66) ;

**CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA (A, v.a.)** : Studio Marnik, 6 (333-55-97) ;

**LA COUPEURANE (A, v.a.)** : André-Buzin, 13 (337-74-39) ;

**DANS LA VILLE BLANCHE (Bel.)** : Saint-Ambroise, 11 (700-89-18) ;

**LE DERNIER TANGO A PARIS (H. v.)** : (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61) ;

**LES DESARRAIS DE L'ÉLÈVE TORLESS (Ail. v.a.)** : Olympia-Lamartine, 6 (333-57-77) ;

**DÉTRUIRE DIT-ELLE (Fr.)** : Denfert (H. v.), 14 (321-41-01) ;

**LES DIABOLIQUES (Fr.)** : Olympia-Lamartine, 6 (333-57-77) ; Olympia-Putée, 14 (321-12-06) ; Olympia-Entrepôt, 14 (545-35-55) ;

**DON GIOVANNI (Angl., v.a.)** : Calypso, 17 (380-30-11) ;

**EMMANUELLE (Fr.)** : Paramount City, 9 (562-45-76) ;

**LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.)** : Ronsard, 16 (288-64-44) ;

**ERASERHEAD (A, v.a.)** : (Fr.) : Biscuits, 13 (707-28-04) ;

**EUROPE 51 (H. v.a.)** : Logos III, 5 (354-43-34) ;

**LA FABLEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A, v.l.)** : Napoléon, 17 (755-63-42) ;

**LE FACILEUR SONNE TOUJOURS (A, v.a.)** : (Fr.) : Timples, 9 (272-94-56) ;

**FANFAN LA TULIPE (Fr.)** : Logos III (H. v.), 5 (354-43-34) ;

**FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.a.)** : Olympia-St-Germain, 6 (222-87-23) ;

**FENÊTRE SUR CÔUR (A, v.a.)** : Garmont Hallas, 1 (297-49-70) ; St-Amand-des-Bois, 6 (326-80-25) ; Garmont Colisée, 8 (323-68-40) ; Action Lafayette, 9 (878-80-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79) ; Bienvenue-Montparnasse, 15 (544-25-02) ; - V.I. : Berlioz, 2 (742-60-33) ;

**FURIO (A, v.a.)** : Espace Gaité, 14 (322-46-61) ; Saint-Lambert (H. v.), 15 (352-91-68) ;

**GIMME SKEETER (A, v.a.)** : Vidéo-stone, 6 (325-60-34) ;

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU FLAVER (Fr.)** : (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01) ;

**HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.)** : Champollion, 5 (354-51-60) ;

**JEUS DE NAZARETH (H. v.l.)** : Grand-Pavée, 15 (354-46-85) ;

**JE NE SUIS PAS UN ANGE (A, v.a.)** : Action Rive-Gauche, 9 (354-47-62) ;

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛLAND (A, v.a.)** : Cinéma, 6 (633-10-82) ;

**LA LUNA (H. v.a.)** : Saint-Lambert, 15 (352-91-68) ;

**LORETTA (A, v.a.)** : Action Christiane, 6 (325-47-46) ;

**LUDWIG VESCONTI (H. v.a.)** : Saint-Amand-des-Bois, 6 (326-80-25) ;

**MARK DEKON DETECTIVE (A, v.a.)** : Action Christiane, 6 (325-47-46) ;

**MIDNIGHT EXPRESS (A, v.l.)** : (Fr.) : Cypri, 2 (508-11-69) ;

**MOLIERE (Fr.)** : Bouquiers, 6 (326-12-12) ;

**MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A, v.a.)** : Champs Elysées, 5 (354-20-12) ;

**LE MINISTRE DE LA PÊCHE (A, v.a.)** : Action Christiane, 6 (325-47-46) ;

**ONIBARA (Jap.)** : Timples, 9 (272-94-56) ;

**ORFÈVE NEGRO (Fr.)** : Grand Pavée, 15 (354-46-85) ;

**PAIN ET CHOCOLAT (Fr.)** : Saint-Michel, 5 (326-79-17) ;

**OUTLAND (A, v.a.)** : Cité 13 Promesses, 18 (259-62-75) ;

**LA PARTY (A, v.a.)** : Action Christiane, 6 (325-47-46) ;

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC (H. v.)** : Timples, 9 (272-94-56) ;

**LE 7 SÈAU (Suéd., v.a.)** : Studio Bertrand, 7 (783-64-66) ;

**LE SECRET DE VERONIQUE VOSS (Ail. v.a.)** : Rialto, 19 (607-87-61) ;

**SHINING (A, v.a.)** : (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34) ; - V.I. : Opéra Night, 2 (296-62-56) ;

**TRE ROSE (A, v.a.)** : Publicis Madison, 8 (359-31-97) ; Rialto, 19 (607-87-61) ;

**UN NOUVEAU AMOUR DE COCCINELLE (A, v.l.)** : Napoléon, 17 (755-63-42) ;

**UNE FEMME DISPARAIT (A, v.a.)** : Evren, 1 (297-53-74) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Quimper, 3 (633-79-38) ; Marignan, 4 (359-92-82) ; Parnassienne, 14 (322-46-61) ;

**LA VEUVE JOYEUSE (A, v.a.)** : Richelieu, 2 (354-15-04) ;

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE (H. v.a.)** : Logos Quartier Latin, 5 (354-43-34) ;

## Les festivals

**H. ACHEMUNUSCH (v.a.)** : TEP, 19 (797-96-06) ; sam. 14 h 30 : l'Atlantique à la nage ; le Bataille à la Bère ; dim. 20 h : le Commencement ; Salut à la Bère ; lun. 20 h : le Dernier Train ; le Fantôme ;

**J. BERTIO COMÉDIENNE ET CINÉASTE** : mar. 14 h, ven. 20 h, lun. 18 h : Cap Canail ; mar. 20 h, sam. 16 h : M. Klein ; mar. 22 h, sam. 20 h : Week-End ; jeu. 18 h : Bastien Batisse ; jeu. 20 h, dim. 16 h : Céline et Julie vont en bateau ; ven. 16 h : Béber Besser Mother (c.m.) ; Neige ; ven. 22 h, dim. 20 h : le Chien et la Chienne ; sam. 18 h, dim. 22 h : le Milieu du Monde ; sam. 22 h, lun. 22 h : Neige ; dim. 14 h, lun. 22 h : Neige ; dim. 14 h, lun. 20 h : Deux ou trois choses que je sais d'elle ;

**HUMPHREY BOGART (v.a.)** : Action Christiane (325-47-46) ; mar. jeu. : le Mystérieux Docteur Chatterbox ; mar. sam. : Key Largo ; dim. lun. : Dark Victory ; mar. : la Femme à chapeau ; jeu. : Plumes de cheval ; ven. : Un jour sans plus ; sam. : Chatterbox d'or ; dim. : Monday Business ; lun. : Un jour sans plus ; mar. : les Marx en grand magasin ;

**J. CARPENTIER (v.a.)** : Biscuits, 13 (707-28-04) ; 14 h 30 (G. D.) : Fog ; 16 h 30 : The Thing ; 18 h 30 : Assault ; 20 h 30 : New-York 1977 ; 22 h 30 : Christine ;

**CINÉMA FRANÇAIS** : le climat des années 60 : Olympia, 14 (545-35-55) ; mar. : La Proie pour l'ombre ; sam. : Vivre sa vie ; dim. : l'Armée des ombres ; lun. : l'Armée des ombres ;

**CINQ LEÇONS DE THÉÂTRE D'ANTOINETTE VITTEZ** : Champs Bonheur, 12 (797-70-30) mar. 20 h 30 ; dim. 16 h, 18 h, 20 h ;

**COUNTRY MUSIC (v.a.)** : Studio Bertrand (783-63-66) ; mar. : le film D'Éternité (Fr.) ; jeu. : mar. : le film D'Éternité (Fr.) ;

**G. DEBORD** : Studio Cyprien, 9 (354-89-22) ; mar. : jeu. : mar. : la Société des spectacles ; dim. : le film D'Éternité (Fr.) ;

**FILM FANTASTIQUE (v.a.)** : Biscuits, 13 (707-28-04) ; mar. 14 h, ven. 20 h, lun. 18 h : les Indes ; mar. lun. 16 h, ven. 22 h : Inferno ; mar. 18 h : Fury ; mar. dim. 22 h, ven. 14 h : Météore dans le train fantôme ; mar. 16 h, mer. 20 h : Wolfen ; mar. 18 h, lun. 14 h : le Loup-Garou de Londres (Fr.) ; mar. 22 h, lun. 16 h : l'Armée des ombres ; 18 h, sam. 22 h, dim. mar. 14 h : Chair pour Frankenstein ; jeu. 20 h, ven. 16 h, sam. 14 h : l'Invasion des profanateurs ; 22 h, lun. 22 h, ven. 16 h : Zombi (Fr.) ; ven. 18 h, dim. 20 h, lun. 14 h : les Prisonniers d'Angouleme ; mar. 18 h, dim. 16 h, lun. 20 h : Potemkine (Fr.) ; dim. 18 h, ven. 16 h : l'Armée des ombres ; mar. 20 h : l'Armée des ombres ;

**A. HITCHCOCK (v.a.)** : Action La Fayette, 9 (578-80-50) ; mar. : jeu. : mar. : Saboteurs ; dim. : lun. : mar. : Agent secret ;

**LA NUIT DES FRISSONS (v.a.)** : Rialto, 19 (607-87-61) ; sam. 23 h 30 : Au-delà du réel ; dim. dans la nuit ; Harlequin ;

**PANORAMA DU JEUNE CINÉMA (H. v.)** : Studio 48 (770-52-40) ; mar. 20 h 30 ;

**PROMOTION DU CINÉMA (v.a.)** : Studio 28, 19 (606-36-07) ; mar. : Un Bon Petit Diable ; jeu. : le Ministère de la nuit ; ven. : le film : L'Éternité ; dim. : mar. : le film : L'Éternité ;

**C. SAURA (v.a.)** : Denfert, 14 (321-41-01) ; lun. 21 h 40 : Elia vide mia ; mar. ven. 22 h, jeu. 14 h, dim. mar. 20 h, lun. 18 h : Vivre avec ; jeu. : sam. 20 h, ven. dim. 16 h, lun. mar. 14 h : Noces de sang ;

**TARKOVSKI (v.a.)** : Combes, 6 (544-28-80) ; mar. 16 h, ven. 19 h, sam. 16 h, lun. 21 h 30, lun. 14 h : Solari ; mar. 16 h 30, ven. 21 h 30, sam. 14 h, dim. 16 h, lun. 16 h 30 : l'Éternité d'été ; le Koolhaas comprennent le vie ; mar. sam. 21 h, jeu. mar. 16 h, lun. 19 h : Andréi Roubliev ; jeu. mar. 17 h, ven. 14 h, dim. 18 h 30 : Stalker ; mar. dim. 14 h, jeu. lun. mar. 22 h, ven. 17 h, sam. 19 h : le Miroir ;

**UGC NORMANDE - REX - UGC BOULEVARD - UGC ODEON - UGC MONTMARTRE - UGC GODELINS - UGC CONVENTION MISTRAL - ONE BEAUBOURG LES HALLES - WELPER PATHE - UGC GARE DE LYON - 3 MURAT**

**ARTEL Créteil - ARTEL Nanterre - ARTEL Boulogne - ARTEL Nanterre - FLANDELS Sarcelles - AVIATIC Le Bourget BELLE ÉPINE PATHE Thiais - CLUB Colombes - GAMMA Argenteuil - FRANCAIS Englebert - CYRANO Versailles**

**CZL St-Germain - ARTEL Rueil - VELUZY 2 - 9 DÉFENSE - 4 TEMPS**



**CHAILOT** 727 81 15  
THEATRE NATIONAL  
*faut-il choisir? faut-il rêver?*  
BRUNO BAYEN 1 mars-7 avril

ETTORE SCOLA  
LE BAL

en exclusivité au studio Médicis.

*Le film qui donne à voir sa musique...*

**CHRONIQUE D'ANNA MAG DALENA BACH**

de Jean-Marie Straub  
avec Gustav Leonhardt  
dans le rôle de J.S. Bach

**Club du Monde des Spectacles**

**Réservation**

Liste des Spectacles

Location réservée aux adhérents du Club du Monde des Spectacles

Renseignements : 281.26.20

Don Juan, mise en sc. : M. Bernichou ; les 18, 24 et 30/05 : 20 h 30. (Bouffes du Nord). 60 F au lieu de 70 F.

Angelo, tyran de Padoue, les 24/03, 3/04, 5/04 : 20 h 30 ; le 28/03 : 15 h (Rond-Point). 68 F au lieu de 80 F.

Les affaires sont les affaires, les 22/03, 6/04, 7/04 : 20 h 30 (Rond-Point). 60 F au lieu de 80 F.

Terre étrangère, les 28, 29/03 : 20 h (Nanterre Armand). 66 F, prix normal.

Le retour d'Indigène, de Ritsos, les 23/03, 12/04 : 20 h 30 ; le 1/04 : 18 h (Carroussel, Tempête). 48 F au lieu de 55 F.

La fantasmagorie de Prague, les 13, 27/04, le 15/04 : 15 h ; le 21/04 : 17 h 30 (Rond-Point). 130 F au lieu de 180 F, 106 F au lieu de 120 F, 80 F au lieu de 90 F.

Pense à l'Afrique, les 28/03, 10/04 : 20 h 30 (Rond-Point). 70 F au lieu de 80 F.

Assemblée internationale, G. Galmotti (dir.) (Castiglioni, Donatoni, Ferraro, Stravinski), le 28/04, 20 h 30 (Rond-Point). 67 F au lieu de 75 F.

Ensemble orchestral de Paris (L.-P. Waller) (Stravinski, Bon, Haydn), le 28/03 : 20 h 30 (Th. des Champs-Élysées). 90 F au lieu de 110 F, 70 F au lieu de 85 F.

Heir, le 31/03 (Carnot). 68 F au lieu de 80 F, 85 F au lieu de 100 F, 120 F au lieu de 140 F.

From Harlem to Broadway, le 21 : 20 h 30 (Rensselaer). 70 F au lieu de 80 F.

J. Lapointe, le 5/04, 20 h 30 (Bobino). 93 F au lieu de 110 F.

Grease Allwright, les 2, 4 et 5/05 : 20 h 30 (Bobino). 93 F au lieu de 110 F.

David Gilmour, funky-rock, le 14/04 : 20 h (Zénith). 77 F au lieu de 85 F.

Oscar Peterson Trio, le 5/04 (Pleyel). 135 F au lieu de 180 F.

Ballet de Cuba, les 21 et 22/03 (Théâtre des Champs-Élysées). 148 F au lieu de 170 F.

Ravi Shankar, le 26/03 (Théâtre de Paris). 98 F au lieu de 120 F, 80 F au lieu de 90 F.

Le Roi Lear (mise en scène M. Marché). Les 5 et 6/04 (Théâtre de Paris). 80 F au lieu de 110 F, 75 F au lieu de 85 F.

Ballet Moscovite, les 28/04, 15/05 (Palais des Congrès). 145 F au lieu de 180 F, 110 F au lieu de 130 F, 85 F au lieu de 100 F.

Orchestre symphonique d'URSS (de Moscou). Dir. E. Svetlanov. Les 22 et 23/03 (TMP). 155 F au lieu de 175 F, 135 F au lieu de 150 F.

Lindsay Kemp Company, les 4, 8 et 17/05 (Théâtre de Paris). 90 F au lieu de 110 F, 75 F au lieu de 85 F.

Sérapiens, les 14 et 15/04 (Théâtre de Paris). 80 F au lieu de 70 F. Le 20/04, 85 F au lieu de 100 F.

M. Vitrac, mise en scène Jean-Christophe Grunewald. (Créteil). les 23 et 24/03. 50 F au lieu de 60 F.

Ardan de Faversham, les 8, 19/04 ; 2, 5, 10/05 (Th. de la Ville). 80 F au lieu de 72 F.

Genet Juke, les 12 et 21/04 (Th. de la Ville). 80 F au lieu de 72 F.

La Mouette, les 5 et 10/04 (Chailot). 60 F au lieu de 80 F.

La Héron, les 12 et 14/04 (Chailot). 50 F au lieu de 60 F.

Cherchez un disparu, les 28 et 30/03, 18 h 30 (Chailot). 24 F au lieu de 27 F.

Faut-il choisir, faut-il rêver ? les 5 et 7/04 (Chailot). 50 F au lieu de 60 F.

Spectacle défilé Thierry Mugler, le 22/03 (Zénith). 150 F au lieu de 200 F.

P. Desproges, les 28 et 30/03 (Fonétine). 92 F au lieu de 120 F.

Odeurs, les 29 et 30/03 (Gymnase). 85 F au lieu de 110 F.

Le retour, à chaque représentation, du 18 au 31/03 (Athénée). 47 F au lieu de 55 F.

Pathé-Cinéma : chaque cinéma (51 écrans Paris-Périphérie, Lille, Lyon, Marseille, Orléans, Tours (cf. au sam. 19 h au dim. 18 h, veilles de fêtes et fêtes) 110 F (les cinq cinémas) ; 220 F (les dix).

Réservation dans la limite des places disponibles. Indiquez les dates et le nombre de places choisies. Pour réserver, téléphonez-nous et confirmez par écrit avec un chèque sous 48 heures, ou bien retournez-nous directement ce bulletin de location avec votre chèque. (Les prix indiqués comprennent les frais de location.)

**Réservation**

Nom : Prénom

Rue : N° Ville

Code postal : N° Carte Club

Chèque joint à l'ordre de CAMERA PRESS. Retournez ce bulletin-réponse avec votre chèque et une enveloppe timbrée au tarif lettre à Camera Press du Monde des Spectacles, 94, rue Saint-Lazare 75009 Paris.

**Adhésion au Club**

A retourner au journal LE MONDE, service publicité, 5, rue des Italiens 75009 Paris. Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal "Le Monde".

Nom : Prénom

Rue : N° Ville

Code postal : N° tél.



# COMMUNICATION

## L'AUDIENCE DES CHAINES DE RADIODIFFUSION

### Antenne 2 progresse encore mais TF 1 amorce une remontée

Au hit-parade des audiences de radio et de télévision, deux championnes incontestées confirment leur image de stars : Antenne 2 qui, d'une année sur l'autre, gagne plus de six points dans les sondages et peut, désormais, revendiquer un auditoire de 24 907 000 personnes, et RTL qui, malgré une très légère érosion depuis l'hiver 1983, continue de devancer largement ses concurrentes. Un classement qui ne surprend guère, mais ne doit pas masquer l'amorce d'un redressement de TF 1 depuis octobre 1983 et la légère remontée des audiences de FR 3 et de Radio-France. Ce sont les principaux résultats de la vague de sondages réalisés du 5 janvier au 1<sup>er</sup> février par le Centre d'études de supports de publicité (CESP) auprès d'un échantillon de 4 265 personnes.

Avoir un « bon CESP », c'est comme décrocher une bonne note et le score publié fait, selon les cas, figure de récompense, d'encouragement, voire de consécration d'une politique de chaîne. Perçu souvent comme une sanction, conséquence d'erreurs et de mauvais choix, le « mauvais CESP » résonne, lui, comme un glas et, pour peu qu'il se confirme, fait souffler dans les chaînes et les stations des vents de panique.

Est-ce à ce souffle « punitive » que TF 1 doit, aujourd'hui, ce ressaisissement perçu dans les sondages ? La chute, il est vrai, avait été profonde, et l'on est encore loin des scores qui la hissaient à la tête des classements, voire de ceux que la chaîne avait réalisés il y a juste un an.

Toutefois, une remontée s'amorce depuis l'automne dernier, et TF 1 gagne cinq points en audience cumulée sur octobre 83, passant de 44,9 % à 49,4 %. Conséquences sans doute de la nouvelle politique des programmes engagée par le PDG, M. Hervé Bourges, axée délibérément sur la conquête de l'audience. Un premier pas, souligne-on à la chaîne, que la présidente de la Haute autorité de la communication audiovisuelle s'est empressée de féliciter.

FR 3 enregistre aussi une nette avancée, passant de 29,9 % en janvier 1983 à 33,2 %, et affiche des résultats plutôt satisfaisants en fin de soirée.

Enfin, non content de confirmer sa prédominance, Antenne 2 accroît encore son audience jusqu'à gagner en un an 2 759 000 téléspectateurs en moyenne, 62,4 % d'audience cumulée contre 59,5 % en octobre 1983 et 56,1 % en janvier 1983. A noter son public également plus constant, puisqu'il est à l'écoute chaque jour en moyenne 124,7 minutes.

VU

### Le clap, qui attrape !

L'avez-vous vu ? Si vous tournez la tête ou si vous étirez le cou, c'est fini. Huit secondes, pas plus, juste après l'écran publicitaire de 20 h 30 ou vers 22 h, avant « Soir 3 » sur FR 3... C'est fini. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, tous les jours, il traverse l'écran à toute allure. Ni Groucho Marx ni Buster Keaton, minuscule (dans le temps) mais dans la ligne des grands, un vaste baret claqué, des knickers noirs, maigre comme un jour dans pain, il fait clap et s'envole.

Le clap, c'est cet instrument indispensable au cinéma, qui permet, quand on commence une scène, de synchroniser l'image et le son. On filme le clap (avec le claquement, on enregistre le son du bois qui claque). Après, bien sûr, on jette, on ne garde que l'action. Marc-Henri Wajnberg a été claqueman des années. Il a dû souffrir de faire partie des « chutes ». Ses claps sont des chutes sublimes, le rien qui se transforme en tout, une revanche sur l'oubli. Il s'enflamme, se transforme en cocktail Molotov, en vide-orde, en juke-box. Lui, c'est Napoléon, Blues Brother, Groucho. Il est comme les personnages de BD ou ces poupées en latex qu'on plie dans tous les sens. Il marche en apesanteur, les pieds sur le côté. Le comique fonctionne sur le non-sens, le presque-rien. La poésie, sur la surprise, les références. C'est minutieux, absurde, gracieux.

Marc-Henri Wajnberg, qui est belge, est l'homme à tout faire de ces bêtises anti-clips. Il est le scénariste, le réalisateur, le producteur, l'auteur de mille deux cents sketches de huit secondes qu'il a déjà réussis à vendre aux Belges, aux Italiens, aux Danois, aux Allemands, aux Hollandais. FR 3 avait inauguré l'année dernière les émissions de deux ou trois minutes (« Juste une image », avec Agnès Varda, « Monsieur Cylopède », avec Pierre Desproges...). Le nouveau chic, maintenant, c'est l'émission de huit secondes. Très utile pour « attraper » le téléspectateur au moment où il change de chaîne, cherche une émission. D'ur, pour les maniaques du magnétoscope : de 20 h 30 à 20 h 30 et, plus, vers 22 heures ! Clap !

CATHERINE HUMBLLOT.

contre 113,1 à la même époque l'an dernier.

Côté radio, la hiérarchie ne varie guère et, malgré un affaiblissement général de l'audience du média (qui perd 400 000 auditeurs en un an), RTL continue de caracoler en tête des sondages : 23,5 % d'audience cumulée (23,9 % en janvier 1983 et 24,3 % en octobre), contre 19,8 % à Europe-1 (21 % en janvier 1983 et 20 % en octobre), 15 % à France-Inter (16,2 % en janvier 1983 et 14,6 % en octobre), 7 % à RMC (8,8 % en janvier 1983 et 7,4 % en octobre).

France-Inter semble se ressaisir, notamment dans le secteur information qui affiche de bons résultats le matin et le soir. Quant à Europe-1, elle se félicite des scores de Michel Drucker sur lequel repose la moitié de la station et qui gagne petit à petit de l'audience. Enfin la part des radios libres est difficile à cerner, puisque, en faisant disparaître la catégorie « autres stations », le CESP rend difficile la comparaison avec l'an passé. On constate que les stations locales — publiques ou privées plus Sud-Radio et les stations étrangères — se partagent un auditoire de 7 902 000 personnes.

Le club Espace 89 favorable au passage de certains messages publicitaires sur les radios locales privées. — M. Philippe Grangeon, responsable du groupe « communication », créé par le club de réflexion de la majorité Espace 89, a estimé, dans une déclaration à l'Agence France Presse, que la loi de juillet 1982 doit être modifiée afin de permettre à ces radios d'acquiescer une

## Futur immédiat

Pour tous ceux qui doutent encore des mutations technologiques, qui font la moue devant la révolution de l'information ou qui ne voient pas très bien où vont les médias, le dénouement, ce jour-ci, par le parrain de la Défense, à Paris, est plein d'enseignements.

A l'entrée du Festival son et image (1), l'un des premiers stands s'intitule la maison de l'audiovisuel. On le visite comme un appartement témoin de n'importe quel lotissement. Mais la télévision est partout : dans la cuisine, dans la chambre à coucher accompagnée d'un magnétoscope et, plus petite, dans la chambre des enfants. Il faut y ajouter, pour faire bonne mesure, un ou deux compact-disques, un Minital près du téléphone, un micro-ordinateur dans le bureau et une console de jeux chez les enfants.

Excessif ? Peut-être, mais pourtant déjà dépassé. Quelques stands plus loin, les détracteurs sont devenus stéréotypés ou numériques. Un tuner spécial et une antenne parabolique leur permettent de capter une vingtaine de programmes transmis par satellite. Une régie compacte gère les périphériques : magnétoscopes, jeu vidéo, déco-

deurs pour ANTIOPE ou Canal Plus. Tout cela est miniaturisé, rangé, élégant. Le futur a déjà son « design ».

Le futur, vraiment ? A l'autre bout du palais du CNIT, Télédiffusion de France a installé sa tête de réseau. Le Festival, c'était, reçoit deux chaînes : TF 1, A 2, FR 3, RTL, TV 5 (ou Sky channel), TSB Monte-Carlo, un canal de rediffusion, une chaîne de vidéo-clips, un programme sous-titré en quatre langues, un magazine ANTIOPE du festival, un canal confiné aux éditeurs vidéo et une chaîne locale. Sans oublier toute la bande FM des radios pérennes.

L'abondance des images prend, d'un coup, des allures d'évidence. Comme le murmure, souriant, un industriel : « Maintenant, on ne peut plus reculer. » Seul, dans son coin, le stand des PTI a gardé un petit côté science-fiction. On y présente la visiophone et un programme interactif sur le musée Chapelle de Nice, commandé par Minital. Cela, on sait que ce n'est pas encore pour aujourd'hui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) du 14 au 18 mars, au CNIT.

véritable « indépendance financière et politique ». Cette ouverture — qui devrait exclure la publicité classique de produits — devrait notamment s'appliquer à l'annonce des manifestations culturelles des régions, même lorsqu'elles sont patronnées par des grandes marques, aux campagnes d'intérêt général et aussi bénéficier aux petites et moyennes entreprises.

## CORRESPONDANCE

### Un historien communiste explique les raisons de son refus de participer à l'émission d'Anne Sinclair

M. Jacques Girault, maître-assistant d'histoire à l'université de Paris-I, nous écrit à propos de l'annulation de l'émission d'Anne Sinclair sur TF 1, « le Parti communiste en question » (le Monde du 14 mars). Son propos éclaire les raisons qui ont poussé certains intellectuels du PCF à décliner l'invitation de la productrice après le retrait de M. Pierre Juquin :


Anne Sinclair m'a téléphoné, vers 20 heures, samedi 10 mars, pour me proposer de commenter, avec Jean Daniel, Jorge Semprun et Lily Marcou, les documents présentés dans son émission sur le Parti communiste. J'ai demandé un temps de réflexion et lui ai répondu négativement le dimanche 11 mars, à 8 h 30. Voici la raison de ma « dérobade », pour reprendre l'esprit des propos d'Anne Sinclair.


M. François Bonnemaison quitte « Magazine hebdo », — Chef du service politique de Magazine hebdo depuis sa création, le 15 septembre 1983, M. François Bonnemaison — ancien rédacteur en chef à France-Inter — a décidé de démissionner. Il a quitté l'hebdomadaire le 14 mars mais il refuse de commenter son départ. Il sera remplacé par M. Claude Jacquemart, quarante-huit ans, qui dirigeait jusqu'ici Perspectives, publication dépendant du groupe Bourgeois (Valeurs actuelles, le Spectacle du Monde), créée en octobre 1982.

Des collaborateurs de « la Vie Française » ou « Nouveaux Journaux ». — M. Michel Planchais, rédacteur en chef adjoint de la Vie Française et Marc Delphine Girard, responsable du secteur affaires sociales du même hebdomadaire, viennent d'entrer dans la rédaction du Nouveaux Journaux. Ces changements semblent consécutifs à la prise de contrôle récente du groupe Agel-Nouveaux Journaux par trois porteurs de parts dont M. Bruno Bertez, directeur général de la Vie Française (Le Monde du 18 et du 23 février).

# De l'air!

## Spacio, la maison qui respire.






De l'air! Voici Spacio la maison qui respire. Ah! Enfin de l'air, de l'air. Voici Spacio, la nouvelle maison de Phénix. Spacio, l'espace volume. Dans Spacio, l'espace c'est d'abord un volume de vie avec un séjour « 3 » dimensionnel dont le plafond monte jusqu'au toit. Spacio, l'espace lumière. Spacio, c'est de larges arrivées de lumière dans toutes les pièces. Avec ses deux portes-fenêtres face à face, le séjour bénéficie d'une double exposition. Ainsi, la clarté du jour illumine tout l'espace. Spacio, l'espace harmonie. Spacio possède cette intelligence de l'espace qui permet à chacun de vivre en harmonie avec les autres. Son espace-jour et son espace-nuit sont judicieusement séparés. Spacio, une gamme. Sur l'idée « volume et lumière », Phénix a conçu une gamme de maisons individuelles adaptées à chaque famille et à chaque région. Quatre modèles de base de 73, 82, 91 et 100 m<sup>2</sup> donnent ainsi naissance à une série de versions permettant un choix personnalisé. Espace, lumière, volume et garanties Phénix: les Spacio sont des maisons où il fait bon respirer. Spacio, c'est une nouvelle manière de vivre votre maison. Spacio de Phénix: enfin une maison qui respire.

## DECOUVREZ SPACIO

Spacio, l'espace volume. Dans Spacio, l'espace c'est d'abord un volume de vie avec un séjour « 3 » dimensionnel dont le plafond monte jusqu'au toit. Spacio, l'espace lumière. Spacio, c'est de larges arrivées de lumière dans toutes les pièces. Avec ses deux portes-fenêtres face à face, le séjour bénéficie d'une double exposition. Ainsi, la clarté du jour illumine tout l'espace. Spacio, l'espace harmonie. Spacio possède cette intelligence de l'espace qui permet à chacun de vivre en harmonie avec les autres. Son espace-jour et son espace-nuit sont judicieusement séparés. Spacio, une gamme. Sur l'idée « volume et lumière », Phénix a conçu une gamme de maisons individuelles adaptées à chaque famille et à chaque région. Quatre modèles de base de 73, 82, 91 et 100 m<sup>2</sup> donnent ainsi naissance à une série de versions permettant un choix personnalisé. Espace, lumière, volume et garanties Phénix: les Spacio sont des maisons où il fait bon respirer. Spacio, c'est une nouvelle manière de vivre votre maison. Spacio de Phénix: enfin une maison qui respire.

# MAISON PHENIX

© PHENIX



PHENIX 95200 B&S



# RADIO-TÉLÉVISION

# LETTRES

Mercredi 14 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Faust** : De la... Elle risque de nuire à la réputation de toute la famille. Quelles seront les réactions de Sue Ellen quand elle verra J.R. défendre la compagnie Ewing à la télévision ?
- 21 h 25 **L'Histoire à la une** : De J.-Y. Joudi et M. Duverney. Avec R. Darcy, J.-M. Farley, X. Guitel, J. Buffet, G. Condorc, A. Allot. Le lent cheminement du mouvement ouvrier du Moyen Âge à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, date de la loi sur les syndicats, en passant par la révolution de 1848. Un débat suivra le téléfilm documentaire. Avec M<sup>me</sup> Robertoux, M<sup>me</sup> Y. Leguin et J. Rongerie.
- 22 h 55 **Journal**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Téléfilm : Oudam**. D'après le roman de A. Demouzon, réal. G. Marx. Avec R. Solinas, A. Clément, P. Delmona. Dans une ville-fantôme, un colon secret, rendez-vous des amours clandestins, un tueur traquant les femmes seules, un homme à la dérive... un univers boursouflé de songes obscurs. Un téléfilm qui fonde doucement dans la bouche.
- 22 h 5 **Les Jours de notre vie : Alcool**, des plaisirs à l'esclavage. Magazine médical de D. Thibault, réal. B. d'Abriçon. Les dégâts provoqués par l'alcool sur l'organisme et les risques encourus par l'entourage de l'alcoolique. Violences, accidents du travail, de la route...
- 23 h **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cadence 3**. Émission de G. Lutz et L. Milic. Avec Linda de Souza et Daniel Guichard.
- 22 h **Journal**.
- 22 h 20 **Téléfilm : Pour que d'autres puissent vaincre**.

- De C. May et J.-D. Simon, d'après des faits réels rapportés par J.-M. Fuster dans son récit « Zone interdite ». Avec P. Baux, A. Laconte, C. Chénouat. L'attaque de la prison de Loos, près de Lille, par de jeunes résistants, le 5 février 1944. Quatre hommes dans la clandestinité tentent de s'échapper de la prison. Des coups de feu éclatent, l'alerte est donnée.
- 22 h 10 **Avec le temps : Rando**. Émission de M. Grégoire.
- 22 h 20 **Prélude à la nuit**. Introduction et allegro pour harpe, flûte, clarinette et quatuor à cordes, de Maurice Ravel, interprétés par les solistes de Marseille.

## FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 **L'Histoire de France en bandes dessinées**.
- 17 h 11 **Dessin animé : Balle et Sébastien**.
- 17 h 38 **Faust** : Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
- 18 h 4 **Les chevaliers de l'Élu**.
- 18 h 18 **Mon ami Guignol**.
- 18 h 30 **Vie régionale**.
- 18 h 54 **Gil et Julie**.
- 18 h Informations.
- 18 h 35 **Faust** : Le chevalier d'Hermantel.
- 18 h 50 **Dessin animé : Gédéon**.

## FRANCE-CULTURE

- 19 h 38 **Perspectives scientifiques : La richesse animale** : la vie secrète des infusaires.
- 20 h **Émission confidentielle**.
- 22 h 38 **Nuits magiques**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 **Concert : « Drumhury »**, de Keeler : « Prima si-fonia », de Roque-Alanis : « Radiomani », de Reibel par l'Orchestre philharmonique de Lorraine, dir. L. Pfaff ; sol. J.-P. Drouot, percussion ; E. Nouaille-Degros, soprano ; P.-Y. Arand, flûte.
- 22 h **Les arts : Américains à Paris** : œuvres de Mahover, Bach, Lewis, Rabin.

Jeudi 15 mars

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- En raison de la grève des comédiens, certains programmes ont été modifiés, d'autres risquent d'être perturbés.
- 11 h 30 **TF 1 Vision plus**.
- 12 h **Le rendez-vous d'Annick**.
- 13 h 30 **Agout cœur**.
- 13 h **Journal**.
- 14 h 45 **Objetivité** : les maladies fonctionnelles.
- 15 h 55 **Série : La mer est grande**.
- 16 h 50 **Les choses du jeudi** (à 15 h 55).
- 17 h 30 **Quartier en direct de Vincennes**.
- 18 h 45 **Images d'histoire aujourd'hui**. Avec Michel Anfrat et le lieutenant-colonel Robin.
- 17 h 10 **Documentaire : Les Eaux de Limoges**. Entretien avec Mlle Brunhammer, conservatrice au Musée des arts décoratifs de Paris, Bernadette Lepinois et Maurice Velabre, émailleurs, Jean-Jacques Prolongeau, directeur de l'École nationale d'art décoratif de Limoges.
- 17 h 30 **Dessin animé**.
- 17 h 40 **Clip-jockey**. Les Stray Cats, Regatta, Billy Joel, Bonanza.
- 18 h **Faust** : la Fête des bêtes.
- 18 h 15 **Le village dans les nuages**.
- 18 h 40 **Variétés**.
- 18 h 55 **7 heures moins cinq**.
- 19 h **Météo**.
- 19 h 15 **Émissions régionales**.
- 19 h 40 **Les petites drôles**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Série : Colombo**. Jeux de mots (rép.).
- 21 h 45 **Contre-enquête**. Magazine des faits divers de A. Hozac. Sept courts sujets, parmi lesquels : « Un vendredi soir » (sur le racisme ordinaire), « La vie est un rêve » (les aventures d'une dauphine de M. France et de l'homme de sa vie), « Les sorcières sont dans l'annuaire », etc.
- 22 h 45 **Histoires naturelles**. Émission d'E. Lalou, J. Barrière et J.-P. Fleury. Le marlin rouge du Mexique.
- 23 h 15 **Journal**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 **Antiope**.
- 12 h **Journal** (et à 12 h 45).
- 12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf**.
- 13 h 35 **Faust** : l'Instit.
- 13 h 50 **Aujourd'hui la vie**. Les médailles d'or.
- 14 h 55 **Téléfilm : Houdini le magicien**. Réal. M. Shavelson. (Redif). Les aventures d'Houdini, illusionniste, toute sa vie obéissant par les sciences occultes. Mystères. France et de l'homme de sa vie). Les sorcières sont dans l'annuaire, etc.
- 17 h 45 **Récré A2**. Papirol : Mes amis ont la parole ; Téléchat.
- 18 h 30 **C'est la vie**.
- 18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres**.
- 19 h 10 **D'accord, pas d'accord (INC)**.
- 19 h 15 **Émissions régionales**.
- 19 h 35 **Expression directe**. FO et le groupe PCF de l'Assemblée nationale.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Série : le Testament**. D'après N. Simon, réal. D. Stevens. A Londres, Noël Strachan cache à Joe que Jean est parti à sa recherche. A Willesden, la jeune femme apprend que Joe est parti pour l'Angleterre... Un feuilleton médiocre.
- 21 h 35 **Basket-ball : Ortez-Belgrada**. En direct de Coubertin, finale de la Coupe Korac. (2<sup>e</sup> mi-temps à 22 h 30).
- 22 h 15 **Météo** : Super crocs de Paris (finale). En direct de Berçy.
- 23 h 15 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h **Télévision régionale**. Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget**.
- 20 h 5 **Les jeux**.
- 20 h 33 **La minute nécessaire** de M. Cyolopède. Transformer une grenouille en plombier géant.

- 20 h 35 **Cinéma : Colline brûlante** de Stuart Heisler (1956). Avec N. Wood.
- 22 h 10 **Journal**.
- 22 h 30 **Avec le temps : Marie**. Émission de M. Grégoire.
- 22 h 40 **Prélude à la nuit**. « Fantaisie en do mineur », pour piano, chorale et orchestre de L. van Beethoven, interprétée par l'Orchestre symphonique de Boston, avec R. Serkin au piano et le Tanglewood Festival Chorus sous la direction de S. Osawa.

## FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 **L'Histoire de France en bandes dessinées**.
- 17 h 15 **Les concours**. En direct d'Evry.
- 17 h 57 **Court-métrage**.
- 18 h 8 **Faust** : Dynasty.
- 18 h 54 **Gil et Julie**.
- 18 h Informations.
- 18 h 35 **Faust** : Le chevalier d'Hermantel.
- 18 h 50 **Dessin animé : Gédéon**.

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 2 **Matinales** : en direct du Parlement européen de Strasbourg.
- 8 h **Les choses de la commission** : Électro ; à 8 h 12, Les bracomiers ; à 8 h 50, le Sarmat de laus.
- 9 h 7 **Matinée de la littérature**.
- 10 h 45 **Nicolas Soudry et l'Orchestre d'été**.
- 11 h 2 **Météo** : On il s'agit de Carmen - G. Bist (et à 13 h 30 et 17 h 32).
- 12 h 5 **Agenda**.
- 12 h 45 **Passions**.
- 14 h **Scen**.
- 14 h 5 **Un livre, des voix** : Jeanne de Luyne, comtesse de Vénus, avec J. Tournier.
- 14 h 47 **Les après-midi de France-Culture** : Les châteaux à Grenoble ; à 15 h 20, Dossier-Éclair ; à 17 h, Raison d'être.
- 18 h 30 **Faust** : La chanson des Nibelungen.
- 19 h 25 **Jazz à l'ancienne**.
- 19 h 30 **Les progrès de la biologie et de la médecine** : Causse des voix aérodynamiques supérieures.
- 20 h **Dramatique** : « La Fête », de R. Vailland ; avec M. Virel, J. Dano.
- 22 h 38 **Nuits magiques**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 0 h à 6 h **Les nuits de France-Musique** : à 2 h, Arthur Honegger.
- 7 h 10 **Actualité de disque**.
- 9 h 5 **L'oreille en collage**.
- 9 h 20 **D'une oreille l'autre** : œuvres de Mozart, R. Strauss, Berg.
- 12 h 5 **Concert** : œuvres de Bach par le Guilbail String Ensemble de Londres.
- 13 h 32 **Opéra-magasin** : K. Koyama, Y. Suzuki, H. Shimoyama.
- 15 h **Musiques à l'étranger** : Les grandes voix du Canada (3<sup>e</sup>) - R. Robin, L. Simoes, S. Dancs, R. Vercaut.
- 18 h 5 **L'Impératrice**.
- 19 h **Le temps du jazz** : Faust (E. Dolphy) ; Bloc-notes, de J.-R. Masson.
- 20 h **Présentation de concert**.
- 20 h 5 **Concert** (en direct de Munich) : Concerto pour violon et orchestre « à la mémoire d'un ange », de Berg. Requiem en ré mineur de Mozart par les chœurs et l'orchestre de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. G. Krumer, violon, E. Matz, soprano, T. Schmidt, alto, P. Scheller, ténor, G. Howell, basse.
- 22 h 20 **Concerts internationaux de guitare**.
- 23 h **Les arts : Américains à Paris** : œuvres de Adams, Schenberg, Copland, Ives, Schubert.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MERCREDI 14 MARS

- M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est reçu au journal de 20 heures sur Antenne 2.

### JEUDI 15 MARS

- M. Pierre Juquin, secrétaire du bureau politique du PCF, est invité à 8 heures aux Europe 1.

## Uwe Johnson est mort

Uwe Johnson, considéré comme le plus grand écrivain allemand contemporain avec Günter Grass, a été trouvé mort, le lundi 12 mars, seul dans la maison qu'il habitait dans la petite ville de Sierowitz-sur-Se, sur la côte sud-est de l'Angleterre. Il était âgé de quarante-neuf ans.

Dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 14 mars, le critique allemand Marcel Reich-Ranicki parle du décès caché des dernières années d'Uwe Johnson acharné à se détruire au point de ne plus pouvoir écrire. « L'alcool l'avait rendu incapable

d'écrire ou bien son incapacité à écrire l'avait-elle mené à l'alcoolisme ? », écrit le critique.

Après dix années de silence, la publication du quatrième et dernier tome d'Une année dans la vie de Gesine Cresspahl, il y a quelques mois, avait réjoui ses amis et étonné ceux qui doutaient de lui. « C'est le volume le plus intéressant et le plus significatif du cycle », dit encore Marcel Reich-Ranicki. Jamais un romancier allemand n'a décrit la situation dans les premières années de l'après-guerre, sur le territoire de ce qui allait devenir la RDA, d'une manière aussi vraie et avec un regard aussi aigü.

## L'écrivain de l'Allemagne divisée

Né le 20 juillet 1934 à Kamin, aujourd'hui Kamin, une petite ville polonaise dans une famille mecklembourgeoise, aux lointains ancêtres suédois, Uwe Johnson avait fait, il y a vingt-cinq ans, avec son premier roman, la Frontière, une entrée fort remarquée sur la scène littéraire allemande. C'était en 1959, l'année même, d'ailleurs, où parut le Tambour, de Günter Grass. Johnson vient de quitter Berlin-Est sans autorisation des autorités de Berlin-Est pour passer à Berlin-Ouest, et avec l'autorisation des autorités de Berlin-Ouest.

La Frontière, qu'il définira plus tard comme « la première protestation d'un individu qui refuse de croire à l'histoire », est portée d'emblée aux nues par la critique. Mêlant à la fois le temps et les perspectives, ce roman — qui sera couronné en 1962 à Formentor par le Prix international de littérature — se présente comme une série de conjectures sur la mort inexpliquable d'un cheminot est-allemand.

Ses livres suivants l'imposèrent à la critique (1961) et surtout Deux Points de vue (1965) vont consacrer Johnson comme le spécialiste de la coupure des deux Allemagnes. Situé à Berlin en août 1961, au moment même où s'édifie le mur, matérialisation de la cassure du monde, Deux Points de vue décrit l'échec de deux jeunes gens (l'auteur, à l'exemple de Kafka, les désigne par de simples initiales : M. B. et M. C.), essayant en vain de se rejoindre de part et d'autre de l'ancienne capitale du Reich. Sous le réalisme apparent, c'est en fait un roman fantastique baignant dans la même lumière étrange que les toiles de Magritte.

Lorsqu'il aborde, en 1967, l'année dans la vie de Gesine Cress-

conception de la littérature. « L'une des tâches de celle-ci, disait-il notamment, est de servir d'intermédiaire entre les hommes en leur transmettant toutes les informations qu'ils sont avides de savoir les uns sur les autres. » On peut se demander si dans ce grand roman, d'une stupéfiante richesse de détails, qu'est Une année dans la vie de Gesine Cresspahl les arbres, comme dans le proverbe allemand, ne cachent pas parfois la forêt. Ce livre restera en tout cas le document indispensable pour quiconque veut comprendre l'Allemagne de l'après-guerre.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

\* L'œuvre d'Uwe Johnson — la Frontière, Deux Points de vue, Une année dans la vie de Gesine Cresspahl (trois tomes parus) — a été publiée chez Gallimard.

## PRIX RENAUDOT : LA RETRAITE DE GEORGES CHARENSOL

Georges Charensol, fondateur du Prix Renaudot en 1925, est décédé, après cinquante-neuf ans passés à lire à chaque rentrée une centaine de romans, pas toujours passionnants, il « était temps » de prendre sa retraite. Il a donc demandé aux autres membres du jury de procéder à une élection. « Ma retraite ne sera effective qu'après la désignation de mon remplaçant », nous a-t-il précisé.

Le jury du Prix Femina va devoir lui aussi organiser des élections, trois fauteuils étant désormais vacants en raison de la mort de Germaine Beaumont, l'an dernier, de la démission d'Elisabeth Barbier et du passage à l'honorariat de la doyenne du jury, M<sup>me</sup> Simone.

# Le Monde

HORS SÉRIE



## VENTS D'OUEST

Janvier 1976 : le Monde publie le premier « Bilan économique et social », consacré à l'année 1975, sous le titre : « La crise ».

Janvier 1984 : la neuvième brochure, « Vents d'Ouest », présente les événements essentiels de 1983 dans 145 pays.

Les faits dominants — la reprise aux États-Unis, la montée du dollar, l'omniprésence du FMI, les difficultés financières de nombreux pays — sont illustrés de tableaux et de graphiques.

Pour la France, sont notamment présentés le Plan du 25 mars, la troisième dévaluation et les ambitions oubliées. La situation dans les départements et territoires d'outre-mer est analysée pour la première fois.

Doté de cartes et de dessins, « le Bilan » comporte des articles de fond sur les grands dossiers de l'actualité. Un double index par thème et par pays, une chronologie jour par jour, facilitent la lecture de cet ouvrage de 212 pages tiré à 200 000 exemplaires.

## BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1983

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
Nombre d'exemplaire(s) ..... x 35,50 F (frais de port inclus) = ..... F M.D.

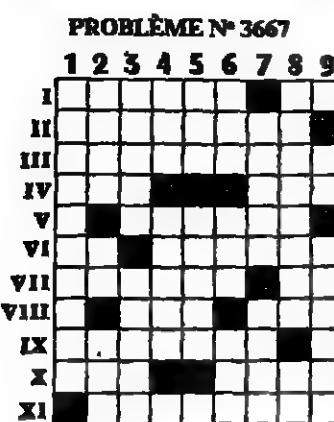
Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE, service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

REZ SPACI



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS



### HORIZONTALEMENT

I. Pour y descendre, il faut être bien monté. Unité de cube ou de carré. - II. Ressentir un haut-le-cœur pour ce qu'on porte basement dedans. - III. Pour lui, plus que tout autre, l'eau, c'est du liquide. - IV. Conduits à droite. Complexe méditerranéen. - V. Pré-sentateurs de robes à rayures toujours à la mode. - VI. Lettres de décès. Sorte de pain que l'on peut gagner avec son homonyme. - VII. Planqué. Pensionnaire insolite du plancher des vaches. - VIII. N'a rien appris ou rien retenu. Pour le sortir, il faut le pousser. - IX. Poignée de main. - X. L'état latin revendiqué par Louis XIV. Unité d'une célèbre cohorte. - XI. Acte confirmant une séparation de corps.

### VERTICALEMENT

I. On ne saurait affirmer que ce mot manque de sens. - 2. Précède le jour pour ne servir que la nuit. Démonstratif. Plus il est grand, plus il est lourd à porter. - 3. Etoile de Guipuzcoa. Refroidit au front et rafraîchit à la cantine. - 4. Plus il est bon, plus on a tendance à le taper. Augmente le cachet d'un secrétaire. - 5. Pièce avec souffleur et soufflet. Celui qui sonne « saut » peut vous envoyer au ciel. - 6. Les légumes qui s'y cultivent ne sont pas des coriandres. Ne peut-être embouteillée sans bouchons. Responsable de beaucoup de chagrin. - 7. Eminence germanique dominant son homonyme parisien. Roule petitement au pays des « Cadillacs ». - 8. Sa pomme est très juteuse. Divinité. - 9. Préposition. Prendre une juste mesure ou se mesurer outrageusement.

### Solution du problème n° 3666

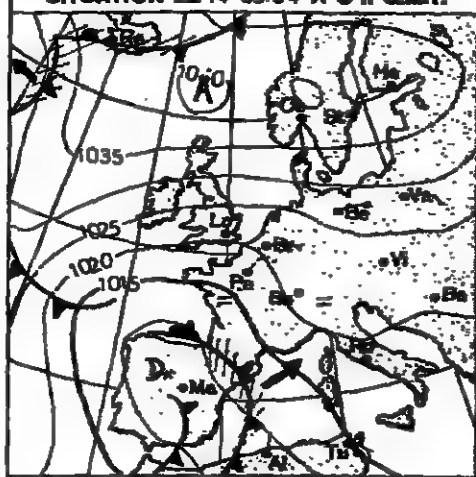
Horizontalement  
Grivoise. - II. Ailler. Or. - III. Idée. Ale. - IV. Les Tapi. - V. La Orgie. - VI. Aubier. Ne. - VII. Le. Ions. - VIII. Dia. Acres. - IX. Sabot. - X. Oo. Elier. - XI. Annelée.

Verticalement  
1. Gaillard. - 2. Rideau. On. - 3. Iles. Blason. - 4. Vie. Oie. - 5. Oestre. Abel. - 6. Ir. Agricole. - 7. Apl. Orrie. - 8. Eolienne. Es. - 9. Rossasser.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 14 03.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 14 mars à 0 heure et le jeudi 15 mars à 24 heures.

La dépression centrée sur l'Espagne se décalera lentement vers l'ouest. Elle dirigera des perturbations pluvieuses et orageuses marquées sur nos régions méridionales.

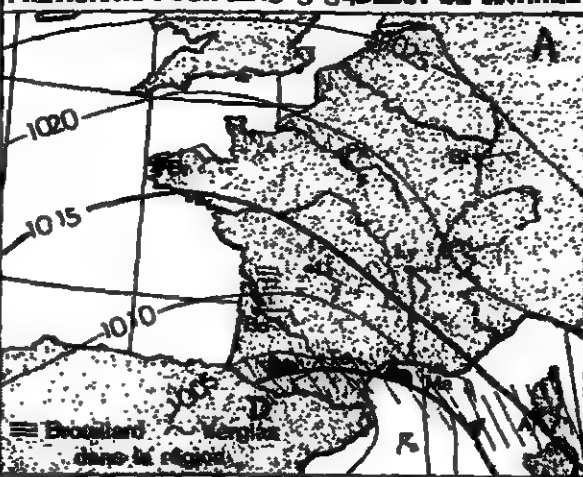
Jeudi, près des Pyrénées, sur le Languedoc-Roussillon, la Provence-Côte d'Azur et la Corse sévira un temps modéré pluvieux et venteux. De fortes pluies parfois orageuses continueront de s'abattre particulièrement sur le Roussillon et le sud-est du Massif Central. Le vent de sud-est à est sera modéré à assez fort. Les températures de 8 à 7 degrés la nuit seront voisines de 12 à 15 degrés l'après-midi.

Partout ailleurs, le matin, le temps sera brumeux avec quelques bancs de brouillard sur le Sud-Ouest. Les températures seront moins basses que les jours précédents. On observera des gelées de -1 à -3 degrés dans l'intérieur. Ensuite le temps sera bien ensoleillé, malgré quelques nuages passagers des Landes aux Alpes et une brève nuageuse gagnant les côtes de la Manche, le soir. Les températures seront agréables pour la saison : en milieu d'après-midi, il fera 12 à 16 degrés du nord au sud.

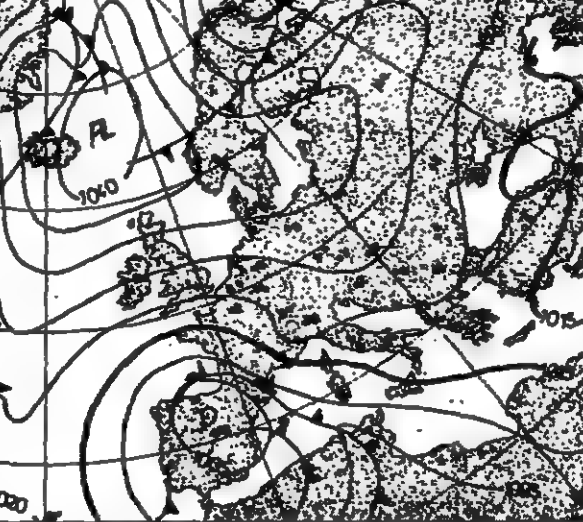
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 13 mars ; le second le minimum de la nuit du 13 au 14 mars) : Ajaccio, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 15 et 6 ; Bordeaux, 14 et 3 ; Bourges, 11 et 0 ; Brest, 8 et 1 ; Caen, 7 et -1 ; Clermont-Ferrand, 13 et -5 ; Dijon, 11 et -2 ; Grenoble, 10 et -5 ; Lille, 12 et 0 ; Marseille-Marinette, 15 et 6 ; Nancy, 9 et -4 ; Nantes, 10 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5 ; Paris-Montsouris, 9 et 2 ; Perpignan, 14 et 7 ; Rennes, 10 et -1 ; Strasbourg, 9 et -4 ; Tours, 10 et -1 ; Toulouse, 15 et 8 ; Poitiers-Puy, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 9 degrés ; Amsterdam, 6 et 0 ; Athènes, 14 et 6 ; Berlin, 8 et 0 ; Bonn, 7 et -4 ; Bruxelles, 7 et -1 ; La

### PRÉVISIONS POUR LE 15 3 84 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 15 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



noble-Saint-Germain, 12 et -1 ; Lille, 7 et -1 ; Lyon, 12 et 0 ; Marseille-Marinette, 15 et 6 ; Nancy, 9 et -4 ; Nantes, 10 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 5 ; Paris-Montsouris, 9 et 2 ; Perpignan, 14 et 7 ; Rennes, 10 et -1 ; Strasbourg, 9 et -4 ; Tours, 10 et -1 ; Toulouse, 15 et 8 ; Poitiers-Puy, 28 et 23.

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 14 mars :

### UN DÉCRET

Portant statut particulier du corps des commissaires de l'armée de terre.

### UN ARRÊTÉ

Portant ouverture à titre expérimental d'un service de téléconférence dénommé Visio-conférence et fixation de la tarification provisoire applicable à ce service.

## EN BREF

### AUTOMOBILES

A PARTIR DU 15 MARS, la gamme Renault-11 va comporter une version diesel. Il s'agit de 1985 centimètres cubes, déjà monté sur les Renault 9 TD et GTD (95 ch DIN à 4800 tours-minute et un couple de 10,4 mkg à 2250 tours). Associé à une boîte de vitesses à cinq rapports. Ce groupe assure une vitesse maximum de 148 km/h aux deux nouveaux modèles, baptisés GTD et TDE. Ces deux versions, qui viennent d'ajouter aux 18 modèles existants de la Renault-11, ont une puissance administrative de 5 CV et sont axées sur l'économie. (Prix 83000 F et 70300 F pour la TDE.)

### AUTOROUTE DU SOLEIL

ALERTE : TRAVAUX. - Reconstruction de dalles cassées, réparation d'enduits, construction d'une troisième voie, remplacement de joints d'ouvrages d'art : la première tranche annuelle de travaux sur l'autoroute A6 commence. Elle sera terminée avant l'été.

### JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

ACCUEIL DES FRANÇAIS A LOS ANGELES. - Aller à Los Angeles pendant les Jeux olympiques devient, pour beaucoup de Français, un rêve ou une folie (une chambre d'hôtel coûte 300 à 800 dollars la nuit). Un organisme, Franco American, réserve aux Français quatre solutions à des prix plus abordables.

L'échange, gratuit, s'adresse aux étudiants et aux familles. Les Français sont reçus pendant les Jeux, entre le 27 juillet et le 27 août, pour une période de quinze à trente jours. Les Américains viennent en France dans les mêmes conditions, en juillet 1984 ou en 1985.

Une chambre chez l'habitant coûte, selon le quartier, 30 à 50 dollars par jour, petit déjeuner généralement compris. Des Californiens, qui quittent Los Angeles pendant les Jeux, proposent leur maison pour 100 à 400 dollars par jour, toutes charges comprises. Même formule pour les studios d'étudiants : 80 à 150 dollars.

France American, Service d'accueil des Jeux olympiques, 1081 Westwood Boulevard, Suite 216, Los Angeles, Californie 90024, États-Unis. Tél. : 213-288-3542.

## SERVICE

### L'ORIENTATION DES JUSTICIAIRES

Un bureau d'accueil et d'information des usagers de justice vient d'être ouvert par le parquet général de la Cour de Paris, 34, quai des Orfèvres (premier étage, bureaux du parquet général). Tél. : 329-12-55 (poste 81 24). Du lundi au vendredi, de 13 à 18 heures, deux fonctionnaires, sous la responsabilité de deux magistrats, reçoivent les personnes qui désirent obtenir des renseignements judiciaires. Ce service, qui s'interdit de donner des consultations juridiques, s'efforce d'écouter, d'orienter les justiciables et de leur exposer le déroulement des procédures.

### SOUVENIR

HONNEUR ET DEVOIR. - Les Invalides et l'Ecole militaire seront le cadre d'une journée nationale de souvenir qui honoreront, samedi 17 mars, les victimes du devoir (civiles et militaires) : messe solennelle en l'église Saint-Louis des Invalides à 10 h 30, et présentation de matériels de secours, place Joffre à 15 heures. Les anciens de la défense passive et les membres de la protection civile et des associations sont invités.

### PARIS EN VISITES

Le Panthéon, 15 h, devant les grilles, Mlle Colin.  
La cathédrale russe, 15 heures, 12, rue Daru, Mme Hulot.  
La basilique Saint-Denis, 15 heures, entrée. M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).  
Hôtel Lutetia, 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'ART).  
L'Opéra, 14 heures, hall (Ars Confucius).  
Autour du Palais-Royal, 15 heures, 1. rue de Richelieu (B. Czorny).  
Mozart, 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).  
Tombeaux de musiciens célèbres, 15 h 30, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).  
Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, entrée sur la place (Paris et son histoire).  
Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du Paris).  
Camille Claudel, 15 heures, 77, rue de Valenciennes (Vivages de Paris).

# CARNET DU Monde

## Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de  
M<sup>lle</sup> SYBIE DUPONT-FAUVILLE, fille et belle-fille de M. et M<sup>me</sup> Antoine Dupont-Fauville,  
avec  
M. Serge PLATTARD, fils de M. et M<sup>me</sup> Yves Plattard.  
122, rue Perronet, 92200 Neuilly.  
Ambassade de France en Zambie.

## Décès

On nous prie d'annoncer le décès de  
M<sup>me</sup> Claire BILINC, survenue le 10 mars 1984, à Paris.

Le service religieux sera célébré le jeudi 15 mars 1984, à 15 h 15, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine.

De la part de ses parents, Et de sa famille.

M<sup>me</sup> Pierre Flandrin, M. et M<sup>me</sup> Jacques Flandrin, M. et M<sup>me</sup> Max Bordenave et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Georges Flandrin, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Boudic et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Sylvain Lénard et leur fille, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Pierre FLANDRIN, ancien interne des hôpitaux de Paris, médecin honoraire des hôpitaux de Grenoble,

survenu, dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 12 mars 1984.

Les obsèques auront lieu le jeudi 16 mars 1984, en l'église Saint-Thérèse de Courcelles-Montmorency.

Paris, Courcelles, 18700 La Tronche.

En exécution testamentaire à l'âge de quatre-vingt ans, le 8 mars 1984,

Antoinette GEYSTOR, née Bernheim,

filles de général d'État-major Edouard Harpignies et de Nina Harpignies, née Sirova.

L'inhumation a eu lieu, selon le rite orthodoxe, au cimetière de Montmartre-Moines, en Haute-Sevres, en présence de son fils Dimitri et de sa belle-fille Simone Lescaud.

Champanne-en-Brie (77).

M<sup>me</sup> Jean-Marie Landemard et son fils, M. et M<sup>me</sup> Pierre Noël-Artand,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie LANDEMARD, survenu, à Champanne-en-Brie, dans sa quarante et unième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 16 mars 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Champanne-en-Brie, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

17, chemin de Thion, 77390 Champanne-en-Brie.

M. et M<sup>me</sup> Olivier Lutaud, M. et M<sup>me</sup> Philippe Breitmayer, M. et M<sup>me</sup> Jean-Vincent, M. et M<sup>me</sup> Philippe Delmas, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Eric Lutaud et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> Christian Lussad et leur fille, M. Claude Lutaud, M<sup>me</sup> Florence Marty, M. Lionel Marty, M. Jean-Claude Breitmayer, M. et M<sup>me</sup> Jean-Philippe Breitmayer et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Breitmayer et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Michel Rousseau et leurs enfants, M<sup>me</sup> Yvaine, Nils, Marie-Eve et Benjamin Saint-Jean Vitis, M. Alexandre Delmas, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Georges MARTY, née Denise Amphoux, survenue, le 12 mars 1984, à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

On se réunira jeudi 15 mars 1984, à 15 h 30, à l'entrée du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris.

Comme je vous ai aimé, vous aussi, aimez-vous les uns les autres.

On y associe le souvenir de son fils Claude MARTY, enseigne de vaisseau, mort en 1945.

Yves PATUREAU, magistrat,

porté disparu le 3 février 1984, sera inhumé le samedi matin 17 mars, au cimetière de la Chartruse (Bordeaux). La levée du corps aura lieu à l'Institut médico-légal de Paris, quai de La Rapée, vendredi 16 mars, à 8 h 15.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Bruno (Bordeaux), le samedi 17 mars, à 8 h 45.

M<sup>me</sup> Paul Schoen, l'ingénieur en chef de l'armement France Schoen, son épouse et leurs enfants. Le docteur Eric Schoen, son épouse et leurs enfants, M<sup>me</sup> Isabelle Schoen, Le docteur Jeanne Schoen, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 6 mars 1984, de

M. Paul SCHOEN, colonel en retraite, commandeur de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père et frère. Ses obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

M. Paul SCHOEN, colonel en retraite, commandeur de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père et frère. Ses obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

M<sup>me</sup> Issou Traud, En l'église de la Respiration, vous font part du décès de

maître TSUDA, survenue à l'âge de soixante-dix ans, le 10 mars 1984, en son domicile, 5, passage du Chemin-Vert, 75011 Paris.

## Remerciements

M<sup>me</sup> veuve Georges Ledoux, ses enfants et son petit-fils, Le général Guy Ledoux, son épouse, leurs enfants et leurs petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Hervé, née Ledoux, leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques, M<sup>me</sup> veuve Marie Roubaud,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Georges LEDOUX, maître de Mécanique, remercient toutes les personnes qui se sont unies à leur peine par leur présence, leurs pensées et leurs prières.

Mémoires-de-Montmorency (Var). Nécesses (Var).

## Anniversaires

Pour le troisième anniversaire du décès de

M<sup>me</sup> Jeanne AUBREUIL, née Hescléte Nizon, une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée et gardent son souvenir.

Pour le deuxième anniversaire de sa disparition, une pensée affectueuse est adressée à ceux qui ont connu et aimé

Michel DIDIER, Pour le troisième anniversaire de la disparition de

Maxime VIBERT-GUIGUE, une pensée est adressée à ceux qui se souviennent d'elle et de son mari

André WEAL, décédé le 19 juin 1971.

## Avies de messes

La famille, les élèves et les amis du

docteur Gabriel LE BRAS

présentent ceux qui sont restés fidèles à son souvenir d'assister ou de s'unir en pensée à la messe qui sera célébrée à son intention, le jeudi 15 mars 1984, à 11 heures, par l'abbé Perrelet, curé de la paroisse, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Genève, à Paris-5.

Messes annversaires

Pour le onzième anniversaire de la mort de

Renald DORGELES,

une messe sera célébrée à sa mémoire et à celle des écrivains combattants de toutes les guerres, le lundi 19 mars, à 11 heures, par le R.P. Michel Riguet, S.J., en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-Genève, à Paris-5.

Pour le quatrième anniversaire de la mort de

Jean LAMBERT, avocat général honoraire à la Cour de cassation,

une messe sera célébrée le jeudi 15 mars 1984, à 18 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales.

Il est demandé à tous ceux qui l'ont connu et aimé de s'y associer par une prière pensée.

## Communications diverses

Un stage d'initiation et de sensibilisation aux problèmes de l'archéologie aura lieu du 4 au 14 avril 1984, dans le cadre de l'Association pour la sauvegarde du patrimoine archéologique du Val-de-Marne, avec le support du laboratoire départemental d'archéologie du Val-de-Marne.

Pour tous renseignements et documentation téléphonique au 207-93-53, ou écrire au Laboratoire départemental d'archéologie du Val-de-Marne, 23 bis, rue des Méches, 94000 Créteil.

## Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

Université de Paris-I, samedi 17 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean Heffer : « Le port de New-York et le commerce extérieur américain de 1860 à 1900. »

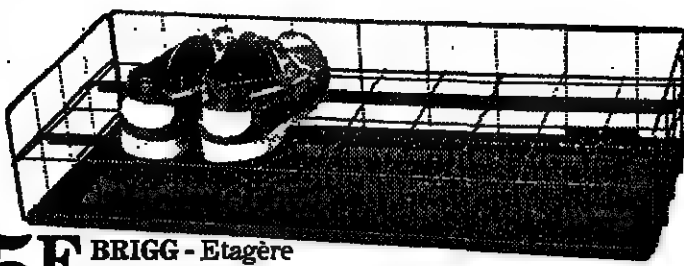


# Avec nous, les affaires ça traîne pas!

**PEJK** - Porte-chapeaux.  
Laqué blanc.  
H 12 x P 27 x L 90 cm.  
**190F**



**95F** **BRIGG** - Étagère  
porte-chaussures. Galvanisé.

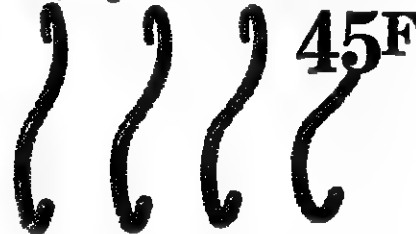


**67F**



**RIKTA** - Spot.  
Réflecteur  
aluminium.  
Abajour  
noir.

**STORK** - Lot de 4 crochets. Polystyrène.  
Blanc, rouge ou noir. L 30 cm. Les 4.



**45F**

**STAG** - Vestiaire mural.  
Pin massif naturel, 165 x 60 cm.  
**160F**



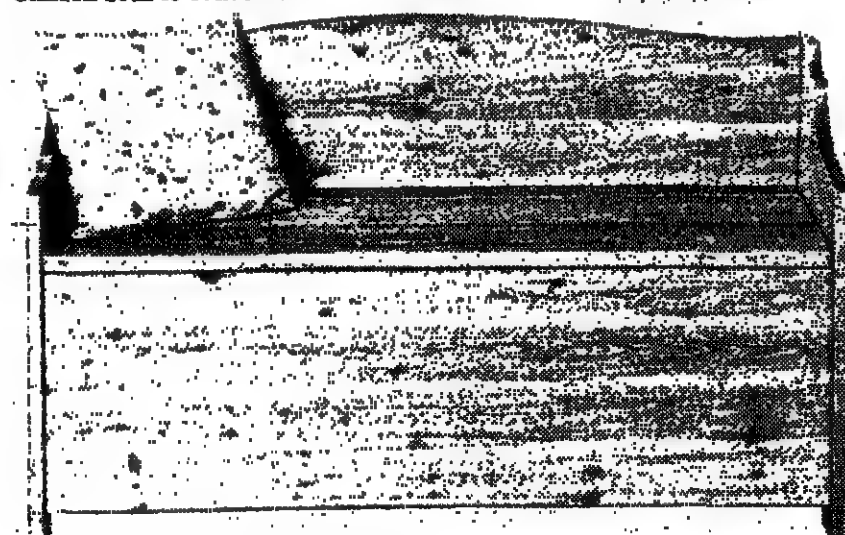
**RODER**  
Portemanteau.  
Hêtre massif noir.  
Haut. 185 cm.  
**265F**



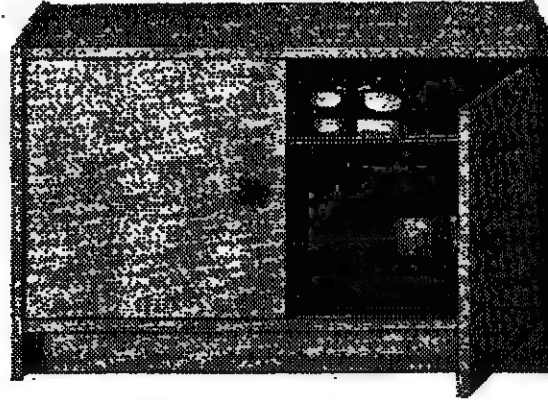
**TRISS 2** - Miroir.  
Pin massif naturel.  
100 x 60 cm.



**OL-PER** - Banc. Pin massif naturel. Vernis incolore.  
Caisson sous le couvercle. L 112 x P 42 x H 67 cm.  
**990F**



**520F** **GUTE 49**  
Armoire à chaussures.  
Plaqué pin. Vernis incolore.  
L 80 x P 40 x H 49 cm.



**REOL** - Porte-chapeaux.  
Aggloméré plaqué pin.  
L 100 x P 35 x H 22 cm.  
**220F**



**45F** **BRIGG** - Corbeille. Laqué époxy.  
Plusieurs  
coloris.



On ne se rend pas toujours compte qu'il y a une pièce dans l'appartement qui n'est pas utilisée au mieux et qui représente autant de place perdue: l'entrée. Comment regagner toute cette place perdue? Venez chez IKEA. Nous vous proposons un tas de

façons de meubler votre entrée, en la transformant en une véritable pièce. En l'habillant. Il suffit d'un ou deux petits meubles de rangement, d'un miroir, d'un rayonnage astucieux, avec un revêtement mural accueillant comme on sait les faire en Suède,

où est né IKEA. Et le tour est joué. Maintenant, regardez. Vos affaires ne traînent plus, pêle-mêle. Et, justement puisqu'on parle d'affaires, regardez donc aussi les prix.

Si ce ne sont pas des affaires, alors nous ne nous appelons plus IKEA!...

**IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD**  
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.65.65.

Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h

Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h

**RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**

**Ils sont fous ces Suédois**



**IKEA BOBIGNY. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2**

TEL. (1) 832.92.95 (à 5 mn de la Porte de Pantin)

Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h - Samedi: 9-20 h

**IKEA LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND VIRE.**

VAULX-EN-VELIN. TEL. (7) 879.23.26

Heures d'ouverture: Lun. - Vend.: 11-20 h - Samedi: 9-20 h



## ANNONCES CLASSES

ANNONCES ENCADRÉES	Le Litre/m.col.	Le m.col./T.T.
OFFRES D'EMPLOI .....	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI .....	14,00	16,60
IMMOBILIER .....	36,00	42,70
AUTOMOBILES .....	36,00	42,70
AGENDA .....	36,00	42,70

**franlab**  
**informatique**

(prochainement : CISI PETROLE SERVICES)  
SPECIALISTE FRANCAIS DE L'INFORMATIQUE PETROLIERE.  
FILIALE DU GROUPE INTERNATIONAL CISI recherche ;

## INGENIEUR GRANDE ECOLE

3 à 5 ans d'expérience en GENIE CHIMIQUE.  
Bonne connaissance de la thermodynamique appliquée.  
Expérience d'utilisation de codes de calcul sur ordinateur et connaissance du FORTRAN.  
Pour s'intégrer à une équipe de support et de développement de logiciels de génie chimique.

## INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

Débutant (ou 1 an d'expérience).  
Ayant reçu une solide formation de base en informatique (programmation FORTRAN indispensable).  
Pour participer à la maintenance et au développement d'un grand logiciel de calcul scientifique tournant sur un calculateur vectoriel CRAY-1.

## INGENIEUR GRANDE ECOLE

2 à 3 ans d'expérience dans le domaine du traitement du signal.  
Bonne connaissance de la programmation FORTRAN.  
Pour participer au développement d'un logiciel de traitement sismique sur calculateur vectoriel CRAY-1.

Adresser les candidatures avec photo et prétentions  
au Service du Personnel de FRANLAB-INFORMATIQUE

53, avenue Gabriel Péri  
92500 RUEIL-MALMAISON

Sociétés d'ingénierie recherche  
pour applications industrielles

**INGÉNIEURS D'ÉTUDES  
ET DE SYSTÈMES**

Connaissances théoriques  
et pratiques

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Expériences micros (microsels, intel, ...)

Pour contact rapide 1241  
**INFO-ROP** 377-42-45,  
70 rue de la République  
de Gaulle, 94000 CRETEIL

**SERVICE  
ET DEVELOPPEMENT  
INFORMATIQUES**

recherche

**INGÉNIEURS  
GRANDES ÉCOLES  
UNIVERSITAIRES**

Connaissances INTEL et/ou  
MOTOROLA exigées.

Trairie ou téléphoner au  
78-80 avenue Gallieni,  
tous les jours de 9h à 18h  
RS174 SAGNOLE CDLX3  
382 130-134, 55, 56.

**SERVICE DE L'ÉTAT**  
recherche

**JEUNE  
INFORMATICIEN**

pour résoudre l'échec de matériels  
de traitement de l'information  
(Bureaux, automates, informaticiens)  
et assurer une activité de  
conseil auprès des utilisateurs.  
Le candidat sera ingénieur  
ou titulaire d'une maîtrise  
informatique et devra posséder  
une bonne connaissance  
des matériels et des logiciels  
micro-ordinateurs.

Adresser C.V. et prétentions à  
**UGAF,**  
206, rue de Berry,  
94000 CRETEIL

**THI électronique, recherche**  
pour son usage  
**INGÉNIEUR**  
enfilure (type AM ETACA)  
La pratique du système  
conception assistée sera un  
atout surprenant dans le  
poste.  
Lieu de travail : Le Havre.  
Env. C.V. à : M. LEBLANC,  
N° 2076/FAS, 40, rue Olivier-  
de-Serres, PARIS 15°, qu'il  
vous enverra le dossier.

---

**AVIS DE CONCOURS**  
SUR TITRE  
pour l'emploi de  
**DIRECTEUR**  
**DE LABORATOIRE**  
**DÉPARTEMENTAL**  
**D'HYGIÈNE**

---

Critères : Diplôme en médecine  
ou vétérinaire, pharmacien,  
ingénieur chimiste, homme  
de laboratoire expérimenté.

Âgé au moins de 40 ans et  
le 1<sup>er</sup> janvier 1984.  
Diplôme ou équivalent  
30 Mars 1984 INCLUS  
DATES DU JURY :

**35, rue du Rocher 75008 Paris**

\_\_\_\_\_

**RÉGIE-PRESSE**  
Sous n° T 044.715 M  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecrire sous le n° 044.722 M  
RÉGIE-PRESSE  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OUTLINE, MEN, T.: 368-74-9

74L : (90) 35-00-18.

(1) 726-88-63.

Telephone : 16 (81) 38-12-51

(1) 726-88-63. Telephone: 16 (81) 38-12-51

**Téléphone : 16 (81) 38-12-51**

La Longueville,  
25650 MONTBENOIT.  
Téléphone : 16 (81) 38-12-51

La Longeville,  
25650 MONTBENOIT.  
Téléphone : 16 (81) 38-12-51

La Longueville,  
25650 MONTBENOIT.  
Téléphone : 16 (81) 38-12-51

La Longeville,  
25650 MONTBENOIT.  
Téléphone : 16 (81) 38-12-51

*Journal of Management Studies*, 19(1), 67-80.

100



# Le Monde

# économie

## SOCIAL

### Renault donne le coup d'envoi aux élections des représentants des salariés dans les conseils d'administration

Renault va se distinguer le 15 mars sur le plan social en étant la première entreprise à lancer la première entreprise du secteur public dans laquelle les salariés (cent cinquante-huit mille pour le groupe et ses principales filiales) vont élire leurs représentants au conseil d'administration, conformément à la loi du 26 juillet 1983 complétée par celle du 16 février 1984 sur la démocratisation du secteur public. D'ici au 30 juin, à quelques exceptions près (1), 2.202.584 salariés dans 643 entreprises ayant un effectif moyen supérieur à 200 (dont 865.576 pour 482 filiales) vont se rendre aux urnes pour avoir leur voix au chapitre dans les conseils d'administration.

Par rapport aux lois Auroux, qui constituent désormais le droit commun, les salariés du secteur public bénéficient de dispositions sociales plus avantageuses dans plusieurs domaines. Non seulement, spécifiquement, des représentants élus des salariés seront dans les conseils d'administration associés « aux décisions relatives aux grandes orientations », mais un « droit de réunion en conseil d'atelier ou de bureau selon le type d'activité » a été institué. Par ailleurs, ces entreprises seront « ouvertes » sur leur environnement, avec une commission consultative « présidée par le chef d'établissement et composée d'un local et de représentants du comité d'établissement ».

Le Parti socialiste attache beaucoup d'importance à la mise en œuvre de cette loi de démocratisation, au point d'organiser, le 18 mars, à la Maison de la mutualité à Paris, un colloque avec des syndicalistes, des banquiers, des industriels et des militants, auquel participent MM. Pierre Bérégovoy et Laurent Fabius.

Toutes indications ayant été données antérieurement sur les cent vingt-deux entreprises concernées par la loi de démocratisation, une circulaire de M. Bérégovoy, en date du 17 février 1984 (*Journal officiel* du 9 mars), a précisé la notion de filiale, qui est « une

société dont plus de la moitié du capital social est détenu directement ou indirectement par une société ou un établissement » entrant dans le champ de la loi. L'application de la loi à ces filiales ne joue cependant que si trois conditions sont réunies : elles doivent avoir la forme de sociétés anonymes ; plus de la moitié du capital doit être détenu depuis plus de six mois par une entreprise ; enfin, « le nombre moyen de salariés employés par la filiale au cours des vingt-quatre derniers mois doit être au moins égal à 200 ».

Selon les différentes catégories d'entreprises recensées, la composition des conseils d'administration sera tripartite ou bipartite. Dans les entreprises « de premier rang » (établissements publics, entreprises à participation publique quasi exclusive), la règle sera le tripartisme : représentants de l'Etat et des autres actionnaires, personnalités « représentant l'environnement économique », représentants des salariés. Pour les autres entreprises, ce sera le bipartisme, avec d'un côté les représentants des actionnaires, de l'autre ceux des salariés.

La complexité, on la retrouve également dans la définition des électeurs puisqu'il y a, selon la nature de l'entreprise, deux corps électoraux. Dans les entreprises de « premier rang », ou codétenu, tous les salariés répondant à certaines conditions sont électeurs. Quant aux salariés des filiales, ils sont « appelés à participer à deux élections : ils élisent d'une part leurs représentants au conseil de la filiale et d'autre part leurs représentants au conseil de l'entreprise ». Contrairement à ce qui se produit pour les élections au comité d'entreprise, il n'y a en revanche qu'un collège unique, M. Bérégovoy ayant souligné que l'avantage de cette formule était que « les salariés non-cadres, des ouvriers, des employés, peuvent très bien demander à des cadres de les représenter pour exercer les pouvoirs de gestion ».

En plus de ce collège unique, les cadres se trouvent avantagés par une

disposition très particulière. Les listes électorales sont les mêmes pour tous, mais les électeurs sont répartis en deux catégories (les cadres et les autres salariés). Quel que soit le résultat du scrutin, les cadres ont une garantie de représentation minimale. La circulaire du 17 février précise ainsi que « le législateur a réservé un siège aux cadres et ce siège est attribué à la liste ayant obtenu le plus de voix chez les électeurs appartenant à cette catégorie ».

Les administrateurs salariés sont élus pour cinq ans au scrutin secret de liste avec représentation à la plus forte moyenne. Les listes de candidats doivent être « parvenues » par une des organisations syndicales représentatives, soit avoir recueilli le signature de « 10 % des représentants élus en qualité de titulaires et de suppléants aux instances représentatives du personnel ». Ce « parvenance » des organisations syndicales n'a pas entraîné le soutien unanime des confédérations ouvrières, de vifs débats ayant notamment eu lieu à FO, soucieuse de maintenir partout la distinction entre « gouvernants et gouvernés ». L'organisation de M. Bergeron a cependant opté en définitive pour la politique de la présence.

Si le mandat d'administrateur est incompatible avec toute autre fonction de représentation des intérêts du personnel, les « parvenus » syndicaux vont cependant être impliqués — et ils ne sont pas privés lors de la campagne électorale qui vient d'avoir lieu chez Renault, — chaque liste devant présenter ses « propositions d'orientation pour l'administration ou la gestion de la filiale ». Comme l'affirme M. Charzat, cette loi « constitue un défi pour les syndicats ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) L'élection ne peut être postérieure au 30 juin 1984, à l'exception des sociétés anonymes filiales et codétenues dont les effectifs sont inférieurs à mille salariés, pour lesquelles la date limite est fixée au 30 juin 1985.

### 2 860 PERSONNES VONT QUITTER LES HOULLÈRES DU NORD - PAS-DE-CALAIS EN 1984

Le conseil d'administration des Houillères du bassin du Nord - Pas-de-Calais, réuni le 13 mars à Paris, a décidé de produire en 1984 2,6 millions de tonnes de charbon, soit 600 000 tonnes de moins qu'en 1983. Cette baisse de la production entraîne une régression des effectifs : 2 860 personnes partiront, mais il n'y aura aucun licenciement.

Outre les fermetures déjà annoncées du siège Barrois à Poquecourt (Nord) et de la centrale thermique de Douchy (Nord), celle de la cokerie de Mazingarbe (Pas-de-Calais) est envisagée. La production sera toutefois maintenue au-delà de 1988 dans les sièges d'Oignies et d'Arenberg. En 1984, l'Etat fournira aux HBNPC 2,217 milliards de francs.

### Négociations salariales REFUS SYNDICAUX A LA RATP, CHEZ RENAULT ET DANS LES BANQUES

Lors de la réunion de négociations, le 13 mars, les syndicats de la RATP ont refusé les propositions de la direction qui promettaient 5 % d'augmentation des salaires pour 1984, répartis en 1,5 % au 1<sup>er</sup> juillet, 3 % au 1<sup>er</sup> septembre et 0,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 1985. Une nouvelle rencontre est prévue pour le 29 mars.

À la région Renault, les négociations, ce même 13 mars, n'ont pas connu plus de succès, semble-t-il, et une autre réunion est fixée pour le 27 mars. La direction a proposé 1 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> juin, 1 % au 1<sup>er</sup> septembre et 1,5 % au 1<sup>er</sup> décembre. Elle a rappelé qu'elle avait déjà proposé différentes primes pour 1984 et, enfin, qu'une prime de 300 F serait versée à tous les salariés de la Région à l'occasion du lancement de la R 25.

Enfin, la CFTC, seule organisation signataire de l'accord salarial dans les banques, en 1983, a décidé de ne pas signer celui de 1984 (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars 1984).

### FO DEMANDE AUDIENCE A M. MAUROY

### « Je n'ai jamais connu une situation aussi bloquée » nous déclare M. Bergeron

La commission exécutive de Force ouvrière, réunie le 13 mars, a estimé que la grève des 8 et 9 mars dans la fonction publique « constituait une sérieuse mise en garde des salariés à l'égard de la politique du gouvernement et qu'ils avaient exprimé très clairement leur volonté de ne pas accepter la dégradation de leur pouvoir d'achat ». FO va demander audience au premier ministre, « dans les meilleurs délais », afin de rechercher les bases d'un changement de position du gouvernement dans le domaine salarial.

À l'issue de cette commission exécutive, très dure dans sa tonalité, M. André Bergeron ne cache pas son inquiétude quant à une situation « qui se dégrade à toute vitesse ». Les déclarations de M. Delors laissent entendre que la hausse des prix serait sans doute en février aussi élevée qu'en janvier (0,7 %) le renforcement dans son analyse selon laquelle le gouvernement campe sur ses positions ne sera pas possible de contenir l'inflation à 5 % en 1984 : « Il y aura des conséquences. En effet, les négociations de salaires s'inscrivent dans

l'hypothèse d'un taux d'inflation de 5 %, alors qu'en réalité elle sera de l'ordre de 7 ou 7,5 %. Il en résultera un tassement encore plus important du pouvoir d'achat. Non, décidément, tout cela finira mal ».

Le secrétaire général de FO plaide auprès des pouvoirs publics pour qu'ils lâchent — notamment dans la fonction publique — au moins un point de pouvoir d'achat, au risque sinon d'avoir un net accroissement du chômage et de friser l'« explosion sociale », des mouvements de grève « désordonnés » étant observés, selon lui, ici et là. Mais il ne se fait guère d'illusions sur ses chances d'être entendu, un « rigorisme absolu » semblant prévaloir jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat. « On ne peut plus discuter de rien, nous a-t-il déclaré. Je n'ai jamais connu une situation aussi bloquée qu'à l'heure actuelle ». Si le gouvernement campe sur ses positions dans la fonction publique, les fonctionnaires de FO, très combattifs actuellement, paraissent décidés à de nouvelles actions. — M.N.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à 10h	à 10h	à 10h	à 10h
SE-IL	7,8675	7,8725	+ 145	+ 165
DM	6,1779	6,1842	+ 99	+ 130
Yen (100)	3,5391	3,5438	+ 143	+ 178
DM	3,8829	3,8860	+ 172	+ 183
FR	2,7285	2,7316	+ 144	+ 154
FR (100)	15,0043	15,0043	+ 146	+ 156
FR	3,7199	3,7249	+ 281	+ 296
L (1 000)	4,9583	4,9638	+ 281	+ 296
£	11,6149	11,6169	+ 348	+ 386

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/8	10	9 7/8	10 1/4	10	10 3/8	10 7/16	10 13/16
SE-IL	9 5/8	10	9 7/8	10 1/4	10	10 3/8	10 7/16	10 13/16
DM	5 3/8	5 3/4	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 13/16	5 7/8	6
FR	5 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	5 15/16	6 5/16	6	6 3/8
FR (100)	12	12 1/2	13 7/8	14 5/8	13 1/4	14	12 5/8	13 3/8
FR	2 7/8	3 5/8	3 1/16	3 7/16	3 1/8	3 1/2	3 5/8	3 7/8
L (1 000)	5	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 1/2
£	12 3/8	13 7/8	14 7/8	15 3/8	15 3/4	16 1/4	16	16 1/2

## L'immobilier

### appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**  
**RUE DE LA PAIX**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</sup> ét., 31<sup>e</sup> ét., 32<sup>e</sup> ét., 33<sup>e</sup> ét., 34<sup>e</sup> ét., 35<sup>e</sup> ét., 36<sup>e</sup> ét., 37<sup>e</sup> ét., 38<sup>e</sup> ét., 39<sup>e</sup> ét., 40<sup>e</sup> ét., 41<sup>e</sup> ét., 42<sup>e</sup> ét., 43<sup>e</sup> ét., 44<sup>e</sup> ét., 45<sup>e</sup> ét., 46<sup>e</sup> ét., 47<sup>e</sup> ét., 48<sup>e</sup> ét., 49<sup>e</sup> ét., 50<sup>e</sup> ét., 51<sup>e</sup> ét., 52<sup>e</sup> ét., 53<sup>e</sup> ét., 54<sup>e</sup> ét., 55<sup>e</sup> ét., 56<sup>e</sup> ét., 57<sup>e</sup> ét., 58<sup>e</sup> ét., 59<sup>e</sup> ét., 60<sup>e</sup> ét., 61<sup>e</sup> ét., 62<sup>e</sup> ét., 63<sup>e</sup> ét., 64<sup>e</sup> ét., 65<sup>e</sup> ét., 66<sup>e</sup> ét., 67<sup>e</sup> ét., 68<sup>e</sup> ét., 69<sup>e</sup> ét., 70<sup>e</sup> ét., 71<sup>e</sup> ét., 72<sup>e</sup> ét., 73<sup>e</sup> ét., 74<sup>e</sup> ét., 75<sup>e</sup> ét., 76<sup>e</sup> ét., 77<sup>e</sup> ét., 78<sup>e</sup> ét., 79<sup>e</sup> ét., 80<sup>e</sup> ét., 81<sup>e</sup> ét., 82<sup>e</sup> ét., 83<sup>e</sup> ét., 84<sup>e</sup> ét., 85<sup>e</sup> ét., 86<sup>e</sup> ét., 87<sup>e</sup> ét., 88<sup>e</sup> ét., 89<sup>e</sup> ét., 90<sup>e</sup> ét., 91<sup>e</sup> ét., 92<sup>e</sup> ét., 93<sup>e</sup> ét., 94<sup>e</sup> ét., 95<sup>e</sup> ét., 96<sup>e</sup> ét., 97<sup>e</sup> ét., 98<sup>e</sup> ét., 99<sup>e</sup> ét., 100<sup>e</sup> ét.

**2<sup>e</sup> arrdt**  
**MAIRIE ARCHIVES**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</sup> ét., 31<sup>e</sup> ét., 32<sup>e</sup> ét., 33<sup>e</sup> ét., 34<sup>e</sup> ét., 35<sup>e</sup> ét., 36<sup>e</sup> ét., 37<sup>e</sup> ét., 38<sup>e</sup> ét., 39<sup>e</sup> ét., 40<sup>e</sup> ét., 41<sup>e</sup> ét., 42<sup>e</sup> ét., 43<sup>e</sup> ét., 44<sup>e</sup> ét., 45<sup>e</sup> ét., 46<sup>e</sup> ét., 47<sup>e</sup> ét., 48<sup>e</sup> ét., 49<sup>e</sup> ét., 50<sup>e</sup> ét., 51<sup>e</sup> ét., 52<sup>e</sup> ét., 53<sup>e</sup> ét., 54<sup>e</sup> ét., 55<sup>e</sup> ét., 56<sup>e</sup> ét., 57<sup>e</sup> ét., 58<sup>e</sup> ét., 59<sup>e</sup> ét., 60<sup>e</sup> ét., 61<sup>e</sup> ét., 62<sup>e</sup> ét., 63<sup>e</sup> ét., 64<sup>e</sup> ét., 65<sup>e</sup> ét., 66<sup>e</sup> ét., 67<sup>e</sup> ét., 68<sup>e</sup> ét., 69<sup>e</sup> ét., 70<sup>e</sup> ét., 71<sup>e</sup> ét., 72<sup>e</sup> ét., 73<sup>e</sup> ét., 74<sup>e</sup> ét., 75<sup>e</sup> ét., 76<sup>e</sup> ét., 77<sup>e</sup> ét., 78<sup>e</sup> ét., 79<sup>e</sup> ét., 80<sup>e</sup> ét., 81<sup>e</sup> ét., 82<sup>e</sup> ét., 83<sup>e</sup> ét., 84<sup>e</sup> ét., 85<sup>e</sup> ét., 86<sup>e</sup> ét., 87<sup>e</sup> ét., 88<sup>e</sup> ét., 89<sup>e</sup> ét., 90<sup>e</sup> ét., 91<sup>e</sup> ét., 92<sup>e</sup> ét., 93<sup>e</sup> ét., 94<sup>e</sup> ét., 95<sup>e</sup> ét., 96<sup>e</sup> ét., 97<sup>e</sup> ét., 98<sup>e</sup> ét., 99<sup>e</sup> ét., 100<sup>e</sup> ét.

**3<sup>e</sup> arrdt**  
**MAIRIE ARCHIVES**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</sup> ét., 31<sup>e</sup> ét., 32<sup>e</sup> ét., 33<sup>e</sup> ét., 34<sup>e</sup> ét., 35<sup>e</sup> ét., 36<sup>e</sup> ét., 37<sup>e</sup> ét., 38<sup>e</sup> ét., 39<sup>e</sup> ét., 40<sup>e</sup> ét., 41<sup>e</sup> ét., 42<sup>e</sup> ét., 43<sup>e</sup> ét., 44<sup>e</sup> ét., 45<sup>e</sup> ét., 46<sup>e</sup> ét., 47<sup>e</sup> ét., 48<sup>e</sup> ét., 49<sup>e</sup> ét., 50<sup>e</sup> ét., 51<sup>e</sup> ét., 52<sup>e</sup> ét., 53<sup>e</sup> ét., 54<sup>e</sup> ét., 55<sup>e</sup> ét., 56<sup>e</sup> ét., 57<sup>e</sup> ét., 58<sup>e</sup> ét., 59<sup>e</sup> ét., 60<sup>e</sup> ét., 61<sup>e</sup> ét., 62<sup>e</sup> ét., 63<sup>e</sup> ét., 64<sup>e</sup> ét., 65<sup>e</sup> ét., 66<sup>e</sup> ét., 67<sup>e</sup> ét., 68<sup>e</sup> ét., 69<sup>e</sup> ét., 70<sup>e</sup> ét., 71<sup>e</sup> ét., 72<sup>e</sup> ét., 73<sup>e</sup> ét., 74<sup>e</sup> ét., 75<sup>e</sup> ét., 76<sup>e</sup> ét., 77<sup>e</sup> ét., 78<sup>e</sup> ét., 79<sup>e</sup> ét., 80<sup>e</sup> ét., 81<sup>e</sup> ét., 82<sup>e</sup> ét., 83<sup>e</sup> ét., 84<sup>e</sup> ét., 85<sup>e</sup> ét., 86<sup>e</sup> ét., 87<sup>e</sup> ét., 88<sup>e</sup> ét., 89<sup>e</sup> ét., 90<sup>e</sup> ét., 91<sup>e</sup> ét., 92<sup>e</sup> ét., 93<sup>e</sup> ét., 94<sup>e</sup> ét., 95<sup>e</sup> ét., 96<sup>e</sup> ét., 97<sup>e</sup> ét., 98<sup>e</sup> ét., 99<sup>e</sup> ét., 100<sup>e</sup> ét.

**4<sup>e</sup> arrdt**  
**CEUR MARAIS**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</sup> ét., 31<sup>e</sup> ét., 32<sup>e</sup> ét., 33<sup>e</sup> ét., 34<sup>e</sup> ét., 35<sup>e</sup> ét., 36<sup>e</sup> ét., 37<sup>e</sup> ét., 38<sup>e</sup> ét., 39<sup>e</sup> ét., 40<sup>e</sup> ét., 41<sup>e</sup> ét., 42<sup>e</sup> ét., 43<sup>e</sup> ét., 44<sup>e</sup> ét., 45<sup>e</sup> ét., 46<sup>e</sup> ét., 47<sup>e</sup> ét., 48<sup>e</sup> ét., 49<sup>e</sup> ét., 50<sup>e</sup> ét., 51<sup>e</sup> ét., 52<sup>e</sup> ét., 53<sup>e</sup> ét., 54<sup>e</sup> ét., 55<sup>e</sup> ét., 56<sup>e</sup> ét., 57<sup>e</sup> ét., 58<sup>e</sup> ét., 59<sup>e</sup> ét., 60<sup>e</sup> ét., 61<sup>e</sup> ét., 62<sup>e</sup> ét., 63<sup>e</sup> ét., 64<sup>e</sup> ét., 65<sup>e</sup> ét., 66<sup>e</sup> ét., 67<sup>e</sup> ét., 68<sup>e</sup> ét., 69<sup>e</sup> ét., 70<sup>e</sup> ét., 71<sup>e</sup> ét., 72<sup>e</sup> ét., 73<sup>e</sup> ét., 74<sup>e</sup> ét., 75<sup>e</sup> ét., 76<sup>e</sup> ét., 77<sup>e</sup> ét., 78<sup>e</sup> ét., 79<sup>e</sup> ét., 80<sup>e</sup> ét., 81<sup>e</sup> ét., 82<sup>e</sup> ét., 83<sup>e</sup> ét., 84<sup>e</sup> ét., 85<sup>e</sup> ét., 86<sup>e</sup> ét., 87<sup>e</sup> ét., 88<sup>e</sup> ét., 89<sup>e</sup> ét., 90<sup>e</sup> ét., 91<sup>e</sup> ét., 92<sup>e</sup> ét., 93<sup>e</sup> ét., 94<sup>e</sup> ét., 95<sup>e</sup> ét., 96<sup>e</sup> ét., 97<sup>e</sup> ét., 98<sup>e</sup> ét., 99<sup>e</sup> ét., 100<sup>e</sup> ét.

**5<sup>e</sup> arrdt**  
**CENSIER**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</sup> ét., 31<sup>e</sup> ét., 32<sup>e</sup> ét., 33<sup>e</sup> ét., 34<sup>e</sup> ét., 35<sup>e</sup> ét., 36<sup>e</sup> ét., 37<sup>e</sup> ét., 38<sup>e</sup> ét., 39<sup>e</sup> ét., 40<sup>e</sup> ét., 41<sup>e</sup> ét., 42<sup>e</sup> ét., 43<sup>e</sup> ét., 44<sup>e</sup> ét., 45<sup>e</sup> ét., 46<sup>e</sup> ét., 47<sup>e</sup> ét., 48<sup>e</sup> ét., 49<sup>e</sup> ét., 50<sup>e</sup> ét., 51<sup>e</sup> ét., 52<sup>e</sup> ét., 53<sup>e</sup> ét., 54<sup>e</sup> ét., 55<sup>e</sup> ét., 56<sup>e</sup> ét., 57<sup>e</sup> ét., 58<sup>e</sup> ét., 59<sup>e</sup> ét., 60<sup>e</sup> ét., 61<sup>e</sup> ét., 62<sup>e</sup> ét., 63<sup>e</sup> ét., 64<sup>e</sup> ét., 65<sup>e</sup> ét., 66<sup>e</sup> ét., 67<sup>e</sup> ét., 68<sup>e</sup> ét., 69<sup>e</sup> ét., 70<sup>e</sup> ét., 71<sup>e</sup> ét., 72<sup>e</sup> ét., 73<sup>e</sup> ét., 74<sup>e</sup> ét., 75<sup>e</sup> ét., 76<sup>e</sup> ét., 77<sup>e</sup> ét., 78<sup>e</sup> ét., 79<sup>e</sup> ét., 80<sup>e</sup> ét., 81<sup>e</sup> ét., 82<sup>e</sup> ét., 83<sup>e</sup> ét., 84<sup>e</sup> ét., 85<sup>e</sup> ét., 86<sup>e</sup> ét., 87<sup>e</sup> ét., 88<sup>e</sup> ét., 89<sup>e</sup> ét., 90<sup>e</sup> ét., 91<sup>e</sup> ét., 92<sup>e</sup> ét., 93<sup>e</sup> ét., 94<sup>e</sup> ét., 95<sup>e</sup> ét., 96<sup>e</sup> ét., 97<sup>e</sup> ét., 98<sup>e</sup> ét., 99<sup>e</sup> ét., 100<sup>e</sup> ét.

**6<sup>e</sup> arrdt**  
**MAIRIE ARCHIVES**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</sup> ét., 31<sup>e</sup> ét., 32<sup>e</sup> ét., 33<sup>e</sup> ét., 34<sup>e</sup> ét., 35<sup>e</sup> ét., 36<sup>e</sup> ét., 37<sup>e</sup> ét., 38<sup>e</sup> ét., 39<sup>e</sup> ét., 40<sup>e</sup> ét., 41<sup>e</sup> ét., 42<sup>e</sup> ét., 43<sup>e</sup> ét., 44<sup>e</sup> ét., 45<sup>e</sup> ét., 46<sup>e</sup> ét., 47<sup>e</sup> ét., 48<sup>e</sup> ét., 49<sup>e</sup> ét., 50<sup>e</sup> ét., 51<sup>e</sup> ét., 52<sup>e</sup> ét., 53<sup>e</sup> ét., 54<sup>e</sup> ét., 55<sup>e</sup> ét., 56<sup>e</sup> ét., 57<sup>e</sup> ét., 58<sup>e</sup> ét., 59<sup>e</sup> ét., 60<sup>e</sup> ét., 61<sup>e</sup> ét., 62<sup>e</sup> ét., 63<sup>e</sup> ét., 64<sup>e</sup> ét., 65<sup>e</sup> ét., 66<sup>e</sup> ét., 67<sup>e</sup> ét., 68<sup>e</sup> ét., 69<sup>e</sup> ét., 70<sup>e</sup> ét., 71<sup>e</sup> ét., 72<sup>e</sup> ét., 73<sup>e</sup> ét., 74<sup>e</sup> ét., 75<sup>e</sup> ét., 76<sup>e</sup> ét., 77<sup>e</sup> ét., 78<sup>e</sup> ét., 79<sup>e</sup> ét., 80<sup>e</sup> ét., 81<sup>e</sup> ét., 82<sup>e</sup> ét., 83<sup>e</sup> ét., 84<sup>e</sup> ét., 85<sup>e</sup> ét., 86<sup>e</sup> ét., 87<sup>e</sup> ét., 88<sup>e</sup> ét., 89<sup>e</sup> ét., 90<sup>e</sup> ét., 91<sup>e</sup> ét., 92<sup>e</sup> ét., 93<sup>e</sup> ét., 94<sup>e</sup> ét., 95<sup>e</sup> ét., 96<sup>e</sup> ét., 97<sup>e</sup> ét., 98<sup>e</sup> ét., 99<sup>e</sup> ét., 100<sup>e</sup> ét.

**7<sup>e</sup> arrdt**  
**MAIRIE ARCHIVES**  
Gd 3<sup>e</sup> ét., 2<sup>e</sup> ét., 3<sup>e</sup> ét., 4<sup>e</sup> ét., 5<sup>e</sup> ét., 6<sup>e</sup> ét., 7<sup>e</sup> ét., 8<sup>e</sup> ét., 9<sup>e</sup> ét., 10<sup>e</sup> ét., 11<sup>e</sup> ét., 12<sup>e</sup> ét., 13<sup>e</sup> ét., 14<sup>e</sup> ét., 15<sup>e</sup> ét., 16<sup>e</sup> ét., 17<sup>e</sup> ét., 18<sup>e</sup> ét., 19<sup>e</sup> ét., 20<sup>e</sup> ét., 21<sup>e</sup> ét., 22<sup>e</sup> ét., 23<sup>e</sup> ét., 24<sup>e</sup> ét., 25<sup>e</sup> ét., 26<sup>e</sup> ét., 27<sup>e</sup> ét., 28<sup>e</sup> ét., 29<sup>e</sup> ét., 30<sup>e</</sup>



# AFFAIRES

## CONVERSION INDUSTRIELLE ET DÉFICIT COMMERCIAL

### Comment moderniser sans trop importer ?

par ERIC LE BOUCHER

Comme la relance de la consommation de 1981, la modernisation de l'appareil productif français, que le gouvernement appelle de ses vœux, risque d'alourdir le déficit commercial du pays. L'industrie hexagonale de biens d'équipement est en effet incapable de faire face en totalité à la demande d'investissements. Environ 35 % des biens d'équipement sont importés, et 49 % pour les seules machines. Pour les plus modernes d'entre elles, le chiffre est supérieur : en 1982, la France a fait venir de l'étranger 30 % de ses robots, 60 % de ses machines de conception avancée, 60 % de son informatique industrielle, 80 % de ses systèmes d'ingénierie et de conception-fabrication assistée par ordinateur (CFAO).

Le « taux de pénétration » du marché intérieur dans la « production », dont on voudrait équiper toutes les entreprises manufacturières, atteint au total 65 %, selon M. Joël Le Quemener (1). Schématiquement, plus l'équipement fait appel à des technologies de pointe, plus les importations sont fortes.

Le dilemme alors posé par la modernisation des entreprises n'est pas mince. Si l'on tient, comme le gouvernement, à modifier durablement les caractéristiques de la croissance française, de telle façon qu'elle provienne plus des investissements que de la consommation, le redressement du déficit commercial en sera rendu plus délicat. L'INSEE le souligne récemment (2), en remarquant que « le contenu en importation » des investissements industriels était plus fort que celui des biens de consommation. D'où, selon l'institut, la nécessité pour la France d'une croissance durablement inférieure à celle de ses principaux partenaires.

A l'évidence, seule une industrie renouée et compétitive assurera, à terme, l'équilibre des échanges et du franc. Mais, dans l'immédiat, et sans doute pour deux ou trois ans, le cap à franchir est périlleux.

Des prévisions précises sont difficiles à faire. Les investissements en équipements représentent a priori un volume (130 milliards de francs) très inférieur à celui de la consommation des ménages en biens « susceptibles d'être importés » (environ 600 milliards en 1982). Même si les taux d'importation sont différents (35-50 % contre 25 %), accroître les premiers provoquera une sortie de

devises réduite par rapport à celle observée après la relance de 1981, mais non moins réelle. Au ministère du Commerce extérieur, on souligne que « cela tombe mal, au moment où nos exportations, en particulier celles liées aux grands travaux, vont baisser ». On précise que, en sus, « on importe des équipements de RFA, des États-Unis et de plus en plus du Japon, c'est-à-dire des pays développés, vis-à-vis desquels nous sommes déjà très déficitaires ». Le ministère de l'Économie, des finances et du budget partage la même crainte, et ajoute : « Comme on ne peut ralentir la modernisation, objectif prioritaire, en cas où les importations dérapent, il n'y aura d'autre solution que de renforcer la rigueur... »

#### Développer une offre française

La question est donc posée. Comment y répondre ? On peut d'abord encourager les entreprises à « acheter français ». La question d'un certain protectionnisme, évacuée trop rapidement du débat économique, se reposerait-elle ? Oui et non. En matière d'investissements, tous les pays sont protectionnistes, ne serait-ce qu'en ce qui concerne les investissements publics, et ne serait-ce aussi que parce que nombre des aides à l'investissement versées par les États aux entreprises comportent des conditions officielles (3) d'achat de matériel national. Mais la France ne fabrique pas tout, et il ne peut être question de bloquer les robots japonais à Poitiers, sous peine de nuire à l'objectif même de compétitivité du pays. À l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), qui gère le fonds industriel de modernisation (FIM), la consigne reçue n'est d'ailleurs pas celle-là. Si l'on y encourage à acheter français, on ne bloque aucun projet bâti autour de machines étrangères (et ils sont, paraît-il, nombreux), craignant que l'industriel ne renonce purement et simplement à celui-ci. La marge de manœuvre protectionniste est plus qu'étroite.

Reste alors à développer rapidement l'offre française. Le gouvernement, qui a multiplié les plans sectoriels, n'en a arrêté que deux sur les biens d'équipement : le plan machine-outil et le programme pro-

ductique. Le premier, défini en 1982 pour trois ans (2,4 milliards de francs d'aides de l'État sur la période), est loin d'avoir atteint ses objectifs, il est vrai optimistes. La croissance de la production nationale de machines-outils à commande numérique devait être de 40 % par an.

Le second, qui comprend et élargit la robotique à l'ensemble des équipements avancés, devait être le « grand » plan de M. Chevènement, avant d'être la priorité absolue de M. Fabius. Le programme productique est resté dans les tiroirs plus de dix-huit mois, puis s'est finalement réduit aux aides du FIM : huit milliards de francs de prêts bonifiés sur 1983 et 1984 et cinq milliards au-delà. Le FIM devait avoir deux volets : un volet « demande » (prêts aux entreprises qui s'équipent) et un volet « offre » (prêts aux entreprises qui produisent les équipements de production). Or il s'avère que le second est... pratiquement vide. Les grands groupes y ont déposé ou y déposeront des dossiers, mais les petits constructeurs ne prennent pas le risque de développer de nouveaux matériels avec de simples prêts bonifiés quand ce sont les fonds propres qui leur manquent. Preuve en est qu'ils orientent tous leurs dossiers vers les « aides à l'innovation » de l'ANVAR, autre guichet qui distribue, lui, des « avances remboursables en cas de succès ». Ce procédé fonctionne mieux, mais l'enveloppe est ici limitée (quelques 200 millions de francs l'an passé attribués à la productique).

On peut alors s'interroger a posteriori sur le choix gouvernemental de consacrer finalement plus de fonds publics à la machine-outil qu'aux équipements avancés. N'y a-t-il pas meilleur choix possible ? N'est-il pas de temps, comme le propose le rapport du IX<sup>e</sup> Plan, de reconsidérer le secteur de la mécanique, abandonné à son sort depuis 1981 ?

Il existe d'autres procédures de soutien public, mais, même en comptabilisant l'aide à la recherche et les sommes distribuées aux firmes nationales, il est peu probable que l'on atteigne l'enveloppe de 6,8 milliards de francs, sur la période 1984-1988 (dont 1,15 milliard de francs en 1984), de « financements budgétaires » inscrits pourtant comme programme prioritaire d'exécution (PPE) n° 1 au IX<sup>e</sup> Plan.

Alors que d'autres pays (la RFA, notamment) définissent de nouvelles politiques ambitieuses dans ce domaine, la France manque d'entreprises (voir encadré) et ne se donne pas les moyens pour combler son retard dans l'offre d'équipements avancés.

Le choix gouvernemental, en définitive très libéral, se limite à l'aide à l'importation, c'est-à-dire en partie... à l'importation. Il n'est pas trop tard pour corriger le tir, mais, pour l'heure, la politique industrielle suivie, ou plus exactement l'absence de politique en matière d'offre, apparaît incohérente avec le choix gouvernemental de modernisation industrielle.

(1) L'Étude du futur proche. Agence de l'information, diffusion Hermès.  
(2) Dans « Une projection de l'économie française à l'horizon 1988 », Économie et Statistique, décembre 1983.  
(3) Officielles parce que contrairement aux règles du GATT et, en Europe, à celles du traité de Rome.

#### L'OFFICE OUEST-ALLEMAND DES CARTELS POSE DES CONDITIONS A LA REPRISE DE GRUNDIG PAR PHILIPS

Craignant que les deux groupes fusionnés n'exercent une influence dominante en RFA dans... les machines à dicter, l'Office ouest-allemand des cartels pose des conditions à la prise de contrôle prévue de Grundig par Philips. Philips possède en effet 20 % du marché ouest-allemand de ces matériels et Grundig 30 %. L'Office demanderait que Grundig se sépare de cette activité, lui accordant toutefois un délai de deux ou trois ans pour réaliser ce « désinvestissement ».

Par ailleurs, l'administration allemande pourrait exiger que Philips cède les 15 % qu'il détient dans Löwe Opta, petit constructeur de téléviseurs.

Les appréhensions de l'Office des cartels sont pour le moins surprenantes puisqu'on s'attendait à un examen de sa part sur les marchés des téléviseurs et des magnétoscopes et non sur le terrain (marginal) des dictaphones. Thomson s'était vu refuser le rachat de Grundig l'an passé et Philips s'était ensuite porté acquéreur.

## La conjoncture automobile

### DÉCLIN DE RENAULT SUR UN MARCHÉ FRANÇAIS DÉPRIMÉ

Le marché automobile français a continué, en février, d'être déprimé, avec une chute de 8,7 % des immatriculations de voitures neuves par rapport à février 1983, selon les statistiques provisoires publiées par la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Les marques étrangères résistent cependant mieux que les firmes nationales à la contraction du marché. Avec 47 060 immatriculations, elles ne sont en baisse que de 0,8 % et accroissent ainsi leur part de marché (34,8 % en février et 35,3 % sur janvier-février).

Le déclin de Renault est, il est vrai, spectaculaire. Avec 41 161 immatriculations, la Régie est en baisse de 25,2 % en février et de 18,8 % sur les deux premiers mois de l'année. Sur cette même période, elle ne détient plus que 30,9 % du marché français (30,4 % en janvier), son niveau le plus bas depuis plusieurs années. Avec ses problèmes déjà connus et analysés de gamme de véhicules, Renault a, en plus, fortement diminué ses stocks de voitures d'occasion pour alléger les charges financières de son réseau et préparer le lancement de la R-25. Il y aurait donc eu, selon la Régie, transfert de ventes du neuf vers l'occasion.

C'est une raison semblable qui expliquerait que Citroën a chuté en février de 12,6 % avec 17 710 immatriculations. En revanche, Peugeot, grâce à la 205, se porte bien avec une augmentation des ventes de 29,6 % en février (+ 22,7 % sur les deux premiers mois de l'année). Quant à Talbot, après un mois de janvier, consécutif aux grèves, catastrophiques (- 66,4 %) il retrouve une « pente » plus naturelle (si l'on peut dire) à - 24,1 %.

Globalement, pour les deux premiers mois de l'année le groupe PSA (Peugeot, Citroën et Talbot) avec 33,8 % du marché devance maintenant Renault de trois points, mais reste nettement en deçà des voitures étrangères.

#### Coopération entre Renault et Bull

##### ACHETER FRANÇAIS

Bull et Renault ont signé, le 12 mars, un protocole d'accord fixant le cadre d'une collaboration à moyen terme en matière de fourniture de services et d'équipements d'informatique et de bureautique. « Jusqu'à présent, reconnaît-on chez Renault, nous étions très livrés ».

Ce la Régie est l'un des principaux utilisateurs français de systèmes d'information, de l'outil traditionnel de gestion à la conception assistée par ordinateur.

Par cet accord politique entre deux firmes publiques, Renault va donc acheter français. Bull devra ainsi progressivement se substituer à IBM, y compris dans les filiales étrangères de Renault, comme principal fournisseur de la Régie dans ce domaine.

#### BOUSSAC : 400 MILLIONS DE FRANCS D'INVESTISSEMENTS ET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Le conseil d'administration de la Compagnie Boussac-Saint Frères (CBSF), qui était réuni le 13 mars à Paris, a adopté « le programme d'investissement pour 1984 », indiquant que les priorités diffuses par la direction. Le communiqué constate aussi « la volonté conjointe de la Compagnie et de son actionnaire principal » (les pouvoirs publics), pour mener à son terme « l'achèvement de la restructuration de l'entreprise ».

L'adoption du plan d'investissements de 402 millions de francs entérine, en fait, la suppression d'environ 1 800 emplois dans l'entreprise en 1984.

D'autre part, le communiqué de la direction ne fait pas mention de l'octroi par les pouvoirs publics d'un prêt à long terme portant intérêt de 4,75 %. Cette avance a été consentie par l'État afin de permettre à la Compagnie d'honorer ses échéances au cours des prochains semestres. Elle sera régularisée une fois que la politique d'ensemble de la CBSF aura été définitivement arrêtée. Quand ? Pas avant plusieurs mois. Il faut préalablement que soient connues - au plus tard à la fin d'avril - les conclusions de la mission confiée par le gouvernement à M. Georges Plescoff portant sur l'application des accords passés en juillet dernier entre la CBSF et MM. Willot. Sont-ils ou non juridiquement recevables ? (Le Monde du 3 mars). — A. T.

## PRODUCTIQUE

### CGE, Matra, Renault et Schneider face aux géants étrangers

Le voyage du président de la République à Bordeaux, chez Lactra-Systèmes, le 19 octobre 1982, avait mis en lumière une entreprise de pointe dans le secteur des équipements pour l'industrie textile. Un exemple ou une exception ? Il est difficile de le savoir, mais, à se reporter aux statistiques du commerce extérieur, la seconde hypothèse apparaît pour l'heure, malheureusement, la bonne : 85 % des équipements avancés sont importés.

Quand bien même, d'ailleurs, existerait-il un humus de petites entreprises innovatrices, le problème n'en serait pas résolu pour autant. Le marché de la productique est mondial, et ses acteurs, américains ou japonais, sont des grands groupes : General Electric, IBM, Westinghouse, Fujitsu, Hitachi, Sanjyo, Kawasaki, qui, d'ailleurs, multiplient les accords entre eux. Dans ce secteur, comme dans les industries de pointe en général, le critère de « taille » est déterminant pour financer tant la recherche-développement indispensable que l'extension des réseaux commerciaux. « Seuls les grands groupes étrangers peuvent permettre de relever le défi productique », notait le BIPE (Bureau d'information et de prévisions économiques) dans son rapport remis au gouvernement l'an passé.

La France mise sur Renault, la CGE, Matra et sur le groupe privé Schneider. Mais aucun de ces groupes n'est en mesure de faire de la productique sa priorité numéro un.

La CGE ne manque pourtant pas d'efforts dans l'ensemble des secteurs mécanique, électrique et électronique avec CGE-Alsthom, CEM, CGA, Cilas, CGMS, CIT-Alcatel. Ils vont, enfin - être complétés, le groupe rompt pour l'occasion avec sa politique de gestion décentralisée. La CGE estime devoir investir 400 à 500 millions de francs par an dans la productique pour figurer parmi

les grands mondiaux et se tourner vers l'étranger, qui hésite. La CGE n'a-t-elle pas déjà assez à faire avec les télécommunications et l'énergie électrique ? N'avait-elle pas promis, dès 1978, de devenir un géant de la bureautique ? Engagement non tenu. Bref, les rapports entre l'État et le groupe sont empreints de méfiance.

Matra, bien armé sur les équipements d'assemblage et la conception assistée par ordinateur (CAO), avec notamment Sormel, Matra Datavision et Robotronics (en oration), a hélas les mêmes problèmes. Le groupe de M. Lagardère ou, ces dernières années, « les yeux plus grands que le ventre » (Le Monde du 17 février 1984). Ses ambitions demeurent sérieuses mais d'ampleur limitée : la productique ne concerne que trois cents personnes chez Matra.

Reste Schneider, dont on connaît les débordements financiers avec sa filiale Crouzet-Loire, et surtout Renault. La Régie compte sur 1 milliard de francs entre 1984 et 1986 pour développer sa filiale Renault-Automation (1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1983). La moitié sera trouvée par autofinancement : 500 millions seront apportés par la maison mère et 200 millions grâce à un cocktail d'aides (RFA, FDES, ANVAR). En outre, la Régie devrait installer une nouvelle usine (deux cents emplois créés) à Denain, « pôle de conversion » touché par la crise de la sidérurgie, et y recevoir quelques crédits supplémentaires. Peut-être la meilleure carte française en productique, Renault, a pourtant comme priorité de construire des automobiles. Les deux objectifs ne sont pas contradictoires, mais ils risquent de forcer la Régie à se spécialiser dans les équipements lourds et chers, dont elle a besoin pour elle-même, laissant de côté les matériels standards, utiles à la majorité des entreprises manufacturières.

E.L.B.

● La CGC et Dunlop. — La CGC est favorable aux propositions de Sunilcom pour reprendre Dunlop-France, mais ses sections syndicales déplorent la « lenteur excessive des pouvoirs publics » à autoriser cet investissement étranger en France et à négocier un plan social.

Elles assurent qu'en dépit des sévères réductions d'effectifs le personnel d'encadrement s'engage à contribuer activement au sauvetage de la société.

● Honeywell choisit la télématique du Groupe français d'Informatique (GFI). — Le constructeur américain d'ordinateurs Honeywell a passé un accord avec le Groupe français d'Informatique (GFI) pour distribuer des systèmes télématiques aux États-Unis, qui comprendront les logiciels (c'est-à-dire des programmes standard) de GFI et des terminaux français. GFI, filiale à 60 % de la Société des pétroles BP, emploie mille personnes et réalise un chiffre d'affaires de 400 millions de francs. — (AFP.)

# PRIX

## LA HAUSSE DES PRIX EN FÉVRIER

### Prévisions et calculs

Le ministre de l'Économie et des finances estimait, mardi 13 mars, que la hausse des prix en février ne serait pas inférieure à celle de janvier, qui avait été, rappelons-le, de 0,7 %. Avant même de connaître l'indice provisoire que doit publier l'INSEE, M. Delors a expliqué aux journalistes les raisons pour lesquelles il n'espérait pas un ralentissement de l'inflation dès le second mois de l'année.

Selon le ministre, le premier semestre enregistre traditionnellement des hausses de prix plus fortes qu'au second semestre, ce qui s'est vérifié en 1983, où les prix ont progressé de 5,3 % au cours des six premiers mois, et de 3,8 % les six derniers mois. M. Delors estime que l'écart entre les deux semestres sera plus fort en 1984 qu'en 1983 du fait que cette année concorde sur les premiers mois à la fois les hausses des tarifs publics, les conséquences de certaines difficultés climatiques (qui ont affecté les prix des fruits et légumes) et les répercussions des dernières hausses du dollar (au cours des trois derniers mois de 1983, le dollar américain a augmenté à Paris de près de 5 %).

On continue de penser, Rue de Rivoli, que les difficultés rencontrées en début d'année ne remettent pas en cause l'objectif officiel de 5 % de hausse des prix pour 1984.

Ces indications données par le ministre ont incité plusieurs journaux à annoncer comme officielle une hausse de 0,7 % en février.

La confusion est totale. A l'heure où M. Delors s'exprimait, mardi 13, l'INSEE n'avait encore « sorti » aucun résultat de ses ordinateurs. Les tout premiers chiffres ne devaient être connus des

techniciens de la statistique que mercredi 14 mars dans la journée, comme ceux du cabinet du ministre et publiés quelques heures plus tard.

Les calculs provisoires de l'INSEE sont généralement connus en milieu de mois, le chiffre définitif étant publié - après vérification - une dizaine de jours plus tard. Voilà pour les calculs effectués à partir des relevés de l'inflation dès le second mois de l'année.

Les prévisions sont une toute autre chose. Différents services du ministère de l'Économie et des finances tentent, plusieurs mois à l'avance, d'estimer la hausse des prix. Ces prévisions sont faites à partir des répercussions qu'auront telle hausse des tarifs publics, telle hausse de prix accordée aux constructeurs automobiles, aux médecins, aux produits agricoles, etc. Ces hausses sont intégrées à la tendance des derniers mois qu'elles modifient plus ou moins.

L'expérience prouve que ces prévisions sont assez souvent proches - à un ou deux dixièmes près - de la hausse réelle de l'indice telle qu'elle ressort des calculs de l'INSEE. Mais il arrive aussi que les prévisions soient largement démenties par les faits.

— C'est-à-dire par l'indice. Les prévisions prennent en effet mal en compte les retournements de tendance, les spéculations, les anticipations...

En l'état actuel des choses et sauf surprise, on peut effectivement prévoir, compte tenu des relevements de tarifs de l'ensemble et de l'électricité notamment, une hausse en février du même ordre de grandeur que celle de janvier. Mais nul ne peut en savoir plus...

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

### 2<sup>e</sup> CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau  
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 6 avril 1984

Nom

Age

Diplôme

Adresse

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2<sup>e</sup> cycle Gestion de Personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

مكتبة



## LOGEMENT

# Le patrimoine malade de la copropriété

## II. - Une toute-puissance stérile

par JOSÉE DOYÈRE

Nous avons observé, en passant en revue l'infinité variée des acteurs de la copropriété, que cette « démocratie de fait », instaurée par la loi de 1965, est un édifice fragile (*le Monde* du 14 mars).

Il avait acheté ce petit quatre-pièces dans un vieux immeuble du centre-ville. Pour aménager une belle salle de séjour, il a décidé de supprimer une des cloisons : ce n'était pas un mur porteur, il l'avait vérifié. Sans consulter ni le syndic ni l'architecte de l'immeuble (il y en avait un), il a donné des ordres à son maçon, qui les a exécutés : il a pu installer le grand canapé-banquette dont il rêvait. Mais, chez les voisins, les esprits ont commencé à cloisonner : dans l'appartement du dessus, les planchers se sont incurvés. Dans l'appartement du dessous, la porte ouverte dans cette cloison s'est trouvée bloquée.

Tel autre, jugeant inesthétiques les nombreux tuyaux qui traversaient une pièce de son nouvel appartement, les a purement et simplement fait enlever pour organiser son propre circuit de chauffage. Ce faisant, il avait mis hors d'état de fonctionner le circuit collectif, qui est classé dans les parties communes.

C'était l'été. L'hiver venu, les habitants des étages supérieurs se sont aperçus qu'ils ne pouvaient être chauffés. Il a fallu trois mois au syndic pour réussir, au milieu des gémissements et de la fureur, à rétablir le calme et le circuit de chauffage du propriétaire fautif. Ces deux anecdotes (authentiques) ne sont que des exemples extrêmes de la naïveté et de l'égoïsme de trop de nouveaux copropriétaires, comme

de leur indifférence à l'égard du patrimoine commun.

Cette indifférence commence dès l'acquisition d'un appartement en copropriété. Le futur acquéreur s'intéresse à la partie privative, certes, à l'ensevelissement et à la distribution de l'appartement, aux travaux de peinture et de tapisserie qu'il devra entreprendre. Il s'intéresse à la rigueur à la peinture de l'escalier et au tapis qui le recouvre. Mais il est rarement qu'il rende visite au syndic de l'immeuble pour demander des renseignements aussi essentiels que l'état d'entretien du gros œuvre de l'immeuble (murs, descentes d'eau usées, toiture) ou le nombre de « millièmes » attachés au « lot » qu'il va acquérir. Lors de la division d'un immeuble en copropriété, une expertise établit la valeur vénale de chaque lot et lui attribue en conséquence un certain nombre de millièmes, qui correspondent à la quote-part de charges communes dont le copropriétaire aura à s'acquitter. Chacun est donc propriétaire de son propre appartement (y compris les balcons, annexes, etc.) et copropriétaire des parties communes (murs, toiture, escaliers, ascenseurs, couloirs, cour, espaces verts, etc.).

Tout au plus se renseigne-t-on auprès de l'agent immobilier ou du vendeur de l'appartement sur le montant mensuel des charges. Et pourtant... Pour un trois-pièces, en cas de gros travaux à entreprendre, d'un montant de 500 000 francs par exemple, il n'est pas indifférent de savoir qu'on aura 30 millièmes de ce montant à payer (soit 15 000 francs) ou 180 millièmes (90 000 francs)...

Que des éléments de confort aient été rajoutés (chauffage central, ascenseur) ne transforme pas automatiquement cette répartition : pour tant la part de chacun en matière de chauffage, par exemple, est d'après la fonction du nombre de radiateurs, de la surface ou du volume des pièces à chauffer que de la valeur vénale qui, antérieurement à son installation, a permis à un expert de répartir les millièmes. Seulement, dans les copropriétés antérieures à la loi de 1965, et si la nouvelle répartition des charges n'a pas été adoptée en même temps qu'a été décidée l'installation du nouvel équipement collectif, il faut... l'unanimité des voix pour changer la répartition initiale. Jamais le copropriétaire bénéficiaire de cet état de choses ne votera une telle résolution. Parfois le tribunal tranchera mais il pourra aussi décider que l'action menée en justice intervient trop tard puisque la loi est très précise à ce sujet : dans les cinq ans suivant la publication du règlement de copropriété ou dans les deux ans à compter de la première mutation à titre onéreux.

C'est dire la toute-puissance de l'assemblée générale. Son fonctionnement est complexe. Selon la nature des décisions à prendre, il existe quatre règles de majorité différentes (voir encadré ci-contre). Les décisions d'entretien des parties communes sont prises à la majorité simple des présents et représentés : Mais les « améliorations » devront être décidées à la majorité qualifiée (article 26). Cette règle semble parfaitement justifiée, mais, dans la pratique, on aboutit à des aberrations. Lorsqu'une chaudière de chauffage central est hors d'usage, son remplacement, qui est de l'entretien, relève de la majorité simple. Mais il est souvent de bon sens d'en profiter pour en installer une plus

performante, plus moderne, voire de changer le carburant employé. Or il s'agit dès lors d'une « amélioration ».

Plus exaspérant encore : le vote décidant la réfection intégrale d'une toiture relèvera de la majorité simple, tandis que l'installation de l'antenne collective de télévision qui, en diminuant le nombre des antennes individuelles, rallongera considérablement la durée de vie de la nouvelle toiture, est considérée comme une amélioration. Or l'antenne collective de télévision ne coûte pas cher en regard des frais de réfection d'une toiture. Fort heureusement, la jurisprudence semble s'établir en faveur de décisions de bon sens : un jugement du tribunal de Versailles (1) a admis qu'on puisse décider à la majorité simple du remplacement de portes de garage vétoisées par des portes automatiques.

### Manque de concurrence

Les travaux d'entretien sont la grande affaire d'une copropriété, qu'il s'agisse de la peinture des escaliers ou des interventions sur le gros œuvre, beaucoup plus coûteuses. Un des reproches les plus fréquents faits par les copropriétaires mécontents à leur syndic (et au conseil syndical s'il en existe un) est de négliger les possibilités de la mise en concurrence des entreprises, de faire travailler toujours les mêmes, alors qu'on trouverait sans doute, disant, des entreprises moins disantes. Le « suivez mon regard » plein de sous-entendus à base de « faveurs », voire de pots-de-vin, est lourd de dif-

famation inexprimée. Car rien de tout cela n'est prouvable, jamais, par définition.

C'est un fait que le syndic et l'architecte d'un immeuble préfèrent s'adresser régulièrement aux mêmes entreprises, souvent deux ou trois de chaque « corps d'état » (maçonnerie, plomberie, électricité) qu'ils ont l'habitude de faire travailler dans plusieurs immeubles. Leurs raisons d'agir ainsi sont variées. Tout d'abord, ils déplacent ces entreprises à longueur d'année sur simple coup de téléphone pour de petites réparations (une minuterie à changer, un robinet qui fuit dans la cave...). Lorsque des travaux importants sont décidés, les entreprises prendront très mal qu'on ne leur donne pas la préférence : le syndic sait très bien dans ce cas que les interventions mineures nécessiteront alors de multiples appels, seront faites avec beaucoup de retard et une mauvaise volonté évidente. Les factures s'élèveront ainsi.

Deuxième raison, valable surtout dans les immeubles anciens : les différents corps de métier travaillent mieux lorsqu'ils ont l'habitude d'œuvrer ensemble, sur un bâtiment qu'ils connaissent déjà. Troisième raison : comme dans toutes les professions, il y a le pire et le meilleur dans les entreprises de bâtiment ; la moins disante n'est pas toujours techniquement la meilleure, et il vaut mieux savoir, avant de s'engager, de quoi elle est capable. Dernier argument : quand des problèmes se posent en cours d'exécution, le syndic, client régulier d'une entreprise, aura plus de poids pour faire respecter par celle-ci ses engagements.

Dans la plupart des cas cependant, lorsque les copropriétaires présentent des entreprises en temps utile, celles-ci sont très normalement consultées.

Il reste que, si beaucoup de copropriétaires occupants sont prêts à entreprendre de gros travaux, tous n'ont pas les moyens de le faire. La tentation est grande de les faire par petites touches, au coup par coup, sans marchés solides passés avec des entreprises, ou de les différer, ce qui est un mauvais calcul, puisque tout retard se traduit par un renchérissement dû à la fois à la dégradation aggravée et à la hausse des prix de ces interventions. D'un autre côté, les emprunts coûtent cher tant les taux d'intérêt sont élevés : 17 à 19 % en général, 14,5 % grâce à un prêt conventionné si on est propriétaire occupant. Pour les copropriétaires bailleurs les subventions de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) existent (2) mais seuls des copropriétaires très « volontaristes » y recourent.

### Une épargne collective

Il est pourtant possible, pour le syndic de copropriétaires décidé à entreprendre des travaux importants, de constituer collectivement une épargne susceptible d'en rendre supportable le coût. Ainsi, existe un « compte épargne copropriété » qui rapporte 7,5 % durant la période de dépôt et ouvre droit à un prêt de 12 % dès le dix-neuvième mois. Ce système a été mis au point par la Banque de la Hérisson (3). Peut-être existe-t-il d'autres systèmes, mais les syndicats restent discrets là-dessus.

Toujours est-il que, l'absentéisme aidant, les décisions de travaux sont difficiles à prendre, et la toute-

puissance de l'assemblée reste trop souvent stérile.

Une fois votés, les travaux ne sont pas pour autant entrepris. L'avis est ici unanime : la loi de 1965, en donnant de multiples possibilités de recours aux absents ou aux opposants, a fait de la copropriété le lieu privilégié des procédures. Malheur à l'immeuble où l'un des propriétaires est un chicanier-né, toujours prêt à engager une procédure, arme préférée de la minorité. S'il est des abus de majorité, il est aussi des abus de minorité. Si un procès a abusivement été intenté par un minoritaire chicanier, celui-ci le perdra, jurisprudence aidant. Mais l'encombrement des tribunaux est tel que cette victoire juridique se doublera d'une défaite économique : tout sera à recommencer avec les entreprises, les coûts auront renchéri, la situation économique des uns et des autres aura évolué - et pas toujours dans un sens favorable, - des appartements auront changé de mains, le vendeur (bien que devant acquiescer ce qui a été voté par lui ou malgré lui) n'étant pas *de facto* prêt à endosser financièrement la responsabilité juridique qui est la sienne, et le nouvel arrivant pouvant se montrer récalcitrant.

Résultat : l'état du patrimoine en copropriété ne cesse de se dégrader...

### Prochain article :

## III. - Les majorités introuvables

(1) En date du 18 juin 1980, *Gazette du Palais* du 28 octobre 1980.  
(2) ANAH, 17, rue de la Paix, Paris (2<sup>e</sup>). Tél. 261-57-23.  
(3) 16, rue de la Ville-Evêque, 75184 Paris Cedex 08. Tél. 265-35-13.

## Les quatre majorités

Les décisions de l'assemblée générale (qui a lieu obligatoirement une fois par an) sont prises de façon différente, selon leur nature, et non selon les investissements qu'elles engagent :

● **La majorité simple** (art. 24) est celle des « présents et représentés » (ceux qui ont envoyé leur mandat). Elle est de règle pour toutes les décisions simples, en particulier les dépenses d'entretien.

● **La majorité qualifiée** (art. 25) est celle des voix de tous les copropriétaires. Elle est requise pour la désignation ou la révocation du syndic, pour les modifications de réalisation et d'exécution des travaux obligatoires (comme le ravalement, par exemple), les travaux de régulation et d'équilibre des installations de chauffage, etc. Faute de décision, une autre assemblée statue sur les mêmes points à la majorité simple de l'art. 24.

● **La double majorité** (art. 26) est celle des membres du syndicat, représentant au moins les trois quarts des voix. Elle est nécessaire pour les « travaux comportant transformation, addition ou amélioration ».

● **L'unanimité** (art. 28, dernière alinéa et jurisprudence) est nécessaire pour « aliéner les parties communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination de l'immeuble ». De plus, elle est nécessaire pour la création d'un parking dans une cour, pour changer la répartition des millièmes, pour la suppression d'un chauffage collectif...

## BRAZIL

### ELETROBRÁS - II POWER DISTRIBUTION PROJECT (LOAN N° 2384-BR)

**ELETROPAULO - ELETTRICIDADE DE SÃO PAULO S.A.**  
ELETROPAULO - ELETTRICIDADE DE SÃO PAULO S.A. is a beneficiary under loan N° 2384-BR, obtained through Central Elétrica Brasileira S.A. - ELETROBRÁS, from the INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT - IBRD - to cover part of the electrical distribution expansion programme planned for the years 1984/1987.

During the next 12 months ELETROPAULO will issue invitations for international bidding for the supply of equipment, material and services grouped as follows:

ITEM N°	MATERIAL DESCRIPTION	ESTIMATED VALUE (US\$ - MILLION)
1	Aluminum conductors (ACSR, ASC)	3.8
2	Aluminum conductors insulated	1.1
3	Disconnecting Switches-bottle-type (15 kV) and Fuse Disconnecting Switches (100 amp)	1.0
4	Line Supports	6.8
5	Distribution Transformers (single and three phase)	6.8
6	Weather Meters	3.0
7	Metalclad Switchgear (15 kV)	4.9
8	Miscellaneous	2.8
		30.0

Suppliers and manufacturers from member countries of IBRD, Switzerland and Taiwan who wish to be included in a mailing list to receive invitations to participate in the bidding for the above mentioned items are requested to send in writing in which items they are interested, addressing their communication to:

**ELETROPAULO - ELETTRICIDADE DE SÃO PAULO S.A.**  
IBRD LOAN N° 2384-BR  
ATT: SUPERINTENDENCY FOREIGN SUPPLY  
Av. Brigadeiro Luiz Antonio, 1813 - 9° andar  
01317 - São Paulo - BRAZIL

# Un système bureautique, ça ne doit oublier personne.



## Exxon Office Systems. La bureautique pour tous.

Exxon Office Systems a abordé la bureautique à partir d'un concept simple : un système de traitement de l'information doit pouvoir intégrer tous les collaborateurs de l'entreprise. Tous.

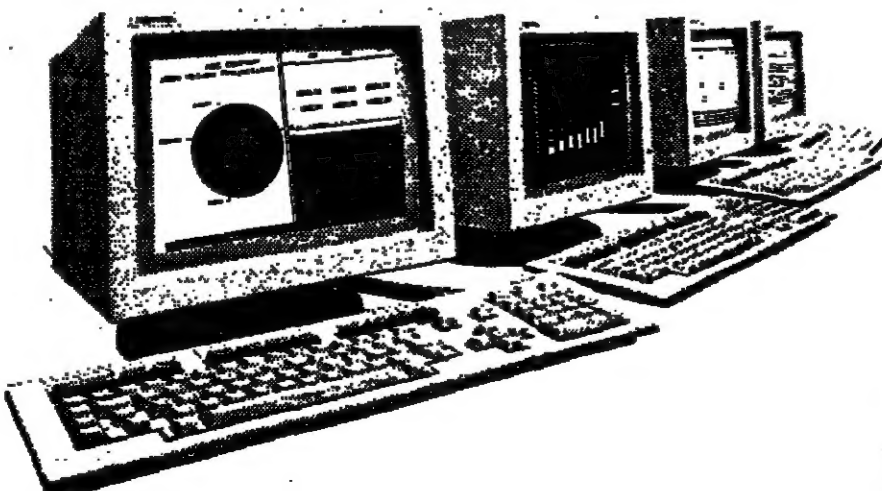
La nouvelle Série Exxon 700 offre au dirigeant, au gestionnaire, au cadre et à la secrétaire un poste de travail immédiatement efficace.

Le système intégré Exxon Série 700 permet de travailler textes, graphiques, tableaux ou fichiers. La haute résolution de son écran graphique permet de disposer de plusieurs fenêtres et de passer simultanément d'un travail à l'autre. L'Exxon Série 700 peut, en plus des imprimantes traditionnelles, recevoir en périphérie l'imprimante à jet d'encre Exxon 965 ou une table traçante à 6 couleurs.

Comme les postes de travail de la Série Exxon 500, le système Exxon Série 700 peut être relié au multiposte Exxon Série 8400 basé sur le système d'exploitation Unix\*, un des plus solides standards de l'avenir : c'est la possibilité de courrier électronique, d'archivage et de consultation de tous documents.

Il est bien entendu compatible avec la gamme existante des Exxon 500 et totalement évolutif : être simple, c'est vous garder la possibilité permanente, sûrement et pas à pas, d'aller vers le futur et d'y entrer sans secousses. C'est la vraie promesse et la vraie signature de notre société et de nos produits : le futur... sans le choc.

\*Marque déposée Bell Labs.



Exxon Office Systems  
Les Mercuriales  
40, rue Jean-Jaures - 92176 Bagneux Cedex  
☐ Veuillez m'appeler pour une démonstration.  
☐ Veuillez me faire parvenir une documentation détaillée sur le système de bureautique et de gestion Exxon.

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

**EXXON** OFFICE SYSTEMS  
Le futur... sans le choc.



# AGRICULTURE

APRÈS L'ACCORD DE BRUXELLES SUR LA RÉDUCTION DE LA PRODUCTION DE LAIT

## Les milieux agricoles expriment leur désapprobation

En attendant la prochaine réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE, le 16 mars à Bruxelles, pour poursuivre leurs négociations sur les prix, le monde agricole français réagit désapprobation à l'accord de Bruxelles sur la réduction de la production de lait : six cents producteurs ont manifesté mardi à Chartres (Eure-et-Loir), et en Bretagne, des délégations se sont rendues dans les préfectures des quatre départements pour déposer des motions de protestation.

M. Louis Perria, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) « déplore vivement que l'accord de Bruxelles soit partiel », et affirme que, s'il devait être entériné, il « marquerait pour la première fois un coup d'arrêt inacceptable à l'expansion de l'agriculture ». Quant à la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), c'est son congrès, qui se tient du 20 au 22 mars à Versailles, au lendemain du sommet européen, qui décidera des actions à mener, a

déclaré son président, M. François Guillaume.

Le RPR estime que M. Rocard a engagé l'agriculture française « dans la voie de la récession et du déclin », tandis que le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'Agriculture, déclare que cet accord « aggrave les difficultés économiques de certaines régions et des éleveurs ».

M. Michel d'Ornano, ancien ministre de l'Industrie, et président du conseil régional de Basse-Normandie, a critiqué, à Caen (Calvados), l'accord intervenu, jugeant que la France, premier producteur de lait européen, « consentait le plus grand sacrifice ».

Enfin, M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, juge « inacceptable » les décisions européennes, puisque, dit-il, « il y a d'autres solutions pour maîtriser la production laitière en appliquant simplement les règles communautaires ».

## Faire vite

La France va-t-elle assister, dans les jours ou les semaines qui viennent, à une réelle flambée de colères des agriculteurs, à une guerre du lait ? La désapprobation des responsables des organisations syndicales agricoles, qui expriment les inquiétudes des producteurs, est-elle plus clairement préventive, dans l'attente à la fois de la fixation du prix du lait et de l'annonce des méthodes d'application des quotas limitant la production ?

Nul doute que dans les régions très fortes productrices ces méthodes devront être plus fortement adaptées. La Bretagne, dont on estime la collecte de 1983 à plus de 5 milliards de litres, et les Pays de la Loire, où elle a approché les 4 milliards, représentent à elles seules 36 % de la collecte nationale, tout en étant des régions où les petites exploitations forment une minorité. Une nouvelle adaptation de la réduction de la production serait sans doute plus mal ressentie en Bretagne qu'ailleurs, où les agriculteurs viennent de vivre durement l'effondrement des cours du porc.

En limitant à 2 ou 3 % la réduction de sa production.

Le raisonnement froid n'a rien de convaincant pour les intéressés. La flambée européenne est impossible à faire vibrer chez des éleveurs déjà en difficulté et qui vont voir, dans l'accord, s'aggraver. Qu'il s'agisse d'agriculteurs âgés, dont l'exploitation est déjà en deçà de la limite de rentabilité, ou de jeunes paysans dynamiques qui se sont lourdement endettés pour moderniser leur appareil productif, la pilule reste très amère à avaler, et le sort du vœux italien ou allemand a peu de chance d'émouvoir.

Il reste que les organisations agricoles ont raison sur deux points. On comprend que leurs responsables réclament obstinément l'application stricte de la règle des préférences communautaires : l'arrivée du beurre néo-zélandais ne peut qu'attiser le colère. De plus, l'entrée trop massive des produits de substitution pour l'alimentation du bétail, qui favorise les grandes unités laitières, ne peut qu'ajouter au mécontentement.

Chez les producteurs, pour l'instant, c'est, semble-t-il, l'attente. Mais une attente crispée, inquiète à la fois des résultats du sommet européen et des décisions du ministère de l'Agriculture. M. Michel Rocard et ses services seraient sans doute bien inspirés de faire vite pour présenter aux agriculteurs des mesures cohérentes et relativement satisfaisantes des décisions communautaires, ainsi que le plan de restructuration auquel le ministre a fait plusieurs fois allusion. Chez les agriculteurs, on se sent, la colère monte vite. Il serait dommage de laisser la violence y devenir le seul mode de discussion avec le gouvernement.

J. D.

## Affaires

**Sharp en Grande-Bretagne.** — Le contrat pour l'implantation d'une usine de magnétoscopes à Wrexham (Pays de Galles) a été signé le 12 mars à Londres entre Sharp, une société japonaise, et le ministre britannique des affaires galloises. L'usine nécessitera un investissement de 15 millions de livres (165 millions de francs). L'effectif

## Faits et chiffres

et la capacité de production annuelle seraient respectivement de 640 personnes et de 500 000 magnétoscopes.

● Le contrôle de Paribas-Suisse. — Le contrôle de la banque Paribas-Suisse, qui avait échappé à la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas au cours de l'été 1981

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DES LANDES

**Autoroute A-64 — Bayonne — Tarbes Est**  
**Secteur Bayonne — Orthez**  
Modification du tracé entre A-63  
franchissement de l'Adour

**Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols**

La préfecture des Landes communique :

Il est rappelé au public que l'enquête préalable à la modification d'une part du tracé de l'autoroute A-64 entre l'A-63 et le franchissement de l'Adour sur le territoire des communes d'Orthez, Labenne, Saint-Martin-de-Seignanx, Saint-André-de-Seignanx, Biscarosse, Saint-Martin-de-Hinx, Biarrotte, Saint-Laurent-de-Gosse et Saint-Marie-de-Gosse et, d'autre part, du plan d'occupation des sols des communes d'Orthez, Labenne et Saint-Martin-de-Seignanx ouverte le 14 mars 1984 en préfecture des Landes sera close le 30 avril 1984.

Les dossiers subsidiaires d'enquête déposés dans les sous-préfectures de Dax et de Mont-de-Marsan, le 21 février 1984

## MANIFESTATION EN BRETAGNE LE 19 MARS POUR DÉFENDRE UNE « VALEUR REFUGE »

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Les syndicats agricoles bretons s'attendaient à « un mauvais coup ». Leur réponse aux décisions des Dix n'a pas tardé : manifestation régionale le 19 mars à Pontivy (Morbihan), le jour où commencent le sommet des chefs d'Etat européens.

Dans une région à dominante agricole, où les esprits s'échauffent d'autant plus vite que la violence est devenue une forme de dialogue avec l'Etat, cette nouvelle manifestation régionale risque d'être très mouvementée.

La Bretagne, en effet, terre de petites exploitations, est devenue par excellence le pays de l'élevage hors sol. Il y a une quinzaine de jours déjà, le coup d'arrêt donné aux plans de développement, qui impliquaient tout une production de lait, avait alarmé les quatre fédérations de syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et les Jeunes Agriculteurs. Plus de 90 % de ces plans de développement (qui permettent à un jeune agriculteur ou à un exploitant d'amener son exploitation à un bon niveau de productivité) s'appuient sur le lait : c'est la « valeur refuge », quand d'autres productions comme le porc, le poulet, l'œuf, tournent à la catastrophe.

Le récent accord de Bruxelles est, dès lors, considéré comme dangereux pour la Bretagne. Le gel des prix, disent les syndicats agricoles, sera peut-être compensé par le démantèlement des montants compensatoires monétaires (MCM). Mais quand ?

Quant à la diminution de 2 % de la production de lait en France, comment sera-t-elle appliquée ? Les FNSEA rejettent catégoriquement un système qui demanderait aux entreprises de faire cette réduction. Elles réclament plutôt des quotas qui s'exerceraient à partir d'un certain volume de production suffisant pour assurer un revenu minimum au producteur. Sinon, disent les responsables syndicaux, les entreprises, dans un contexte difficile, réduiront leurs collectes de lait, là où elles coûtent le plus cher : « Ce sont donc les jeunes qui viennent de s'installer, et les petits producteurs qui seront largués ».

JEAN VIDEAU.

**M. LABBÉ :**  
« Abandon de poste »

« Le ministre de l'Agriculture vient d'engager l'agriculture française dans la voie de la récession et du déclin », a déclaré, le mercredi 13 mars, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, en commentant l'accord intervenu à Bruxelles.

M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, estime, pour sa part, que M. Michel Rocard s'était « livré à une sorte d'abandon de poste ».

Analysant la décision de limiter la production laitière, la direction du RPR explique que cela ne « constitue pas seulement une erreur économique dont les conséquences ont été mal appréciées, mais une injustice vis-à-vis des agriculteurs, qui ont été, ces derniers temps, les artisans efficaces de la croissance et de la lutte contre l'inflation ».

Quant à l'accord sur les montants compensatoires monétaires, M. Pons affirme qu'il ne fait « que consacrer définitivement l'affaiblissement de notre monnaie en aboutissant à la création de fait d'une zone mark ».

au profit de la société suisse Pargesa, va être réaménagé. Actuellement, Pargesa détient 51 % de Paribas-Suisse contre 46 % pour Paribas-France. Mais, en février 1982, pour permettre un meilleur fonctionnement de la filiale suisse, les deux actionnaires avaient constitué un syndicat, où ils avaient placé chacun 40 % du capital de cette filiale. Il est envisagé d'officialiser cet accord de fait en constituant une holding qui détendrait le contrôle de Paribas-Suisse.

## Social

● Incidents dans un centre de formation à Montreuil. — Des incidents ont eu lieu, mardi matin 13 mars, au centre local de l'Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés (AETFI) à Montreuil (Seine-Saint-Denis) contre des stagiaires, en grève depuis la veille, et des personnes qui tentaient de les expulser. Selon la CFDT, le mouvement a été déclenché par une centaine de stagiaires, soutenus par une quinzaine de formateurs, pour protester contre le licenciement d'une secrétaire immigrée. Selon les dirigeants de l'AETFI, association proche de la CGT et du PCF, la secrétaire avait donné sa démission puis réclamé un plan de formation, demande qui serait acceptée.

# ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

## Les conservateurs sont rassurés par le projet de budget qui prévoit un allègement des charges des entreprises

De notre correspondant

Londres. — Les milieux d'affaires sont soulagés, voire « enthousiastes », comme l'écrit le *Guardian*, et le Parti conservateur retrouve — au moins pour un temps — une quasi-unanimité. En présentant, le 13 mars, le premier projet de budget depuis sa nomination et les élections de juin 1983, le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, semble n'avoir pas manqué son examen de passage, donnant apparemment satisfaction à ceux auxquels il entendait tout d'abord s'adresser (1).

M. Lawson, qui n'aime pas les grands mots et mène avec prudence ses effets, a indiqué qu'il avait préparé un budget « neutre ». Certes, il n'y a pas de bouleversements, et ses choix se situent dans la continuité de la politique générale de M. Thatcher. Toutefois, ce budget tranche sur les précédents, notamment parce qu'il prévoit une réduction de la fiscalité, les impôts étant sensiblement allégés pour les entreprises et les petits contribuables, tandis que certains impôts indirects augmentent. En soulignant que « la poids de l'impôt sur le revenu reste encore trop élevé », M. Lawson a annoncé que d'autres diminutions interviendraient au cours des quatre prochaines années. Il veut ainsi montrer que le gouvernement va tenir ses promesses faites par M. Thatcher depuis son accession au pouvoir, voici près de cinq ans. C'est une demi-surprise, car, en novembre, il avait laissé entendre que l'ensemble des charges fiscales pourraient être accrues, ce qui avait irrité la plupart des industriels et beaucoup de députés de la majorité, mais de nombreux observateurs avaient deviné que ce n'était là qu'une menace « tactique » destinée à faire mieux apprécier, le moment venu, de « bonnes nouvelles ».

Le chancelier de l'Echiquier entend favoriser et assurer la reprise économique enregistrée l'an dernier. « C'est un budget pour l'emploi et l'entreprise », a-t-il déclaré au début de son intervention devant la Chambre des communes. Dans un « livre vert » qu'il a présenté en même temps et qui expose les objectifs du gouvernement à plus long terme, M. Lawson affirme que la récession appartient au passé, et il table sur une croissance moyenne de 2,25 % pendant les cinq prochaines années. Il compte sur la proclamation de la relance pour financer des dépenses publiques de toute façon il souhaite continuer de réduire, à l'exception de celles de la défense.

An profit des hommes d'affaires et des industriels, le budget 1984-1985 supprime une imposition sur le revenu des investissements et, chose plus remarquable, la surtaxe sur les cotisations patronales à la sécurité sociale, communément appelée « l'impôt sur l'emploi » par les dirigeants d'entreprise, qui réclamaient depuis des années son abolition. Cependant, les importateurs sont pénalisés en étant obligés de payer cinq semaines à l'avance la TVA sur leurs achats. Au profit des particuliers et des plus dépourvus d'entre eux, M. Lawson a décidé de relever de 12,5 % le minimum imposable. Près de huit cent cinquante mille personnes supplémentaires vont ainsi être dispensées. La taxe sur les achats immobiliers est annulée pour les logements les moins chers, tandis que l'on met fin aux dégrèvements prévus pour les assurances-vie.

## Hausse des taxes sur la bière et le whisky

En revanche, plusieurs augmentations dans le domaine des impôts indirects sont prévues : sur la bière (il s'agit de se conformer à des objections de la CEE — la taxe sur les vins étant, quant à elle, diminuée), les spiritueux (dont le whisky), les cigarettes (M. Lawson a dit avoir pris en compte l'avis du corps médical) l'essence et la vignette automobile. Ces hausses, qui s'ajoutent à celles déjà annoncées pour le prix du gaz et de l'électricité, font craindre, selon certains experts, que le Trésor ne puisse atteindre son but quand il indique que l'inflation ne devrait pas dépasser 4,5 % au cours du prochain exercice.

Les financiers de la City ont répondu très favorablement à l'annonce des grandes lignes de ce budget. Mardi après-midi, dans les couloirs de la Bourse, tout le monde s'accordait à prédire que l'une des principales conséquences des décisions gouvernementales serait une baisse substantielle des taux d'intérêt (de 0,5 % à 1 % dans un premier temps). Preuve immédiate de la satisfaction de la City : l'indice boursier du *Financial Times* a augmenté de vingt points, et le cours de la livre s'est subitement redressé par

rapport au dollar. Le président de la plus grande organisation patronale, celle des industriels (CBI), qui, il y a encore quelques mois, manifestait son scepticisme devant la politique gouvernementale, n'a pas hésité à dire que la nouvelle loi de finances était « un très bon budget ».

Les députés conservateurs qui, ces dernières semaines, faisaient souffler un vent de fronde au Parlement ont oublié temporairement leur ressentiment pour approuver chaleureusement le chancelier de l'Echiquier et se féliciter de la réduction des impôts, notamment en faveur des plus démunis. Ils ont fait

remarquer que de telles mesures ne pourraient qu'embarrasser l'opposition travailliste et éventuellement freiner la remontée de celle-ci dans les résultats des sondages d'opinion. Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, quelque peu surpris, n'en a pas moins souligné que rien dans les prévisions budgétaires n'indiquait à court terme une réduction du chômage. « Ce budget, a-t-il dit, s'adresse bien davantage à la City qu'à l'ensemble du peuple britannique, qui est victime d'un complot ».

FRANCIS CORNIAU.

(1) L'exercice budgétaire en Grande-Bretagne commence le 1<sup>er</sup> avril.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CRÉDITEL

Société de financement par crédit-bail pour les télécommunications

Le conseil d'administration de CRÉDITEL, réuni le 12 mars 1984 sous la présidence de M. Henri Filho, président-directeur général, a arrêté les comptes du dernier exercice social clos le 31 décembre 1983.

Après dotation aux amortissements de 220 653 150,12 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 69 630 652,34 F, soit 17,41 F par action, contre 16,91 F en 1982.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 14,90 F par action, contre 14,60 F au titre de l'exercice précédent. En raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'aura pas droit à avoir fiscal.

Dans le domaine du crédit-bail en faveur des télécommunications, CRÉDITEL a signé avec l'administration des PTT un avenant au protocole de 1983 portant sur un programme complémentaire de 120 millions de francs. Les engagements pris par la société au titre de l'année écoulée s'élevaient ainsi à 324 millions de francs, qui seront financés à hauteur de 55 millions sur fonds propres de réemploi et de 269 millions sur fonds d'emprunt.

Des négociations ont été entamées avec l'administration sur le programme à prévoir au titre de l'année en cours.

Par ailleurs, CRÉDITEL a poursuivi le développement de ses opérations de SICOPI classique qui représentaient à fin 1983 un volume cumulé d'engagements de 148 millions de francs.

### ROBOCO

FRACTIONNEMENT DES ACTIONS ROBOCO ET ROLINCO

Afin de faciliter le marché des titres en Bourse, les sociétés Robeco et Rolinco proposent à l'assemblée générale des actionnaires du 29 mars 1984 de décider le fractionnement de leurs actions. Les titres actuels d'une valeur nominale de 50 florins seront remplacés par cinq actions de 10 florins nominale.

La forte hausse des cours de Robeco et Rolinco en Bourse d'Amsterdam, ces derniers temps, les a amenés notamment à dépasser de 300 florins. Après le fractionnement qui devrait avoir lieu avant l'été prochain, et sur la base de leur niveau actuel, les cours se situeraient aux alentours de 60 florins et 70 florins.

### BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

Le conseil d'administration de la BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT, réuni le 7 mars 1984 sous la présidence de M. Daniel HOUÏRI, a arrêté les comptes de l'exercice 1983. Le résultat d'exploitation, avant amortissements, provisions et impôt sur les sociétés, s'élève à 137 348 000 F contre 145 748 000 F en 1982, soit une baisse de 5,70 %. Cette évolution reste satisfaisante si l'on tient compte de la baisse des taux intervenue en 1983, par ailleurs favorable aux entreprises.

Après amortissements, provisions et impôts, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 40 011 586 F. En 1983, la Banque a enregistré un allègement des provisions pour douteux et litigieux de 19,3 MF contre 19,3 MF en 1982. L'importance des investissements informatiques actuellement en cours.

La Banque a apporté pendant tout l'exercice assistance et financement à sa clientèle de PME en déployant particulièrement ses efforts sur les crédits à moyen et long terme et sur le développement des exportations : deux bureaux commerciaux ont été ouverts à AMSTERDAM et DUSSELDORF et plusieurs voyages professionnels en EUROPE et au JAPON ont été organisés.

### PARIBAS

LA BANQUE PARIBAS DANS TOUS LES PAYS DE LA CEE

Avec l'ouverture d'une succursale à Copenhague, la Banque Paribas devient la seule banque européenne directement présente dans tous les pays de la Communauté économique européenne.

Opérationnelle à partir du 1<sup>er</sup> mai 1984, la succursale de Copenhague sera dirigée par M. Karl Sørensen Larsen.

Cette implantation au Danemark, avec la création simultanée d'un bureau de représentation à Oslo, en Norvège, traduit également la volonté de Paribas de développer ses activités dans les pays nordiques.

### COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

EXERCICE 1983

Durant l'année écoulée, la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL et ses cinq filiales françaises ont distribué 3 942 millions de francs de nouveaux concours en capital.

Les engagements de leur clientèle, produits à recevoir incassés, atteignent 8 213 millions de francs au 31 décembre 1983.

Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève à 71,6 millions de francs pour 1983.

Le bénéfice net consolidé des différentes sociétés qui le composent sont, respectivement :

59 961 886 F pour la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, dont 35,6 millions de francs de filiales ;

33 514 729 F pour le CRÉDIT UNIVERSEL ;

1 866 162 F pour UNIVERSEL FACTORING ;

8 132 089 F pour LOCUNIVERS ;

2 114 691 F pour UNIFIMCO ;

1 629 097 F pour LOCATIONFOR.

Pour les filiales, cotées à 99 % par la COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL, les distributions proposées, qui reviendront presque intégralement à la société mère, forment un total de 44,1 millions de francs, soit un dividende net unitaire de 33,60 F (l'augmentation de dividende par rapport à celui de l'exercice précédent ayant été limitée à 5 % conformément aux prescriptions gouvernementales) soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 30,40 F par action.

Sur la base du dernier cours de 1983 (447 F), le rendement du titre ressortirait ainsi à 11,28 %.

### COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS-VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, réunis en assemblée générale ordinaire, 16, avenue Matignon à Paris-8<sup>e</sup>, le 8 mars 1984, sous la présidence de M. Tristan Vieljeux ont :

— approuvé les comptes de l'exercice 1983 arrêtés au 31 décembre 1983 ;

— décidé la mise en distribution d'un dividende de 35 francs par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 17,50 francs, dont un total de 52,50 francs par action, identique à celui de l'exercice précédent qui avait eu une durée de dix-huit mois.

Le dividende sera payé dans les banques habilitées à compter du 15 mars 1984, contre remise du coupon n° 87 pour les actions au porteur et estampillage des certificats nominatifs.

مكتبة



## 13 MARS

## Monnaie & Banque

**Nouveau lausse**  
amorphe en défaut de

Les différentes indications dominant à penser que la surchauffe économique se calmait, notamment la baisse de 0,2 % des ventes au détail en février, ont rassuré la communauté boursière. Les déclarations rassurantes à ce sujet faites par le vice-président du Fed et par le secrétaire d'Etat au commerce ont contribué à détendre l'atmosphère et à favoriser les prises de positions.

L'accélération de l'activité en témoignage : 102,65 millions de titres ont changé de mains, contre 84,50 millions la veille.

## Comptant

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	
Heineken	320	330	F
L.M.	100	100	G
Unilever	189 50	181	F
Robur Tobacco Co.	6 15		F
Robur Tobacco Co.	60 50	58 50	F
Robur Tobacco Co.	481 60	450	G
Robur Tobacco Co.	1241	1241	G
Robur Tobacco Co.	135 10	136	F
Robur Tobacco Co.	86	80 10	F
Robur Tobacco Co.	147		F
Robur Tobacco Co.	330	128	H
Robur Tobacco Co.	43 25		F
Robur Tobacco Co.	70 10	70 10	F
Robur Tobacco Co.	24	23	F
Robur Tobacco Co.	113	100	F
Robur Tobacco Co.	55 10	55 20	F
Robur Tobacco Co.	506	500	F
Robur Tobacco Co.	39 10	42	F
Robur Tobacco Co.	30 10	42	F
Robur Tobacco Co.	77	77	F

.....	236	233
Junior Devil .....	21 85	....
.....	78 50	77 20

...er David	236	233	
...er-Rogers	21	85	77 20
...er-Mel	28	28	
...er-Fil	185	185	50
...	80	80	
...ations (M)	82		
CAC	178	178	10
...er-Lobner	260	255	70
...er-McIntosh	170	168	
E.P. (M)	158		
...er Equip. Vels.	44	40	45
oil	37	37	10
...er	250	280	
...er-Alcant	890	545	
...	133	135	
...er Plant, Hildes	215		
...er-SAC	433	433	
...er-Facilities	202	202	
...er	430	430	
...er	441	480	
...er	91	91	

drugi	825	825
gospod	254	274

Angi	825	825	
Angi	284	274	
Angi	67	68 50	
Angi	181	173 80	
Angi	351	352 20	
Angi	154	155	
Angi	238 50	235 10	
Angi	279 90	280	
Angi	680	680	
Angi	270 40	285 40 d	
Angi	54	54	
Angi	28 90	28 30	
Angi	336	336	
Angi	173	172	
Angi	228	228	
Angi	558	540	
Angi	100	100	
Angi	550	550	

VALEURS	Cours prix	Dernier cours
Tosny Indust. inc.	17 06	18 35
Veille Montagne	580	580
Wagon-Lins	380	350
West Rand	58 70	57

## SECOND MARCHÉ

A.G.P.-R.D.	1850	1850
C.I.E.L.E.	4891	486
C. G. E. S. B.	100	100
Dallas	345	345
Dunham O.T.A.	1332	1325
Marion International	1830	1830
M&M	165	157
M.M.S.	285	270
Norwest S.I.H.	1841	1822
On, Gen. Fin.	2220	222
Parr Systems	365	360
Percepsion	316	380
Peyron	500	480
S.C.G.P.B.	231	235
For East Hotels	1 19	1 08

Al-Industrial	10 80	10
Alum.	170	50
Coke	25 50	31
C.G. Machine	6 50	60
CH&M-Mkt. Mng.		
C. S&L. Sales	115 50	116
Copper	500	510
F&M. B.I.	70	350
Fluoropolym.	1 45	1 35
Ins. P&G		
Le. M&S	58	
Le. Promote	122	131
Montco M.V.	675	687
S&L. M&C. Corp.	128	
S.K.F. (App. m/c)	50	
S.P.R.	150	
Total C.F.M.	60	
Unmet	228	228

[illegible]

## systèmes de portiers audio et vidéo pour

systems de portiers audio et vidéo pour immeubles. Dans ce domaine, sa part de marché en Europe est supérieure à 50 %.

L'axe de développement et de recherche se situe dans le traitement des signaux de radio-diffusion-télévision, d'images opto-électroniques et de signaux de radio-diffusion directe par satellites. Employant environ 400 personnes, le groupe a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires hors taxes de 190 millions de francs, dont 14 millions de francs à l'export. — (Corresp.)

■ **DES PERES.** — En diminuant l'année précédente, les profits du groupe diamantier se sont fortement accrus pour 1983. Le chiffre d'affaires après impôts à 305,4 millions de francs a permis ainsi une progression de 49,8 % pour un chiffre d'affaires de 892,9 millions de francs (+ 21 %). Le bénéfice net (part des associés inclus) atteint

dividendes final est fixé à 27,5 cents (contre 25 cents), faisant un total de 40 cents (contre 37,5 cents). Les dirigeants attribuent cette amélioration des ventes de diamants — les pierres brutes de poches dimensions — aux effets de change (baisse du rand par rapport au dollar). Les ventes au détail dans les bijouteries ont atteint l'an dernier un niveau record, grâce, en particulier, aux importantes acquisitions faites aux États-Unis pour Noël. De Beers a poursuivi ses efforts pour stabiliser le marché du diamant en augmentant ses stocks dont la valeur atteignait, en fin d'exercice, 2 253,9 millions de rands, contre 1 832,3 millions.

8

<

IS ET DEVISES	COURS 12/2	COURS 13/3
barrel	102400	102000
ton	102050	101700
ton (20 lb)	650	646
ton (10 lb)	420	.....
ton (10 lb)	650	642
ton (10 lb)	620	608
ton	766	760
ton	4520	4520
ton	2100	2200
ton	1160	.....
ton	4085	4080
ton	649	645



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

- La gauche et l'individu : « Une longue tradition libérale », par Roger Quilliot.
- « Journaux, révélez-vous ! », par Pierre Berchi.

### ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
  - La conférence interarabique de Lausanne.
  - JORDANIE : cette période du courant islamiste aux élections législatives prochaines.
  - La guerre du Golfe.
4. DIPLOMATIE
  - AFRIQUE
  - TUNISIE : l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guigès, est accusé de haute trahison.
5. AMÉRIQUES
  - Le résultat des élections primaires aux États-Unis.
6. ASIE
6. EUROPE

### POLITIQUE

7. La PCF et les élections européennes.
8. Les députés socialistes veulent être associés au choix du gouvernement sur les reconversions et les impôts de 1985.
10. Un colloque de la Fédération nationale des sciences politiques.
11. Le débat sur l'enseignement privé.

### SOCIÉTÉ

12. FAITS DIVERS : le mort au tableau noir ; la banale d'Action directe.
13. L'enquête sur la mort de Gérard Lebovici.
14. SCIENCES : le plan photovoltaïque français.
- SPORTS : Paris-Nice ; le de France : cent vingt propositions écologiques.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15. Carmen, de Francesco Rosi.
16. Les Diables, d'Henri-Georges Clouzot.
- 16-17. Le Tourage de Louisiana Story, par Robert Flaherty.
17. Jönköping, de Roger Planchon, à Paris.
- Hélène Vincent dans *Liberté de Brême*.
18. Livres.
- Sélection.
- Programmes des expositions.
- COMMUNICATION : l'audience des chaînes de radiotélévision.
25. LETTRES : mort d'Uwe Johnson.

### ÉCONOMIE

29. SOCIAL : Renault donne le coup d'envoi aux élections des représentants des salariés dans les conseils d'administration.
30. AFFAIRES.
31. LOGEMENT : « Le patrimoine malade de la copropriété » (III), par José Doyère.
32. AGRICULTURE : après l'accord de Bruxelles sur la réduction de la production de lait.

### RADIO-TÉLÉVISION (25)

#### INFORMATIONS

#### SERVICES (26) :

Météorologie : Mots croisés ; Journal officiel ; Anciens combattants.

#### Annouces classées (28-29) :

Carpet (26) ; Programmes des spectacles (20 à 23) ; Marchés financiers (33).

Le numéro de « Monde » daté 14 mars 1984 a été tiré à 457 898 exemplaires

Communiqué par Bnt air

### Volez «bleu-blanc-rouge» au cœur de la Région

La plupart des hommes d'affaires connaissent Bnt air. Compagnie régionale, Bnt air dessert par des lignes régulières Londres et Lyon au départ de Rouen, Quimper, Morlaix, Caen, Le Havre, et, associée à Air Inter, exploite Rennes-Paris et Quimper-Paris.

Complément du tissu aérien national, Bnt air offre les mêmes avantages que les grandes compagnies : vols tricolores, cartes d'abonnement, tarifs réduits dans les mêmes conditions, etc. Avec ses avions de 18 places, des avions d'affaires, presque des avions privés - Bnt air participe chaque jour au desservement et à l'essor de la région.

Pour en profiter, vous aussi, appelez le 06 62 10 22 ou consultez votre agence de voyages.

A B C D E F G

## M. MITTERRAND A TOULOUSE

### Un nouveau départ pour l'industrie aéronautique grâce à l'Airbus-320

De notre envoyé spécial

Toulouse. — M. François Mitterrand s'est rendu à Toulouse mardi 13 mars au lendemain même de la signature, à Bonn, de l'accord pour la fabrication d'un nouveau modèle d'Airbus en collaboration entre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne (*le Monde* du 13 mars).

Le chef de l'Etat, accompagné de M. Charles Fiterman, ministre des transports, a évidemment rien vu du futur avion A-320, qui n'est encore qu'à l'état de maquette.

Les dirigeants de la SNIAS, MM. Henri Martre, président, Bernard Lathière, administrateur-gérant, et Roger Betteille, président du groupe d'intérêt économique Airbus-Industrie, lui ont, en revanche, largement expliqué les plans de cet avion de cent cinquante places, dont la construction va commencer, et dont les premiers exemplaires seront livrés en 1988. Ils ont insisté sur les performances de l'appareil, supérieures à celles de la dernière Caravelle.

A défaut de voir les premiers éléments du nouvel avion, M. Mitterrand a parcouru les hangars de la SNIAS où sont assemblés d'autres modèles : l'avion régional biturbopropulseur ATR-42 franco-italien de 44 à 49 places et l'Airbus A-310 de 215 places déjà en service dans plusieurs compagnies, et dont cinq exemplaires seront livrés à partir de mai prochain à Air France. Après avoir pénétré dans les cellules en cours de montage, monté sur les plates-formes d'assemblage et s'être

fait donner des explications techniques, le président de la République a déclaré dans une brève allocution qu'il était heureux que M. Thatcher, avec qui il en avait parlé plusieurs fois, ait donné son accord à cette réalisation. Il a ajouté : « La France tient donc sa place grâce à une haute technologie, une bonne organisation et un vaste marché. »

« C'est un nouveau départ pour notre industrie aéronautique. »

A M. Dominique Baudis, maire de Toulouse (centriste), venu le saluer, M. Mitterrand a dit qu'il se félicitait que l'avenir aéronautique de Toulouse soit ainsi assuré jusqu'à l'an 2000 au moins, précisant que de nouveaux emplois seraient créés. Profitant de la visite du chef de l'Etat, le syndicat CGT de l'aéronautique a distribué une « lettre ouverte » demandant notamment le « rattrapage du pouvoir d'achat gravement amputé depuis deux ans » et l'application à la SNIAS « des lois de la République dans le domaine des libertés ».

Après sa visite des installations, M. Mitterrand a été l'hôte d'un déjeuner privé offert par le bureau de l'association de la presse présidentielle dont il est, de droit, le président d'honneur.

ANDRÉ PASSERON.

## La fédération socialiste de Loire-Atlantique exclut huit militants

De notre correspondant

Nantes. — En excluant du Parti socialiste huit de ses militants (et non des moindres, puisqu'on y trouve, entre autres, M. Gérard Salou, l'ancien adjoint aux finances de M. Alain Chénard, maire de la ville, de 1977 à 1983), la fédération de Loire-Atlantique a voulu se séparer des derniers représentants de la vieille SFIO, caractérisés par leur attachement viscéral à la laïcité autant que par leur anticommunisme sans concession.

« Ces gens n'ont plus rien à voir avec le parti », tel est l'avis de la commission des conflits, qui a statué sur le cas de M. Gérard Salou et de ses amis. Ceux-ci sont déclarés coupables d'avoir participé activement, en novembre 1983, à la constitution de « l'appel des 121 » aux travailleurs du département, appel qui n'est pas tendu pour le gouvernement. Les « 121 » lui reprochent « de prendre des mesures portant atteinte à des droits acquis par le mouvement ouvrier au prix d'une lutte séculaire ». Certes, les « 121 » n'utilisent pas le mot « trahison » (des promesses de mai 1981), mais

il est bien dans l'esprit de ce texte, signé aussi par des militants du PCI (Parti communiste internationaliste, trotskiste).

Les huit « accusés », convoqués mercredi 7 mars devant la commission, se sont prévus du soutien de cinquante-deux autres militants socialistes, ce qui montre que les héritiers de la « vieille maison » SFIO représentent toujours un certain courant au pays nantais. La commission des conflits a estimé qu'il s'agissait d'une expression externe au parti et donc d'une activité fractionniste. En fait, le bureau fédéral du PS, à tendance popérisante, ERES, a saisi l'occasion qui lui était offerte pour régler de vieux comptes.

Reste à savoir si les exclus ne vont pas tenir maintenant un rôle encore plus gênant pour la majorité fédérale. Ils se sont engagés à fond pour la relance de « l'appel des 121 », qui a déjà recueilli deux mille signatures en Loire-Atlantique. Ils tiennent meeting mercredi 14 mars à Nantes.

Y. R.

## LE SERVICE DE SÉCURITÉ INTERNE DU CEA EST MIS EN CAUSE PAR « LE CANARD ENCHAÎNÉ »

Plusieurs membres du service de sécurité interne du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) seraient soupçonnés de trafic de drogue, selon des affirmations du *Canard enchaîné* du mercredi 14 mars, qui se fonde sur un rapport remis en janvier dernier à l'administrateur général de l'organisme, M. Gérard Renou, et à la DST. « Certains policiers affirment aujourd'hui que la quantité de drogue saisie était « négligeable » mais d'autres maintiennent que quatre salariés du CEA au moins sont compromis », note l'hebdomadaire.

Au CEA, on confirme qu'il y a eu présumption d'usage de drogue chez certains membres du département de sûreté et de protection du secret (DSPS), mais on ajoute que l'affaire était tout à fait bénigne (quelques cigarettes) et qu'elle n'a entraîné que des réprimandes verbales, sans sanctions disciplinaires.

Toujours selon le *Canard enchaîné*, le DSPS a fait l'objet d'enquêtes révélant qu'il « se comporte comme une véritable police privée. Disposant de trois cent quatre-vingt-cinq mille fiches et dossiers sur tous les collaborateurs

(Publicité)

## 72% des dépôts

sont vendus et payés dans les deux premiers mois de leur venue au « Depot Vente de Paris ». Faites un essai, n'est-ce pas la meilleure façon de tester le sérieux de notre formule. La qualité de notre exposition et le nombre de nos clients aussi bien professionnels que particuliers ?

LE DEPOT VENTE DE PARIS, 81, rue de Lagny (209) 372.13.91

L'ACTUALITÉ ET L'AVANT-GARDE DES TISSUS MODE 1984

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS

(Publicité)

Un vin de grande table

**CRAMOISAY**

toujours à sa place

## M. MAUROY SE REND AU DANEMARK

M. Pierre Mauroy devait quitter Paris pour Copenhague, ce mercredi après-midi 14 mars, pour une visite officielle de deux jours au Danemark. Le premier ministre est accompagné de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères européennes, et de deux secrétaires d'Etat, MM. Guy Lengagne (mer) et Roger-Gérard Schwartzberg (éducation nationale).

Le programme de la visite de M. Mauroy prévoit un premier entretien en tête-à-tête avec le chef de l'opposition social-démocrate, M. Jørgensen, puis les deux délégations auront une série d'entretiens au palais du gouvernement, avant de participer à un déjeuner offert par la reine, M. Mauroy doit regagner Paris dans la soirée de jeudi.

Ses entretiens à Copenhague seront principalement consacrés à la préparation du conseil européen des 19 et 20 mars, à la défense, à un certain nombre de questions d'actualité (parmi lesquelles la situation au Liban et la guerre Iran-Irak), ainsi qu'à l'examen des relations bilatérales.

## Inquiétude sur les intentions de l'Argentine au sujet de sa dette extérieure

Les concertations entre les banques créditrices de l'Argentine ont repris à New-York, le mardi 13 mars. L'attitude dilatoire, pour ne pas dire plus, adoptée par le gouvernement du président Alfonsín en ce qui concerne le service de la dette extérieure (s'élevant au total à plus de 43 milliards de dollars) est devenue un grave sujet d'inquiétude pour la communauté bancaire internationale. Schématiquement, les faits sont les suivants.

Le 13 octobre dernier, le gouvernement militaire de l'Argentine avait fait savoir qu'il suspendait tous remboursements (y compris le paiement des intérêts) sur la dette extérieure. Les élections ont eu lieu de peu, mais les *Buenos-Aires* ont continué à ne pas honorer ses engagements. Les créanciers seraient prêts à accepter l'ajournement du remboursement du principal en attendant que soit négocié un accord de rééchelonnement, mais pas le refus de servir les intérêts, et cela d'autant plus que l'Argentine a pu, au cours des derniers mois, engranger quelques réserves de changes (on parle de 1 milliard de dollars).

Ces réserves, déclare le gouvernement argentin, doivent d'abord servir à la dette extérieure.

« Médias : nouvelles stratégies, nouvelles images ». — L'Institut universitaire de technologie B de l'université de Bordeaux III (qui comprend un enseignement de journalisme) organise en juin 1983 ses « journées presse » sur ce thème. Le compte rendu vient d'être publié : ce sont des morceaux choisis des interventions et des moments forts des débats, qui ont porté notamment sur le rôle de la presse écrite et sur la place des journalistes dans l'évolution en cours du système médiatique.

IUT B, département « Carrières de l'information », M<sup>me</sup> Edith Rémond, domaine universitaire, 33405 Talence, CEDEX.

« Création de France communication internationale ». — Un groupement d'intérêt économique (GIE) chargé de faciliter la promotion de l'audiovisuel français à l'étranger a été créé par l'Institut national de la communication audiovisuelle (INCA), Télédiffusion de France (TDF) et France média internationale (FMI), dont la fonction est de commercialiser les œuvres ou documents de service public de l'audiovisuel. Un communiqué publié vendredi 9 mars par TDF précise que France communication internationale devrait surtout permettre une meilleure coordination de l'action des trois sociétés qui conservent leur autonomie propre.

« Un sondage sur la privatisation de la télévision ». — *Le Quotidien de Paris* publie le 14 mars un sondage réalisé par l'Institut IFRES entre le 29 février et le 8 mars sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus. 72 % d'entre elles estiment que la télévision ne doit pas demeurer une monopole d'Etat. 52 % votent dans la gestion privée la garantie d'une télévision attentive aux goûts du public ; 28 % redoutent le risque d'une diminution des paisances d'argent et 4 % celui d'un abandon de la mission de service public.

(Publicité)

Un vin de grande table

**CRAMOISAY**

toujours à sa place

## Sur le vif

### Zip

Elle est devenue bien vertueuse, je vous le disais l'autre jour, bien conformiste, l'Andriquet de Rougem, elle s'interroge à longueur d'ondes et d'antenne sur la question de savoir si Gary Hart et sa femme, deux fois séparés, se sont réconciliés pour de vrai ou pour la frime en vue des prochaines élections présidentielles. Et s'il est opportun ou pas de rétablir la prière à l'école. Quand elle voit passer un bonhomme qui n'arrive pas à remonter la fermeture éclair de sa braguette dans une galerie marchande à Albany, elle pousse des hauts cris par la voix suraiguë d'une vendeuse, alerte les flics et envoie le malheureux au poste de police.

Là, on lui prête une éponge de nourrice et on le lâche devant les micros et les caméras immédiatement alertées. Remous dans l'opinion et catastrophes en cascade. Il perd son emploi de conseiller dans un programme de réhabilitation pour drogués. Complètement traumatisé, il va chez le toubib. Ordonnance recto-verso de tranquillisants, d'antidépresseurs, d'euphorisants. Il se met à croquer des tablettes et à avaler des gélules avant les repas, après les repas, entre les repas.

La voilà complètement droguée à son tour. Et méchant. Et teigneux. Et violent. Du coup — quel coup ! — se ferme le placage. Alors là, il touche le fond. Et il remonte jusqu'au tribunal devant qui il va attaquer le fabricant en dommages-intérêts. Et il va gagner. Savez-vous combien ? 200 000 dollars. En gros — et ça fait très gros — 160 000 F. Lourde.

C'est ça que j'adore aux États-Unis. Ce sont ces contrastes, ces extrêmes. Tous ces « possibles ». Un pays où on peut encore jouer à qui perd gagne sur une fermeture éclair et une éponge de nourrice bien placées, c'est quand même un grand, un beau pays !

CLAUDE SARRAUTE.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

La commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté une convention contre la torture.

## Le Rhin en vogue — une croisière à la mesure de vos exigences



Alors que l'on constate ici et là une fâcheuse tendance à la médiocrité, la K.D. reste résolument décidée à maintenir l'excellent standing qui lui a valu son prestige. « A bord d'un bateau spacieux vous êtes logés dans une cabine avec vue sur le fleuve et 2 lits bas, douche et WC privés. L'ensemble du personnel veille à votre confort et à votre bien-être. Il sera toujours disponible pour vous fournir une qualité de service que vous êtes en bon droit d'exiger. » Chaque jour, le chef de cuisine vous prépare des menus dignes des meilleurs tables, qui laisseront, eux aussi, des souvenirs exquis... Se laisser bercer sur un bateau qui glisse doucement devant des sites remarquables, tout en profitant d'une parfaite organisation des excursions lors des escales, renforcera encore votre impression que ce mode de voyage est la meilleure formule pour vivre pleinement, en privilège, quelques jours exceptionnels.

Partez pour une croisière en « Classe de Luxe ». Elle est faite pour vous.

Renseignements et inscriptions dans votre Agence de voyage ou : pour une documentation gratuite, envoyer votre carte de visite avec ce bon à : Agent Général - 9, rue Fbg St Honoré - 75008 Paris - Tél. : (1) 472.52.27

German Rhine Line 1000 kms tranquilles et légendaires.

MM14

MM14